

MÉMOIRES DE  
LA SOCIÉTÉ ROYALE  
DU CANADA

SECTION I

Littérature, histoire, archéologie, sociologie, économie politique,  
et sujets connexes, en français

TROISIÈME SÉRIE—TOME XLIX—SECTION I

SÉANCE DE JUIN 1955



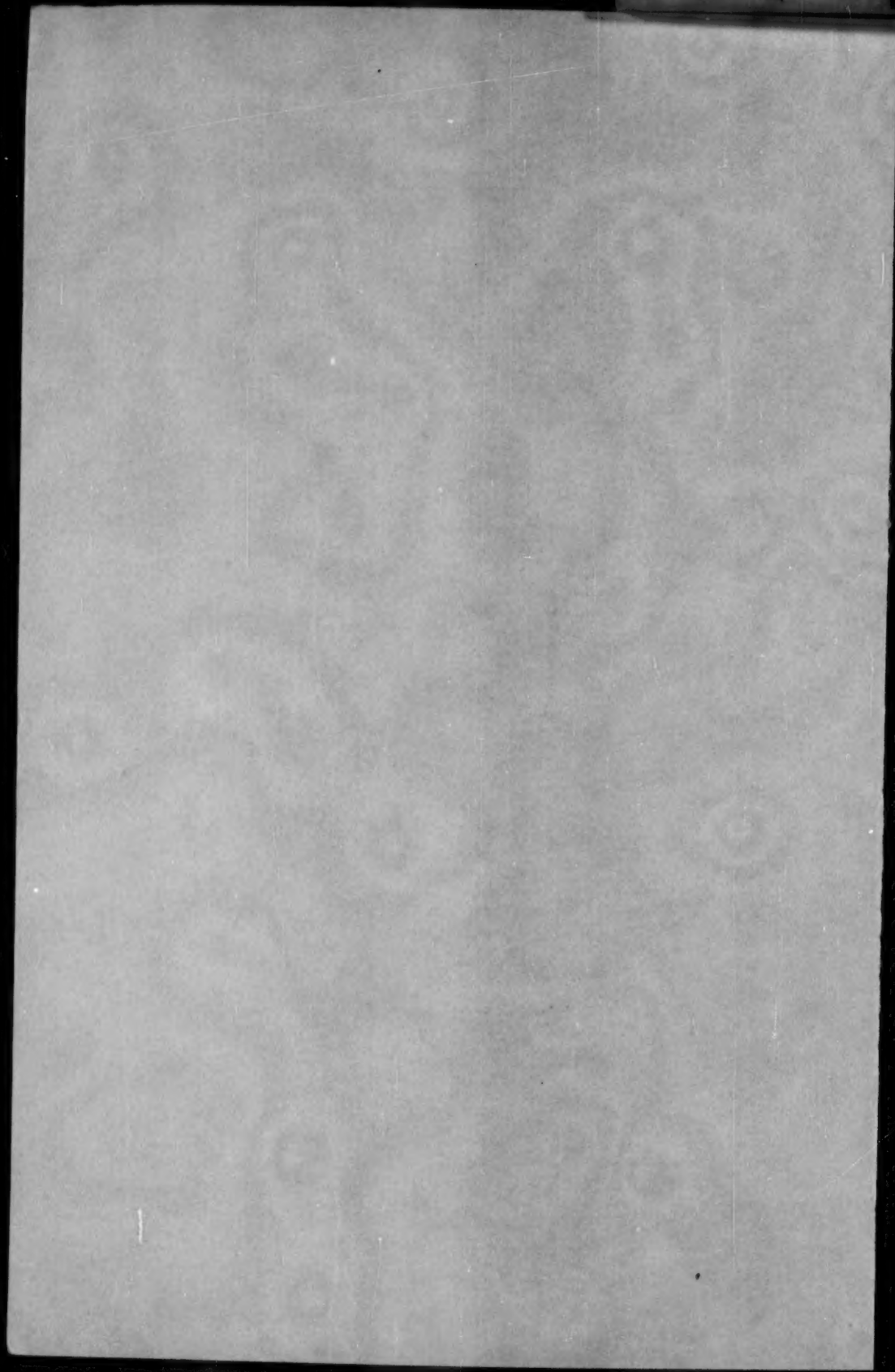
TRANSACTIONS OF  
THE ROYAL SOCIETY  
OF CANADA

SECTION II

Literature, History, Archaeology, Sociology, Political Economy,  
and Allied Subjects, in English

THIRD SERIES—VOLUME XLIX—SECTION II

MEETING OF JUNE, 1955



MÉMOIRES DE  
LA SOCIÉTÉ ROYALE  
DU CANADA

SECTION I

Littérature, histoire, archéologie, sociologie, économie politique,  
et sujets connexes, en français

TROISIÈME SÉRIE—TOME XLIX—SECTION I

SÉANCE DE JUIN 1955



TRANSACTIONS OF  
THE ROYAL SOCIETY  
OF CANADA

SECTION II

Literature, History, Archaeology, Sociology, Political Economy,  
and Allied Subjects, in English

THIRD SERIES—VOLUME XLIX—SECTION II

MEETING OF JUNE 1955

# TABLE DES MATIÈRES

## SECTION I



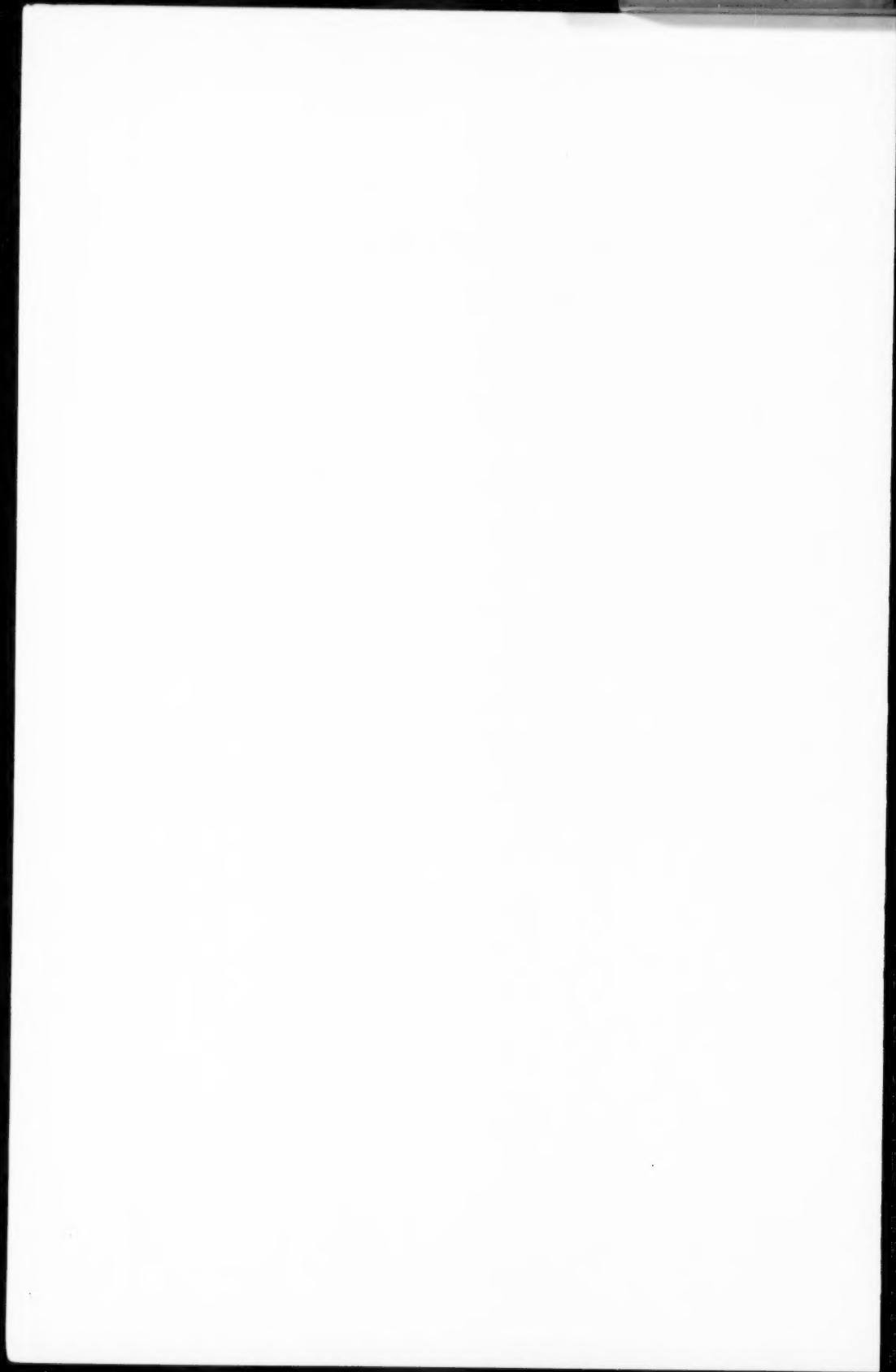
<i>De l'action du « Monde Bilingue » — français-anglais — et de ses répercussions sur la vie canadienne.</i> Par JEAN DÉSY, M.S.R.C.	1
<i>Premiers principes d'une théorie de l'anglicisme.</i> Par JEAN-MARIE LAURENCE, M.S.R.C.	17
<i>La Paix et la guerre : deux fruits de l'éducation.</i> Par EUGÈNE L'HEUREUX, M.S.R.C.	21
<i>Les Mathématiques de nos ancêtres.</i> Par LÉON LORTIE, M.S.R.C.	31
<i>Jean-Baptiste Le Moyne de Bienville.</i> Par OLIVIER MAURALT, M.S.R.C.	47
<i>L'Orfèvre François Sasseville.</i> Par GÉRARD MORISSET, M.S.R.C.	51
<i>Le devoir des parents et des éducateurs dans la guerre à l'alcoolisme.</i> Par ADRIEN PLOUFFE, M.S.R.C.	55
<i>Une Polémique du Père Duplessis.</i> Par GUY SYLVESTRE, M.S.R.C.	73
<i>Un Pensionnat à l'Hôpital-Général de Québec, 1725-1868.</i> Par LOUIS-PHILIPPE AUDET	79

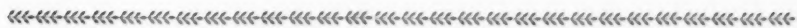
## TABLE OF CONTENTS

### SECTION II



<i>The Threat of Over-Population.</i> Presidential Address By D. A. MACGIBBON, F.R.S.C. . . . .	1
<i>Toynbee and the Problem of Climaxes in the Development of the Fine Arts.</i> By ALFRED G. BAILEY, F.R.S.C. . . . .	13
<i>Louise Labé: The Sappho of the Renaissance.</i> By SKULI JOHNSON, F.R.S.C. . . . .	23
<i>The Epic Poetry of Mickiewicz.</i> By WATSON KIRKCONNELL, F.R.S.C. . . . .	39
<i>The Challenge to Prose.</i> By HUGH MACLENNAN, F.R.S.C. . . . .	45
<i>The Bias of Prairie Politics.</i> By W. L. MORTON . . . . .	57
<i>"Forests" and Woods in Mediaeval England.</i> By F. G. ROE . . . . .	67
<i>Recent Changes in Government Attitudes towards Immigration.</i> By MABEL F. TIMLIN, F.R.S.C. . . . .	95





## De l'action du « Monde Bilingue » — français-anglais — et de ses répercussions sur la vie canadienne

JEAN DÉSÉ, M.S.R.C.

Le mouvement « Le Monde Bilingue », né d'une initiative privée et connu aujourd'hui mondialement, n'a pas 4 ans d'existence légale puisqu'il fut fondé à Paris le 27 août 1951; cette rapide ascension, l'intérêt soulevé en Europe, sur le continent américain, certaines oppositions voyantes même, montrent qu'il s'agit là d'une idée-force, créatrice d'espoir pour les uns, d'inquiétude pour ceux qui se satisfont des divisions internes du monde occidental.

Tel qu'il figure dans ses statuts, le but de l'association du Monde Bilingue — placée sous le haut patronage de Monsieur le Président de la République Française, et dont les présidents d'honneur sont MM. Jean Berthoin, Ministre de l'Education Nationale, Edouard Herriot, Président d'Honneur de l'Assemblée Nationale, et le signataire de cette note, Ambassadeur du Canada à Paris — est de généraliser l'adoption et l'acquisition d'une seconde langue ou langue auxiliaire, d'usage courant, en vue d'améliorer les relations internationales.

Dès le 25 mars 1951, la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale approuvait l'idée d'une première étape moins ambitieuse et plus concrète, connue sous le nom de « Projet de Bilinguisme Français-Anglais ». Trois années ne s'étaient pas écoulées que devant les progrès réalisés le Conseil des Ministres du Gouvernement Français décidait, à sa réunion du 18 novembre 1953, sur la proposition de M. André Cornu, Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale et aux Beaux-Arts, la création d'une Commission Nationale du Bilinguisme. Depuis cette date — et bien qu'il ne semble pas que cette décision ait été encore suivie d'effets — la faveur officielle n'a fait que croître, ainsi qu'en témoigne l'adhésion de quelque 250 députés et sénateurs au Comité d'Action Parlementaire du mouvement bilingue. Un comité analogue fonctionne également à Londres, fondé le 4 novembre 1954 au cours d'une réunion à la Chambre des Communes.

\*

\* \*

De tout temps l'homme a éprouvé le besoin de surmonter l'incompréhension entre membres de communautés linguistiques différentes en superposant à la diversité des langues de communication immédiate l'unité d'une langue pouvant servir à toutes les communications, fussent-elles les

plus lointaines. Parcourir le monde sans jamais se heurter à aucune barrière de langue, être compris et comprendre, ce rêve a pu être réalisé dans certaines conditions historiques exceptionnelles et dans les limites de l'univers de l'époque.

S'il n'est pas aussi vieux que le monde, le bilinguisme l'est bien au moins autant que l'histoire. Il a existé dès les grands empires sémites, égyptien, perse, dans le monde hellénique; il a connu dans l'empire romain une exceptionnelle extension, que l'emploi du latin — comme langue d'église ou langue savante — a prolongée dans le temps, cependant qu'un phénomène parallèle se produisait en Orient avec l'arabe. En Occident même d'autres bilinguismes naissaient, anglo-normand par exemple. Plus tard d'autres supplantaient le latin : français au XVIII<sup>e</sup> siècle. En dehors des langues ou dialectes locaux, le bilinguisme se rencontre encore à présent dans la plupart des pays coloniaux ou ex-coloniaux, dans les pays de l'Europe danubienne, sur toute la frontière latino-germanique de l'Europe, de la Suisse à la Hollande (on peut ajouter des pays comme la Norvège où l'enseignement de l'anglais dès l'enfance est courant). Il s'agit donc bien d'un état de fait normal et constant, intéressant à toute époque une fraction notable de l'humanité et non d'une doctrine quelque peu gratuite ou d'une chimère irréalisable.

Toutefois si l'on examine de plus près le caractère de ces bilinguismes passés ou présents, on ne peut manquer de constater qu'il s'agit dans la plupart des cas :

— ou bien d'un phénomène conscient, mais limité à un petit nombre de personnes privilégiées qui en tirent des avantages particuliers, politiques, économiques, culturels ou même de simple prestige,

— ou bien d'un phénomène endémique, plus ou moins spontané, de valeur douteuse en général, où l'une et l'autre langue maniées par des gens peu instruits se contaminent et se corrompent pour donner naissance aux *sabirs* et « *pidgins* ».

Dans les deux cas, des facteurs humains viennent altérer le problème linguistique proprement dit : les gens de la minorité consciente ne sont pas toujours exempts d'une certaine morgue, voire de snobisme; la multitude peu cultivée ressent parfois sourdement mais impatiemment, comme une atteinte à la langue maternelle, la contrainte d'une autre langue et d'un autre système de pensée. Les différends séculaires de groupe humain à groupe humain se cristallisent dans l'opposition linguistique : le linguiste Luxembourgeois Ludovicy cite le cas de ces Belges flamands qui font apprendre le français à leurs enfants — parce que c'est bien utile, — mais *en secret* — parce qu'on tient à affirmer son intransigence...

Or cette conception du bilinguisme se trouve à présent profondément modifiée par deux grands faits qui dominent le monde moderne : la démocratisation de la culture et le « rétrécissement de la planète » dû aux progrès de la technique : transports et transmissions. Ces deux faits devaient nécessairement susciter l'idée de faire un *usage nouveau* du phéno-

mène ancien qu'est le bilinguisme. D'un côté le bilinguisme devrait cesser d'être l'apanage d'une caste et faire partie de la formation normale du citoyen; de l'autre il s'agirait pour l'homme du peuple d'un bilinguisme non plus larvé, honteux et imparfait, mais accepté volontairement, contrôlé par l'école, qui cesserait d'être l'instrument d'un impérialisme politique ou économique pour devenir celui d'une plus grande culture personnelle, d'une compréhension à l'échelle humaine, fondement d'un humanisme nouveau. Qu'on ne s'étonne donc pas si depuis le début du siècle diverses formules ont été proposées dans ce sens, notamment celles des langues artificielles. Je rappellerai aussi la proposition d'un bilinguisme franco-anglais faite dès 1901 par Chappelier et Bréal. Mais il est de fait que ces diverses tentatives n'ont eu que des effets limités dans l'espace ou le temps.

\*  
\*   \*  
\*

En 1951, une nouvelle impulsion était donnée par le « Monde Bilingue » : idéalistes pratiques, le fondateur M. Jean-Marie Bressand et ses collaborateurs immédiats ont, par instinct autant que par raisonnement, éliminé d'emblée les langues artificielles; qu'il nous suffise de rappeler ici leurs principaux défauts :

a) leur prétendue simplicité n'est guère sensible que pour les Latins, à la rigueur les Anglo-Latins, et pour les personnes déjà fortement cultivées des autres pays : l'économie d'effort est donc assez illusoire;

b) ne se référant à aucun usage fixé par une longue tradition, leur grammaire simplifiée laisse la porte ouverte aux idiotismes propres à chaque usager, donc à une imprécision dans la traduction des rapports logiques;

c) ces langues ne donnent accès à aucune culture nationale : or il n'est pas interdit de rechercher à la fois un gain utilitaire et un gain éducatif qui se complètent plus qu'ils ne s'opposent;

d) enfin il subsiste entre ces langues une rivalité qui leur interdit toute véritable universalité; on est encore loin d'un état où l'une de ces langues serait imposée et disposerait d'un personnel enseignant nombreux.

Le seul avantage des langues artificielles est donc leur vertu un peu négative de ne satisfaire personne, en ménageant les « susceptibilités » nationales. Mais c'est le type même du problème mal posé : si la volonté d'entente ne préexiste pas au choix de la langue, s'imaginer que ce choix créera la volonté d'entente !...

C'est également autant par instinct que par un sens aigu des réalités que les dirigeants du « Monde Bilingue » procédant par élimination, aboutissaient à la formule qui devait rallier une large majorité de l'opinion :

1) l'adoption d'une langue universelle à l'époque où l'enseignement du russe est activement poussé dans tous les pays européens satellites et en Chine, est une utopie; à moins que l'Occident ne se mette également à l'heure de Moscou...

2) limité à l'hémisphère occidental, en particulier aux Nations At-

lantiques, du Commonwealth et de l'Union Française, le problème se complique de données historiques, culturelles et sentimentales.

3) cependant l'observation pure et simple nous fait apparaître l'anglais comme étant inévitablement celle des langues qui jouit de la diffusion la plus large. D'autre part, le français est la seule langue vivante qui possède une longue et solide tradition d'enseignement et d'étude dans tous les pays et dans presque tous les milieux; côte à côte avec l'anglais, il fait dans les conférences internationales œuvre des plus utile et même indispensable en tant que moyen de vérification et de traduction.

Analysant les virtualités européennes à cet égard, le R.P. Lorsons S.J. † écrivait dans *La Croix* du 29 septembre 1953 à l'occasion des débats du Conseil de l'Europe sur « Le Bilinguisme Franco-Anglais » :

*Une seule langue moderne, qui ne pourrait être que l'anglais, enlèverait à ceux qui la parlent le bénéfice du bilinguisme et compromettrait l'équilibre culturel du monde.*

Il est donc apparu que deux langues auxiliaires européennes, parmi lesquelles chacun ferait un choix suivant ses goûts ou ses affinités, vaudraient mieux qu'une seule. On a pensé à l'anglais et au français. C'est assez obvie, sans aucune arrière-pensée nationaliste : l'anglais est la langue la plus parlée du monde et l'une des plus faciles; le français est la plus claire et la mieux accréditée grâce à sa littérature et grâce à son caractère de langue diplomatique...

Les deux langues devant être reconnues langues de communication internationale, et ceci non seulement *de facto* mais *de jure*, seraient donc le français et l'anglais : le *bilinguisme français-anglais* fait obligation morale pour les peuples de langue française d'acquérir la connaissance de l'anglais et pour les peuples de langue anglaise la connaissance du français; il n'exige pas de ceux qui ne sont ni francophones ni anglophones la connaissance des deux langues mais seulement de l'une d'entre elles, au mieux des convenances et des goûts de chaque individu. Cette obligation reste subordonnée aux exigences nationales : en Belgique, par exemple, il est certain que les Flamands n'ont d'autre choix que le français qui est langue nationale. Dans les pays bi- ou plurilingues, cette obligation ne pourrait également subsister qu'au cas — assez exceptionnel — où aucune des langues nationales ne serait le français ou l'anglais.

Ainsi tout homme serait assuré d'être compris et de se faire comprendre, sinon par tous, du moins *partout* et c'est là l'essentiel.

\*

\*   \*

Parmi les encouragements qui affluèrent de tous les coins du Monde Libre à l'adresse de M. Bressand et des hommes d'Eglise, parlementaires, universitaires, écrivains, médecins, économistes, journalistes... qu'il avait su grouper autour de lui, cinq me paraissent porter témoignage avec une conviction profonde :

1) en 1951 du Président Eisenhower, alors Commandant en Chef des Forces de l'O.T.A.N. : « Je suis heureux de constater que l'objectif de votre

plan est conforme au but de ma mission en Europe — établissement de la sécurité collective et de la paix universelle. »

2) en 1952 du R.P. Charles Boyer S.J., Préfet des Etudes de la Pontificia Università Gregoriana : « Je suis, pour ma part, tout gagné à l'idée du Monde Bilingue. La Croix a publié le 21-22 janvier 1951 un article intitulé « Bilinguisme et Langue Internationale », dans lequel après avoir écarté la solution par une seule langue (esperanto, latin, anglais), j'essayais de démontrer que l'état présent du monde suggérait le bilinguisme anglais-français. »

3) en 1953 de S.A.R. la Princesse royale : « As it is so important that our two countries should see eye to eye, it is heartening to know that public men like yourself are working to this end through Cultural Channels. »

4) en 1954 de Ralph Morley, M.P., ancien Président de la « National Union of Teachers » de Grande Bretagne : « Somebody has said that the English language expresses the genius of the Teutonic world and the French language the genius of the Latin world. I would prefer to say that French expresses the genius of the entire civilized world. »

5) enfin, dernièrement, de notre propre Secrétaire d'Etat aux Affaires Extérieures, M. Lester Pearson : « I did have the opportunity of mentioning to the Prime Minister of France (M. Mendès-France) that I thought your organization was a very worth while one and doing good work. »

En conclusion de l'examen des principes généraux et généreux que défendent les animateurs du Monde Bilingue, je souscris personnellement à la mise au point du secrétaire du Comité Universitaire de ce mouvement, M. Jean-M. Chevallier, professeur agrégé de sciences mathématiques, en réponse à diverses attaques contradictoires : « Il serait puéril de chercher dans le bilinguisme une machine de guerre contre l'anglais, plus absurde encore d'y voir un sabotage, naïf ou machiavélique, du français. En fait, il est sans doute le meilleur principe d'équilibre, la meilleure solution de compromis pour les difficultés linguistiques du monde occidental. »

\*

\*      \*

Ce choix admis — et j'espère que les oppositions, s'il y en a, ne viendront pas du Canada — il reste à le faire entrer dans la réalité.

Dans un recueil d'études intitulé *Le Monde bilingue et l'université*<sup>1</sup> et publié à Paris en janvier 1955, des universitaires ont traité excellemment les nombreux problèmes tant politiques, sociologiques, culturels que pédagogiques et pratiques posés par l'introduction d'une langue auxiliaire dans les programmes scolaires.

*Le problème est d'abord d'ordre pédagogique*, certes, par les activités péri et post-scolaires qu'il implique aussi bien que par la mise au point d'un

<sup>1</sup> *Le Monde bilingue et l'université*, no spécial de la Revue Administrative, printemps 1955, prix 275 frs. à commander au Monde Bilingue, 80 rue Taitbout, Paris 9<sup>e</sup>, C.C.P. Paris 8501-12.

enseignement précoce de la langue étrangère dès l'école primaire, peut-être dès le jardin d'enfants; car une des nouveautés foncières de la formule du « Monde Bilingue » — nouveauté relative dans des pays comme la Sarre, la Suisse ou le Luxembourg, mais nouveauté en France, en Angleterre, où elle suscite d'ailleurs quelques polémiques — c'est l'accent mis, *en fonction du but pratique poursuivi*, sur la nécessité d'une acquisition précoce, qui fasse jouer les facultés de mémoire et d'imitation du jeune enfant, la plasticité de ses organes, plutôt que les facultés analytiques de l'intellect; en un mot il faut que l'apprentissage de la langue auxiliaire soit plus une détente et un stimulant qu'une occasion de surmenage. Des préjugés tenaces sont à briser : certains ne veulent pas voir qu'un enfant même d'intelligence très médiocre peut apprendre et parler une langue étrangère, qu'il affirmera par là même sa langue maternelle et qu'il en tirera un profit que ne lui apporteront pas d'autres disciplines plus « intellectuelles »; naturellement un sujet mieux doué, outre les mêmes avantages, trouvera dans cette étude une connaissance plus instinctive de la langue qui lui livrera des trésors cachés. Mais par contre, cela ne signifie pas que toutes les imprudences, toutes les improvisations soient permises; il faudra sans doute éviter des écueils, fixer des méthodes, un âge d'acquisition, un dosage équilibré de la langue maternelle et de la langue auxiliaire, former et recruter un personnel *ad hoc*.

Si certains se sentent découragés d'avance devant l'ampleur de la tâche à accomplir, qu'ils méditent l'exemple de la Sarre où au début de 1946, alors que ce pays manquait non seulement de bâtiments scolaires, de livres et de personnel enseignant « mais encore et surtout de pain et de lait pour les enfants », une langue étrangère : le français, fut introduite dans les programmes de toutes les écoles primaires, dès la seconde année; S.E. M. Emile Straus, ancien Ministre de l'Instruction Publique et actuellement Ministre de la Sarre à Paris, qui organisa cet enseignement « à la force du poignet », dirons-nous, peut écrire avec fierté dans la brochure *Le Monde bilingue et l'université* : « les étudiants Sarrois suivent sans aucune difficulté les cours bilingues (français-allemand) de notre Université et sont à même de s'exprimer correctement en français, soit par écrit, soit oralement ».

Mais bien plus encore, *le problème est d'ordre psychologique : il faut convaincre l'homme de la rue que lui-même ou du moins ses enfants ont besoin d'être bilingues, par une expérience personnelle qui les mette en contact avec les étrangers.*

Or il n'était ni possible, de la part d'un mouvement privé, ni même souhaitable pour une mise en route, de prendre d'emblée des initiatives à l'échelon national : de grands principes, trop théoriques et absolus, risquaient de heurter le pragmatisme des Anglo-Saxons, sans convaincre d'ailleurs l'ensemble des Français. Au contraire, limitée à deux villes — l'une de langue française, l'autre de langue anglaise — associées ou « jumelées » pour la circonstance, l'expérience prenait racine dans la commune, élément

de base de la nation : on travaille là dans le concret, en pleine pâte humaine, peut-on dire, en évitant la sécheresse et les conditions souvent artificielles du laboratoire aussi bien que l'anonymat des multitudes. J'ai été le témoin de la chaleur et de la permanence de l'amitié ainsi créée entre Luchon (Haute-Garonne) et Harrogate (Yorkshire) et de premiers résultats scolaires encourageants. Bien d'autres jumelages ont suivi; actuellement il ne se passe pas de semaine sans que la presse ne nous rapporte la conclusion d'un nouvel accord, tel celui que mentionne le 5 mars 1955 *La Presse de Cherbourg* :

A l'unanimité nos édiles, sur la proposition de M. René Schmitt, député-maire, ont décidé en principe d'apporter l'adhésion de la Ville de Cherbourg au mouvement bilingue.

M. René Schmitt a rappelé à cette occasion que notre ville entretient avec Plymouth d'excellentes relations. Les deux cités amies pourraient s'entendre pour mettre en application l'expérience préconisée par le mouvement bilingue.

Le Maire de Cherbourg a suggéré que par exemple une maîtresse d'école anglaise soit détachée à Cherbourg pour enseigner des rudiments d'anglais aux enfants des écoles maternelles tandis qu'un instituteur anglais serait chargé d'un enseignement scolaire de l'anglais dans les classes primaires.

Des mesures de réciprocité seraient adoptées dans la ville correspondante.

Ainsi favoriserait-on, grâce à la connaissance des langues, les relations et les échanges entre les villes de Cherbourg et de Plymouth et contribuerait-on efficacement à affermir les liens d'amitié qui unissent les deux pays riverains du channel...

*En un mot, le jumelage est à la fois un moyen et une fin.* C'est un moyen pédagogique procurant de grandes facilités pour les échanges d'assistants, de moniteurs, d'élèves, de matériel, et permettant au nom de la réciprocité un contrôle amical des résultats obtenus. Mais du même coup le jumelage est une fin en soi parce qu'il crée un contact direct, non seulement linguistique mais touristique, professionnel, commercial, familial entre des hommes qui ne tardent pas à reconnaître sous de superficielles différences une unité foncière d'espairs et de soucis, d'intérêts et de sentiments : ainsi prennent-ils conscience de rendre tout à la fois service à eux-mêmes, à leur ville, à leur pays et à l'humanité.

Voici, à titre indicatif, le bilan sommaire des premières réalisations du Monde Bilingue :

Dans l'ensemble quelque 120 villes françaises, anglaises, américaines et tout récemment canadiennes sont intéressées et des pourparlers sont en cours.

Entre la France et la Grande Bretagne, onze jumelages ont été réalisés : Luchon-Harrogate, Vincennes-Lambeth, St Etienne-Coventry, Maisons-Laffitte-Newmarket, Boulogne-sur-Mer-Folkestone, Nîmes-Preston, Valenciennes-Chatham, Cherbourg-Plymouth, Lorient-Devonport, Lisieux-Taunton, Decazeville-Llanelly, ce qui signifie que les conseils municipaux de toutes ces villes ont approuvé le programme du Monde Bilingue, voté des crédits pour le mettre en œuvre, formé des Comités de Jumelage divisés en 4 commissions principales, qui sont :

1) Enseignement, sport et culture (chargée en particulier de la mise en œuvre du bilinguisme),

2) Commission économique,

3) Tourisme et informations,

4) Activités sociales, familiales et professionnelles.

*En Grande Bretagne*, 65 villes, dont Sheffield, sont candidates : actuellement la demande britannique dépasse l'offre française.

*Aux Etats-Unis*, l'action du Monde Bilingue a pris avant tout une forme pédagogique car ce sont les universités ou les autorités d'éducation locales qui, dans ce pays, ont pris l'initiative des opérations.

Malgré la distance, York (Pennsylvania) — l'une des 200 villes qui ont commencé des expériences d'enseignement pratique d'une langue étrangère à l'école primaire — s'est jumelée avec Arles en Camargue. De même, Louisville (Kentucky) s'associe avec Montpellier sous la triple égide de son maire, de son université et du premier citoyen de la ville, Barry Bingham (premier Ambassadeur du Plan Marshall à Paris). Des personnalités aussi différentes que Mrs Roosevelt, Mr Adlai Stevenson, les Généraux Marshall et Devers, patronnent le Monde Bilingue dans ce pays.

*Au Canada*, le Comité Exécutif de la Fédération Canadienne des Maires et Municipalités (mai 1954, Toronto) a approuvé les idées du Monde Bilingue et s'est chargé de la mise en œuvre des premiers jumelages entre villes canadiennes francophones et anglophones. D'après son Directeur, M. Mooney, deux villes du Québec, Granby et Sherbrooke, ont entamé des négociations avec deux villes de l'Ontario, Sarnia et Brockville.

Nul doute que si ces deux premières tentatives sont couronnées de succès, leur exemple ne soit suivi.

Il est réconfortant de constater que les plus Hautes Instances Religieuses se sont déclarées très favorables à ces rapprochements.

Voici l'échange de messages intervenu entre l'Archevêque de Canterbury et l'Archevêque de Paris à l'occasion du jumelage de Vincennes près Paris, avec Lambeth (Londres).

Lambeth Palace, 28th December 1954

... I understand that this is a step taken under the sponsorship of Le Monde Bilingue — in order to increase friendship and understanding between the peoples of our two countries. It is a quite admirable form of *concordia amabilis* that the Civic Authorities of such a Borough as Lambeth should pay a visit to the Authorities of a suburb of Paris...

... It is a great concern of the Church of England and is, I am sure, a great concern of yourself and the Church in France that secular authorities and governments should more and more become sensitive to the guiding spirit of Almighty God, and more and more obedient to His Will and His Laws, as they carry out their important functions.

I trust, therefore, that Your Eminence may feel as I do that there is a work of God being done in this exchange of visits...

signed : Geoffrey Cantuar  
Archbishop of Canterbury  
Primate of All England and Metropolitan

Paris, le 4 janvier 1955

Le rapprochement, par leurs édiles, de deux cités, comme Lambeth et Vincennes est le symbole d'une compréhension mutuelle et d'une bonne volonté, qui doivent favoriser efficacement des relations plus étendues entre l'Angleterre et la France.

C'est par de telles rencontres que la Concorde se maintient et qu'une Paix plus stable s'affermir ! ...

signé : Maurice Card. Feltin  
Archevêque de Paris

#### LA MISSION DU CANADA

Que ce mouvement ait pris naissance hors de nos frontières, que nous y jouions encore un rôle si modeste, que les jumelages aient tissé plus de liens entre Français et Anglais qu'entre citoyens d'un même pays, le fait est paradoxal, à certains égards décevant : il nous incite à d'utiles réflexions.

Si le Canada devenait vraiment bilingue, en plus d'en tirer pour lui-même de grands avantages directs, il donnerait au monde un salutaire exemple de bonne volonté, de compréhension mutuelle et d'unité dans la diversité. C'est aux élites — au meilleur sens du terme — qu'il appartient de jouer le rôle de truchement et d'interprète entre les deux groupes, et de leur faire prendre conscience de leur interdépendance. Par malheur, l'indifférence à l'égard des avantages à tirer de cette cohabitation, cette chance perdue, condamne les deux cultures à se juxtaposer au lieu de se compléter. On peut déplorer que le Canada soit un pays bilingue alors que la majorité de ses citoyens ne sont pas bilingues.

En effet, deux groupes linguistiques s'affrontent depuis deux siècles, tant sur le plan spirituel que sur le plan matériel, puisant chacun dans les différences de sang, de foi et de traditions, la force de rester soi-même et de résister à l'ascendant de l'autre. Une connaissance plus répandue des deux langues officielles serait un des moyens les plus efficaces de rapprochement entre des populations destinées à vivre côte à côte et dont tant d'intérêts s'enchevêtrent. Il serait désavantageux pour le Canada de se voir divisé en territoires réservés à une seule langue ou en territoires bilingues où l'on continuerait de se battre pour empêcher le bilinguisme de s'affirmer.

Du seul point de vue de la qualité de la langue, l'élément anglais, partageant son affection entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, aurait sans doute profit à approfondir le français, qui a marqué l'anglais d'une empreinte permanente. D'autre part, comme la contamination par l'anglicisme, dans le vocabulaire et la syntaxe, demeure le plus grand péril auquel le français soit exposé, il importe, pour déceler le mal et limiter les ravages, de répandre la connaissance de l'anglais. *Il faut connaître l'anglais afin de le distinguer nettement du français.*

La vogue croissante de cours de langue où affluent durant les vacances collégiens et étudiants, laisse prévoir des échanges de plus en plus nombreux et utiles entre les groupes anglais et français. Et les échanges d'enfants entre les familles de l'Ontario et de Québec autorisent de sérieux espoirs. La facilité d'élocution que ces jeunes gens ont acquise en peu de temps montre que l'élément britannique n'est pas absolument réfractaire au français.

*Si les moyens d'apprendre étaient à la portée de tous, quelle personne raisonnable demeurerait unilingue dans un pays bilingue ?*

Tout Canadien qui veut vraiment comprendre sa patrie devrait considérer la connaissance de l'anglais et du français comme aussi importante que celle de l'histoire et de la géographie de son pays. Les deux langues sont, au Canada et ailleurs, des sources de progrès intellectuel.

Le Canada tente une expérience *de portée universelle* en réunissant, dans un cadre politique modèle, des peuples de traditions et de vues différentes qui n'ont jamais auparavant et nulle part ailleurs, vécu ensemble dans l'harmonie. Il ne faut pas oublier que le succès de cette entreprise peut servir d'exemple à un monde désaccordé.

J'ai écrit ces lignes au cours de l'année 1953<sup>2</sup>; aujourd'hui je ne puis que me féliciter de voir cette question reprise aux dimensions non plus d'un pays mais au moins d'un hémisphère. Que ce mouvement bilinguiste, dont l'indépendance de pensée et d'action est bien connue, soit arrivé objectivement, en dehors de toute influence canadienne, à proposer un système qui fera nécessairement du Canada une sorte de laboratoire et de microcosme du monde occidental, le fait implique pour nous des avantages et des devoirs.

Si *les avantages* sont clairs sur le plan intérieur tant en ce qui concerne l'unité morale du Canada que la défense interne de nos deux idiomes nationaux, ils ne sont pas moins grands sur le plan extérieur; dès à présent on peut entrevoir un monde ou tout au moins une Communauté Atlantique où nos deux langues apparaîtront comme les moyens normaux de communication, complémentaires plutôt que rivaux. Chaque Canadien se trouvera, de ce fait, en possession des langues-clés qui lui ouvriront partout les intelligences et les cœurs; c'est dire l'influence que notre pays serait en mesure d'exercer et le rayonnement que pourrait être le sien.

N'oublions pas, non plus, que la compétition qui met aux prises un peu partout dans le monde les langues anglaise et française, est une source de conflits irritants dont les répercussions se font sentir au Canada plus vivement qu'ailleurs: si à cette *concurrence* qui joue actuellement au détriment du français, en raison de la puissance d'expansion des États-Unis, se substitue non pas un compromis mais une véritable *alliance linguistique*, n'est-ce pas plus profitable pour notre pays, pour la sauvegarde de ce patrimoine culturel qui est nôtre, mais qui est également celui de cette Communauté Atlantique ou Occidentale dont la cohésion se trouverait heureusement renforcée?

Les devoirs du Canada ne sont pas moindres et les hommes politiques qui s'intéressent au Monde Bilingue nous les ont déjà amicalement signalés. Dès le 15 novembre 1952, M. Alfred Coste-Floret, Député de la Haute-Garonne et Maire de Luchon, lançait cet appel aux Canadiens<sup>3</sup>:

Ce que je voudrais très simplement vous dire, c'est que, après avoir réuni tout ce faisceau d'études, d'adhésions, de motions et de réalisations, l'organisation du « Monde Bilingue » se trouve placée aujourd'hui devant une sorte de « mur du son » qu'il s'agit de franchir pour avoir l'audience internationale.

Je ne me fais que peu d'illusions en effet sur les chances d'aboutir de tout cet effort si le petit groupe d'hommes qui l'a quotidiennement poursuivi depuis deux ans à titre privé, n'est pas aujourd'hui relevé par une autorité officielle

<sup>2</sup> « *Bilingue ? Pourquoi ?* », *L'Action universitaire*, no 4, juillet 1953, pp. 1-17; « *Le Français dans la vie canadienne* », *Revue de l'Université Laval*, VIII, no 1, septembre 1953, pp. 20-31.

<sup>3</sup> « *Le Monde où l'on s'entend* », no spécial de la revue *Monde bilingue*.

capable de faire adopter ce projet; c'est dire que cette autorité ne peut être que le Gouvernement d'un grand pays...

Encore que la moisson de succès engrangée depuis 1952 fasse honneur à la ténacité du Monde Bilingue, il est clair qu'un jour ou l'autre les possibilités de ce mouvement privé, justement jaloux de son indépendance, atteindront leur plafond : ce jour-là, si le Canada n'agit pas, qui agira ?

Que cette action doive se placer sur le terrain d'une commune volonté, la situation présente du monde, l'urgence de certaines questions ne permettent pas d'en douter. L'enseignement obligatoire du russe sur un territoire qui s'étend de Prague à Pékin — la proposition uruguayenne d'un bilinguisme anglo-espagnol lors de la récente session de l'UNESCO à Montévidéo, en novembre-décembre 1954, proposition rejetée de justesse (17 contre, 15 pour, nombreuses abstentions) — le renouveau d'intérêt manifesté pour l'enseignement des langues vivantes, singulièrement du français, chez notre puissant voisin américain — ces simples exemples suffisent à montrer qu'un problème se trouve posé à l'échelle planétaire, problème dans lequel notre indifférence elle-même serait déjà une prise de position négative.

Pour agir, les instruments, les textes, si épars et imparfaits soient-ils encore, existent; il suffirait de vouloir les utiliser : à l'Assemblée du Conseil de l'Europe à Strasbourg, un projet de recommandation « relatif à l'institution d'une communauté linguistique européenne par application d'un bilinguisme franco-anglais » déposé conjointement par les délégations française et anglaise, a recueilli l'adhésion de plus de 60 délégués représentant 12 pays européens; il était approuvé par la Commission des Questions Culturelles et Scientifiques de cet organisme, une première fois le 11 mai 1953 puis une seconde fois le 22 mai 1954, bien que pour des raisons obscures il fût peu après retiré de l'ordre du jour.

Mais c'est à la Première Conférence sur la Communauté Atlantique, tenue à Oxford du 7 au 13 septembre 1952, que se fit l'unanimité sur les projets du Monde Bilingue. Trois motions prévoyant l'application du bilinguisme français-anglais dans les Ecoles Primaires et les Forces Armées furent approuvées par les représentants des 14 nations de l'O.T.A.N.; depuis cette époque, et en dépit des avis du Secrétaire Général de l'Organisation Atlantique, Lord Ismay, demandant qu'un projet complet soit soumis à l'examen du Comité d'Information et de Coopération Culturelle, aucun pays-membre, à ma connaissance, ne s'est préoccupé d'exploiter les immenses possibilités découvertes.

Mais cette action peut aussi, doit aussi se développer *sur le plan intérieur* : de même qu'un enfant, après les tensions de son adolescence, réalise dans sa maturité une synthèse de sa lignée paternelle et de sa lignée maternelle, le Canada qui — je l'ai dit ailleurs — a longuement payé la rançon de sa double fidélité, doit aujourd'hui, sans rien renier, faire de ce double attachement le fondement durable de sa propre cohésion, donner, à l'échelle du monde moderne, un exemple qui ne le cède en rien à l'exemple plusieurs fois séculaire de la Suisse. *Sur tous ces plans, la Société Royale peut avoir une efficacité immédiate :*

- a) en provoquant dans ses commissions des études :
  - sur les bilinguismes (canadien ou étrangers, spontanés ou volontaires),
  - sur les conditions favorables ou défavorables à leur éclosion, leur maintien, leur pureté,
  - sur leurs incidences (psycho-pédagogiques, orthographiques, etc.) ;
- b) en favorisant ou provoquant des expériences d'enseignement bilingue ;
- c) en patronnant des jumelages entre villes franco- et anglo-canadiennes et suivant attentivement leur développement ;
- d) enfin en recommandant aux autorités compétentes :
  - de soutenir efficacement la campagne nationale et surtout internationale du Monde Bilingue,
  - et, relayant utilement l'action privée de ce mouvement, d'établir un plan d'application du bilinguisme français-anglais qui pourrait servir d'exemple aux nations du monde occidental.

#### ANNEXE

Il m'a semblé utile, avant de clore cet exposé sur le Monde Bilingue, d'y consigner quelques extraits des écrits de son fondateur et principal animateur M. Jean-Marie Bressand, jeune capitaine d'artillerie, issu de la Résistance Française où il joua un rôle prépondérant. Nul texte ne m'a paru mieux traduire sa pensée profonde et l'esprit dans lequel il a entrepris cette campagne, que les réponses qu'il fit aux objections de Mgr O'Bready, Secrétaire de l'Université de Sherbrooke, consulté par le Maire de cette ville sur l'opportunité d'un jumelage entre Sherbrooke (Québec) et Brockville (Ontario).

Monseigneur,

M. Mooney, Président de la Fédération Canadienne des Maires et Municipalités, nous a fait part récemment de certaines observations que vous avait inspirées le projet de jumelage Sherbrooke-Brockville. Nous avons été très intéressés par vos réflexions et observations qui prouvent — critiques comprises — l'intérêt que vous portez à notre action et nous vous remercions très vivement de l'appui que vous vous proposez d'apporter au jumelage envisagé en tant que Secrétaire de l'Université de Sherbrooke<sup>1</sup>.

Quatre années d'enquêtes dans tous les coins du Monde et d'effort continu nous permettent d'avancer non plus « la » solution à Babel mais certaines réformes qu'exigent et que rendent possibles les temps modernes.

#### 1 — *La création d'une langue universelle est chimérique*

La création d'une langue universelle artificielle est en effet chimérique et n'est pas souhaitable car n'étant la langue maternelle de personne, et ne repré-

<sup>1</sup>Le mémoire remis par Mgr O'Bready en septembre 1954 au Maire de Sherbrooke se terminait en effet, par cette promesse encourageante : « A titre de Secrétaire de l'Université de Sherbrooke, vous me permettez d'ajouter que si votre Conseil Municipal donne son adhésion au « Bilingual World », notre institution sera très heureuse de lui apporter toute son aide, puisqu'elle-même considère comme un devoir national de munir de son mieux ses élèves du français et de l'anglais, les 2 langues officielles au Canada, et diplomatiques dans le monde actuel. »

sentant aucune culture nationale, elle ne saurait, en raison de son caractère anti-humain, faciliter les rapports entre les hommes des différentes nations. De plus, le choix d'une seule langue vivante — pour notre hémisphère — n'est point souhaitable, car il enlèverait à ceux qui la parlent le bénéfice du bilinguisme et compromettrait d'autant plus l'équilibre culturel du monde occidental que la langue choisie serait celle d'une nation prépondérante.

2 — *Le bilinguisme universel de Chappellier et Bréal<sup>5</sup> a mal réussi parce que le plan était trop vaste et les moyens trop précaires*

Le projet de Chappellier et Bréal était à cette époque une vue de l'esprit. La culture était alors l'apanage d'un très petit nombre et l'on discutait encore de l'opportunité d'apprendre à lire et à écrire aux fils d'ouvriers et de paysans : ce n'était pas pour les doter d'une seconde langue !

Que « Le Monde Bilingue » connaisse un meilleur sort que le « Bilinguisme Universel » de Paul Chappellier, il n'est, pour s'en convaincre, que d'examiner le bilan de trois ans et demi d'efforts ininterrompus et partis de zéro. Le Monde Bilingue a non seulement gagné ses galons dans les Conférences Internationales, mais il devient jour après jour une réalité vivante, exprimée par quelque 120 « chantiers » de jumelages entre villes françaises, anglaises, européennes, américaines et bientôt canadiennes... La raison de ce succès : « Le Monde Bilingue » est une formule nouvelle, mettant l'accent sur la compréhension, la démocratisation de la culture et l'établissement d'une paix plus humaine — éléments moteurs qui manquaient au projet trop intellectuel de Paul Chappellier.

3 — *A moins de faire appel à l'intérêt personnel, on décide difficilement le peuple à adopter une langue seconde*

Le « populo » est capable de beaucoup plus d'enthousiasme et d'idéalisme qu'on ne le suppose; je n'en veux pour preuve que celui qui anima les populations entières de petites villes qui n'étaient pas spécialement appelées à une vocation internationale. Des Ministres des Gouvernements français et britanniques, des Ambassadeurs, des députés, des préfets, des journalistes du monde entier, ont vu cet enthousiasme se manifester à Luchon, Harrogate, Arles et York (Pennsylvanie)... demain à Salt Lake City ! Et ce qu'il y a de plus encourageant, c'est qu'après un an d'expérience bilingue, S.E. M. Jean Desy, Ambassadeur du Canada à Paris, a pu constater aussi bien à Luchon qu'à Harrogate la *permanence* de cet enthousiasme et la vivacité des liens créés. On ne peut ignorer, d'autre part, l'exemple d'Israël qui fait revivre pour tout un peuple une langue disparue ou morte depuis près de deux millénaires, l'hébreu<sup>6</sup>.

Cependant l'intérêt personnel ne doit pas être oublié : il trouve son compte dans les avantages matériels qu'apporte *aujourd'hui*, à tous et partout, la connaissance d'une deuxième langue. A ce sujet, l'idée d'exiger de tous les employés en contact avec le public la connaissance des deux langues est excellente. Dès 1949, Robert Birley, Headmaster d'Eton College, proposait d'imposer la même obligation aux fonctionnaires britanniques et c'est une mesure dont il faudrait demander à l'O.T.A.N. l'application dans tous les Etats membres de la Communauté Atlantique.

<sup>5</sup>Au début du siècle un inconnu, Paul Chappellier, avait lancé l'idée d'un bilinguisme universel français-anglais et le 15 juillet 1901, Michel Bréal, le maître incontesté de la linguistique française de l'époque, prenait position pour le projet dans la *Revue de Paris*.

<sup>6</sup>C'est en l'an 73 que se situe la « Diaspora ».

4 — *Pourtant le « Bilingual World » vise à une réalisation souhaitable et nécessaire au Canada surtout parce qu'il avantage l'unité nationale*

Les difficultés qui existent entre Canadiens français et anglais ne nous sont pas inconnues. Du Canada nous sont parvenues à ce sujet de nombreuses doléances. Le Bilinguisme bien compris peut contribuer à rétablir l'harmonie intérieure. C'est justement aux élites qu'il appartient de les guider dans cette voie et de donner ainsi au monde « un salubre exemple de bonne volonté, de compréhension mutuelle et d'unité dans la diversité ».

Il existe en Belgique une situation linguistique qui n'est pas sans avoir quelque ressemblance avec celle du Canada : mais nous savons par expérience que la Belgique en « souffre », que ce dualisme la diminue sur l'échiquier international, et que ses citoyens sont divisés entre eux.

5 — *C'est l'élément anglo-canadien qui se laissera le moins volontiers gagner à la cause du Bilinguisme*

L'élément canadien anglais ne sera, à mon avis, pas plus difficile à remuer que le public Britannique et Américain. Je dois dire d'ailleurs que nombreux sont les Canadiens anglais qui nous ont écrit pour nous féliciter de notre initiative, et qui en aident déjà la réalisation. L'appel du Gouverneur Général Massey, reproduit par le New York Herald Tribune du 19 janvier 1954 (« On speaking French ») et celui de M. L.B. Pearson, Secrétaire d'Etat aux Affaires Extérieures, devant la Fédération Canadienne des Maires et Municipalités, (Windsor, Ontario, 30 août 1954) ne sont pas restés sans écho.

En ce qui concerne les Etats-Unis et contrairement à l'opinion courante, la situation à cet égard est extrêmement encourageante : d'éminents universitaires qualifient d'« historique » le changement intervenu dans la politique linguistique de ce pays depuis la Conférence organisée à Washington, en janvier 1953, par Earl J. MacGrath, alors « United States Commissioner of Education », « On the role of foreign languages in American schools ». Depuis cette conférence, près de 200 villes (c'est le chiffre cité par M. MacGrath, maintenant président de l'Université de Kansas City, Missouri) pratiquent actuellement des exercices de Bilinguisme à l'école primaire. Or depuis deux ans, « Le Monde Bilingue » est intervenu auprès de milliers d'éducateurs américains pour leur exposer, dans un memorandum de 10 pages (ci-joint), les raisons pour lesquelles le français devrait être, en dehors de tout chauvinisme, la deuxième langue choisie; ce qui fut effectivement et très souvent le cas : M. Henri Bonnet, Ambassadeur de France aux Etats-Unis, et M. Donzelot, Représentant Permanent des Universités Françaises aux Etats-Unis, nous ont rendu témoignage à ce sujet.

Le Canada peut-il rester insensible à ce tournant dans l'histoire culturelle de son puissant voisin ? N'a-t-il pas un intérêt majeur à le voir adopter son propre système officiel ? et les Canadiens français en particulier ne devraient-ils pas relayer quelque peu nos efforts pour amener le peuple américain à adopter, par *solidarité continentale*, le français comme langue auxiliaire internationale — ce qui les libérerait en même temps de la crainte d'être absorbés par l'élément anglais ?

S.E. M. Jean Désy, Ambassadeur du Canada à Paris, estime que le Bilinguisme est, pour les Canadiens une garantie d'équilibre à l'intérieur, et de plus grand rayonnement à l'extérieur, rayonnement d'autant plus souhaitable que nous avons pu constater, lors de la récente conférence de Londres (novembre 1954) son influence bienfaisante.

6 — *Les Conseils Municipaux ont l'influence voulue pour appliquer le programme du « Bilingual World » à condition qu'ils y mettent de la conviction, de l'abnégation et des finances*

Il est vrai que le Bilinguisme risquait de passer après l'entretien des voies publiques dans l'ordre des préoccupations des Conseils Municipaux, aussi bien disposés qu'ils pouvaient être : aussi avons-nous assorti les échanges linguistiques et scolaires d'échanges administratifs, touristiques, économiques, sociaux et familiaux, de façon à y intéresser toutes les catégories de citoyens et tous les secteurs d'activités. Sans vouloir diminuer les mérites de Luchon et de Harrogate, la « French Week » là et les « Journées Britanniques » ici, attirant de nombreux curieux et touristes, ont permis à chacun de faire d'excellentes affaires.

Ce biais de l'intérêt local, de l'intérêt commercial, n'est pas incompatible — bien qu'il soit moins pur — avec l'idéal de culture et de compréhension internationales qui nous a animé dès le début. Mais Platon lui-même ne nous a-t-il pas appris qu'aucune idée nouvelle ne peut s'incarner sans se corrompre un peu au contact de la matière ?...

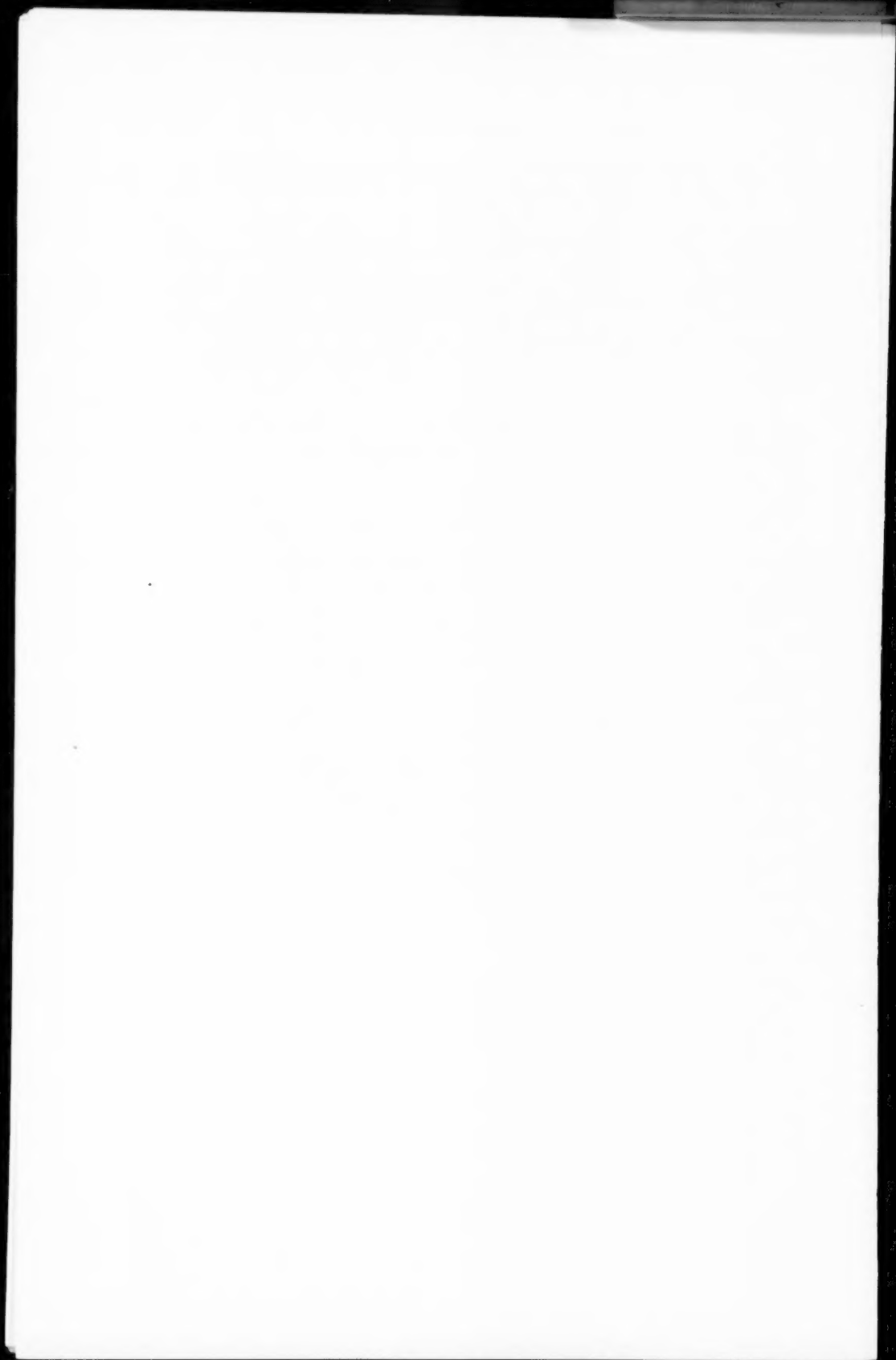
Le Budget reste une question épineuse : toutefois, une politique d'échanges de bons procédés entre villes jumelées devrait diminuer considérablement les frais de l'expérience. Rappelons que le secret de nos premiers succès n'a pas été l'argent mais la bonne volonté, et gageons qu'au Canada comme en France et en Angleterre, des municipalités éclairées, soucieuses du progrès et du bien-être des populations sauront susciter cette bonne volonté.

Pour terminer, je voudrais rappeler l'avertissement, toujours valable, lancé il y a déjà deux ans par un député français<sup>7</sup> à l'adresse du Canada :

« Il y a des moments dans l'histoire des nations où un pays doit savoir sortir de sa prudence traditionnelle pour jouer, pendant qu'il est temps, le rôle que les circonstances lui désignent » ;  
et le témoignage de sympathie que nous adressait récemment le Rév. H.M. Ferret, des Frères Prêcheurs :

« Ai-je besoin de vous dire que votre effort tendant à faciliter la compréhension des groupes humains entre eux, j'y applaudis des deux mains. Je ne crois pas qu'il puisse laisser insensible un chrétien fidèle à l'Evangile, vous m'avez même donné un remords, celui d'avoir, ces dernières années, négligé l'entretien des langues vivantes, et j'ai pris de bonnes résolutions... »

<sup>7</sup>M. Gérard Jaquet, député de la Seine, représentant à l'Assemblée du Conseil de l'Europe et du Pool Charbon-Acier.





## Premiers principes d'une théorie de l'anglicisme

JEAN-MARIE LAURENCE, M.S.R.C.

LES questions de langue (y compris celle de l'anglicisme) se jugent bien différemment, selon qu'on adopte un point de vue fixiste, statique, formaliste, étroit, immédiat, ou au contraire un point de vue dynamique, historique, philosophique; selon qu'on s'inspire du langage en général ou d'une langue particulière pour légiférer. En somme, les langues ne sont que les formes dans lesquelles s'incarne le langage, c'est-à-dire la pensée en tant qu'elle s'exprime, se formule. « Les langues sont des variations sur le grand thème humain du langage », dit Delacroix.

Chaque langue a ses qualités propres et ses faiblesses. Le français se distingue par sa logique, sa précision analytique; l'anglais, par son sens du concret, sa force, sa vie; l'allemand, par son aptitude à faire pressentir les intuitions nébuleuses peut-être mais souvent profondes qui sourdent de l'instinct. D'où l'on voit qu'une langue reflète la pensée du peuple qui la parle.

Cependant, personne ne croit plus au mythe de la langue pure, comme Hitler croyait au mythe de la race pure. Le purisme, en linguistique comme en morale, peut cacher le fanatisme, l'excès d'affirmation du moi ou une sorte d'égoïsme primitif ou infantile. L'enfant, le paysan très sédentaire prennent généralement leur petit milieu (auquel ils s'identifient) pour la norme, la règle, l'idéal intangible de l'humanité.

Les grandes langues communes de l'Europe actuelle, affirme M. Meillet, forment à tous égards des systèmes absolument différents; elles ont des prononciations et des grammaires strictement autonomes. Mais ces langues reposent toutes sur un même fonds de civilisation, et il est aisé de constater qu'elles présentent en grande quantité des éléments communs. D'abord, par emprunt des unes aux autres, ou par suite de leur unité d'origine indo-européenne, elles ont en commun beaucoup de mots; quand, pour constituer des langues artificielles, on a dressé le bilan des mots communs à l'italien, à l'espagnol, au français, à l'anglais, à l'allemand et au russe, on a trouvé assez de termes communs à quatre ou cinq de ces langues pour constituer un vocabulaire où, par suite des emprunts innombrables de l'anglais et des emprunts assez nombreux de l'allemand au latin et aux langues néo-latines, le latin est l'élément essentiel, et où le russe, demeuré longtemps en dehors du grand courant de la civilisation européenne, ne fournit rien. En second lieu, les manières de parler ont été traduites d'une langue dans l'autre. Le grec *syneidesis*, le latin *conscientia* (français *conscience*), l'allemand *gewissen*, le polonais *sumienie*, le russe *sovest'* sont autant de mots distincts au premier abord; mais il suffit de les analyser pour apercevoir qu'ils se superposent exactement et présentent un même mode de formation, résultant de ce qu'ils ont été calqués les uns sur les autres<sup>1</sup>.

<sup>1</sup>A. Meillet, *Linguistique historique et linguistique générale* (Paris, 1926), pp. 127-8.

Songez du reste que le français résulte de la fusion de trois langues : le gaulois, le latin et le tudesque. Le latin y a pris la part du lion et a servi de moule aux deux autres éléments par le jeu de l'histoire, qui aurait pu être différent.

Toutes ces observations pour pousser non pas à l'anarchie mais au réalisme linguistique. Ainsi, tout en continuant à monter la garde contre l'anglicisme, examinons objectivement si le contact de l'anglais, dangereux pour notre intégrité linguistique, ne nous offrirait pas en compensation quelque butin assimilable. J'affirme que oui.

En voici quelques exemples, qu'on pourrait multiplier et qui se multiplieront envers et contre tout par la force des choses. On a condamné chez nous, il y a quelques années, *poster* (mettre à la poste), *occasionnel* (à l'occasion), *environnement* (milieu, ambiance), *il est court d'argent, je suis fâché avec lui* (à cause de *I am angry with him*), *en conformité avec* (à cause de *in conformity with*). Il est vrai que le français dit aussi *en conformité de*, *je suis fâché contre lui*, mais les formes ci-dessus sont aussi justes, moyennant une nuance de sens : il faudrait distinguer, au lieu de prononcer des condamnations absolues. Car tous les mots et expressions que nous venons de citer sont aujourd'hui consacrés par l'usage français.

Un psychologue me demandait jadis si le mot *comparabilité* (qualité d'objets comparables) pouvait passer en français. *Certainement*, répondis-je en tremblant de tous mes membres car je n'avais encore trouvé le mot dans aucun dictionnaire, dans aucun texte français. Maintenant je ne tremble plus : le mot est dans Harrap, qui est en passe de devenir chez nous une bible linguistique, comme le Littré en France. Les psychologues français emploient couramment *persévération*, *conditionner*, cent autres mots empruntés aux auteurs américains et que nous n'aurions jamais osé recevoir.

Voilà comment l'anglais peut enrichir le vocabulaire français, moyennant certaines règles très simples :

1. *Que le mot soit utile.*
2. *Qu'il n'ait pas déjà un équivalent français.*
3. *Qu'il obéisse aux lois de la morphologie et de la sémantique françaises.*

Tous les mots que nous avons cités tantôt obéissent aux règles que nous venons d'énoncer. Ils constituent une catégorie d'anglicismes légitimes que nous appellerons *cénogènes* (de *koinos* : commun, et *genos* : genre, origine, race).

Répétons que le français et l'anglais ont un grand nombre de mots communs ou de même origine. Or, il arrive que tel ou tel de ces mots évolue différemment dans chacune des deux langues, puisque l'évolution d'un mot est déterminée par les conditions sociales du milieu où circule ce mot. Parfois un mot évolue plus vite en anglais qu'en français, et vice versa. Dès lors, si l'anglais fait subir à tel mot une évolution correspondant à notre mentalité et à nos besoins, on ne voit pas pourquoi nous nous priverions de

lui emprunter la nouvelle acception. Rappelons qu'au-dessus des langues il y a le langage. *Les anglicismes cénogènes sont légitimes quand ils tombent au point de croisement des trajectoires sémantiques.*

A côté des anglicismes cénogènes, il y a la catégorie des *homotagmes* (*omoios* : semblable, et *tagma* : ordre, arrangement), c'est-à-dire des syntagmes (ou tours syntaxiques) semblables à des tours français voisins. *Marcher un mille* en est un exemple. Par crainte de l'anglicisme, faut-il nous priver de cette expression ? Faut-il dire, sous peine de faute grave : *faire un mille à pied* ? En théorie, non. Il est aussi français de dire *marcher un mille pour se rendre chez sa dulcinée* que *dormir douze heures pour se reposer de n'avoir rien fait*. On dit fort bien *courir un mille*. Et pourquoi pas *marcher un mille* ? On objectera que *marcher*, au sens qui nous intéresse, est intransitif et refuse tout complément direct. Dans *marcher un mille*, le complément *un mille* n'est pas direct non plus, mais circonstanciel. *Dormir douze heures*, *peser trois cents livres*, *marcher un mille* sont trois phrases analogues quant à la syntaxe.

Je ne vois même aucune objection d'ordre linguistique à donner un complément direct à *courir* et *marcher*, dans la langue des sports. Dans un concours de footing (pour parler comme les Parisiens), dirais-je : « Il fait cinq mille à l'heure à pied » ? Certes non. Je dirais tout naturellement : « Il marche cinq mille à l'heure », comme on dit : « Courir une course ». Ces extensions de sens sont parfaitement légitimes.

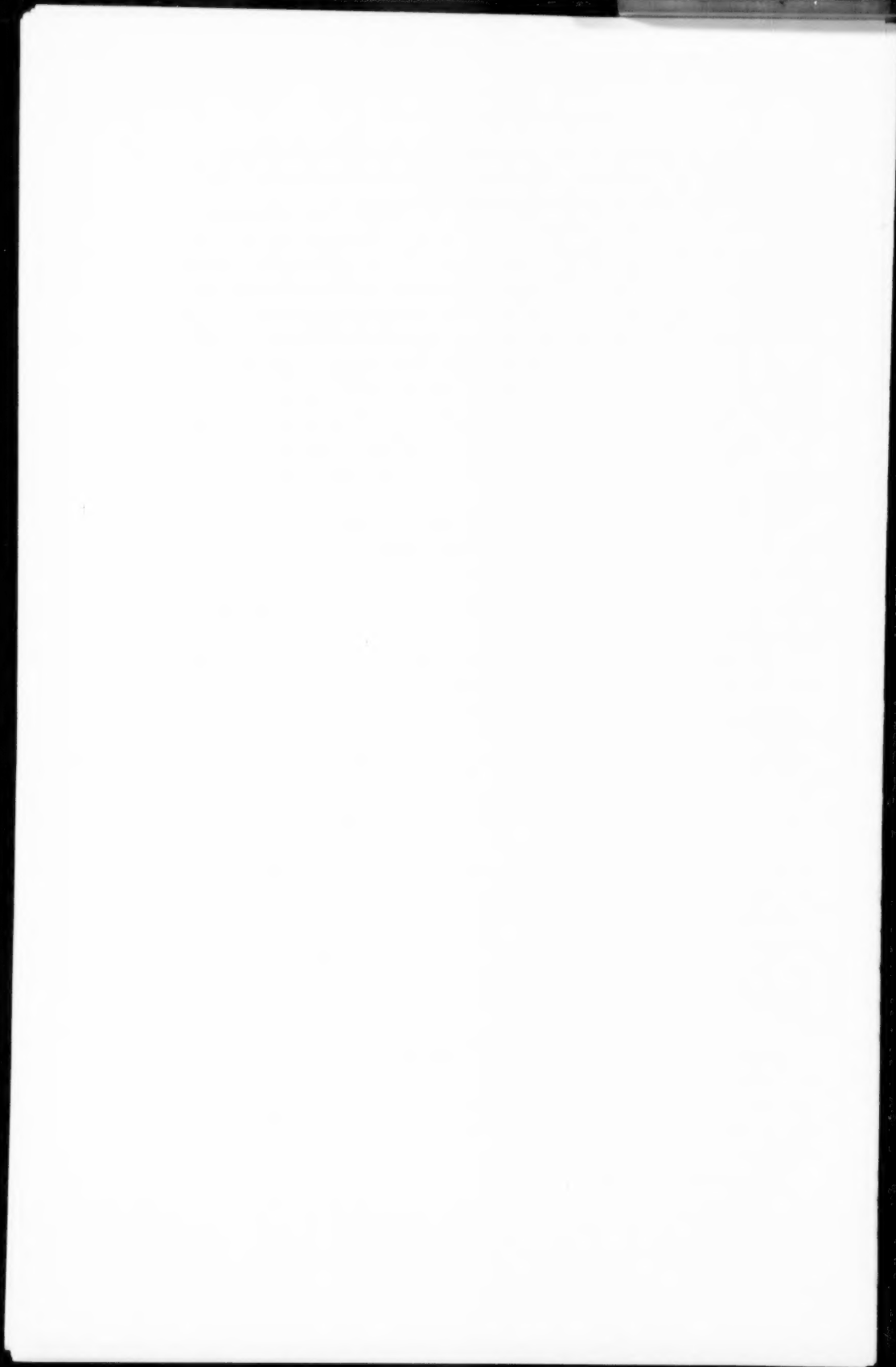
*Remercier pour* nous offre un autre exemple d'homotagme. Cette construction, longtemps condamnée chez nous, est aujourd'hui reçue dans le meilleur français. L'Office de la Langue française croit que ce tour est d'origine populaire, ce qui prouve que l'usage anglais de *pour* était en puissance dans la sémantique française. « L'Office ajoute qu'on pourrait voir une preuve d'une expressivité plus forte marquée par *remercier pour* dans le fait que ce tour ne saurait, comme *remercier de*, s'accompagner d'un refus : *Je l'ai remercié de son offre généreuse, mais inutile*<sup>2</sup>. »

*Les homotagmes, comme les cénogènes, sont donc des anglicismes légitimes quand ils se trouvent au point de croisement des trajectoires sémantiques.*

Harrap évite, semble-t-il, toute traduction qui pourrait ressembler à l'anglais. Du point de vue scientifique, c'est une faiblesse. Du point de vue pratique aussi peut-être, car les fervents de Harrap pourraient induire, consciemment ou non, de cette méthode, que toute expression française semblable à une expression anglaise est incorrecte, ce qui est évidemment faux.

Cette brève étude tend à démontrer la nécessité d'une théorie scientifique de l'anglicisme. Elle ambitionne même d'en indiquer quelques premiers principes. Seul, croyons-nous, l'esprit scientifique peut résoudre les problèmes du bilinguisme, qui s'intègre au problème plus vaste des relations humaines.

<sup>2</sup>M. Grevisse, *Le Bon Usage* (Paris, 1953), p. 784.





## La Paix et la guerre : deux fruits de l'éducation

EUGÈNE L'HEUREUX, M.S.R.C.

PERSONNE d'entre nous ne veut la guerre. Tout le monde est horrifié par la pensée qu'un troisième conflit mondial reste possible, qu'il serait plus épouvantable, plus destructif et plus universel que les précédents, qu'il pourrait même, en quelques jours, exterminer notre civilisation et les trois quarts de la race humaine.

Perspective épouvantable, qui nous ferait sécher de peur, si nous nous y arrêtons longuement, et qui nous amènerait à chercher plus activement les moyens de conjurer ce prélude à la fin du monde.

\*  
\*   \*  
\*

Qu'il s'agisse de guerre entre races habitant un même pays, entre classes sociales jalouses les unes des autres, entre nations ou entre coalitions d'Etats, il ne faut jamais oublier ceci : la paix entre les hommes restera impossible aussi longtemps que le préjugé, la jalousie et la haine n'auront pas fait place à la compréhension, à la tolérance et à l'esprit de charité, dans les âmes.

C'est là une vérité que S.S. Pie XII rappelait une fois de plus, il n'y a pas longtemps, et que les chrétiens accepteraient facilement, s'ils s'appliquaient davantage à comprendre, puis à *vivre* leur christianisme.

Pendant que l'Eglise, poursuivant à travers le monde sa mission spirituelle dix-neuf fois séculaire, s'efforce de mettre plus de charité surnaturelle dans les âmes, une autre institution, d'un caractère profane, celle-là, mais animée d'un très noble idéal humanitaire, s'applique à faire l'éducation pacifique du monde. — Cette institution humaine, c'est l'UNESCO, c'est-à-dire l'Organisation Internationale pour l'Education, la Science et la Culture, établie en 1945, comme ramification de l'Organisation des Nations-Unies.

Sur des plans différents, par des moyens qui ne sont pas exactement les mêmes, avec des nuances résultant du caractère propre à chacune de ces deux institutions, l'Eglise et l'UNESCO poursuivent, sur ce point, un même but : la pacification du monde par la pacification des esprits et des cœurs.

### LE STAGE D'ÉTUDE DE BRUXELLES

A Bruxelles, en 1950, l'UNESCO réunissait en un stage d'étude plus de cinquante éducateurs venus d'un peu partout discuter certains problèmes relatifs à la préparation et à l'utilisation des manuels scolaires, notamment les manuels d'histoire.

L'un des problèmes à l'étude était celui-ci : « Quelles sont les meilleures méthodes à suivre pour procéder à un examen critique des manuels et pour les améliorer ? Et comment assurer la diffusion et l'utilisation effective de manuels d'histoire ou autres manuels propres à favoriser la compréhension internationale ? »

Le but précis n'était pas de perfectionner les manuels de classe en général, mais de les améliorer « en vue de favoriser partout le développement d'un climat de compréhension internationale ».

\*

\*   \*   \*

Ce fut une excellente initiative de pacification politique universelle par la pacification universelle des esprits.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les manuels en usage dans les écoles de n'importe quel pays pour constater que les auteurs de manuels scolaires, consciemment ou inconsciemment, déposaient dans l'esprit des maîtres et des élèves certaines impressions favorisant moins l'estime réciproque des peuples et des races, puis la paix internationale, que l'antipathie, l'animosité, l'esprit de vengeance et, par le fait même, le bellicisme.

Il y a beaucoup de vrai dans la réflexion bien connue selon laquelle c'est le maître d'école de la Prusse qui aurait préparé la victoire de l'Allemagne et l'écrasement de l'Autriche, à Sadowa, en 1866.

Dans tous les pays plus ou moins belliqueux — généralement avec des intentions chargées de bonne foi, mais aussi de préjugés — l'école entretenait un état d'esprit foncièrement contraire à la paix entre les races et entre les peuples.

Il en fut toujours et partout ainsi, parce que l'homme, continuellement tiré vers en-bas par les forces de sa nature déchue, reste beaucoup plus animal que raisonnable et obéit trop souvent à l'instinct de malveillance.

Même chez les individus qui croient observer les préceptes chrétiens, même, parfois, chez ceux qui enseignent ces préceptes, il est facile de voir combien le racisme et le nationalisme parlent plus fort que la charité chrétienne et le pacifisme humanitaire. — Partout, on désire la paix, mais on rend la guerre inévitable.

Conclusion pratique : c'est l'éducation charitable de l'homme qui est à refaire, en utilisant à la fois la discipline surnaturelle que nous offre le Christianisme et la discipline humanitaire enseignée par quelques esprits plus clairvoyants et plus généreux que les autres, par exemple, ceux qui ont fondé et dirigé l'UNESCO.

#### OÙ EST L'UTOPIE ?

Utopie que tout ça, répondront certains esprits, convaincus que le monde restera et doit rester tel qu'ils l'ont connu durant la première phase de leur vie consciente.

Ces timides en face des tâches nouvelles qui s'imposent à l'humanité sont incapables de discerner dans l'éducation une puissance illimitée de

transformation intellectuelle et morale, aussi insoupçonnée que l'était la force nucléaire, il y a un quart de siècle, mais qui existe pourtant, c'est universellement admis.

Eh ! bien, nous posons carrément aux pourfendeurs d'utopies la question suivante ; quelle est l'attitude la plus utopique : celle d'espérer la paix, en ne changeant rien aux méthodes pacificatrices d'hier, qui ont toutes lamentablement échoué, ou celle de recourir à des méthodes nouvelles, dont il est facile de démontrer, par voie de raisonnement, l'efficacité au moins théorique et aussi, peut-on espérer, l'efficacité pratique ?

#### LES JUGEMENTS SUR LES NATIONS ET LES RACES

Comme suite du stage d'étude tenu à Bruxelles, en vue d'amener l'école, chez tous les peuples, à préparer un climat favorisant davantage la compréhension internationale, l'UNESCO a publié une série de brochures faisant connaître les conclusions auxquelles en sont venus ces éducateurs, choisis parmi les meilleurs du monde entier.

Quelques-unes de ces brochures, écrites par M. J.-A. Lauwerys, l'un des dirigeants du stage, devraient être distribuées à tous ceux qui ne comprennent pas encore la vérité, pourtant élémentaire, suivante : si nous voulons mettre un terme au fléau des guerres et des dissensions, il faut commencer par tuer dans nos esprits les germes de haine internationale et interr raciale.

En préparant ce travail, je me suis inspiré principalement de l'étude publiée par M. Lauwerys.

\*  
\*   \*  
\*

Permettez-moi de vous raconter une petite histoire illustrant fort bien le peu de cas que l'on fait habituellement des critères moraux, dans les jugements que l'on porte sur les Etats et sur les hommes politiques :

Au cours d'un entretien entre deux petites Françaises, la conversation se porte sur Henri VIII, d'Angleterre, François I, de France, et leur temps. Le dialogue qui suit montre bien ce que l'ainée pense des deux monarques en cause.

— Donc, Henri VIII promit de vivre en paix avec le roi de France, dit la plus jeune des deux amies.

— Mais il ne tint pas sa promesse, répondit l'ainée.

— Et qu'est-ce que tu en penses ? répliqua la cadette.

— Honteux ! Ce devait être un bien méchant homme, de répondre l'ainée.

— C'est ce qu'il me semble, reprend la plus jeune, qui poursuit ainsi : Mais, plus tard, François I fit des promesses au roi d'Espagne, après que ce dernier eut remporté sur lui une grande victoire. Des promesses qu'il n'avait pas l'intention de tenir.

— Oui, c'est vrai. C'est dommage. — Telle fut la réflexion de l'ainée.

— Mais ne crois-tu pas que c'était mal, de sa part ?

— Non, bien sûr, répondit vivement l'ainée. Cela lui a permis de conserver la Bourgogne à la France. Il a bien fait. Il a empêché ainsi la division du pays.

\*  
\*   \*

Eh ! oui, d'après cette petite Française de neuf ans, qui reflète évidemment la pensée de ses parents, de ses éducatrices et de son milieu social, Henri VIII, roi d'Angleterre, avait tort de violer ses promesses, mais François I, roi de France, avait raison de violer les siennes.

Chers auditeurs, ne trouvez-vous pas abominable une réponse aussi contraire à la morale chrétienne, à la loi naturelle, à la compréhension et à la paix internationales ?

En justice pour la France, je me hâte d'ajouter qu'une petite Anglaise, un petit Allemand, un petit Canadien français, l'enfant de n'importe quel pays formule inconsciemment, à tout propos, des jugements tout aussi condamnables que celui-là.

Et plus que ça : ce ne sont pas seulement les enfants de neuf ans, mais aussi les adultes, même des personnes instruites et très cultivées, voire des professeurs de morale et d'histoire, qui prononcent de ces mauvais jugements, lorsque sont en cause leur race et leur nation.

Le sentiment de la solidarité nationale et raciale, c'est évident, parle beaucoup plus fort au cœur et à l'esprit de l'homme que les voix de la morale chrétienne, du droit naturel et de la prudence humaine la plus élémentaire.

\*  
\*   \*

Les nationalistes et les racistes me répondront sans doute que cela est naturel et, par conséquent, doit rester.

Cela est naturel selon la nature déchue, j'en conviens.

Mais, si je comprends bien l'Évangile, le Christ-Rédempteur est descendu sur la terre pour enseigner aux hommes leur devoir de réagir contre les mouvements pervers de leur nature déchue et de poursuivre, contre vents et marées, un idéal de perfection morale.

C'est pourquoi sont en contradiction avec l'Évangile tous ceux qui prononcent ou autorisent de tels jugements amoraux, même en vue de servir les causes les plus sacrées à leurs yeux troublés par le fanatisme national ou racial.

Non, la fin ne justifie pas les moyens, en morale sociale. Il faut avoir le courage de le proclamer partout.

\*  
\*   \*

Et, d'ailleurs, la fécondité de cette manière qu'on a de servir la race et la nation est purement illusoire.

Par de tels jugements soustraits à la discipline morale, on réussit évidemment à galvaniser les énergies, on réalise l'union des esprits et des cœurs

contre l' « ennemi commun », on développe une force apparemment invincible au service de la nation ou de la race; avec une naïveté inconcevable, on croit avoir servi la cause du bien commun et sa propre cause.

Mais on ne s'aperçoit pas que, par delà les frontières, des jugements analogues engendrent les mêmes animosités, réalisent la même union d'énergies, développent une force tout aussi grande, peut-être même plus grande, et que, pour cela, le fléau de la guerre continue de sévir dans le monde.

\*  
\*   \*

Après avoir raconté un fait très significatif, M. Lauwerys formule les réflexions que voici, en marge des jugements irréfléchis que prononcent habituellement des racistes et des nationalistes respectueux de la morale chrétienne quant au reste, mais aveuglés par certains préjugés dont le milieu social est infesté :

Où cette petite fille, dit-il, avait-elle été chercher ces deux poids et ces deux mesures ? Elle estimait qu'une action repréhensible peut se justifier, si elle a pour conséquence l'extension du territoire ou le renforcement de l'unité nationale. Il est impossible qu'elle ait pensé cela toute seule; il faut qu'elle ait subi l'influence d'un maître ou d'un livre. Et nous, les adultes, avons-nous le droit d'absoudre nos politiciens et nos hommes d'Etat des moyens condamnables qu'ils emploient, si nous considérons que la fin qu'ils recherchent est bonne ? Devrions-nous vraiment nous permettre d'enseigner deux codes de moralité, l'un pour notre nation et l'autre pour les autres peuples ?...

N'importe quel maître pourrait citer des douzaines de cas, dans lesquels l'intolérance (par exemple l'intolérance religieuse) est excusée, si elle est le fait d'un des membres du groupe; où l'on trouve des excuses à l'agression, si elle a servi ce que l'on considérerait (et peut-être à tort, d'ailleurs) comme l'intérêt de la Nation; où l'on s'efforce de justifier le recours à la force brutale ou d'en atténuer la gravité.

Les auteurs de manuels adoptent, souvent inconsciemment, des attitudes, et, peut-être sans s'en rendre compte, évaluent les actions d'après les critères d'une moralité double. Il est temps, pour nous, si nous voulons survivre, de nous montrer plus sensibles à nos propres fautes et moins sévères pour celles des autres.

Il nous faut accepter un code moral universel, qui s'applique à toute l'Humanité. Ce qui signifie que les auteurs intègres feraient bien d'être attentifs aux effets que leurs ouvrages peuvent avoir sur le climat moral de leur époque.

#### PATRIOTISME NATIONAL ET COMPRÉHENSION INTERNATIONALE

Parce que l'on ne se soucie pas suffisamment de conformer aux préceptes de la justice et de la véracité les jugements portés sur les actes des peuples, des races et des hommes politiques, il existe, chez presque tous les peuples, un climat incitant beaucoup plus à la méfiance, à l'animosité puis à la guerre qu'à la tolérance et à la paix.

L'esprit de la nation, l'esprit de la race, l'esprit de la classe, l'esprit du parti politique et, quelquefois, l'esprit de la religion, lorsqu'ils n'ont pas

comme doublement l'esprit de synthèse, l'esprit de justice et l'esprit de vérité, rendent l'objectivité absolument impossible, dans la rédaction et l'enseignement de l'histoire comme dans l'appréciation du comportement des nations et des chefs d'Etat.

C'est pourquoi les peuples respirent un air plus ou moins infesté de méfiance, d'aversion et de haine; c'est pourquoi ils s'entre-tuent si souvent et si bêtement.

\*  
\*   \*   \*

Nous ne savons pas comment se passaient les choses, au temps où les hommes entreprirent de construire la Tour de Babel; mais, si un exégète autorisé nous disait qu'il a fallu abandonner ce travail gigantesque, parce que les hommes, se préparant à se séparer en peuplades et en tribus, cessaient de se faire confiance, de s'aimer et, pour cela, de se comprendre, Dieu permettant qu'il en fût ainsi, je n'éprouverais guère de difficultés à le croire.

Si les choses se sont passées de la sorte, au lendemain du Déluge, c'est donc l'esprit de Babel qui continue de régner sur le monde, en plein vingtième siècle.

Tous les pessimistes, tous les chasseurs d'espérances humaines, qui dénoncent, comme autant de Tours de Babel, la Société des Nations, l'Organisation des Nations-Unies, l'UNESCO et toutes les tentatives d'amener, par l'éducation, les hommes à se mieux connaître, à se faire confiance davantage, à s'aimer un peu plus, à désarmer leur esprits et leurs cœurs en même temps que leurs arsenaux, tous ces dénonciateurs de prétendues utopies devraient plutôt confesser leurs propres utopies, parce qu'ils commettent la grande erreur d'espérer mettre un frein à la guerre, tout en continuant de dresser les races et les peuples les uns contre les autres.

\*  
\*   \*   \*

M. Lauwerys étudie les moyens à prendre pour que, chez tous les peuples, les manuels en usage dans les écoles cessent de rendre la jeunesse haineuse et belliqueuse.

Il affirme que les peuples apprennent, au foyer, à l'école et dans le milieu social, à se méfier les uns des autres, puis à se détester, en attachant beaucoup d'importance à tout ce qui peut les diviser, en n'appréciant guère ce qui peut les unir, en faisant porter aux générations d'aujourd'hui la responsabilité de fautes commises, il y a plusieurs siècles, par leurs ancêtres, souvent par un despote seul responsable de toute la politique, en formulant les jugements les plus contraires, selon que c'est leur nation, leur race ou une autre nation, une autre race, qui est en cause.

\*  
\*   \*   \*

On est tellement habitué à entendre louer sa race et sa nation que l'on trouve ça tout naturel.

A la vérité, c'est naturel. J'ajoute même que c'est normal et très correct — moyennant une triple condition, cependant : c'est que l'on respecte la vérité, la justice et la charité, au cours des jugements portés sur le prochain-peuples comme sur le prochain-personnes.

Certains esprits incapables de sortir des sentiers battus vont sans doute accuser M. Lauwerys de vouloir tuer l'esprit national et le représenter pour cela, comme un utopiste, peut-être comme un ennemi de la civilisation.

Ils auraient grandement tort, car voici, textuellement, la véritable pensée de M. Lauwerys :

Il se peut que certains pays hésitent ou même conçoivent des craintes, devant une proposition qui demanderait aux auteurs de manuels d'examiner les effets que leurs travaux peuvent avoir sur le progrès de la compréhension et le respect mutuel entre les nations. Certains pourront penser que l'adoption d'un point de vue mondial risque d'entraîner un recul du patriotisme, en affaiblissant le sentiment d'unité qui lie les membres d'une nation. Ce n'est, certes, pas le but qu'on se propose.

Si tous les hommes sensés déplorent le renforcement du nationalisme intransigeant, alimenté par des déclarations agressives à l'égard des autres pays et des autres races, il n'en est pas moins vrai que c'est seulement à condition que le sens de la communauté mondiale soit profondément enraciné dans un sentiment national sain, qu'il sera possible de faire œuvre constructive. Une conscience mondiale doit tirer sa sève des éléments les plus purs de la tradition nationale.

L'éducation pour la compréhension internationale, poursuit M. Lauwerys, a pour but la création d'un climat moral et social dans lequel il sera possible d'apporter aux conflits des solutions rationnelles et constructives. Le résultat serait de mettre en harmonie les diverses cultures nationales, pour l'enrichissement de l'Humanité tout entière. De même que tout individu doit, pour vivre en société, apprendre à contrôler et à régler ses impulsions primitives naturelles — et il n'en devient que meilleur et plus grand —, de même, au siècle où nous sommes, chaque groupe national doit apprendre à dominer ses passions collectives, pour son propre salut comme pour celui de tous. Inspirer un sens plus large de la solidarité et du devoir commun, c'est l'objectif général que doivent se proposer évidemment les éducateurs de tous les pays.

Et M. Lauwerys conclut :

Nous ne proposons pas d'introduire dans l'enseignement de l'histoire une idée préconçue quelconque, dans l'intention de favoriser la compréhension internationale. Nous en accuser serait interpréter délibérément notre pensée d'une manière erronée. Au reste, ce serait une lourde erreur que de vouloir déformer l'histoire, de passer sous silence certains faits et événements importants ou de donner aux faits historiques une interprétation faussement optimiste. Il pourrait même en résulter des effets opposés à ceux que l'on recherche, et cela aboutirait certainement à priver de leur sens les études historiques.

Voilà qui est bien propre à nous rassurer, n'est-ce pas ?

#### LES MANUELS D'HISTOIRE AU CANADA

Une question se pose ici tout naturellement : que valent, sur ce point, les manuels de classe en usage chez nous, dans notre pays, dans notre province ?

Je n'ai jamais eu l'occasion de faire personnellement une étude appro-

fondée de ces livres, qui sont très nombreux. Je m'en tiens donc à quelques appréciations obtenues de personnes qui me semblent connaître la question.

En plus, afin de dissiper toute équivoque, je dois préciser que ma courte enquête porte non pas sur la valeur technique de nos manuels scolaires, mais simplement sur la contribution qu'ils apportent à la campagne entreprise par l'UNESCO dans le monde, pour gagner que les livres de classe, au moins, ne nuisent pas à la compréhension internationale, s'ils ne servent pas positivement cette cause d'importance primordiale.

Une seconde remarque préliminaire s'impose : chez nous, il ne faut pas l'oublier, à cause d'une situation historique et ethnique particulière, le problème des relations interraciales, qui offre de grandes et multiples analogies avec celui des relations internationales, mérite autant que ce dernier l'attention des auteurs et des éditeurs de manuels scolaires.

\*  
\*   \*

Avant la dernière guerre, me dit-on, nos manuels scolaires étaient imparfaits sur ce point. Dans le Québec et dans les provinces anglo-canadiennes, les manuels scolaires péchaient plus gravement qu'aujourd'hui contre l'unité nationale, par omission et par commission.

Nous avons été heureux d'apprendre que, d'un côté comme de l'autre, on a convenablement amélioré les manuels scolaires sur ce point. Il paraît qu'aujourd'hui, certaines omissions empêchent encore le Canada français et le Canada anglais de se connaître comme ils devraient, mais que l'on ne trouve plus guère, dans nos livres de classes, ces allusions inutiles et malicieuses qui ont l'air de rien, mais cultivent dans l'âme de l'enfance et de la jeunesse, un ressentiment très peu favorable à la compréhension nationale et internationale, donc à la paix. Certaines polémiques ont eu lieu, durant la dernière guerre principalement, à propos des manuels scolaires. Apparemment, cette critique a produit ici et là de bons fruits.

Tout ce qu'on peut regretter, c'est qu'elle n'ait pas eu lieu vingt-cinq ou cinquante ans plus tôt. Le *modus vivendi* auquel il faudra en venir, chez nous comme en toute confédération normale et comme en tout pays habité par une nation hétérogène, serait déjà réalisé. Et notre pays, le Canada — pas seulement la province de Québec —, sans être un paradis terrestre, puisqu'il n'y a plus de paradis terrestre, nous apparaîtrait davantage comme une patrie digne de notre affection, de notre confiance et de notre dévouement.

#### CONCLUSION

Il ne me semble pas téméraire de formuler, en terminant cette étude, les cinq affirmations que voici :

*Premièrement* : si l'on y avait commencé plus tôt l'amélioration des manuels scolaires, Québec et les provinces anglo-canadiennes compteraient moins

de cette sorte de nationalistes, de racistes et d'impérialistes incapables d'aimer leur pays en même temps que leur province et leur groupe ethnique.

*Deuxièmement* : si l'on y avait commencé plus tôt l'amélioration des manuels scolaires, notre pays comprendrait moins d'Anglo-Canadiens convaincus que l'histoire du Canada commence en 1760 seulement, qu'il est juste de forcer les minorités françaises et catholiques des provinces anglo-protestantes à payer double taxe, s'ils veulent faire enseigner leur langue et leur religion à leurs enfants, qu'eux seuls, enfin, doivent occuper les postes de commande, dans le service civil, dans l'armée, la marine, etc.

*Troisièmement* : si l'on y avait commencé plus tôt l'amélioration des manuels scolaires, notre Province, durant la dernière guerre, n'aurait pas vu certaines de ses élites se conduire comme si l'ennemi, à cette heure de péril national indiscutable, eût été Ottawa et non Berlin.

*Quatrièmement* : si l'on commençait immédiatement à distribuer dans nos écoles un enseignement spécifique et suffisamment compréhensif du civisme, c'est-à-dire, un enseignement précis de tous les devoirs incombant aux citoyens dans un Etat et dans un monde démocratiques, on formerait du même coup des citoyens plus aptes à bien servir en même temps la nation canadienne et la société mondiale.

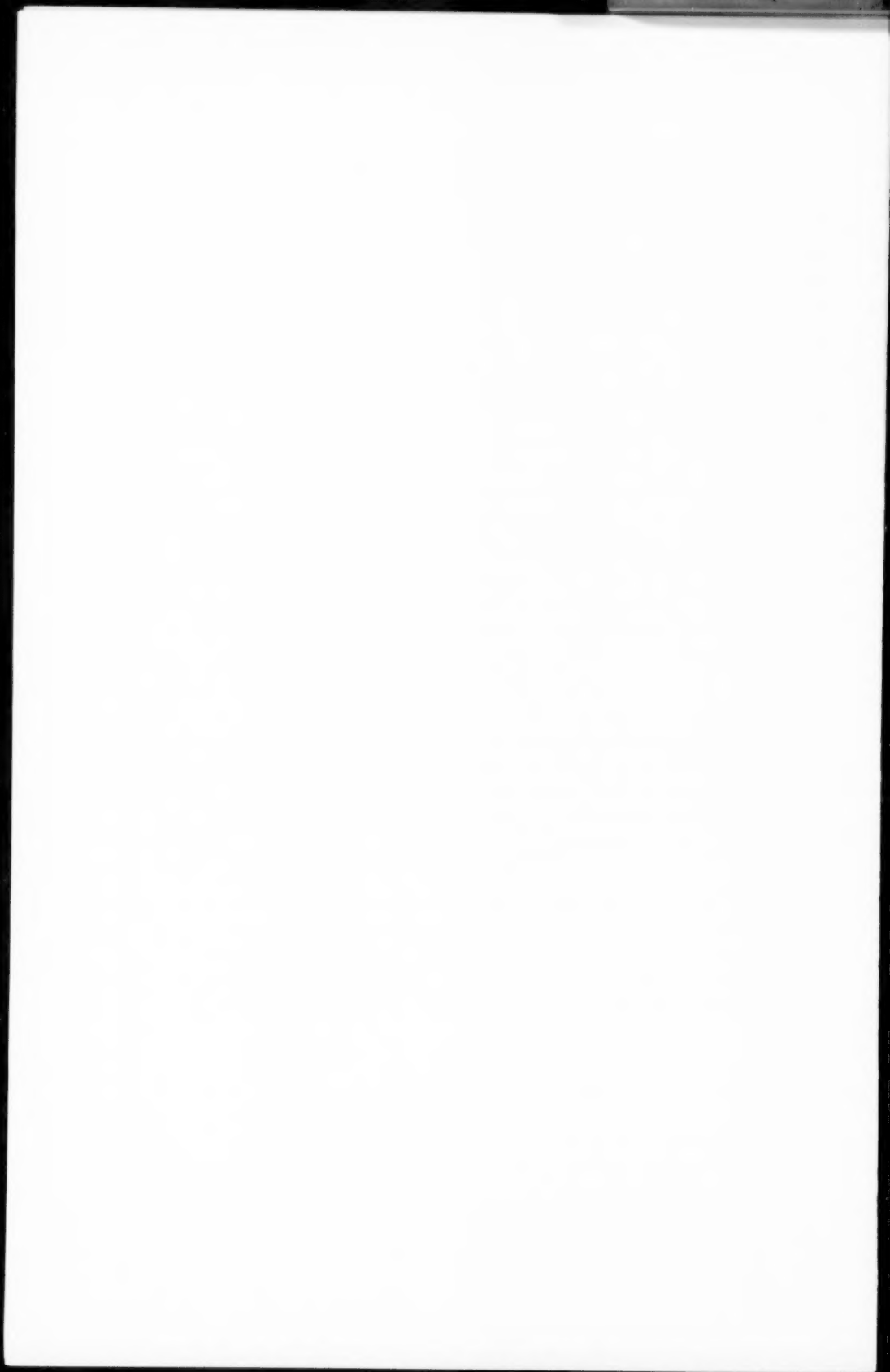
*Cinquièmement* : il est urgent d'établir en notre pays un conseil national de l'UNESCO, qui, entre autres fonctions, remplira celle de pacifier les esprits et les cœurs et, de la sorte, réduira au minimum les risques de guerre en notre pauvre monde.

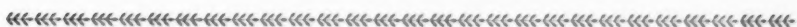
\*  
\*   \*  
\*

Il suffit d'observer les hommes pour constater que la compréhension internationale et le civisme national, en ce siècle d'internationalisme inévitable, font excellent ménage dans les mêmes esprits : tous ceux qui ont une conception réaliste de la vie collective et qui planent au-dessus des préjugés.

Si, demain, nous avons de ces hommes véritablement préparés à la vie collective, tant sur le plan mondial que national, c'est l'école qui nous les aura donnés.

Espérons que nos éducateurs inscriront à leur crédit ce glorieux mérite.





## Les Mathématiques de nos ancêtres

LÉON LORTIE, M.S.R.C.

ON sait que les Jésuites, au Collège de Québec, bénéficièrent d'une chaire d'hydrographie dont l'abbé Amédée Gosselin<sup>1</sup> a résumé l'histoire. Pierre-Georges Roy<sup>2</sup> a consacré une importante étude à Jean-Baptiste-Louis Franquelin qui succéda à Martin Boutet, premier titulaire, et Ernest Gagnon<sup>3</sup> a écrit la biographie de Louis Jolliet, le célèbre explorateur qui occupa cette chaire durant quelques années. Un long mémoire de l'abbé Auguste Gosselin<sup>4</sup> traite de l'œuvre du dernier titulaire de cette chaire, le père de Bonnécamps. Dans deux articles récents<sup>5</sup>, F. de Dainville a retracé l'histoire de l'enseignement des mathématiques dans les collèges jésuites en France du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle. Cette nouvelle lumière jetée sur ce sujet, et certains documents dont nous venons de prendre connaissance, nous permettront bientôt de reprendre sous un nouvel angle l'étude des débuts de l'enseignement des mathématiques au Canada. Nous savons déjà par ailleurs que les Jésuites de Québec possédaient, et utilisaient sans doute pour l'enseignement de cette matière, deux ouvrages bien connus au XVII<sup>e</sup> siècle. C'est d'abord *L'Arithmétique ou l'art de compter toutes sortes de nombres avec la plume et les jettons*, du Père Jean François, dans sa quatrième édition publiée à Rennes en 1661. L'auteur de cet ouvrage fut le maître de Descartes qu'il initia aux mathématiques alors qu'il enseignait au collège de La Flèche. Le second de ces livres est la *Trigonométrie canonique* de Jean-Baptiste Morin publiée à Paris en 1633. Ces deux livres, qui furent longtemps en la possession des Dames de la Congrégation de Notre-Dame à Montréal, furent remis au Collège Charles-Garnier lors des fêtes qui marquèrent le quatrième centenaire de la Société de Jésus. Ils portent, en manuscrit, l'indication qu'ils appartenaient au Collège de Kébec.

Les notes qui suivent posent plus de points d'interrogation qu'elles ne

<sup>1</sup>Amédée Gosselin, *L'Instruction au Canada sous le régime français (1635-1760)* (Québec, 1911), pp. 303-45.

<sup>2</sup>Pierre-Georges Roy, « Un Hydrographe du roi à Québec, Jean-Baptiste-Louis Franquelin », *Mémoires de la Société Royale du Canada*, troisième série, 1919, tome XIII, sect. I, pp. 47-59.

<sup>3</sup>Ernest Gagnon, *Louis Jolliet : découvreur du Mississippi* (Québec, 1902).

<sup>4</sup>Auguste Gosselin, « Les Jésuites au Canada : Le P. de Bonnécamps, dernier professeur d'hydrographie au Collège de Québec (1741-1759) », *Mémoires de la Société Royale du Canada*, deuxième série, 1895, tome I, sect. I, pp. 25-61.

<sup>5</sup>François de Dainville, « L'Enseignement des mathématiques dans les collèges jésuites de France du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire des sciences*, tome VII, 1954, pp. 6-21, 109-23.

dévoient de choses jusqu'ici peu connues. Nous pensons par exemple à toute une collection de volumes reliés que possèdent à Montréal les Messieurs de Saint-Sulpice et que nous avons pu voir et feuilleter rapidement lorsqu'ils étaient déposés, sans avoir été catalogués, à la bibliothèque Saint-Sulpice avant que celle-ci devint la propriété du gouvernement de la province de Québec. Ces volumes sont les notes de cours des sulpiciens qui vinrent au Canada sous le régime français. Nous y avons vu des cours de philosophie et de mathématiques. Il serait très intéressant d'inventorier et d'analyser cette collection afin de se faire une idée juste de la science de ces prêtres dont plusieurs ont sûrement enseigné, peut-être privément. L'instruction dont firent preuve les montréalais à la fin du régime français et dans les premières années du régime anglais est sans doute en partie due aux connaissances acquises auprès de ces maîtres. Nous pensons aussi aux bibliothèques et aux archives des collèges les plus anciens et dans lesquelles on pourrait certes trouver des ouvrages et des documents intéressants qui nous renseigneraient sur les sources de l'enseignement des mathématiques, et des sciences en général, dans nos maisons d'éducation. C'est une œuvre à laquelle pourraient se vouer des professeurs curieux de savoir ce qu'ont fait et ce que savaient leurs prédécesseurs. Dans ce domaine presque tout reste à faire ou à trouver.

Parmi les sources que nous connaissons, nous pouvons citer<sup>6</sup> l'histoire du petit séminaire de Montréal, par Mgr Maurault, qui mentionne les cahiers de M. Houdet, p.s.s. sur les sciences mathématiques et naturelles. Ce sulpicien, venu au Canada en 1796, enseigna au Collège de Montréal jusqu'en 1830. Ces cahiers manuscrits contiennent 100 pages d'algèbre, 110 pages de géométrie et de trigonométrie et 221 problèmes.

La tenue d'un congrès de mathématiciens canadiens à Montréal, il y a quelques années, nous a incité à chercher dans les bibliothèques de la métropole les ouvrages et les manuels, antérieurs à 1850, traitant de cette science. Les documents que nous avons ainsi trouvés sont à la portée de tous et on peut les consulter facilement. Nous avons cru qu'il serait intéressant d'en présenter une liste avec quelques annotations. Il n'est peut-être pas utile de les analyser ni d'en scruter longuement le contenu car ce sont, pour la plupart, des ouvrages élémentaires ou d'utilité courante et ils ne révèlent rien de nouveau. Nous devons noter cependant que, dans toutes les sciences, les canadiens de langue française ont dû créer eux-mêmes les outils dont ils avaient besoin. Des contacts indirects existaient avec la France et plusieurs médecins et artistes allèrent y chercher leur formation et rapportèrent des ouvrages propres à leur profession et à leur art. De même aussi, des prêtres chassés par la Révolution française apportèrent avec eux des œuvres dont ils se servirent ensuite pour leur enseignement. Nous connaissons plusieurs exemples de pareils faits. Mais il fallait penser à l'enseignement des enfants et leur procurer des manuels. C'est ce que firent les auteurs des livres dont

<sup>6</sup>Mgr Olivier Maurault, *Le Petit Séminaire de Montréal* (Montréal, 1918), p. 77.

il sera maintenant question. Nous ne mentionnerons ici que les ouvrages d'arithmétique et de mathématiques mais nous avons déjà mentionné ailleurs<sup>7</sup> les premiers ouvrages de chimie et de physique.

Les premières pièces que nous mentionnerons sont les thèses de mathématiques que soutinrent, en 1775 et aux environs de 1790, les étudiants du Séminaire de Québec. Voici la première :

*Thèses de Mathématiques qui seront soutenues au Séminaire de Québec, vendredi, 26 mai, depuis neuf heures jusqu'à midi par MM. Bernard Claude Panet, Charles Perrault, Charles Chauvaux, étudiants en Physique, sous Mr. Thomas Bédard, Diacre, Professeur de Philosophie. A Québec, chez Guillaume Brown, derrière l'Eglise Cathédrale. M,DCC,LXXV.*

Les sous-titres sont les suivants : De l'arithmétique, de l'algèbre, des proportions. Problèmes à une inconnue, à deux inconnues, à trois inconnues, à quatre inconnues. Sur les progressions arithmétiques descendantes. Sur les progressions arithmétiques ascendantes. Sur les progressions géométriques ascendantes. Sur les progressions géométriques descendantes. Du second degré. D'alliage. D'escompte directe. D'escompte inverse. De la géométrie. Des lignes, des angles et des triangles. Des surfaces en lignes proportionnelles. Des solides. De la géométrie pratique. De la trigonométrie.

Si tôt après la conquête et peu d'années après que le Séminaire eût succédé au Collège des Jésuites, on doit voir dans ce programme l'héritage direct de la chaire d'hydrographie dont le titulaire devait être un mathématicien compétent. Il est à noter que ce programme est de dix années antérieur à l'établissement du plus ancien collège de langue anglaise au Canada, le Provincial Academy of Arts and Science, fondé en 1785, qui devint, en 1800 le College of New Brunswick et fut remplacé, en 1823, par le King's College, lequel devint finalement l'University of New Brunswick. C'est donc, lorsqu'on examine attentivement les titres d'ancienneté, l'Université Laval qui, sans même remonter jusqu'à la fondation du Collège de Québec, possède la plus longue tradition d'enseignement, au niveau de la Faculté des Arts, parmi les institutions du même genre au Canada.

Le catalogue de la collection Gagnon reproduit la page-titre de cet opuscule qui contient neuf pages imprimées<sup>8</sup>, et le signale comme le premier *livre d'écoles* imprimé à Québec. En réalité ce n'est pas un livre d'école dans le sens où on admet généralement ce terme, c'est-à-dire un manuel; c'est plutôt le programme d'un examen oral que subirent en public les étudiants Panet, Perrault et Chauvaux. C'était chose commune autrefois

<sup>7</sup>Léon Lortie, « Early Canadian Chemistry », *Canadian Chemistry and Process Industries*, vol. XXIX, May, 1945, p. 312-15; « Notes sur le cours abrégé de leçons de chimie de J.-B. Meilleur, *Annales de l'ACFAS*, tome III, 1937, pp. 237-65; et Publication no 1 du Laboratoire de Chimie de l'Université de Montréal (Montréal, 1937), 29 pages.

<sup>8</sup>Philéas Gagnon, *Essai de bibliographie canadienne* (Québec, 1895), vol. I, p. 490. Page-titre reproduite p. 491.

et, encore en 1841, les journaux de Québec nous apportent l'écho de ces examens publics sur l'algèbre, la géométrie, les trigonométries rectiligne et sphérique, les sections coniques et le calcul différentiel et intégral<sup>9</sup>.

Revenons cependant à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle alors que paraissait un second recueil de thèses de mathématiques et de physique dont voici la description :

*Thèses de Mathématiques et de Physique qui seront soutenues au Séminaire de Québec, mardi, 5 octobre, depuis 9 heures du matin jusqu'à 3 heures après-midi, par MM. Michel Brunel, Jérôme Raizenne, Augustin Chaboillez, Denys Denechau, Louis Bédard, Eustache Dumont, Etudiants en Physique, sous Mr. Edmund Burke, prêtre, professeur de Philosophie, chez C. Neilson, Rue de la Montagne (Québec) [vers 1790].*

Ce cahier de 10 pages commence par quelques propositions d'algèbre et de géométrie. Les propositions qui suivent ont trait à la trigonométrie rectiligne et sphérique, aux sections coniques, à la parabole, à l'ellipse, à l'hyperbole, aux courbes algébriques, au calcul différentiel et intégral, à la mécanique, au jet des bombes, à la statique, à l'hydrostatique, à l'hydraulique, à l'optique, à l'astronomie et aux pendules; en tout, 112 propositions qu'avaient à démontrer devant leur professeurs et en public les six élèves mentionnés dans le titre.

L'abbé Edmund Burke était un prêtre irlandais, né dans le comté de Kildare en 1753 et qui vint à Québec en 1786. Les autorités civiles lui interdirent d'enseigner la religion catholique et de prêcher. Le Séminaire de Québec, reconnaissant en lui un homme érudit et un professeur compétent, lui confia l'enseignement de la philosophie et des mathématiques, y compris l'astronomie, ce qu'il fit durant quatre ans. Au bout de ce temps, les règles du séminaire ne lui permettant pas de continuer cet enseignement<sup>10</sup>, et ne pouvant pas, comme nous l'avons vu, exercer son ministère, il décida de se faire missionnaire. Il fut enfin nommé évêque de Sion *in partibus* et vicaire apostolique de la Nouvelle-Ecosse, avec résidence à Halifax où il mourut en 1820. Son biographe, Mgr O'Brien, cite à son sujet<sup>11</sup> ce passage de l'*Acadian Recorder* : « He taught the higher branches of Mathematics and Philosophy with great credit to himself, and benefit to the numerous students who crowded to hear the lectures of a man celebrated in the University of Paris, as excelling most men of his day in mathematical science, and also the classics, particularly in the Greek and Hebrew languages. »

Ce prêtre irlandais apportait du sang nouveau et, malgré le peu de temps qu'il enseigna au Séminaire de Québec, il paraît avoir exercé une profonde influence comme en témoigne encore d'ailleurs le souvenir qu'il a laissé dans cette institution et qui s'est transmis à l'Université Laval. On serait curieux de savoir ce que sont devenus les étudiants qui soutinrent ces thèses de mathématiques et de physique. Il semble que l'un d'entre eux ait été

<sup>9</sup>*Mélanges religieux*, vol. II, no 6, 27 août 1841, pp. 112-21.

<sup>10</sup>C. O'Brien, *Memoirs of Rt Rev. Edmund Burke* (Ottawa, 1894).

<sup>11</sup>*Ibid.*, p. 3.

l'abbé Denis Denechaud (1768-1837) qui mourut curé de Deschambault<sup>12</sup>. Le programme indiqué par ces thèses montre un progrès sur celui de 1775 et il ressemble à celui de 1841 dont nous parlerons plus loin. Plusieurs des matières enseignées alors ont disparu par la suite du programme de l'enseignement classique et on ne les y a rétablies qu'en ces dernières années. C'est un déclin dont nous signalerons l'importance.

Ce déclin ne commença cependant que durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Les ouvrages dont il sera maintenant question attestent que, jusque vers 1850, plusieurs éducateurs ne ménagèrent pas leurs peines pour procurer à la jeunesse des écoles et des collèges les manuels d'arithmétique et de mathématiques dont elle avait besoin pour s'instruire. Nous croyons bien que les ouvrages que nous mentionnerons furent les seuls qui furent publiés à cette époque. Le patient collectionneur que fut Philéas Gagnon les a presque tous recueillis dans sa collection et bien peu de Canadiana lui ont échappé. Ceux qui ne se trouvent pas dans cette collection nous les avons consultés à la bibliothèque Saint-Sulpice. Cela ne représente pas une production bien abondante, et, ne connaissant pas le tirage de chacun de ces manuels, nous ne pouvons nous faire une idée de leur diffusion. Nous devons noter cependant que, à cette époque, les manuels scolaires n'étaient pas d'usage aussi répandu qu'aujourd'hui et il est probable que, dans bien des cas, le maître seul possédait un manuel, se contentant de dicter ou de faire apprendre par cœur les règles qu'il enseignait. C'est précisément ce que laisse entendre Michel Bibaud dans la préface, que nous citerons plus loin, de l'ouvrage qu'il publia quelques années après celui de Bouthillier. La fréquentation scolaire, à cette époque, n'était pas non plus comparable à celle d'aujourd'hui. Il est aussi fort curieux de voir que plusieurs de ces manuels s'adressent à ceux qui désirent apprendre par eux-mêmes et sans maîtres. Ceci est particulièrement clair, comme nous le verrons encore, dans la préface de l'ouvrage de Bibaud.

Le premier en date de ces manuels est celui que publia l'arpenteur Jean-Antoine Bouthillier (1782-1835) en 1809. L'auteur reçut en 1804 son brevet d'arpenteur et il fit une longue carrière de fonctionnaire<sup>13</sup>. L'exemplaire que nous avons consulté a appartenu à Th. Fournier, de Québec, qui l'acquies en 1827. Il fait maintenant partie de la collection Gagnon qui est à la bibliothèque de la Ville de Montréal. Il se présente comme suit :

*Traité d'Arithmétique pour l'usage des Ecoles par Jean Antoine Bouthillier.* A Québec, chez Jean Neilson, Imprimeur, Libraire, Rue de la Montagne, No 3, 1809, 144 pages.

Ce petit ouvrage est sûrement le premier qui ait été publié dans le Québec et probablement aussi le premier qui ait été imprimé au Canada. L'auteur écrit dans sa préface : « La nécessité d'un Traité d'Arithmétique pour l'usage des Ecoles Françaises, a engagé l'Auteur à entreprendre ce petit

<sup>12</sup>Pierre-Georges Roy, *Fils de Québec*, 3<sup>e</sup> série (Lévis, 1933), pp. 144-5.

<sup>13</sup>*Ibid.*, pp. 11-12.

ouvrage. La rareté des livres de cette espèce dans ce pays a fait que jusqu'à présent les maîtres d'Ecole ont été obligés de faire copier les principes de l'Arithmétique, et des règles quelques fois d'une longueur extraordinaire, dans des cahiers, ce qui occasionne une perte de temps considérable; ce petit ouvrage pourra remédier à cet inconvénient. » L'ouvrage contient quelques formules algébriques et les principes de la tenue des livres.

Une deuxième édition parut en 1829, revue et corrigée par l'auteur, à Québec, chez Neilson Cowan, imprimeurs-libraires, rue de la Montagne, no 3, et elle a 171 pages. Il a donc fallu vingt ans pour épuiser la première édition. Une quatrième édition, toujours publiée à Québec, par Middleton, parut en 1852 en 170 pages et même une septième, publiée chez J. et O. Crémazie, parut en 1858. Ce traité fit donc une belle carrière et il est juste qu'on le considère comme un classique de l'enseignement de l'arithmétique dans le Québec. Pierre-Georges Roy dit qu'il fut longtemps le seul manuel en usage dans le pays<sup>14</sup>. Il fut plus tard, sans doute, comme les autres que nous citerons, mis au rancart lorsque les Frères des Ecoles chrétiennes se mirent à publier régulièrement des manuels élémentaires dont la qualité pédagogique s'imposa et qui supplantèrent leurs devanciers.

En 1816, le polygraphe Michel Bibaud publia lui aussi un manuel sous le titre :

*L'Arithmétique en quatre parties, savoir : l'arithmétique vulgaire, l'arithmétique marchande, l'arithmétique scientifique, l'arithmétique curieuse, suivie d'un précis sur la tenue des livres de comptes par M. Bibaud.* Imprimé pour l'auteur par Nahum Mower, Montréal, 1816, 200 pages.

Dans sa préface, l'auteur écrit : « Mr. J. A. Bouthillier fit imprimer à Québec, en 1809, un Traité d'Arithmétique pour l'usage des Ecoles. Cet ouvrage méthodique et correct, avait assez d'étendue pour les personnes qui enseignent l'Arithmétique et pour celles qui l'apprennent sans des maîtres; si j'en ai donné une plus grande au mien, c'est que je le destine à un usage plus général. J'ai travaillé principalement pour ceux qui veulent apprendre l'Arithmétique d'eux-mêmes et sans maître, ou s'y perfectionner; ou du moins ne pas oublier ce qu'ils ont déjà appris dans les Ecoles... »

Le polygraphe qu'était Michel Bibaud traite des quatre règles simples, des fractions vulgaires et décimales, des nombres complexes, des surfaces et des volumes, de la règle de trois, de l'intérêt, de la fausse position et de la double fausse position, des proportions, des progressions, des racines, des puissances, des logarithmes, des propriétés des nombres, des combinaisons, des probabilités et des carrés magiques.

On voit que Bibaud n'a presque rien oublié et qu'il possédait un savoir considérable... ou de bons modèles. Il donne d'ailleurs ses sources qui sont « *Les Institutions mathématiques* de l'abbé Sauri, le *Tutor's Assistant* de Mr. Walkingame et le *Choix d'amusements physiques et mathématiques* de M. Despiau ».

Nous avons pu retrouver, à la bibliothèque Saint-Sulpice, trois exem-

<sup>14</sup>*Ibid.*

plaires de ces *Institutions mathématiques servant d'introduction à un cours de philosophie à l'usage des universités de France*, ouvrage qui fut édité à Paris, chez Frouillé, en 1786. L'un de ces exemplaires appartenait au Séminaire de Montréal. La même bibliothèque possède aussi une dernière édition du même ouvrage, publiée à Lyon, en 1814, par M.-P. Rusand. L'auteur, l'abbé Sauri, se donne comme ancien professeur de philosophie en l'Université de Montpellier et correspondant de l'Académie Royale des Sciences de la même ville. On trouve aussi dans la même bibliothèque le *Cours complet de mathématiques* du même auteur, en cinq volumes publiés chez Ruault, en 1774. Nous avons aussi trouvé le *Tutor's Assistant* de F. Walkingame, dont la page-titre manque. La préface est datée de Kensington en 1783. Nous n'avons pu retrouver l'ouvrage de Despiau mais nous en avons vu un autre sur l'usage des globes dans les classes, ce qui montre que cet auteur devait être assez bien connu au Canada. M. Bibaud publia en 1832 un second manuel :

*L'Arithmétique à l'usage des Ecoles élémentaires du Bas-Canada*, par M. Bibaud. Auteur de l'Arithmétique en Quatre Parties. Montréal : de l'Imprimerie de Workman et Bowman. 1832, 108 pages.

L'ouvrage qui, le premier, contient une table des matières, semble un abrégé à prix modique du premier traité de l'auteur. Celui-ci, dans sa préface, écrit ces lignes révélatrices : « ... l'utilité d'un tel traité, disons-nous, ne peut être révoquée en doute, à une époque où, grâce à la libéralité de la Législature, ainsi qu'au zèle du Clergé et des personnes notables et éclairées, le goût de l'éducation paraît devenir général, la nécessité de l'instruction être universellement sentie dans la Province ».

Bibaud fait allusion ici à la loi des écoles élémentaires de 1832. Ce traité eut une seconde édition en 1847.

Dans un ordre différent, il convient de signaler : *Tables arithmétiques arrangées à l'usage des écoles* (Montréal : Workman and Bowman, 1831), 32 pages. C'est une toute petite plaquette d'environ deux pouces par trois pouces et demi, publiée sans nom d'auteur et qui contient les diverses unités en usage.

Avec les traités de Bouthillier et de Bibaud, les jeunes canadiens, ou du moins leurs maîtres, avaient à leur disposition des ouvrages d'arithmétique dont ils pouvaient tirer profit. L'ont-il fait ? Nous serions curieux de savoir, en consultant les programmes des collèges de l'époque ou leurs bibliothèques ou leurs archives, si tous ces manuels furent en usage.

A ces manuels s'ajouta bientôt celui de Casimir Ladreyt :

*Nouvelle arithmétique raisonnée ou Cours complet de calcul théorique et pratique à l'usage des Elèves des Collèges et des maisons d'Education de l'un et de l'autre sexe, etc.*, par Casimir Ladreyt, ex-négociant français, maintenant instituteur. (etc) Montréal, Imprimé pour le compte de l'auteur, 1836. 120 pages.

L'auteur écrit une préface, qu'on peut dire oratoire et qui commence par une grande période à plusieurs membres avec incises :

Au moment où, grâce à la sagesse du législateur, ce pays va être doté du plus généreux, du plus précieux des bienfaits, dans un temps où les amis de la propagation des lumières redoublent de zèle et d'efforts, pour procurer à la classe honorable et laborieuse du peuple les bienfaits de l'instruction qu'elle réclame, à juste titre, comme un moyen de perfectionner son travail et d'améliorer son bien-être; au moment enfin où, dans ce pays comme partout, l'instruction populaire va recevoir toute l'extension, tout le développement dont elle est susceptible, j'ai pensé que la publication de ce petit livre ne pourrait manquer d'être favorablement accueillie : car il ne suffit pas de fournir à l'instruction des moyens pécuniaires, il lui faut d'autres ressources plus utiles encore, je veux dire de bons livres élémentaires.

Ladreyt aime les définitions claires et ne manque pas de les multiplier. Un choix judicieux de divers caractères typographiques attire l'attention sur celles-ci de même que sur les mots importants et sur les exemples.

Nous ne possédons, sur Ladreyt, que les indications qu'il donne sur lui-même dans la page-titre de son ouvrage et les dates de sa naissance et de sa mort : 1797 et 1877 respectivement.

La même année, 1836, parut le traité de Jos. Laurin :

*Traité d'Arithmétique contenant une claire et familière explication de ses principes, et suivi d'un traité d'Algèbre*, par Jos. Laurin, ex-ecclésiastique de Québec, maintenant étudiant en droit, première édition. Québec, chez Fréchette et Cie, Imprimeurs-Libraires. Rue Lamontagne, No 8, 1836. 208 pages.

Ce traité est dédié au Révérend Messire Jérôme Demers, supérieur du Séminaire de Québec qui fut un grand éducateur et un fervent ami des sciences.

L'ouvrage est d'une remarquable sécheresse et ne contient guère que des tableaux, des problèmes, des exemples et de rares explications. Il contraste singulièrement avec ceux de Ladreyt et d'Adams. Laurin est aussi l'auteur d'un *Traité sur la tenue des livres*, imprimé par N. Aubin, à Québec en 1837.

Arrivés au Canada en 1837, les Frères des Ecoles Chrétiennes publient, dès l'année suivante, le premier d'une longue série de manuels :

*Nouveau traité d'arithmétique à l'usage des Ecoles Chrétiennes des Frères*, chez C.P. Leprohon, Montréal, 1838, 140 pages.

C'est un manuel spécialement fait pour le Canada car on y voit, outre les tables de conversion des francs en shillings et des mesures françaises en mesures anglaises, de nombreux problèmes utilisant la livre sterling et le shilling.

Moins de dix ans plus tard, c'est :

*Traité d'arithmétique contenant toutes les opérations ordinaires du calcul, etc., à l'usage des Ecoles chrétiennes*, Lovell et Gibson, Montréal, 1847, 240 pages.

Et l'année suivante :

*Solution des problèmes du Traité d'Arithmétique avec leurs réponses, à l'usage des Ecoles chrétiennes*, Lovell et Gibson, Montréal, 1848, 80 pages.

Le traité d'Adams est le premier que nous ayons trouvé en langue anglaise :

*Adam's New Arithmetic suited to Halifax currency in which the principles of operating by numbers are analytically explained and synthetically applied, thus combining the advantages to be derived both from the inductive and synthetic mode for instruction, etc. Designed for the use of schools and academies in the British Provinces.* By Daniel Adams, M.D. Stanstead. L.C. Published by Walton & Gaylord, 1833, 258 pages.

L'auteur est un américain de Mount Vernon, N.H., qui écrivit la préface en 1827. C'est un homme fort bien renseigné qui connaît la méthode inductive introduite par Pestalozzi en Suisse.

S'il a fallu vingt ans pour justifier une deuxième édition du traité de Bouthillier, l'influence des diverses lois des écoles semble maintenant se faire sentir puisque, en quatre ans, de 1832 à 1836, il paraît six traités, dont un en anglais et, peut-être aussi, la troisième édition de l'Arithmétique de Bouthillier.

Trois autres ouvrages en langue anglaise nous intéressent :

*A Key to Mercantile Arithmetic Compiled particularly for young men preparing for a Mercantile Business*, by M. M'Donnell, W. M. and Accountant, Lovell and Gibson, Montreal, 1845, 72 pages. Ces auteurs ont aussi publié une géographie et un atlas — nous ne savons de quand date la première édition.

*A Complete System of Practical Arithmetic for the use of Schools in British America etc.* Second Edition, corrected and improved by G. & J. Gouinlock, Toronto, Scobie and Balfom, 1847, 216 pages.

*First Book of Arithmetic for the use of Schools*, Dublin, Published by Direction of the Commissioners of National Education and Re-printed by express Permission at Montreal by Armour and Ramsay, 1847.

Cet ouvrage fait partie de la collection The National School Books et il a dû être imprimé à Montréal à cause du grand afflux d'irlandais qui vinrent au Canada à cette époque.

C'est le dernier exemple de manuel scolaire que l'on peut dire élémentaire dont nous ayons connaissance. Comme nous l'avons dit plus haut, nous croyons que les ouvrages des Frères des Ecoles Chrétiennes, et d'autres communautés enseignantes, copies ou adaptations d'ouvrages français, ont satisfait aux besoins des écoles et presque découragé la concurrence des auteurs canadiens.

Nous abordons maintenant des ouvrages d'un genre plus spécial, servant surtout aux étudiants les plus avancés des collèges. C'est le cas par exemple de ce traité dont on peut attribuer l'édition à l'abbé Isaac Le Sieur Désaulniers qui enseignait les sciences au Séminaire de Nicolet.

*Nouveau Traité abrégé de la Sphère d'après le système de Copernic, par demandes et par réponses.* Nouvelle édition à l'Usage du Séminaire de Nicolet, Trois-Rivières, chez Ludger Duvernay. Imprimeur, Libraire et Relieur. 1824, 24 pages.

Ce n'est qu'en septembre 1822 que l'Eglise permit, à la demande du chanoine Giuseppe Settele, d'imprimer et de publier des livres traitant du

mouvement de la terre. Cette nouvelle édition porte en note, à la première page, l'explication que voici : « Quoique le système du Monde de Ptolémée ne soit plus suivi par les astronomes, il est adopté ici, parce qu'il est plus conforme aux mouvements apparents des astres, et que c'est lui qui est représenté dans la sphère artificielle. Dans le système de Ptolémée, la terre est supposée au centre du monde; dans celui de Copernic, qui est le vrai système du monde, la terre, aussi bien que les planètes, tourne autour du soleil qui est fixe. »

Le titre de ce traité pose un problème. C'est une « nouvelle édition à l'usage du Séminaire de Nicolet ». Nous n'avons vu nulle part une édition précédente publiée au Canada. C'est ce qui nous porte à croire que l'abbé Désaulniers aurait tout simplement fait imprimer par Ludger Duvernay cette édition, d'un ouvrage français que nous ne connaissons pas, qu'il destinait à ses élèves. Nous sommes sûrs du moins de ceci : le système de Copernic fut enseigné comme vrai au Canada, dès que Rome eut permis de le faire, du moins officiellement.

Nous arrivons maintenant à l'œuvre qui est certainement la plus intéressante de cette collection :

*Traité élémentaire de calcul différentiel et de calcul intégral*. Québec, Imprimerie d'Aug. Côté et Cie. 1848, 118 pages et une planche hors-texte, gravée par T. Ireland, Montréal.

L'auteur de ce traité, assurément le premier publié au Canada en cette matière, est l'abbé Jean-Pierre-François Laforce-Langevin (1821-92) qui enseigna les mathématiques au Séminaire de Québec, fut directeur de l'École Normale Laval de Québec et mourut, en 1892, à Rimouski dont il fut le premier évêque. C'est ce qu'affirme Philéas Gagnon<sup>15</sup>, que confirme Pierre-Georges Roy<sup>16</sup>. L'ouvrage est fort bien fait et l'auteur, qui connaît et cite les travaux de Lagrange, utilise, comme il se doit, la notation de Leibnitz.

C'était alors l'âge d'or de l'enseignement des mathématiques à Québec. Malgré le style grandiloquent des rédacteurs qui n'y comprenaient peut-être pas grand-chose, nous pouvons en juger par les comptes-rendus de la *Gazette de Québec* et du *Canadien*, que reproduisent les *Mélanges religieux* de Montréal en 1841.

Voici ce que dit la *Gazette*<sup>17</sup> des exercices publics du séminaire de Québec :

Une chose, entre autres, est digne d'éloges : c'est la manière dont la seconde et même la troisième ont passé sur l'algèbre et les éléments de la géométrie. Cette amélioration de la diffusion des connaissances exactes, à laquelle nous ne saurions trop applaudir parce qu'elle répond à un des grands besoins du pays, a mis depuis deux ou trois ans les élèves de la classe de mathématiques proprement dite en état de se lancer dans les branches les plus élevées de

<sup>15</sup>Philéas Gagnon, *Essai de bibliographie canadienne*, p. 499.

<sup>16</sup>Pierre-Georges Roy, *Fils de Québec*, 4e série (Lévis, 1933), pp. 49-50.

<sup>17</sup>*Mélanges religieux*, vol. II, no 6, 27 août 1841, pp. 114-15.

la science. Ils nous ont paru posséder parfaitement les sections coniques, la trigonométrie sphérique et le calcul différentiel et intégral, ce poste avancé que Newton et Leibnitz ont posé sur les confins de l'intelligence humaine.

*Le Canadien*<sup>18</sup> dit de son côté :

... Hâtons-nous maintenant d'arriver aux mathématiques. Ici, nous éprouvons un sentiment d'orgueil pour Québec et pour le pays; nous osons le dire, il n'y a peut-être pas sur tout le continent américain une école de mathématiques qui soit comparable à celle du petit séminaire de Québec. Toutes les branches des mathématiques y sont enseignées, telles que l'arithmétique ordinaire, l'algèbre, la géométrie, les deux trigonométries rectiligne et sphérique, les sections coniques et les calculs différentiel et intégral. Tous ceux qui ont été interrogés sur les différentes parties de cette science ont très bien répondu; mais c'est surtout sur le calcul différentiel et sur le calcul intégral qu'ils se sont distingués; leurs réponses fermes et assurées ont dû étonner ceux qui connaissent les difficultés que l'on éprouve à retenir dans son esprit l'enchaînement des conséquences qui mènent à la solution d'un problème. Aussi, c'était cette manière de répondre qui faisait dire, il y a trois ans, à un étranger distingué, qu'il n'aurait jamais cru qu'il y eut une école de mathématiques si forte au Canada. Peut-être cette année son étonnement eût-il encore été plus grand.

Une revue de l'histoire des plus vieilles universités canadiennes nous porte à croire que ce jugement n'est pas exagéré en ce qui concerne le Canada tout au moins. L'Université McGill ne décerna son premier baccalauréat ès arts qu'en 1849, à Alexander Morris<sup>19</sup> qui avait déjà étudié à l'Université de Glasgow. L'institution qui devait devenir Dalhousie University, à Halifax, se débattait dans des difficultés dont elle ne devait commencer à sortir qu'en 1863. Entre 1838 et 1843, trois professeurs enseignaient à seize étudiants dont onze suivaient les cours de mathématiques du Rev. James McIntosh<sup>20</sup>. A Toronto, le premier professeur de mathématiques et de philosophie naturelle (physique), fut Richard Potter<sup>21</sup> qui n'enseigna qu'un an (1843-4). Son successeur, le Rév. Robert Murray<sup>22</sup> n'a rien fait pour se distinguer. Cependant, en 1853, lorsque B. Cherriman succéda à ce dernier<sup>23</sup>, l'enseignement des mathématiques commença de progresser. Cherriman a laissé plusieurs publications originales sur des sujets de physique et de mathématiques.<sup>24</sup>

Si l'auteur de ce compte-rendu avait su ce que l'on enseignait alors aux Etats-Unis, à Yale,<sup>25</sup> par exemple, il aurait pu constater, non sans joie d'ailleurs, que les mêmes matières y étaient au programme de mathé-

<sup>18</sup>*Ibid.*, pp. 116-17.

<sup>19</sup>E. A. Collard, *Oldest McGill* (Toronto, 1946), p. 49.

<sup>20</sup>D. C. Harvey, *An Introduction to the History of Dalhousie University* (Halifax, 1946), p. 61.

<sup>21</sup>W. Stewart Wallace, *A History of the University of Toronto (1827-1927)* (Toronto, 1927), p. 44.

<sup>22</sup>*Ibid.*, p. 46.

<sup>23</sup>*Ibid.*, p. 67.

<sup>24</sup>A. B. Macallum, *Publications by Members of the Staffs*, Appendix B to *The University of Toronto and its Colleges (1827-1906)* (Toronto: The University Librarian, 1906), p. 234.

<sup>25</sup>Lynda Phelps Wheeler, *Josiah Willard Gibbs: The History of a Great Mind* (New Haven, 1951), p. 25.

matiques. C'est le cours qu'a suivi par exemple vers 1850 le célèbre mathématicien Josiah Willard Gibbs. L'abbé Jérôme Demers, qui fut, avec les abbés John Holmes et Casault, l'inspirateur et l'artisan de cette magnifique floraison, pouvait être heureux des résultats obtenus et des comparaisons qu'on pouvait faire avec ce qu'on enseignait dans des institutions qui portaient déjà le titre d'universités. Nul doute aussi que la publication de l'ouvrage de l'abbé Langevin, qui fut son élève et qui fut peut-être parmi ceux qu'on a interrogés publiquement en 1841, a été pour le vieux professeur de mathématiques la réalisation d'un rêve qui, malheureusement, fut sans lendemain.

La limite de 1850 que nous nous sommes imposée nous force à passer sous silence plusieurs ouvrages scolaires publiés après cette date. Mais nous ne pouvons ignorer l'œuvre de Charles Baillargé, qui est d'un ordre différent et manifeste même une certaine originalité. L'auteur est bien connu; c'est le dernier des architectes de ce nom. Il est né à Québec en 1826 et il y mourut en 1906. M. Gérard Morisset<sup>26</sup> le donne comme architecte, ingénieur et mathématicien et aussi comme le type de l'architecte archéologue. Sa première publication est :

*Nouveau traité de géométrie et de trigonométrie rectiligne et sphérique suivi du toisé des surfaces et des volumes et accompagné de tables de logarithmes des nombres et sinus, etc, naturels et logarithmiques et d'autres tables utiles, ouvrage théorique et pratique illustré de plus de 600 vignettes, avec un grand nombre d'exemples et de problèmes à l'usage des Arpenteurs, Architectes, Ingénieurs, Professeurs et Elèves, etc,* par Charles Baillargé, Québec, C. Darveau, 8 rue de la Montagne, Basse-ville, 1866. 108 pages.

En mars 1872, Baillargé fit à la Société historique et littéraire de Québec, une conférence au cours de laquelle il présenta un tableau stéréométrique qui, en ses propres termes est... « ... un cadre où sont placés environ 200 modèles différents de solides; chaque modèle peut être déplacé à volonté, en sorte qu'on peut le mettre entre les mains de l'élève pour qu'il l'examine. Le tableau comprend toutes les formes élémentaires imaginables de solides, depuis le prisme ordinaire jusqu'au cône concave, etc,... »

Baillargé fit breveter ce tableau au Canada, aux Etats-Unis et en France et il publia deux livres pour en faciliter l'usage. C'est d'abord;

*Clef synoptique ou abrégé du Tableau stéréométrique de Baillargé, ou, Nouveau Système de mesurer tous les corps, segments, troncs et angles de ces corps par une seule et même règle.* Québec, chez Darveau, 1874, 18 pages.

Deux ans plus tard, il publie un volume beaucoup plus considérable, en anglais :

*Key to Baillargé's Stereometrical Tableau: New System of Measuring all Bodies, Segments, Frusta and Ungulae of these Bodies by one and the same rule.* Quebec, Darveau, 1876. XLIV — 178 et 51 pages.

Les XLIV premières pages contiennent de la publicité pour le tableau et

<sup>26</sup>Gérard Morisset, *L'Architecture en Nouvelle-France* (Québec, 1949), p. 217.

des témoignages d'éducateurs et de personnages publics. Parmi ces témoignages celui de A.-N. Montpetit, extrait de l'*Opinion publique*, nous semble le plus juste : « Ce travail, d'une importance majeure, comme tout ce qu'a produit M. Baillargé, est marqué au cachet de l'utilité pratique. C'est un esprit progressiste, un jugement rare et une forte conception qui ont présidé à son exécution. En le couronnant d'un premier prix, le jury a su rendre témoignage au mérite, et nul doute que nos collègues et autres institutions de première classe ratifieront cette appréciation en l'introduisant dans leurs classes pour aider l'enseignement des mathématiques. »

Il nous paraît que l'auteur possédait une science considérable qui lui a permis de trouver une solution approchée, fondée sur un théorème dont la démonstration est loin d'être évidente et convaincante. Il a sans doute facilité le travail des étudiants mais au détriment de la rigueur dont il faut constamment faire preuve en mathématiques.

C'est un indice nouveau de l'abaissement du niveau des études à cette époque. Il faut néanmoins savoir gré à Baillargé de son effort personnel. Ses ouvrages, qui avaient évidemment un but pratique, nous amènent à parler de quelques autres, plus anciens, qui complètent notre inventaire. Il n'est guère besoin que de les signaler pour mémoire et afin de montrer que, dans les affaires ou dans la pratique de l'arpentage, les canadiens ont dû, d'assez bonne heure, subvenir à leurs propres besoins.

*Tables shewing the Interest at six percent of any sum from one pound to one thousand pounds, from one day to one hundred days and from one month to twelve months.* By Arthur Fessenden, Accomptant, Bank of Canada. Montreal, Printed for the Author by Nahum Mower, 1822, 116 pages.

Une deuxième édition parut en 1830.

*Table of Trigonometrical Solutions of right angle plane triangles computed on the logarithmic number 2,000,000 by Joseph Bouchette, junior land Surveyor.* Montreal, published by H.H. Cunningham, 38 Saint Paul Street, 1827, 12 pages.

L'auteur de cette plaquette, imprimée chez Lane, à Montréal, est le fils de Joseph Bouchette, arpenteur général de la province du Bas-Canada, célèbre par ses travaux de topographie.

*Pocket Ready Reckoner for the Use of Merchants Masters of Vessels and Measurers of Timber, etc.* New Edition, corrected and much enlarged. By F. X. Paradis. Québec, Printed by W. Cowan and Son, St-John Street, Upper Town, 1840.

Comme dans le cas du *Traité de la sphère*, c'est sans doute une impression canadienne d'un ouvrage paru ailleurs et adapté par son éditeur, F.-X. Paradis, pour les besoins locaux.

Comme on le voit, tous ces ouvrages pratiques même s'ils sont d'un auteur de nom français, sont publiés en anglais car la clientèle de cette langue était plus considérable que celle de langue française. Celle-ci n'existait peut-être même pas. Remarquons cependant qu'en 1866, Baillargé

publie en français un ouvrage destiné aux ingénieurs, aux arpenteurs et aux architectes. C'est probablement l'indice de l'importance grandissante des Canadiens de langue française dans ces professions. Quelques années plus tard, en 1873, l'Ecole Polytechnique de Montréal ouvrait ses portes à ceux qui désiraient embrasser la carrière du génie civil.

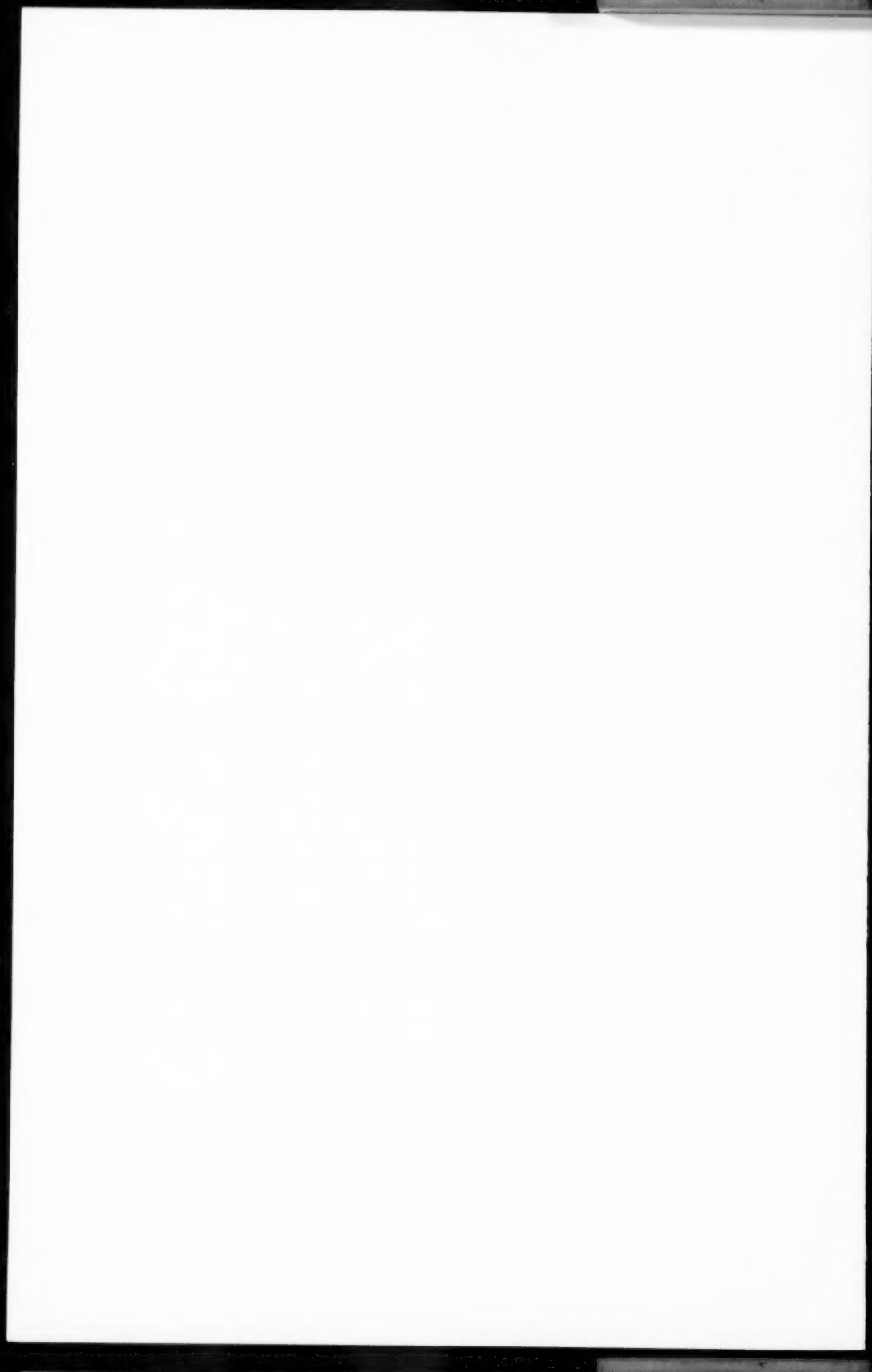
L'inventaire que nous avons fait nous révèle un effort extrêmement intéressant qui, malheureusement, ne se poursuivit pas après 1850. Il en fut autrement dans les « Collèges » de langue anglaise qui étaient en passe de devenir des universités. Pourtant, le séminaire de Québec devait lui-même devenir, en 1852, l'Université Laval. La recherche des causes de ce déclin alors que, dans les universités canadiennes de langue anglaise, cet enseignement allait de progrès en progrès, dépasse les bornes de cette étude.

Tout au plus pouvons-nous suggérer quelques hypothèses. Elles orienteront peut-être les chercheurs qui pourront étudier, dans un contexte sociologique et culturel, le revirement qui se produisit à cette époque dans l'enseignement des collèges et de l'Université Laval. Peut-être y trouvera-t-on des raisons d'ordre économique, si les étudiants munis d'un tel bagage mathématique ne trouvaient pas à s'en servir dans leurs carrières futures, et quand un si grand nombre de Canadiens durent émigrer aux États-Unis pour y trouver de l'emploi; peut-être aussi verra-t-on un rapport assez étroit entre l'influence littéraire des romantiques français dont plusieurs Canadiens furent éblouis lorsque les relations diplomatiques avec la France furent établies en 1855; c'est à ce moment qu'on commence à dire que les Canadiens français sont plus doués pour la littérature, la philosophie et les arts que pour les sciences et les affaires dont on laisserait volontiers la pratique aux Canadiens anglais, opinion contre laquelle Max. Bibaud<sup>27</sup> fit un long plaidoyer. On pourrait établir un rapport entre ce manque d'intérêt pour les sciences dans les milieux ecclésiastiques et l'orientation de plus en plus matérialiste et positiviste que donnaient à la science plusieurs savants européens; une même désaffection se faisait sentir dans le clergé français. Il faut peut-être plus encore voir dans cette aventure le sort presque fatal qui attendait un enseignement fait par des autodidactes ne pouvant que transmettre une science qu'ils avaient apprise mais qu'ils n'enrichissaient pas par la recherche ou par l'apport de sang nouveau. Nous croyons aussi que, après la fondation de l'Université Laval, l'effort qu'on fit pour organiser les facultés professionnelles absorba une bonne part de l'énergie de ses dirigeants. Le baccalauréat fut organisé pour répondre aux besoins de ces facultés; il fallut aussi, afin de ne pas décourager les autres collèges, où l'enseignement des sciences et des mathématiques n'était pas aussi avancé, trouver un commun dénominateur qui fut au détriment du séminaire. On peut croire d'ailleurs que toutes ces causes, et d'autres aussi peut-être, ont joué de concert pour amener ce résultat fâcheux; une éclipse presque totale de l'enseignement des mathé-

<sup>27</sup>Maximilien Bibaud, *Tableau historique des progrès matériels et intellectuels des Canadiens-français* (Montréal, 1858).

matiques, sauf dans les écoles qui préparaient à l'exercice du génie où elles sont indispensables. Le même sort échut d'ailleurs aux autres sciences : biologie, botanique, chimie et physique dont seuls quelques amateurs maintinrent la tradition qui s'était perdue dans les collèges et même dans les universités. Ce fut donc une renaissance totale qui s'opéra il y a quelque trente-cinq ans<sup>28</sup>, grâce en partie à ces amateurs, et à des éducateurs éclairés qui, avec quelques maîtres étrangers, placèrent la recherche personnelle à la base de leur enseignement.

<sup>28</sup>Léon Lortie, « Perspectives scientifiques », *L'Action universitaire*, vol. XIV, no 1, pp. 43-56.





## Jean-Baptiste Le Moyne de Bienville

OLIVIER MAURAUULT, M.S.R.C.

**J**EAN-BAPTISTE, douzième enfant de Charles Le Moyne, seigneur de Longueuil, et de Catherine Thierry, fut baptisé le 23 février 1680, à Ville-Marie.

Entré très tôt au service du roi, il accompagnait, âgé de 16 ans, son frère d'Iberville, dans les combats de Pemaquid et de Terre-Neuve. L'année suivante, il était encore avec lui à la Baie d'Hudson. Au retour de cette campagne d'Iberville l'amena en Louisiane. C'est là qu'il fit sa carrière, une longue carrière de près d'un demi-siècle, traversée par bien des épreuves et des revers, mais qui lui mérita le titre glorieux de « Père de la Louisiane ».

Il fut commandant à Biloxi de 1701 à 1712. Il transporta le poste de la Mobile, fondé par son frère, des rives du golfe au fond de la baie où s'élève maintenant la ville moderne : un jardin y porte son nom et une croix de granit rappelle son action.

Fondateur de la Nouvelle-Orléans, Chevalier de St-Louis et gouverneur de tout le pays de 1717 à 1725 et de 1732 à 1743, il eut à faire face à des obstacles presque insurmontables : famines, attaques des Indiens soudoyés par les colonies anglaises de l'Atlantique, indiscipline de la population trop mêlée, scandales financiers, jalousies, intrigues, dénonciations. Lui seul pouvait tenir... Il fut pourtant destitué par la métropole à trois reprises, puis rétabli dans son gouvernement.

Après l'hécatombe militaire de 1738, aux mains des Chicachas, il demanda un congé, puis son rappel, et se retira définitivement en France, en 1743. Il mourut célibataire à Paris, en 1767.

\*

\* \*

La Nouvelle-Orléans n'oublia pas son fondateur. Elle donna le nom de Bienville à l'une de ses rues et à l'un de ses quais. Elle ne se hâta pas cependant de le couler dans le bronze. Le général Andrew Jackson, Franklin, Henry Clay, le général Lee et d'autres passèrent avant lui. Lors de notre voyage en Louisiane, en 1937, nous avons remarqué que le nom de LaSalle, le découvreur, était beaucoup plus populaire que ceux d'Iberville le fondateur et de Bienville l'organisateur. Mais les grands travaux d'urbanisme entrepris depuis 1948 devaient être propices à ce dernier.

La Nouvelle-Orléans, comme toutes les villes du XVII<sup>e</sup> ou du XVIII<sup>e</sup> siècle n'a pas senti tout de suite le besoin de larges rues et de vastes jardins.

Son quartier du « Vieux Carré », malgré la régularité de son plan en avance sur bien d'autres villes, ne suffit pas longtemps à contenir la population croissante : elle est actuellement de 765.000. Celle-ci se répandit en éventail en bordure d'une bouche du Mississippi, jusqu'au lac Pontchartrain, sur une étendue de 363 milles carrés. Il fallut bientôt songer à moderniser et à créer un centre civique. Pour cela, on prit le parti de grouper hôtel de ville, cours de justice, bureaux de l'Etat, bibliothèque, musées et gare, en un point stratégique, assez éloigné du fleuve. On commença par déplacer la gare centrale. Un nouvel immeuble fut construit, devant une vaste place que l'on nomma Bienville, et l'on décida d'y ériger enfin au fondateur un monument digne de lui.

The Commission Council of the City of New Orleans créa alors un Comité du Monument Bienville où elle fit entrer le Gouverneur de l'Etat, le Maire de la Ville, le Consul général de France, et le Consul général du Canada. Elle nomma un exécutif, formé du président actif Richard Foster, du vice-président Edward Alexander Parsons, de la Société Historique de la Louisiane, de la secrétaire-trésorière, Mme Henry Landry de Fréneuse et de sept autres membres, Français, Créoles ou purs Américains : James F. Bezou, Mme Walter Sterns, Robert Estachy, Jules K. de la Vergne, Dr. Homer J. Dupuy, Dr. O. C. Cassegrain, E. V. Richards. A cet exécutif, on ajouta une vingtaine d'autres membres, parmi lesquels on trouve des Duffours, des Fortier, des Jaubert, des Rault, des Léonhard, des Tebo, des Villeré, des Bezou, et l'archevêque de la ville et le recteur de l'Université Loyola.

Enfin la France constitua elle-même un comité. M. Jean Marie, ancien ministre et président de la Ligne Transatlantique Française, en fut le président, M. Georges Oudard, le vice-président, et M. Georges Simon, le secrétaire. Ces messieurs s'adjoignirent des artistes consultants, dont M. Noël Boutet de Monvel, architecte, M. Jean Cassou, directeur du Musée d'Art Moderne, M. Serullaz, conservateur du Louvre, sans oublier M. Pierre Benoit, M. André Chaumeix, Mme Bourdelle, et le général Georges Vanier, ambassadeur du Canada à Paris.

Le Comité Louisianais du Monument en confia la création à une femme sculpteur de la ville même, Mlle Angela Gregory, élève du grand sculpteur français Bourdelle, et qui avait déjà doté la Nouvelle-Orléans d'œuvres remarquables.

J'eus le plaisir, en compagnie de M. Estachy de la Compagnie Transatlantique Française et du Marquis de Sérigny, descendant d'un des frères Le Moyne, d'aller voir la maquette du monument dans l'atelier de l'artiste, à Paris, en 1953. Nous espérions alors qu'une réplique, peut-être simplifiée, pourrait être érigée à Montréal.

A mon retour, au Canada, je constituai un comité d'historiens et de présidents de société, afin d'appuyer au moins moralement celui de la Nouvelle-Orléans.

Avaient accepté de faire partie de ce comité, le Maire de Montréal et le

Maire de Longueuil, le Sénateur Vien, le Juge Edouard Fabre-Surveyer, M. Maréchal Nantel, M. Emile Boucher, alors président de la Société St-Jean-Baptiste, M. Victor Morin, président de la Société d'Archéologie et de Numismatique, Mgr Olivier Mauralt, président de la Société Historique de Montréal, M. le Chanoine Lionel Groulx, président de l'Institut d'Histoire de l'Amérique Française, M. Alfred Perrault, président de la Société de Généalogie, le R. Frère Antoine Bernard, historien de l'Acadie et de La Louisiane, M. Guy Frégault, professeur d'histoire à l'Université de Montréal.

L'unanimité se fit vite parmi nous sur l'inopportunité de lancer une campagne de souscription, alors qu'il y en avait déjà plusieurs en cours. Nous attendîmes. Mais à notre insu, une discrète souscription se faisait au sein de ce qu'on est convenu d'appeler la « colonie française » au Canada.

Et un jour, nous apprîmes que le monument serait bientôt transporté de France en Amérique et dévoilé, en face de la Gare Centrale de la Nouvelle-Orléans, le 24 avril 1955. On me demandait d'envoyer un sachet de terre canadienne pour être déposé dans le socle : ce que je fis sans tarder. On nous dit aussi que l'inscription porterait les mots : « Hommage de la Louisiane, du Canada et de la France ». Il fallait donc que le Canada fût présent à la fête. Ottawa y délégua S. E. M. Emile Vaillancourt, ambassadeur au Pérou, sortant de charge, et je pris sur moi d'y représenter la Société Historique de Montréal et l'Université.

A la messe solennelle, célébrée en la vieille cathédrale St-Louis, assistait notre ambassadeur. Le prédicateur était l'abbé Proulx, prêtre canadien.

Dans l'après-midi, sous un chaud soleil, eut lieu le dévoilement du monument. Au premier rang de l'estrade officielle apparaissaient l'ambassadeur de France, M. Couve de Murville, l'ambassadeur du Canada, M. Emile Vaillancourt, l'archevêque de la Nouvelle-Orléans, Mgr Rummel, Mlle Angela Gregory, le consul de France, M. Guy de Schompré, M. Pierre Donzelot, directeur général de l'enseignement supérieur français, l'amiral André Jubelin, le colonel Maurice de Chabot, le R. P. Bruckberger, M. Jean Marie, président de la Compagnie Générale Transatlantique, le gouverneur de la Louisiane, M. Robert Kennon, le maire de la ville, M. DeLesseps Morrisson, dont le nom trahit les alliances françaises, M. Richard Foster, apparenté aux DuPlessis et aux Soulié, président du Comité du Monument, M. Parsons, président de la Société d'Histoire de la Louisiane et maître de cérémonies, un représentant de la marine canadienne, le capitaine Boulton, le vice-consul du Canada, M. Antoine Caron et votre serviteur.

Autour du monument étaient groupés des détachements des armées et des marines américaines et françaises et une fanfare qui joua les hymnes nationaux des Etats-Unis, de France et du Canada.

Après une invocation prononcée par Mgr Rummel, plusieurs orateurs prirent la parole, entr'autres MM. Parsons, Foster, Morrisson, Couve de Murville et Vaillancourt — celui-ci particulièrement heureux (du moins à

mon avis) quand il rappela que 35 des 48 états américains « had either been discovered, explored or settled by men of our race » ...

La statue avait été dévoilée par trois enfants : le fils du gouverneur Kennon, le fils du maire Morrisson, la fille du consul général de Schompré, sous la conduite de Mme Landry de Freneuse, dont le nom fleurit le Canada.

La cérémonie se termina par une prière que récita le Dr Land, pasteur protestant.

Désormais donc, Jean-Baptiste Le Moyne de Bienville se dresse au milieu de la ville qu'il a fondée. Le monument mesure 24 pieds de hauteur. Le socle, de granit noir, porte trois personnages : Bienville, au sommet, en uniforme de la marine de son temps, figure virile et bien campée; derrière lui, et beaucoup plus bas, le Père Franciscain Athanase Douai, drapé dans son ample manteau et récitant son bréviaire; plus bas encore, et assis à gauche du spectateur, un Indien des bords du Golfe, vu de profil, orné d'une longue et souple coiffure de plumes<sup>1</sup>.

L'inscription rappelle que Bienville, né à Montréal en 1680, a fondé la Nouvelle-Orléans en 1717, et est mort à Paris en 1767.

Cette œuvre sculpturale ne manque pas d'originalité. L'artiste s'est résolument libérée de certaines conventions de symétrie. Je l'ai dit, aucune des trois statues de l'ensemble n'est au même niveau. Et puis une seule, celle du héros, nous regarde; le Franciscain nous tourne le dos; l'Indien, assis de côté, semble méditer mélancoliquement. Aucun geste grandiloquent. Tout y est calme et statique. En somme, une réussite.

\*  
\*   \*  
\*

Les fêtes ne se sont pas bornées à une messe et à une inauguration. Il y avait eu la veille, grand dîner au restaurant Antoine, célèbre dans toute l'Amérique gourmande, dîner suivi de moult discours. Après le dévoilement, des rafraîchissements fort bienvenus furent offerts dans les salons de l'International Trade Mart, où il nous fut donné de rencontrer d'aimables Créoles, vieille aristocratie, et d'honorables citoyens, très américains du « Deep South » ainsi que les membres de la délégation française. Le lendemain, il y eut excursion sur le fleuve et repas à Baton Rouge, la capitale.

Et pour finir, M. Vaillancourt et moi reçûmes du maire de la Nouvelle-Orléans, un diplôme de citoyens d'honneur et une clef d'or de la ville.

<sup>1</sup>Cette pièce de granit et de bronze a coûté un peu plus de \$100.000.



## L'Orfèvre François Sasseville

GÉRARD MORISSET, M.S.R.C.

DANS l'état civil de Sainte-Anne-de-la-Pocatière — dite autrefois Sainte-Anne-du-Sud — je lis l'acte de naissance suivant : « Le trente janvier mil sept cens quatre vingt dix sept, par moi pretre et curé de la paroisse Sainte anne du Sud, soussigné, a été Baptisé françois né aujourd'hui du legitime Mariage de joseph Sasseville Cantinier de cette paroisse, et de geneviève Roy son épouse, le parain a été Clement Roy Son Oncle, et la maraine marie angelique Lancogniard, qui n'ont Sçus signer, le pere absent, de ce requis Suiv<sup>t</sup> Lord<sup>ee</sup>. »

Ce Joseph Sasseville, père de notre orfèvre, est un personnage d'un certain relief; à la fois cabaretier et marchand à Sainte-Anne, il est de plus maître de barque, pêcheur, navigateur au long cours, négociant plein d'initiative et d'audace : ses affaires l'amènent souvent dans le bas du fleuve; finalement, il s'y établit; en somme, il est le véritable fondateur du village du Cap-Chat.

Dans l'état actuel de nos connaissances, il semble que le jeune François reçoive, dans son village natal, son éducation première; cette éducation paraît avoir été libérale et soignée. Dès l'âge de quinze ans, et jusque vers la trentième année, il participe aux expéditions de pêche de son père en Gaspésie; il signe la requête que Joseph Sasseville et ses quarante-cinq associés présentent le vingt-neuf février mil huit cent vingt à James Monk, administrateur du Bas-Canada, pour se faire octroyer des terres « au lieu appelé Cap Chat »; bref, il mène la pittoresque et dure existence de pêcheur, tout comme ses proches et les jeunes gens du village.

C'est probablement vers l'année mil huit cent trente qu'il vient se fixer à Québec — peut-être à l'invitation de son frère aîné, Joseph Sasseville, qui tient boutique d'orfèvre rue Saint-Charles, au pied de la côte du Palais. À voir son frère marteler et ciseler des feuilles d'argent, il prend goût au métier et il entre en apprentissage. Son frère meurt à Sainte-Anne en mil huit cent trente-sept; et François continue tant bien que mal les affaires de la boutique. Je dis tant bien que mal. Car aussi longtemps que Laurent Amyot travaille à son atelier de la côte de la Montagne, François Sasseville ne peut espérer recueillir les commandes du clergé, les seules qui soient alors suffisantes pour faire vivre décentement un orfèvre — car la camelote de la grande industrie commence à envahir notre marché. La mort de Laurent Amyot, survenue le trois juin mil huit cent trente-neuf, lui laisse le champ libre. Le deux juillet suivant, il loue la boutique de l'orfèvre défunt, fait l'acquisition de sa forge et de tous ses outils et fait paraître dans les journaux

québécois une réclame ainsi libellée : « Le soussigné prend la liberté d'informer le public en général, spécialement les messieurs du clergé, qu'il continue l'établissement ci-devant occupé par feu Laurent Amyot comme orfèvre, et il se flatte, par une attention sans relâche aux commandes de ses pratiques, d'obtenir une part à la faveur publique. »

Une part à la faveur publique ! L'orfèvre est bien modeste... En réalité, Laurent Amyot disparu, François Sasseville hérite de sa vaste clientèle religieuse et devient, du jour au lendemain, le grand orfèvre québécois. Avec la collaboration de son neveu, Pierre Lespérance qui a fait son apprentissage chez Laurent Amyot, il commence, à l'âge de quarante-deux ans, une brillante et féconde carrière, qui ne prendra fin qu'en mil huit cent soixante-quatre.

Il ne reste pas longtemps dans l'atelier, humide et inconfortable, de la côte de la Montagne. Dès le printemps de l'année suivante, il loue des religieuses de l'Hôtel-Dieu une maison sise à l'angle de la côte du Palais et de la rue de Charlevoix — elle a disparu depuis des années; c'est là qu'il a son atelier, qu'occupera son successeur Pierre Lespérance; c'est là également qu'il a son domicile jusqu'à sa mort.

Dans la société québécoise, il ne compte que des amis. L'un des plus enthousiastes est l'économiste Étienne Parent. En mil huit cent quarante-six, Sasseville met la dernière main à un ciboire d'une richesse inouïe; vite, un chroniqueur du *Journal de Québec* le décrit dans sa feuille :

Monsieur Sasseville, le seul ouvrier de son genre que nous ayons dans Québec, vient de terminer un superbe ciboire d'argent dont le travail magnifique serait admiré en Europe comme en Canada. Au fini et à l'élégance qui en sont les qualités les plus saillantes, se joignent le poids et la solidité qui en garantissent la valeur et la durée. Le pied de ce vase splendide est orné de trois médaillons qui représentent la *Crèche de l'enfant Jésus*, *Jésus au tombeau* et le *Baptême du Sauveur*. Entre ces médaillons et alentour sont disposés des épis de blé et des grappes de raisin, emblèmes du corps et du sang du Christ. Sur la coupe, on remarque trois médaillons d'un travail aussi exquis que les premiers, représentant les trois vertus théologales, la *Foi*, l'*Espérance* et la *Charité*... Des figures de chérubins, destinées à remplir les espaces laissés par les médaillons et d'une saillie plus prononcée que ces derniers, se dessinent avec grâce... A ces ornements que l'on peut appeler de fond, s'en joignent une infinité d'autres moins importants en apparence, mais tout aussi délicats, tout aussi parfaits que ceux que nous venons de mentionner...

En mil huit cent quarante-neuf, nouvel article de journal à l'occasion d'un pèlerinage au sanctuaire de Sainte Anne, à Varennes : pour contenir les noms des pèlerins, Sasseville a façonné un reliquaire en forme de cœur.

L'année suivante, François Sasseville expose un calice d'argent à l'exposition qui a lieu à Montréal; le chroniqueur du *Journal de Québec* écrit que cet ouvrage « est d'un travail et d'un fini qui ne peuvent pas être facilement surpassés ».

En mil huit cent cinquante-huit, nouveau concert d'éloges dans les journaux québécois, à l'occasion d'un ostensorio d'argent que François Sasseville

a façonné pour Notre-Dame de Québec et que Pierre Lespérance a doré par le procédé, alors tout nouveau, de la galvanoplastie. « Tout le travail, écrit le journaliste, est fait au repoussé, à l'exception de quelques figurines d'anges en bas-reliefs qui ont été frappées. »

Au reste, Sasseville mérite absolument l'admiration qu'on lui prodigue. Comme homme d'abord — et l'on comprend que la douceur et la distinction de son caractère lui aient valu la respectueuse amitié de ses contemporains. Ensuite comme artiste — et il l'a été dans toute l'acception du terme. Je pourrais citer ici bien des œuvres qui ont étonné nos ancêtres et qui nous étonnent encore aujourd'hui : un calice à médaillons à l'église de l'Ange-Gardien; un reliquaire façonné en mil huit cent trente-neuf pour l'église du Cap-Santé; un ciboire à l'église des Grondines; deux grands calices magnifiquement ciselés, l'un à Lotbinière, l'autre à Sainte-Marie-de-la-Beauce... Presque tous ces ouvrages sont historiés, c'est-à-dire ornés de médaillons ou de scènes évangéliques. Le modèle du genre est le grand calice de l'église du Cap-Santé qui, en mil huit cent quarante-quatre, a coûté plus de cinquante-deux louis; il a douze pouces et demi de hauteur et porte, sur la coupe à l'emporte-pièce, trois sujets exécutés au marteau sur des feuilles d'argent d'environ un pouce carré : la *Foi*, l'*Espérance* et la *Charité*; sur le pied, on aperçoit avec étonnement trois scènes évangéliques modelées également au marteau : l'*Adoration des bergers*, le *Christ en croix* et le *Lavement des pieds*. Et devant ce chef-d'œuvre d'invention, d'élégance et d'adresse, on songe avec un peu d'envie à l'époque, révolue, hélas ! depuis longtemps, où un artisan pouvait, grâce à la libéralité et à l'équilibre social de son temps, donner sans entrave une telle preuve de son génie et de son goût.

En mil huit cent soixante-trois, François Sasseville, qui commence à sentir le poids des infirmités, voit venir la mort avec calme et dicte son testament à Maître Sirois. Il laisse des biens considérables, meubles, atelier et clientèle, valeurs fiduciaires et hypothécaires, soit une somme d'au moins vingt-cinq mille dollars (vingt-cinq mille dollars à l'époque où un ouvrier gagne un dollar par jour !). Le tiers de ses biens va à son neveu, Pierre Lespérance, à qui il fait don de ses outils, de son atelier et de toutes les créances qui se rapportent à l'exercice de son art. Puis il dote généreusement ses proches, des communautés religieuses de la ville et la Saint-Vincent-de-Paul. Un legs m'intéresse particulièrement : « Je donne et lègue à Ambroise Lafrance, si au jour de mon décès il étoit encore mon apprentis ou employé dans ma boutique, la somme de cent piastres. » — chacun sait qu'Ambroise Lafrance n'a pas failli à sa vocation d'orfèvre et qu'il a été, en somme, le dernier artisan de la tradition d'autrefois.

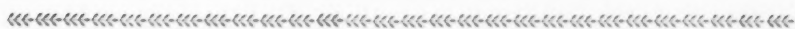
François Sasseville est mort dans sa maison de la côte du Palais le vingt-huit février mil huit cent soixante-quatre; le deux mars, il a été inhumé dans la cathédrale.

Quelques jours plus tard, le chroniqueur du *Courrier du Canada* fait du disparu une courte oraison funèbre :

L'Eglise et les fidèles, écrit-il, priaient sur le cercueil d'un bon chrétien et d'un brave citoyen qu'on allait confier au repos de sa dernière demeure. Monsieur François Sasseville était un de ces hommes qui passent dans le monde sans faire de bruit, mais qui font, avec utilité pour les autres et profit pour eux-mêmes, leur pèlerinage de la vie. Quelle belle existence que cette existence de travail modeste et de constant accomplissement de la tâche imposée, du devoir prescrit. Monsieur Sasseville était un artiste distingué dans son art de l'orfèvrerie qu'il pratiquait avec amour, mais sans ostentation; ceux qui avaient l'habitude de fréquenter son atelier se rappelleront longtemps cette grande et calme figure de la patience et du travail, tranquillement penchée sur cet établi d'où sont sorties, et en grand nombre, des œuvres d'art remarquables.

Il n'y aurait rien à ajouter à ce témoignage, si nous n'étions aujourd'hui beaucoup mieux renseignés qu'autrefois sur l'œuvre de François Sasseville. Les pièces d'orfèvrerie que j'ai vues et les nombreuses photographies que possède l'*Inventaire des œuvres d'art* font voir en cet artisan un *homo faber* parfaitement équilibré. Doué d'une imagination réfléchie et d'une sensibilité très fine, il connaît tous les secrets de son art, toutes les ruses de la matière; bien plus, il possède un sens profond de la forme et une adresse manuelle prodigieuse; enfin, il est constamment attentif à son travail et ne laisse rien au hasard.

Avec un tel faisceau de qualités, il n'est pas étonnant qu'il ait laissé un grand nombre d'ouvrages, parmi lesquels il y a d'authentiques chefs-d'œuvre.



## Le devoir des parents et des éducateurs dans la guerre à l'alcoolisme

ADRIEN PLOUFFE, M.S.R.C.

**N**OUS vivons à une époque où l'art de penser n'est plus à la mode. On court, on vole à ses affaires ou à ses obligations sociales et, avec l'existence mouvementée, trépidante et exacerbante que nous menons, nous n'avons guère le temps de penser, ni de vouloir, ni de nous soumettre à certaines directives de vie saine. Nous ne pensons pas et, partant, nous ne méditons pas. Nous avons remplacé la volonté par la velléité et les disciplines secourables et utiles par mille et une fantaisies qui ne servent pas notre bonheur ni le bonheur des nôtres.

Et pourtant, quand nous avons des enfants, nous aurions mauvaise grâce d'oublier que cela comporte des devoirs, des obligations, des responsabilités. L'ère des mœurs patriarcales s'estompe dans un passé déjà lointain. Avec les trains, les autobus, les automobiles, les avions, les distances n'existent plus et les campagnes tranquilles et sereines ont subi la contamination des villes aux cocktail-parties, aux grills, aux boîtes de nuit. Et il y a la télévision, la radio, le cinéma et les magazines américains ou américanisés. Et les petits romans à dix sous !

Jadis, les bons jeunes gens faisaient la cour aux bonnes petites oies blanches; jadis, on tournait longtemps autour d'une jeune fille avant d'oser l'embrasser; aujourd'hui, on brûle les étapes, on signale un numéro et on téléphone à une jeune personne presque inconnue et on l'invite à une partie de plaisir dans sa garçonnière ! Sans vouloir être pessimistes, messieurs, nous devons nous rendre compte que le décor n'est plus le même et que le paysage moral a pris des teintes plus vives, plus vivantes, plus violentes, plus réalistes, plus en harmonie, si l'on peut dire, avec le climat matérialiste de notre temps.

A quoi nous servirait-il de nier l'évidence ? Pourquoi fermer les yeux béatement sur les faits qui existent ? Les valeurs spirituelles sont-elles à l'ordre du jour ? Ne sont-elles pas battues en brèche par la danse macabre de l'Argent et de tout ce qu'il peut apporter à l'homme de jouissances diverses ? La jeunesse, au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, *a-t-elle les yeux tournés vers les hauteurs ?*

Alors, ne devons-nous pas nous dresser de toutes nos forces, afin de nous jeter devant cette marée désolante qui déferle sur le monde actuel ? La désespérance ne serait pas une méthode sensée. Nous devons, au contraire, déployer tous nos efforts pour nous opposer à la désagrégation d'une civilisation qui est peut-être aux bords de l'abîme; c'est à un jeune pays comme le nôtre, héritier de deux grandes races qui ont été des géants dans le

domaine de l'esprit et de la matière, c'est, dis-je, à un jeune pays comme le nôtre qu'il appartient de mettre tout son dynamisme au service de l'homme, *afin que la civilisation chrétienne revive — pour le salut du monde.*

Un hygiéniste qui se respecte doit se rapprocher du moraliste. Certes, il doit avoir l'esprit large et être profondément humain, mais il sait garder le *juste milieu* cher à la philosophe chinoise (cinq cents ans avant Jésus-Christ), théorie reprise plus tard par Aristote et par Thomas d'Aquin, à *leur façon bien entendu.* Gardons-nous donc d'un optimisme trop souriant, gardons-nous aussi d'un pessimisme trop sombre. Et cherchons ensemble une formule qui nous aide, en 1955, à élever nos enfants pour qu'ils soient de force, demain, à *se gouverner eux-mêmes, ce qui leur permettra de devenir les maîtres de leur destinée.*

Trois grandes puissances mènent le monde : *l'Argent, l'Alcool, l'Amour.* Trois grands facteurs peuvent nous aider à servir l'idéal : *la Santé, la Sagesse, la Sainteté.* C'est en suivant les principes de l'hygiène et de la médecine préventive, et les données de la philosophie; c'est en revenant aux normes de l'Evangile, que nous réapprendrons à nous conduire comme de vrais hommes *devant l'Argent, devant Bacchus, devant Vénus.* Il faudra qu'un grand souffle de foi, d'enthousiasme, de charité véritable vivifie nos esprits et nos cœurs, c'est ainsi que nous pourrions élever nos enfants dans une atmosphère favorable et que nous saurons les préparer aux luttes âpres et dures auxquelles ils feront face demain.

Pères et mères de famille de ma province et de mon pays, c'est à vous que je m'adresse en parlant à mes confrères de la Société Royale. Je n'ai pas l'intention de vous donner une leçon, mais je voudrais essayer de vous dire comment je conçois le rôle des parents dans la guerre à l'une des plaies les plus désastreuses de notre temps; à cette maladie qui envoute l'homme et qu'il importe plus que jamais de combattre, à une époque où l'homme et la femme boivent plus que jamais ! Cette communication pourrait se résumer en une phrase : c'est la volonté, le caractère, la bonne volonté, la connaissance, la charité et le gros bon sens qui nous donneront la victoire.

Elever des enfants est, surtout de nos jours, un art, une science et un métier qui comptent parmi les plus difficiles à exercer. Dans ce domaine, tous les parents ne sont pas des artistes, des connaisseurs, des ouvriers experts. Au fond, tous les enfants se ressemblent un peu, mais comme chaque enfant a sa personnalité, *il importe de l'étudier, de travailler à son développement.*

Mais en regard du problème de l'alcoolisme et des maladies vénériennes, la qualité qui commande le plus notre attention, *c'est la volonté.* Nous devons déployer tout notre zèle, tout notre amour, notre sollicitude la plus pressée, à la formation de volontés solides et de caractères vigoureux, inébranlables.

Entendons-nous bien, je ne relègue pas la formation religieuse au second plan, mais à une époque où les valeurs spirituelles n'exercent plus un attrait aussi puissant qu'autrefois sur la jeunesse; à une époque de décadence

morale qui entraîne l'homme dans le tourbillon des plaisirs; à une époque de paix chancelante où l'on se demande s'il ne vaut pas mieux vivre un peu et s'en donner à cœur joie avant le plus effroyable des conflits; à une époque troublée, il faut avoir recours à tous les facteurs pour protéger nos jeunes gens et nos jeunes filles *contre les périls qui les menacent*. Les principes de l'honnêteté, de la pureté et de la morale seront d'autant plus mis en pratique, qu'ils seront secondés par une volonté fortement trempée et par un caractère forgé pour être invincible. L'attrait de Bacchus et de Vénus sera moins séduisant si, à côté d'une conscience propre, notre jeunesse a pour devise le beau vers de Corneille :

Je suis maître de moi comme de l'univers.

La maîtrise de soi-même vaudra son pesant d'or, dans la lutte à l'alcoolisme et aux maladies vénériennes. Il faut donc que les parents attachent une importance de premier plan au gouvernement de soi-même, *formule vivante et dynamique qui procurera à notre jeunesse la force de résister à toutes les tentations très humaines, mais dangereuses, de résister notamment à la fascination du paysage de l'alcool, dont, entre parenthèses, l'abus est responsable de plus de la moitié des cas de maladies vénériennes*.

Nous ne parlerons qu'en passant des maladies vénériennes, parce que l'usage de la merveilleuse pénicilline est en train de tuer la blennorragie et la syphilis. Une injection d'une quantité suffisante de pénicilline (300,000 unités ou plus) guérit la blennorragie. Quant à la syphilis, la science américaine prétend avoir la haute main sur cette maladie. Comme les médecins des Etats-Unis le disent et l'écrivent : « Syphilis is under control. » Avec un traitement précoce et intensif (plusieurs millions d'unités de pénicilline), il n'y a pas eu de récidives ou de manifestations, après une période de neuf ans. En face, la science française n'est pas si optimiste. Les médecins français, sans nier les effets formidables de la thérapeutique par la pénicilline, sont moins catégoriques dans leurs conclusions, et ils disent qu'il faut attendre encore pour chanter victoire. En tout cas, nous avons dans la pénicilline un remède qui a déjà d'extraordinaires résultats à son crédit.

Cela ne nous empêche pas de mettre nos enfants en garde contre les maladies vénériennes. Il convient surtout de leur inculquer l'idée que ce ne sont pas des maladies honteuses, mais des affections comme les autres. L'idée de la honte qu'on a accrochée trop longtemps aux maladies attribuables à Vénus, a été, trop souvent, dans le passé, la cause d'abstentions regrettables devant le traitement. Il va sans dire *que les VI<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> commandements demeurent toujours des règles d'or*; si le péril vénérien recule, ce n'est pas une raison pour que la jeunesse — et les autres — ne se soumettent plus aux principes du Décalogue !

Maintenant, disons un mot du sujet si discuté de l'éducation sexuelle. Si discuté ! je me demande pourquoi !

Le domaine de l'éducation sexuelle est une chasse gardée où le silence est de commande. On laisse ses enfants dans l'ignorance de ce qu'on appelle les mystères de la vie. Comme s'il y avait une honte attachée au principe

de la transmission de la vie elle-même. Cela n'a aucun sens, de nos jours. C'est un préjugé antisocial. « Il faut détruire le mythe néfaste. Donnons avec entrain le coup de pioche à la citadelle de la sottise qui commence à se démanteler. » C'est Charles Combaluzier, docteur ès sciences, qui parle ainsi, dans son ouvrage *Science biologique et morale sexuelle*. Continuons :

Il n'y a pas de problème sexuel, dit-il, il y en a d'innombrables. Nous nous trouvons, en réalité, en face d'un pseudo-problème, d'une création néfaste de notre esprit. J'ai l'impression que nous avons édifié un monument inepte, une façade de carton, un décor de théâtre faux et laid, avec les matériaux éliminés, par honte ou sottise, de nos rapports avec les enfants. Nous avons fait de la génitalité un domaine à part, enclous par notre prudence, alors qu'elle est partout, puisqu'elle est la vie elle-même... La sottise est plus générale que le vice. La routine fait loi en tous les domaines et remplace la pensée absente. On fait ce que font les autres. On agit, comme ont agi les parents qui ont copié les leurs. C'est ce qu'on appelle rester fidèle aux traditions du passé. Malheureusement, des ancêtres on copie plus facilement la sottise que les vertus.

L'auteur conclut que la jeunesse doit être sexuellement éduquée. Cette tâche incombe aux parents qui n'ont pas le droit de garder le silence, quand leurs enfants les interrogent au sujet de la vie sexuelle. L'Ancien et le Nouveau Testament sont remplis de traits et d'allusions génésiques : « Annonciations, visitations, naissances, circoncisions, adultères, eunuques... Quel malheur si des enfants allaient lire ça ! Et les croyants expurgent le Saint-Esprit ! »

La Salutation angélique est-elle une prière immorale ? Est-ce qu'on n'y lit pas : « Et Jésus, le fruit de vos entrailles est béni ? » Et dire que le Décalogue parle de l'œuvre de chair ! Faut-il répondre par des niaiseries ou dire tout simplement que c'est l'acte que font les parents pour avoir des enfants ?

Il faut parler franchement aux enfants et le gros bon sens le commande aux parents, sinon nos futurs héritiers apprendront ce qu'ils veulent savoir et d'une façon beaucoup moins catholique.

Avant d'aborder la question de l'alcoolisme, voici quelques titres d'ouvrages intéressants :

*Le Chemin du bonheur* (La rééducation de soi-même)

*Restez jeunes et Soyez optimiste*

*Self-Help* (Caractère, conduite et persévérance)

*Le Gouvernement de soi-même*

*Comment j'ai instruit mes filles*

*Science biologique et morale sexuelle*

*Parlons à nos Enfants*

*L'Enfant : sa préparation à la vie*

*Vers la vie heureuse*

*Eclairez Votre Vie*

*L'Auto-Suggestion*

*Hygiène contre Vénus*

du Dr Victor Pauchet

du même auteur

de Samuel Smiles

du P. Eymieu

de Jeanne Leroy-Allais

de Charles Combaluzier

de Roméo Meloche

du Dr Victor Pauchet

de M. L. Wagnier

de M. L. Wagnier

de Dr René Fauvel

de votre serviteur

Le paysage de l'eau-de-vie a des attraits incontestables. Depuis que Noé,

après avoir échappé au déluge, découvrit à son grand plaisir les vertus du jus fermenté de la vigne, l'homme aime à boire et il aurait bu au paradis terrestre s'il avait eu les connaissances de Noé ! Mais Noé s'est aperçu que son plaisir comportait quelques inconvénients. Et maintenant, avec des siècles d'expérience, l'homme n'est pas sans savoir que les boissons alcooliques lui causent des ennuis, quand il n'a pas le bon esprit d'éviter l'abus. Ce sont les méfaits de l'ivrognerie et de l'alcoolisme qui feront l'objet de cette communication.

Et d'abord, déblayons le terrain. Pour prévenir tout malentendu nous allons nous entendre sur la définition de l'alcoolisme. Ouvrons le dictionnaire Larousse : « *alcoolisme* : maladie produite par l'abus des liqueurs alcooliques » . Ouvrons le dictionnaire Quillet : « *alcoolisme* : ensemble d'affections provenant d'une intoxication de l'organisme due à l'abus des liqueurs alcoolisées » . Ouvrons le dictionnaire Webster : « *alcoolisme* : état morbide du système, causé par l'usage excessif des liqueurs alcooliques [a diseased condition of the system, brought about by the excessive use of alcoholic liquors] » . Ouvrons le dictionnaire Mame : « *alcoolisme* : maladie provenant de l'abus des liqueurs alcooliques » . Ainsi, quatre dictionnaires sont catégoriques dans la définition de l'alcoolisme : le mot abus est toujours là. En conséquence, il devient clair, lumineux, que l'alcoolisme est causé par l'abus. Nous devons l'admettre, sinon il ne nous reste plus qu'à nier l'évidence ou bien nous devons demander aux dictionnaires de changer leur définition. Nous n'en ferons rien, car la définition est exacte. *Au point de vue de la langue et au point de vue scientifique, l'alcoolisme est causé par l'abus de l'alcool.*

Il y a plus : dans ces quatre définitions du dictionnaire il y a le mot maladie. Un autre point sur lequel il faut s'entendre; au point de vue scientifique, l'alcoolisme n'est pas un vice mais une maladie et, partant, l'alcoolique est un malade, un vrai malade, un grand malade. Et le Dr Seliger, un spécialiste de haute réputation, a écrit une brochure qu'il a intitulée : *Alcoholics Are Sick People (Les Alcooliques sont des gens malades)*<sup>1</sup>. En conséquence, quand je parlerai des méfaits de l'alcoolisme, je parlerai des méfaits causés dans l'organisme et dans la vie sociale par les abus de l'alcool.

A vrai dire, l'usage modéré de l'alcool, s'il reste modéré, ne cause aucune lésion dans le corps humain. A condition, bien entendu, de rester modéré. C'est seulement avec l'abus que nous entrons dans le domaine de la pathologie et de tous les malheurs attribuables à l'alcoolisme.

Messieurs, je pourrais vous citer un livre dans lequel deux auteurs américains démontrent à l'aide de chiffres, de faits, de statistiques et d'expériences, que l'alcool ne cause aucun trouble à l'organisme. D'après eux, l'alcool serait inoffensif même si on en abuse ! En face de cet ouvrage étonnant, je pourrais vous citer des tracts, des brochures, des livres, de gros volumes où l'on démontre que l'alcool est responsable de la plupart des maux physiques ou autres qui affectent l'humanité !

<sup>1</sup>Robert V. Seliger, *Alcoholics are Sick People* (Baltimore, 1945).

J'ai beaucoup lu, j'ai beaucoup voyagé au Canada, aux États-Unis et un peu partout et, à mon âge, j'en suis arrivé à penser que le *sens de la mesure, la largeur d'esprit, la charité et l'amour de la vérité sont des qualités des plus utiles à l'homme*. Pour la question qui nous intéresse en ce moment, la possession de ces quatre qualités peut nous servir grandement.

Pour continuer de débayer le terrain, je crois que nous pouvons dire, d'une part, que la consommation modérée des boissons alcooliques ne saurait être responsable des maux qu'elle est incapable de causer, et que, d'autre part, l'abus de l'alcool cause assez de dégâts dans l'organisme et dans l'existence de l'homme sans que nous tombions dans l'exagération.

Sachons donc garder le sens de la mesure, ayons de la largeur d'esprit, soyons charitables et, en regardant la vérité toute nue, nous pourrions arriver, je crois, à voir un peu plus clair *dans le paysage attrayant mais morbide de l'alcool*.

Que peut-il arriver à l'homme qui abuse de l'alcool ? Quand je dis alcool, je pense à toutes les boissons alcooliques : vin, bière, whisky, genièvre, rhum, etc. etc.

D'abord, il y a les accidents de *l'alcoolisme aigu* : quand on boit de l'alcool, environ 10 pour cent de l'alcool est éliminé par les reins et les poumons, le reste, 90 pour cent, passe dans le sang. On retrouve l'alcool dans le sang. S'il y en a 2 à 3 pour cent, il s'agit d'une ébriété légère; s'il y en a 3 à 5 pour cent, c'est l'ivresse, c'est l'état du type soûlé tel que vous le connaissez (hébétéude, titubation, perte de la conscience de ce qui se passe en soi et autour de soi, excitation et dépression). Si la proportion de l'alcool dépasse 5 pour cent dans le sang, il peut y avoir coma et mort, surtout si la proportion atteint 8 pour cent. Je n'insiste pas sur le caractère de l'ivresse. L'homme ivre est comme atteint de folie momentanée. Il ne sait plus ce qu'il fait. Il est assimilable à un idiot. C'est un autre homme. Il parle à tort et à travers, il bafouille; parfois il est amusant, parfois il a le vin mauvais, il cherche à se quereller et il peut commettre des actes grossiers, répréhensibles, et qui vont jusqu'au meurtre<sup>2</sup>.

Pour vous distraire un peu, je vais vous raconter un fait authentique, qui va vous dérider, mais qui aurait pu avoir un résultat tragique. C'est le héros de l'histoire qui me l'a racontée. Il venait de s'acheter une automobile, un dernier modèle. Je lui laisse la parole :

Tu comprends, doc, je voulais mouiller ça, alors j'ai pris un coup et je ne sais combien d'autres coups. Et me voilà parti, je sentais bien que je n'étais pas solide au volant. Tout de même j'ai réussi tant bien que mal à sortir de la ville. Mais en arrivant à l'Abord-à-Plouffe, je vois brusquement un homme surgir devant mon auto. Je bloque mes freins et je lui crie : « Si tu ne t'ôtes pas de là, je t'écrase ! » Le bonhomme ne bouge pas; alors je pèse sur l'accélérateur et je fonce sur cet abruti. Eh bien, doc, tu ne me croiras pas, mais dans ma soulographie, j'avais pris un poteau de télégraphe pour un homme. J'ai défoncé ma voiture neuve; ça m'a coûté 475 dollars en réparations ! Moi je n'ai rien eu parce qu'il y a un bon Dieu pour les ivrognes !

<sup>2</sup>V. Aitoff, *Le Problème de l'alcoolisme* (Paris, 1949).

Ainsi parlait mon cousin. C'est drôle, mais si le poteau avait été un homme, mon cher cousin — Dieu ait son âme ! — aurait tout simplement tué le pauvre diable !

Main enfin qu'elle est la raison de l'ivresse ? Par quel mécanisme se déclenchent les manifestations de cette ivresse ? C'est que l'alcool est un poison qui excite d'abord puis paralyse les cellules nerveuses. L'homme perd graduellement, suivant le degré de l'ébriété, le pouvoir de penser, de raisonner, de porter un jugement. Il passe par une période d'agitation intense et quand l'ébriété va jusqu'à s'attaquer aux centres moteurs, l'homme devient ivre-mort. En somme, l'alcool dont on abuse est avant tout un poison du système nerveux.

Aïtoff dans *Le Problème de l'alcoolisme* écrit que la plupart du temps les hommes ne vont pas jusqu'à la période où ils ont de 5 à 8 pour cent d'alcool dans le sang : « Les hommes s'arrêtent généralement à la première période, celle des sensations agréables, celle où l'on se met de bonne humeur, celle où les difficultés de l'existence apparaissent moins graves parce qu'elles ne semblent devenues moindres que parce que jamais on a eu autant confiance dans ses forces morales, intellectuelles et physiques<sup>3</sup>. »

Oui, messieurs, la vie est belle et, alors, à la première difficulté on se remettra à boire. Et alors on dégringole jusqu'au bas de la côte. On sent le besoin de s'abreuver de nouveau à une source qui nous enchante.

Écoutons encore Aïtoff : « La chose se passe comme pour la morphine ; les périodes sans drogue apparaissent d'autant plus ternes et pénibles que les périodes avec drogue semblent plus agréables. Et bientôt le désir de boire devient une nécessité, c'est une habitude dont on ne peut plus se passer. On est devenu alcoolique<sup>4</sup>. »

Les accidents ordinaires de l'alcoolisme sont les accidents du système digestif : pituites matinales, renvois acides, perte de l'appétit, différents troubles digestifs, la gastrite éthylique. Ces troubles sont plus ou moins ennuyeux, mais les plus sérieux ce sont ceux qui intéressent le foie, tantôt c'est la cirrhose hypertrophique, tantôt c'est la cirrhose atrophique, dite cirrhose de Laennec. Et puis surviennent l'hydropisie, la cachexie et la mort.

Avant d'arriver aux manifestations aiguës ou chroniques du système nerveux, qui comptent parmi les plus graves, disons un mot de certaines maladies qu'on attribuait, il y a quelques années, à l'alcoolisme : dégénérescence graisseuse du cœur, maladie des reins (néphrite), artériosclérose, ulcère de l'estomac, tuberculose.

A ce sujet citons le professeur Seliger qui nous dit : « Formerly, alcohol was thought to cause definite heart trouble, kidney trouble and various other organ pathology, but there has been little scientific evidence to substantiate these views [Auparavant, on pensait que l'alcool pouvait causer certaines affections du cœur, des reins et d'autres maladies organiques, mais ce point de vue n'est corroboré par aucun témoignage scientifique]. » Et

<sup>3</sup>*Ibid.*, p. 51.

<sup>4</sup>*Ibid.*, p. 52.

le Dr Seliger ajoute qu'à part les petits troubles de l'alcoolisme aigu qui sont temporaires et les différentes variétés de gastrite, la plupart des accidents pathologiques se trouvent dans le champ de la *neuropsychiatrie*. Nous en reparlerons tout à l'heure. Mais nous devons d'abord insister sur le préjugé qui attribue un rôle direct à l'alcoolisme dans l'étiologie (cause) de la tuberculose. « L'alcool fait le lit à la tuberculose ! » Cette assertion de Landouzy date de quarante ou cinquante ans. Elle n'est pas exacte à l'heure actuelle. L'abus de l'alcool n'a aucun effet direct sur le poumon. Il peut mettre l'organisme dans un état de moindre résistance. Voilà tout. Cependant, les enfants de l'alcoolique, à cause de la misère et de la sous-alimentation, peuvent contracter la tuberculose à cause des privations auxquelles ils sont soumis, du fait que leur père boit tout ce qu'il gagne. Un point c'est tout. Il faudrait reprendre la fameuse affirmation de Landouzy et dire : « L'abus de l'alcool peut aider au développement de la tuberculose chez la femme et les enfants de l'alcoolique qui boit tout l'argent qui devrait servir à alimenter les siens. » Voilà ce qui se rapprocherait des données scientifiques actuelles.

— Mais un alcoolique ne peut-il pas contracter la tuberculose ?

— Oui, comme toute personne qui n'a pas la résistance suffisante pour s'opposer à l'envahissement de ses poumons par le bacille de Koch. Disons qu'à la rigueur l'abus de l'alcool peut agir comme cause indirecte. Et puis, *on sait que l'alcoolique ne mange pas, on sait aussi que l'alcoolique est très sensible au froid, ce qui peut expliquer bien des choses.*

Ce que je viens de dire est confirmé par le regretté professeur Léon Bernard :

S'il est un dogme bien installé dans la phthisiologie actuelle, c'est celui de l'influence considérable de l'alcoolisme sur la tuberculose... Certes, ce dogme est de la plus haute utilité sociale car on ne peut mieux combattre l'alcoolisme chez les esprits incultes qu'en brandissant le spectre de la tuberculose.

Mais cette influence est-elle exacte, et surtout comment faut-il la comprendre ? Scientifiquement, la vérité apparaît tout autre que dans l'opinion commune. On laisse généralement entendre que l'alcool exerce, sur le développement de la tuberculose, une action favorisant quasi-spécifique. Je ne crois pas qu'il en soit ainsi. La question ne paraît pas aussi simple et les relations de l'alcoolisme et de la tuberculose demandent d'être analysées de près. Jusqu'ici, il paraissait établi que, parmi les populations, l'alcoolisme et la tuberculose se propagent parallèlement; les cartes géographiques, montrant la répartition de la consommation de l'alcool, semblaient superposables à celles de la distribution de la tuberculose.

Était-ce une raison suffisante de supposer une influence spécifique de l'alcool ? Je pense, au contraire, que d'autres interprétations eussent dû être avancées.

Tout d'abord, l'alcool pris à doses excessives devient une cause de débilitation, de déchéance de l'organisme et, par suite, de diminution de la résistance individuelle à la maladie... Cette déchéance n'a rien de spécifique, elle suit aussi bien toutes les toxicomanies graves; l'alcoolisme n'a que le triste privilège de sa fréquence. De plus, l'alcool est un agent de dégradation morale et de misère, qui intervient également comme facteur de moindre résistance. Enfin,

l'alcoolisme naît et croît presque toujours, du moins en principe, au cabaret, et nous savons que c'est un milieu clos où foisonne le bacille de Koch; nous avons toujours dit que, comme les buveurs, les chiens y gagnent la tuberculose, en léchant le sol; la boisson n'y est pour rien.

En réalité si l'alcoolisme exerce des effets authentiques sur le développement de la tuberculose c'est en tant qu'intoxication affaiblissant la résistance de l'économie; c'est surtout en vertu des conditions d'ambiance dont il est le témoin et la conséquence, conditions qui favorisent l'apport de la contagion<sup>5</sup>.

Je m'excuse de cette longue citation mais il est clair que l'opinion du professeur Léon Bernard corrobore ce que je vous disais tout à l'heure. Et d'ailleurs si vous faites une enquête dans les milieux antituberculeux de Montréal, vous verrez que les médecins partagent l'opinion du Dr. Bernard.

\*  
\*   \*  
\*

Je vous disais tout à l'heure que l'alcool est avant tout un poison du système nerveux. Cela explique que c'est dans le système nerveux qu'on trouve les principaux effets de l'alcoolisme. Voici les réactions cliniques de l'abus de l'alcool dans ce domaine, d'après le professeur Seliger :

- Intoxication aiguë avec excitation
- Intoxication aiguë avec stupeur (abrutissement)
- Intoxication aiguë avec convulsions
- Delirium tremens
- Hallucinations aiguës et chroniques
- Affaiblissement des facultés intellectuelles (raisonnement, jugement, diminution de l'acuité de l'esprit)
- Psychose de Korsakow
- Modifications de la personnalité
- Réactions de dépression chronique
- Développement paranoïaque (esprit faussé, méfiant, orgueilleux, prétentions exagérées)<sup>6</sup>.

Vous remarquerez que dans cette liste il n'y a pas la folie proprement dite (démence précoce, mélancolie, manie), car, heureusement, la plupart du temps, l'abus de l'alcool ne cause que des psychoses, maladies mentales qui sont plus ou moins aux frontières de la folie mais qui ne nécessitent pas — ou rarement — l'internement. S'il fallait interner tous les cas de psychose, il faudrait dix fois plus d'asiles que nous n'en avons pour enfermer ces malades et tous les autres fous non alcooliques et qui sont en liberté !

Toutes ces manifestations qui ébranlent plus ou moins le système nerveux sont susceptibles d'être traitées. La science ne prétend pas qu'elle les guérit toutes. La science ne prétend pas non plus qu'elle guérit tous les alcooliques et tous les ivrognes, mais elle en guérit un bon nombre. Cependant, quand les malheureux ont retrouvé leur aplomb, les psychiatres américains conseillent aux rescapés de s'adresser à une association antialcoolique. Aux

<sup>5</sup>Léon Bernard, citation dans *Arts et Techniques de la santé* (Paris, 1937), pp. 119-20.

<sup>6</sup>Robert V. Seliger, tiré-à-part de *Southern Medicine and Surgery*, vol. 110, no. 8, août 1948.

Etats-Unis, la principale association antialcoolique, c'est celle des Alcooliques Anonymes qui a maintenant des sections dans la province de Québec.

En passant, disons que l'Université Harvard et le National Committee on Alcohol Hygiene, qui a son siège à Baltimore, font une lutte intense à l'alcoolisme.

Mais la science est une grande dame consciencieuse qui a la sagesse de connaître ses limites et quand elle a fait tout ce qu'elle pouvait, elle délègue ses pouvoirs à des organisations sociales qui peuvent réussir à garder l'alcoolique ou l'ivrogne dans le bon chemin. Le Dr Seliger m'a déjà dit à Montréal que les Alcooliques Anonymes peuvent rendre de grands services dans ce domaine. Dans notre province, c'est dans ce domaine, messieurs, que nous pouvons effectuer des merveilles, des miracles. Les Cercles Lacordaire et les Cercles Jeanne-d'Arc ont droit à la reconnaissance de tous ceux qui font la lutte à l'alcoolisme.

Et ici, messieurs, je m'arrête pour vous dire que je partage absolument l'opinion des Cercles Lacordaire et des Alcooliques Anonymes au sujet de la guérison définitive de l'effroyable maladie qu'est l'alcoolisme. Ils considèrent que pour l'alcoolique ou l'ivrogne la seule chance de guérir ne réside que dans l'abstention totale de toute boisson alcoolique, quelle qu'elle soit. Celui qui s'est aventuré dans la galère de l'abus de l'alcool ne deviendra jamais un buveur modéré. C'est la règle et les exceptions sont tellement rares qu'elles sont négligeables. Et, par surcroît, elles confirment la règle. La science contemporaine partage donc cette opinion. La guérison de l'alcoolique n'est possible que s'il ne touche plus jamais à l'alcool. Pas un verre, pas une goutte, pas même une friction à l'alcool.

Mais alors, me direz-vous, la modération est un leurre, une blague, une chimère. Pardon ! Oui, quand il s'agit de l'alcoolique invétéré, de l'ivrogne, de l'homme qui a abusé de l'alcool et qui ne peut plus s'en passer. Mais la modération n'est pas un leurre quand il s'agit de milliers et de milliers de gens, hommes et femmes qui pratiquent l'art de boire d'une façon intelligente et qui restent des buveurs modérés.

Aux Etats-Unis, sur une population d'environ 160 millions, le R.P. John C. Ford, S.J.<sup>7</sup> considère que 60 à 80 millions font usage d'alcool. Sur ce nombre, il y aurait 4 millions d'alcooliques. Au Canada, sur une population d'environ 15 millions, il y aurait 5 millions de personnes qui font usage de boissons alcooliques et, sur ces 5 millions d'individus, il y aurait 200,000 alcooliques.

C'est, bien entendu, une approximation, car il est absolument impossible d'obtenir sur cette question des chiffres exacts, mais ceux que nous donnons se rapprochent sensiblement de la vérité.

Deux cent mille victimes de l'alcoolisme au Canada, c'est déjà beaucoup trop. Mais nous aurions mauvaise grâce d'ajouter à cette liste morbide les 4 millions 800,000 individus qui font usage de l'alcool sans en abuser.

<sup>7</sup>John C. Ford, S.J., *Man Takes a Drink* (New York, 1955), pp. 24-7.

Un seul point est indiscutable, c'est que, pour sortir de l'ornière de leur maladie, les 200,000 ivrognes ou alcooliques doivent cesser complètement de boire. Pour eux, la modération est une solution inutile. L'alcoolique et l'ivrogne ne peuvent pas revenir à un usage raisonnable sans retomber dans l'abus. Tout le monde partage cette opinion.

Heureusement, il y a au Canada et dans notre province en particulier, des milliers et des milliers de personnes qui font un usage modéré des boissons alcooliques. La modération a ses dangers. D'accord. Il faut mettre les gens en garde contre l'acheminement vers l'abus ! D'accord. Il vaut mieux ne pas boire du tout ! D'accord. Il faut supprimer la fabrication et la vente de l'alcool ! Et c'est ici que, peut-être, nous ne nous entendons plus, car la politique de la suppression des boissons alcooliques est impossible, irréalisable. Pourquoi ? Parce que, en 1955, l'homme n'est pas préparé à accepter cette suppression. Il faut avoir les yeux ouverts sur les faits tels qu'ils sont. La réalité, c'est que l'alcool fait partie intégrante du paysage contemporain. L'exemple mémorable des Etats-Unis est là pour le démontrer. L'idéal est une chose. La réalité en est une autre. La réalité, elle est jolie ! Il faudrait peut-être cesser d'insister seulement sur le côté attrayant de l'alcool. A ce sujet, écoutez, s'il vous plaît, les éditeurs d'une revue anti-alcoolique, *Alcohol Hygiene* :

Malgré tous nos efforts, nous n'arriverons à rien si nous ne détruisons pas la légende du *merveilleux alcool*. Cette légende, si bien propagée par nos annonces de spiritueux et si innocemment érigée en doctrine par nos romans et nos productions cinématographiques, fait voir l'alcool comme compagnon inévitable de la *grande vie* et comme nécessité absolue si l'on veut passer pour un membre blasé ou à la page de la société. La boisson et le plaisir, la boisson et la vie libre, la boisson et la mode, la boisson comme marque de large hospitalité, la boisson comme marque de franche camaraderie, on nous bourre le crâne par la radio, la presse, les revues et les panneaux-réclames. Quand elle s'adresse à des adultes posés, cette publicité ne fait comparativement pas de tort ; mais quand elle s'adresse à une jeunesse non préparée, à des garçons et des filles de moins de vingt ans, elle suscite le désir du *merveilleux alcool*. La jeunesse entend répéter les faussetés concernant l'alcool : la boisson augmente les capacités sexuelles, la boisson est juste ce qu'il faut pour vous donner de la vie, la boisson est absolument nécessaire au plaisir. Il en résulte inévitablement une consommation considérable chez des garçons et filles trop jeunes pour résister à son attrait, et le développement précoce d'un attrait tragique pour l'alcool. C'est là un problème auquel les organisations sociales ont à faire face, un des objectifs des plus importants de la prévention de l'alcoolisme.

Et maintenant écoutons ce que disent les docteurs Seliger et Woolley :

Nous sommes bien d'avis que l'alcoolisme ne pourrait exister sans l'alcool ; mais les alcooliques sont des êtres humains et il semble absurde de blâmer cette substance de ce que l'organisme humain en fait. L'alcool existera toujours avec notre culture actuelle. La tâche à entreprendre est d'enseigner à l'humanité à s'en servir intelligemment et à en éviter l'abus.

Tout homme peut boire des liqueurs alcooliques ; il peut même à l'occasion s'enivrer modérément. Cela n'en fait pas une personne malade. Il n'est pas pour cela alcoolique.

Les gens deviennent alcooliques, non à cause de l'alcool, mais par suite de l'usage qu'ils en font. L'alcoolisme est aujourd'hui un produit de notre culture — de l'influence de notre culture sur certaines personnalités. Nous avons tenté de bannir l'alcool en en prohibant l'usage et nous avons aggravé le problème. Ce qu'il nous faut reconnaître c'est que « les alcooliques sont des malades ». Quand nous aurons compris ce point, nous aurons fait le premier pas vers l'éradication de l'alcoolisme<sup>8</sup>.

Voulez-vous l'opinion d'un saint ? Voici ce que dit saint Jean Chrysostome dans l'une de ses Homélies :

J'entends beaucoup de gens s'esclaffer devant des excès déplorables : « Ah ! s'il n'y avait pas de vin ! » O folie, ô démence ! Est-ce le vin qui cause l'abus ? Non, c'est l'intempérance de ceux qui goûtent un malin plaisir à boire ! Criez plutôt : Plaise à Dieu qu'il n'y ait pas d'ivresse ni de luxure ! » Si vous dites : « Ah ! s'il n'y avait pas de vin ! » à cause des ivrognes, alors vous devez dire graduellement : « Ah ! s'il n'y avait pas de nuit », à cause des voleurs. « Ah ! s'il n'y avait pas de lumière ! » à cause des espions. « Ah ! s'il n'y avait pas de femmes, à cause de l'adultère<sup>9</sup> ! »

Je considère donc, après ces citations que l'alcool n'est pas responsable des méfaits de l'alcoolisme. Les vrais et seuls responsables, ce sont les hommes et les femmes qui, ignorant l'art de boire, abusent de l'alcool. Voilà, messieurs, les grands responsables des méfaits dûs à l'alcoolisme.

A-t-on jamais songé à rendre la bonne chère responsable de la gourmandise de nos bons Canadiens qui mangent trois ou quatre fois trop et souvent jusqu'à en mourir ? *Non, c'est le goinfre qui est responsable.*

A-t-on jamais songé à rendre la rivière responsable de la mort de l'imprudent qui s'y baigne, après un plantureux repas ? *Non, c'est l'imprudent qui est responsable.*

A-t-on jamais songé à rendre la strychnine responsable de la mort d'un pauvre homme qui prend d'un seul trait une potion à la strychnine qu'il aurait dû prendre par cuillerée à café en trois jours ? *Non, c'est le pauvre homme qui est responsable !*

A-t-on jamais songé à rendre la culture physique responsable de la mort de ce sportif, un cardiaque à qui le médecin avait défendu les exercices violents ? *Non, le responsable, c'est le jeune homme qui a joué avec sa santé — jusqu'à l'arrêt de son cœur.*

*De même, c'est l'alcoolique qui est responsable des abus qu'il commet. Ce n'est pas l'alcool.*

Il y aurait bien la suppression de l'alcool, or, nous ne pouvons pas supprimer légalement la fabrication et la vente de l'alcool. La faillite de la loi de prohibition aux Etats-Unis est là pour le prouver. Nous sommes donc dans l'obligation d'endurer, de supporter l'alcool et l'alcoolisme. Comment nous défendre contre l'alcoolisme ? Par l'abstention, ce qui serait l'idéal et, comme l'idéal n'est pas facile à atteindre, *par la modération.*

En vérité, la lutte contre l'alcoolisme doit commencer à la petite école

<sup>8</sup> *Alcohol Hygiene* (Baltimore), vol. I, 1945, p. 81.

<sup>9</sup> Saint Jean Chrysostome, Homélie I.

du rang, à l'école primaire et se continuer jusqu'à la fin des études. Il faut forger des caractères et des volontés qui, demain, auront la trempe nécessaire pour résister à tous les abus. C'est le rôle des éducateurs, mais les parents ne doivent pas oublier qu'ils doivent être les premiers à former, chez leurs enfants, des volontés et des caractères qui permettront aux jeunes gens et aux jeunes filles de se tenir debout devant Bacchus.

Ensuite, il faut que l'éducation s'applique à démontrer à l'enfance et à la jeunesse les effets déplorables de l'abus de l'alcool sur la santé physique, sur la santé morale, sur la bonne conduite des affaires, sur la vie conjugale et familiale.

Messieurs, l'alcoolisme est un taudis immonde où végètent, dépérissent et meurent les plus belles intelligences; c'est une maison maudite à la porte de laquelle on pourrait épingler le « *Lasciate ogni speranza* », de Dante. Et, en refaisant la fameuse citation, on aurait le droit de dire : « Vous qui entrez ici, renoncez à toute votre intelligence. » L'alcoolisme invétéré et l'ivrognerie sont des tueurs de courage et d'initiatives; ils brisent les volontés, ils sabotent les existences, ils mettent en veilleuse les facultés intellectuelles et, trop souvent, hélas, les enfants et les petits-enfants des alcooliques invétérés et des ivrognes, naissent avec des tares. C'est ainsi qu'on trouve dans leur descendance, des dégénérés, des buveurs, des idiots, des imbéciles, des arriérés, des malingres, des névrosés, des criminels !

Nous devons mettre tout en œuvre pour réhabiliter les alcooliques. Mais cela ne doit pas nous inciter à oublier le devoir, l'obligation que nous avons de travailler à la *prévention de l'alcoolisme*.

J'en suis fermement persuadé, le jour où nous aurons réussi à élever des garçons et des filles qui sachent se tenir debout en se dressant devant le paysage merveilleux et attrayant mais nocif, malfaisant et morbide de l'abus de l'alcool, ce jour-là, l'alcoolisme sera vaincu et les associations anti-alcooliques auront moins leur raison d'être qu'aujourd'hui.

Il y aura alors une génération d'hommes et de femmes qui sauront, suivant l'expression populaire, *boire comme du monde*, c'est-à-dire en gardant le sens de la mesure. L'abus de l'alcool sera une chose du passé. La jeunesse et les autres pratiqueront une sobriété de bon aloi. Certes, l'alcool aura toujours des attrait, mais l'homme aura la sagesse de ne plus jamais se vautrer bêtement dans l'auge de l'excès et la pathologie de l'alcoolisme sera réduite à sa plus simple expression.

— C'est un rêve !

— Un rêve qu'il appartient aux éducateurs et aux parents de réaliser. C'est à nous tous et à nous toutes qu'il incombe de forger chez nos enfants des volontés solides, des caractères dynamiques qui sauront s'approcher du paysage de l'alcool sans se brûler les ailes.

Que la jeunesse apprenne à se gouverner soi-même et elle sera à la hauteur de la situation. D'ailleurs, la vie contemporaine est là pour nous démontrer que l'usage modéré de l'alcool ne se métamorphose pas toujours en abus et en excès. Si tous les buveurs modérés se transformaient en

alcooliques invétérés ou en ivrognes, la plupart de leurs enfants seraient des arriérés, des tarés, des malades, des prédisposés à l'alcool, des bandits ou des dégénérés ! Or, personne ne me fera croire que nos quelque 3 millions de buveurs modérés au Canada donnent naissance, chaque année, à des milliers d'enfants affublés de tares physiques, morales et intellectuelles.

Je ne pousse pas le patriotisme jusqu'au chauvinisme, mais je considère qu'au Canada nos enfants et nos jeunes constituent, la plupart du temps, des produits sains et qui, s'ils ne sont pas parfaits, sont loin d'être inférieurs à ceux des autres races !

Vous serez, je crois, de mon avis, pères et mères de famille de mon pays. Vous êtes trop intelligents pour ne pas comprendre que certaines exagérations ne sont pas de nature à servir la lutte contre l'alcoolisme. Vous êtes trop avisés pour ne pas établir la distinction qui s'impose entre l'usage modéré et l'abus. Vous êtes trop renseignés pour confondre l'ivrognerie et l'alcoolisme. Vous êtes trop conscients de vos obligations et de vos responsabilités pour ne pas vous appliquer à jouer votre rôle magnifique : *élever des garçons et des filles qui sachent se conduire comme il faut*. Et vos futurs héritiers sauront se tenir debout devant Bacchus, si vous leur avez inculqué les principes du Décalogue et si vous avez vraiment dressé leur volonté et leur caractère. Avec une volonté d'acier et un caractère forgé suivant les règles de l'art ; avec une conscience propre et un cœur à la bonne place, vos enfants, devenus grands et préparés pour vivre au milieu du XXe siècle, sauront résister à l'abus de la boisson, *parce qu'ils auront une tête sur les épaules*. Tout naturellement, instinctivement, si vous avez su les mettre en garde contre les méfaits des excès alcooliques, ils considéreront l'ivrognerie comme une indignité et l'alcoolisme comme une maladie véritable — deux maux à prévenir par l'abstention totale ou l'usage modéré.

Et si, par malheur, ils s'embarquaient sottement dans la galère de l'ivrognerie ou bien s'ils devenaient des alcooliques, des malades, ils sauront qu'ils peuvent trouver un refuge dans le groupe des Cercles Lacordaire ou chez les Alcooliques Anonymes, deux associations qui ont fait leurs preuves en sauvant des milliers et des milliers d'ivrognes et d'alcooliques. En passant, je vous signale le livre intitulé *Alcoholics Anonymous*<sup>10</sup>. Il a été, en partie, traduit en français, *c'est le meilleur livre de propagande anti-alcoolique qui ait jamais été publié*.

Dans la guerre à l'alcoolisme, tous ceux qui ne boivent pas ou qui ne boivent plus du tout, qu'ils appartiennent à un Cercle Lacordaire ou Jeanne d'Arc ou aux Alcooliques Anonymes, ont droit à notre admiration, et, à titre d'homme de science et d'homme de cœur, je ne laisserai pas de les admirer et de seconder leurs efforts. Plus ils recruteront de membres dans leur association, et plus s'intensifiera la lutte contre l'alcoolisme, contre cet abus regrettable, déplorable et qui ouvre la porte à la maladie, à tant d'insuccès, de faillites, d'accidents, de crimes, de déchéances, de ruines. Qu'ils

<sup>10</sup>*Alcoholics Anonymous* (New York, 1946).

tiennent bon, qu'ils ne se découragent point, même si leurs efforts s'avèrent souvent inutiles. Qu'ils continuent de lutter contre la bête de l'alcoolisme. La tâche d'abattre cette hydre dont les têtes repoussent toujours est immense. *Il faut continuer de mettre tout en œuvre pour arriver à la vaincre.*

Ne l'oubliez pas, le problème de l'alcoolisme, *tant au point de vue de l'individu qu'au point de vue social*, est l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre. C'est peut-être le problème le plus compliqué, le plus embêtant, le plus complexe et, je serais tenté de le dire, *le plus insoluble qui existe*. D'ailleurs, tous ceux qui ont abusé de l'alcool et qui ont réussi à se guérir de leur mal savent que c'est une tâche hérissée de difficultés et d'obstacles. Un ancien alcoolique me confiait récemment : « J'ai bu comme un fou pendant plusieurs années. Je ne prends plus un seul coup depuis deux ans, mais c'est seulement depuis quelque mois que je commence à avoir le dessus sur mes instincts pervers. » Et puis, en face, il y a les médecins et les psychiatres qui vous disent que la question de l'alcoolisme *n'en est pas une de tout repos*. Pour réussir à voir clair dans ce domaine, il faut avoir le sens de la mesure, la largeur d'esprit, la charité, la volonté, l'amour de la vérité, la patience et surtout *une ténacité indomptable*. Nous devons nous pencher sur la grande misère de l'alcoolisme avec toute notre pitié — toute la pitié de notre cœur. Sachons nous souvenir que l'homme n'est ni un ange ni un saint. N'oublions pas que notre nature humaine nous attire vers le paysage de l'alcool.

Je voudrais terminer par un mot d'espérance. Sachons nous acharner contre l'abus et contre l'excès. Si vous pouvons obtenir que 100,000 hommes et femmes s'abstiennent complètement de boire, ce sera magnifique, mais n'allons pas désespérer si nous ne pouvons que nous approcher de cet objectif idéal — *presque irréalisable*. Les membres des associations anti-alcooliques l'ont réalisé, *mais il y a les autres !*

Quant aux hygiénistes, ce sont des hommes qui doivent être humains et, comme tels, ils seraient satisfaits si, demain, nous avions le bonheur d'avoir une jeunesse casquée de volonté et blindée de caractère, *une jeunesse assez forte pour se tenir debout devant l'alcool !*

Certes, je le reconnais avec vous, l'usage modéré et qui sait rester modéré n'est pas la perfection, mais à ceux qui ont choisi la méthode de ne plus boire ou qui ont accepté de ne pas boire du tout, je dirais : n'ayez pas la mauvaise grâce de jeter la pierre à ceux et à celles qui savent boire sans jamais verser dans l'abus, car ces buveurs modérés pourraient vous rappeler, comme le Christ, que la perfection n'est pas de ce monde ! Ces buveurs modérés pourraient vous rappeler que dans la Bible on parle 441 fois des vignerons, de la vigne et du vin ! Qu'elle n'est pas contre l'usage raisonnable ! Ces buveurs modérés pourraient vous rappeler que c'est dans les Livres Saints qu'on trouve la fameuse affirmation : « Le bon vin réjouit le cœur de l'homme (*Bonum vinum laetificat cor hominis*). » Et ces buveurs modérés pourraient vous rappeler que c'est Notre-Seigneur Jésus-Christ, à la demande de son auguste mère, qui changea l'eau en vin aux

noces de Cana. Le premier miracle du Fils de l'Homme. Quant au dernier miracle du Christ, c'est le miracle de la transsubstantiation, alors qu'il changea le pain et le vin en son corps et en son sang, miracle qui s'est perpétué jusqu'à nos jours, tous les matins, à la sainte messe ! Et l'abbé Krau, curé de Vosnes-Romanée, rappelait naguère aux vigneronniers qu'il y aurait toujours du vin, car, *sans vin, il n'y aurait pas de messe et, sans messe, il n'y aurait pas d'Eglise !* Et on ne saurait ignorer que « *le Fils de l'homme est venu mangeant et buvant.* » *Fait irrécusable qui va à l'encontre de l'opinion radicale de ceux qui prétendent qu'on ne peut faire usage du vin sans en abuser !*

Et enfin, enfin, les buveurs modérés peuvent vous rappeler que la sobriété, tempérance dans le boire (et le manger) *n'est tout de même pas un vice !* Ecoutez, à ce sujet, une voix autorisée :

Tout catholique doit admettre que l'usage modéré de la boisson enivrante est bon absolument, quand même il serait impossible à un grand nombre de personnes. Au reste, ni saint Thomas ni saint Alphonse, dont l'autorité est si grande en cette matière qu'il serait téméraire de s'en écarter, n'ont jamais conseillé l'abstinence totale comme idéal pour le grand nombre; que si en raison de certaines circonstances elle était nécessaire, notre premier devoir serait de s'appliquer à changer, non pas la doctrine, mais les circonstances. Quelle que soit l'excellence des résultats qu'on espère en tirer, on ne peut jamais enseigner que le bien est un mal. Enseigner sciemment que de soi l'usage des boissons enivrantes est un mal, serait pire que le mal que l'on veut attaquer. Ceux qui faussent ainsi la doctrine sont les pires ennemis de ces mouvements d'abstinence totale que l'Eglise veut encourager. Il importe de faire connaître que dans l'Eglise il y a place et pour ceux qui sont appelés à suivre la pratique de saint Jean-Baptiste, et pour ceux qui imitent un exemple donné par le Maître de sobriété<sup>11</sup>.

L'homme qui nous parle ainsi, c'est notre confrère de la Société Royale, M. Charles De Koninck, doyen de la Faculté de Philosophie, à l'Université Laval. C'est une autorité de réputation internationale. Il parle en connaissance de cause. Celui-là serait bien audacieux qui oserait le contredire, quand le savant professeur donne son opinion sur un point de philosophie ou de théologie !

Sous l'empire de ces faits et rappels, les gens sages doivent ouvrir leurs fenêtres sur des horizons éclairés par le *bon sens* et la *vérité*. Les membres des cercles Lacordaire-Jeanne-d'Arc et les Alcooliques Anonymes ne doivent rien changer à leur attitude ni à leur détermination de combattre l'alcoolisme. *L'abstinence complète est le seul régime qui convienne à ceux qui ont abusé de l'alcool. Aucune discussion à ce sujet.* Quant aux parents, ils doivent élever leurs enfants, afin qu'ils soient de taille, plus tard, à se tenir debout devant le paysage de l'alcool. Quant à moi, *je continuerai plus que jamais à guerroyer contre ceux et celles qui abusent de la boisson.*

Quant aux extrémistes qui rêvent toujours de prohibition totale, qui

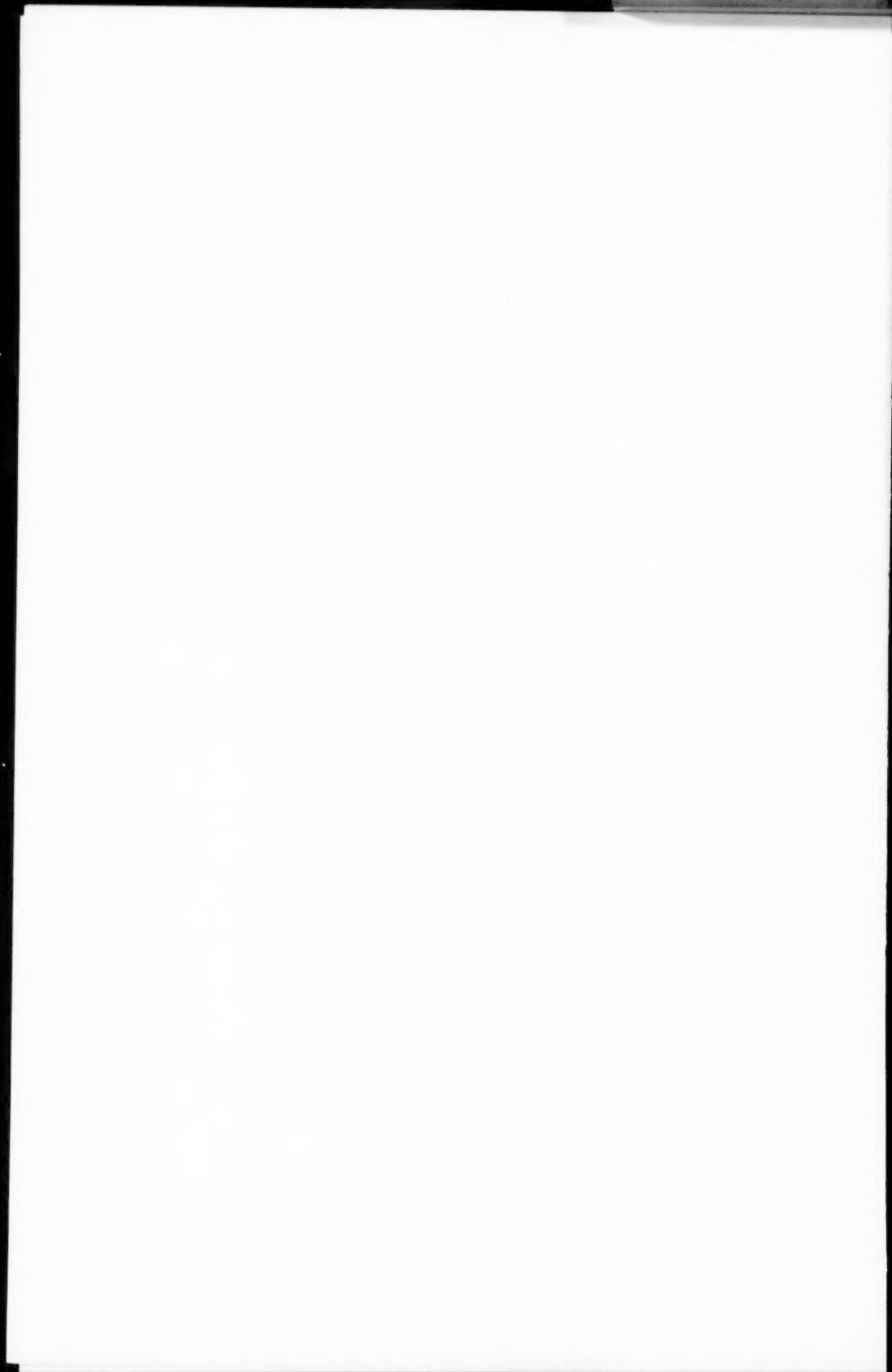
<sup>11</sup>Charles De Koninck, *Quelques Précisions de doctrine sur la sobriété* (Québec, 1951), pp. 55-6.

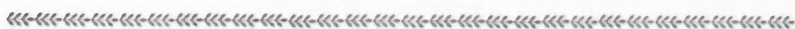
n'admettent pas la liberté de l'homme devant la boisson, qui ne pensent pas à la nature humaine créée par Dieu, qui ne veulent même pas entendre parler de l'usage modéré, nous devons leur rapeller que la *Médecine*, l'*Hygiène*, la *Bible*, la *Théologie* et la *Sainte Eglise* n'ont jamais condamné l'*usage modéré de la boisson*.

En terminant, mes chers confrères, laissez-moi vous le dire en toute sincérité, je suis fermement convaincu que la divine Providence partagerait la joie de tous les médecins, de tous les hygiénistes et de tous les hommes de bonne volonté, si nos petits-fils, *la génération qui monte*, n'abusaient plus jamais de l'alcool dans notre province et au Canada. *Qu'il en soit ainsi, car le jour où tous les Canadiens seront devenus des buveurs modérés, l'alcoolisme cessera d'être une plaie individuelle, conjugale, familiale, sociale et nationale. Voilà.*

Il en sera ainsi, demain, si nous savons former des volontés dynamiques, si nous savons dresser des caractères indomptables, si nous savons façonner des consciences propres chez nos enfants et si nous comprenons la nécessité d'une éducation antialcoolique qui donnera à nos jeunes gens et à nos jeunes filles tous les renseignements utiles, afin qu'ils soient bien en garde contre l'abus de l'alcool. C'est aux parents et aux éducateurs qu'il appartient de comprendre leurs obligations et de prendre leurs responsabilités, devant le paysage attrayant mais morbide de l'alcool.

Que les parents et les éducateurs mettent donc tout en œuvre pour préparer notre jeunesse à se tenir debout devant Bacchus !





## Une Polémique du Père Duplessis

GUY SYLVESTRE, M.S.R.C.

EN 1724, à Blois, en France, un jeune professeur du Collège des Jésuites mit en pièces un ouvrage du janséniste Pasquier Quesnel, et ce geste souleva dans la ville une vive polémique. Ceux qui approuvèrent le geste de ce jeune professeur furent appelés « les Canadiens ». Ils furent ainsi désignés parce que le novice de la Compagnie de Jésus qui enseignait alors au collège de Blois et combattait les jansénistes était lui-même un Canadien, François Duplessis, né à Québec en 1694 et qui, passé en France en 1716, allait y devenir un des plus célèbres prédicateurs du dix-huitième siècle.

Le Père Duplessis fut un des trois ou quatre plus grands prédicateurs français de son siècle. Il a joui en France, en Belgique et en Hollande d'une réputation considérable. Il est fort peu connu au Canada cependant, si ce n'est des archivistes qui ne peuvent manquer de trouver son nom dans les documents de l'époque. En 1892, Joseph-Edmond Roy a publié les lettres du Père Duplessis qu'il avait pu retrouver, soit soixante et dix-huit, précédées d'une longue notice biographique et accompagnées d'éclaircissements<sup>1</sup>. Plus tard, notre collègue, M. Antoine Roy, lui a consacré quelques pages dans son livre sur *Les Lettres, les sciences et les arts au Canada sous le régime français*<sup>2</sup>. C'est à peu près tout. On trouve dans ces deux ouvrages les grandes lignes de la biographie du prédicateur, les titres de ses ouvrages et une vague idée de son style oratoire — on n'a retrouvé le texte d'aucun de ses sermons — et évidemment soixante et dix-huit lettres, presque toutes adressées à ses sœurs, qui étaient religieuses à Québec. Ces lettres sont fort belles, et elles nous font connaître les principaux thèmes de sa prédication et les principaux traits de son caractère.

Je n'ai pas l'intention ici de refaire la biographie du Père Duplessis, ni d'étudier longuement les divers aspects de sa carrière et de la partie de son œuvre écrite qui nous est parvenue. Cette communication n'a d'autre but que de présenter une lettre publiée par le Père Duplessis le 29 juin 1745 en réponse à une attaque parue contre lui dans les *Nouvelles ecclésiastiques* du 8 mai 1745, et à laquelle les *Nouvelles ecclésiastiques* répondirent le 18 septembre de la même année. Cette lettre du Père Duplessis, dont aucun exemplaire n'a été retrouvé au Canada, était intitulée *Lettre du Père Duplessis de la Compagnie de Jésus ; au sujet des calomnies publiées contre lui par*

<sup>1</sup>*Lettres du Père F.-X. Duplessis de la Compagnie de Jésus, accompagnées d'une notice biographique et d'annotations par J.-Edmond Roy* (Lévis : Mercier & Cie, 1897), pp. lxxxv, 303, xxx.

<sup>2</sup>Paris, 1930, pp. 118-20.

*Pauteur des Nouvelles Ecclésiastiques*, et était datée de Paris, le 29 juin 1745<sup>3</sup>. Le Père Duplessis a eu également d'autres polémiques avec des jansénistes ou des protestants, mais il semble que la plupart de ces polémiques aient été purement verbales. Nous savons cependant qu'il a publié, vers 1724, un petit ouvrage intitulé *Instruction familière sur le Neuvième Article du Symbole*, dont il a envoyé un exemplaire à ses sœurs le 5 mai 1725, mais aucun exemplaire de ce texte n'a pu être retrouvé au Canada. Il n'est pas relevé non plus dans le catalogue des imprimés de la Bibliothèque Nationale de France, mais je ne désespère pas d'en retrouver un exemplaire dans l'une ou l'autre des bibliothèques d'institutions religieuses de la France. Si ces recherches sont fructueuses, je ne manquerai pas de vous en communiquer le texte. Aujourd'hui, il ne m'est permis d'ajouter à la documentation déjà existante sur ce célèbre prédicateur, que la lettre mentionnée plus haut. Avant de ce faire, il convient, je crois, de rappeler brièvement l'essentiel de ce que nous savons du Père Duplessis.

François Duplessis est né à Québec, le 13 janvier 1694, de Georges Regnard du Plessis, trésorier de la Marine en Nouvelle-France, et de Marie Le Roy. Il était le quatrième de huit enfants, dont quatre seulement vécurent : Marie-André, qui devint la Mère de Sainte-Hélène; Geneviève, qui devint la Mère de l'Enfant-Jésus; François, qui entra dans la Compagnie de Jésus, et Denis qui embrassa la carrière des armes. Georges Regnard du Plessis était un des plus hauts fonctionnaires de la colonie et il acquit la seigneurie de Lauzon; la Mère Duplessis de Sainte-Hélène devint supérieure de l'Hôtel-Dieu de Québec, où la Mère de l'Enfant-Jésus fut aussi religieuse augustine hospitalière. Toutes deux ont laissé des ouvrages de spiritualité qui sont restés manuscrits, et c'est la Mère de Sainte-Hélène qui a rédigé la plus grande partie de l'*Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, longtemps attribuée à la Mère de Saint-Ignace. On a aussi publié certaines de ses lettres qui ont été retrouvées<sup>4</sup>. Quant à leur frère Denis, il semble qu'il ait été le mouton noir de la famille. Il a embrassé la carrière des armes, a servi en France et en Nouvelle-France; il a épousé Geneviève Elizabeth Guillemin, qui lui donna deux filles, de sorte que la famille Duplessis s'est éteinte avec lui. Il semble que l'histoire de cette famille mériterait d'être écrite.

François Duplessis, qui avait fait ses études au Collège de Québec, partit pour la France à l'âge de vingt-deux ans pour entrer dans la Compagnie de Jésus. Il ne devait jamais rentrer au pays, ni revoir aucun membre de sa famille, à l'exception de son frère Denis qui alla terminer ses études en France et y retourna plus tard afin d'obtenir de l'avancement dans l'armée. S'il devait rester en Europe de 1716 à 1771, année de sa mort, et devenir un des grands prédicateurs de son temps, le Père Duplessis n'en était pas moins un Canadien, né à Québec où il a vécu les vingt-deux premières années de sa vie, et nous pouvons le considérer comme un des premiers écrivains

<sup>3</sup>J.-Edmond Roy affirme, par erreur, que cette lettre dont il n'a pu retrouver copie avait été publiée en 1746 (*ibid.*, p. lxvi).

<sup>4</sup>*Revue canadienne*, tome XII, pp. 41, 105, 183, 289, 384, 458, 529, 603.

canadiens. Il nous appartient tout autant qu'à la France. Joseph-Edmond Roy a raconté ses prédications dans tout le nord de la France et dans les Flandres, et les nombreux mandements que les évêques ont publiés pour saluer ses missions dans leurs diocèses ne permettent aucun doute sur l'efficacité de sa prédication ni sur sa célébrité, qui était étendue. Les nombreuses attaques dont il a été l'objet de la part des jansénistes et des protestants des Flandres sont une autre preuve de l'importance de sa prédication.

Nous avons, de sa plume, en plus des lettres publiées par Joseph-Edmond Roy, un ouvrage intitulé *Avis et pratiques pour profiter de la mission et pour en conserver le fruit*, publié à Amiens, chez Louis Godart en 1738, et réédité à Paris en 1739, 1742 et 1744. La même année (1738) paraissait à Paris un recueil de *Cantiques spirituels à l'usage des missions du Père Duplessis de la Compagnie de Jésus*. Comme je l'ai indiqué plus haut, nous n'avons pu retrouver son *Instruction familière sur le Neuvième Article du Symbole*, ni le texte d'aucun de ses sermons<sup>5</sup>. On trouvera néanmoins ci-après le texte de la lettre du 29 juin 1745. Ce texte bref se passe de commentaires.

LETTRE  
DU PERE DUPLESSIS,  
DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS;

Au sujet des Calomnies publiées contre lui par l'Auteur des  
Nouvelles Ecclésiastiques

MONSIEUR,

Pourquoi vous tant allarmer des calomnies qu'on répand contre moi ? Ne sçavez-vous pas que, selon Saint Paul, les Ministres de J.C. doivent être également tranquilles, soit qu'on les laisse jouir en paix de leur réputation, soit qu'on les attaque, & qu'on cherche à les diffamer ? *Per infamiam & bonam famam*. 2 Cor. c. 6.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que je suis en butte à l'Auteur des Nouvelles Ecclésiastiques. Il y a seize ans qu'il m'a jugé digne de son attention, & que je suis l'objet de ses injures : mai je n'ai jamais cru devoir lui opposer autre chose que le silence & la prière. Vous voulez cependant que je change de conduite à son égard. *Les Nouvelles du 8. Mai dernier, ont, dites-vous, publié sur votre compte un Roman si injurieux, que si vous ne détruisez cette imposture, on ne manquera pas de s'en servir pour empêcher le bien que vous pouvez opérer*. Je me rends, Monsieur, à cette raison, parce qu'elle regarde le salut des âmes, auquel, selon l'esprit de mon état, j'ai consacré tous les jours de ma vie; & je vais vous satisfaire.

Le Gazetier raconte dans la feuille dont vous parlez, que la Cuisinière d'un Bourgeois de S. Germain s'étant confessée à moi l'an passé, au mois de juillet, & m'ayant dit qu'elle avait cent écus, je l'obligeai à me les apporter, quoiqu'ils

<sup>5</sup>J.-Edmond Roy affirme, d'après le *Traité de littérature* d'Emile Lefranc, que « on cite dans toutes les chrestomathies classiques un fragment de la péroraison d'un de ses sermons qui n'a rien de comparable comme mouvement d'éloquence simple et dramatique » (*ibid.*, p. lxxvi). Je n'ai retrouvé cette péroraison dans aucune chrestomathie que j'ai pu consulter.

lui fussent légitimement acquis; & que *je les mis dans ma poche* : Que cette Pénitente, affligée de n'avoir plus son argent, s'en plaignit à son maître, qui entreprit de les lui faire rendre : Que dans ce dessein il m'invita à dîner : Qu'après le repas il fit tomber le discours sur les cent écus : Que je fus fort embarrassé : Qu'il me traita très-mal, & me déclara que je ne sortirois pas, que je ne les eusse rendus : Que je protestai que je ne le pouvois point, parce que j'avois déjà envoyé cet argent à la Maison Professe de Paris : Et qu'enfin ne voyant d'autre moyen de sortir d'embarras, j'envoyai mon Compagnon à M. le Curé, avec un billet par lequel je le priois de m'envoyer cent écus; qu'ils arrivèrent & furent rendus à la Cuisinière, moyennant quoi je fus mis en liberté. Tel est le récit du Gazetier, dégagé de toutes les plaisanteries dont il a jugé à propos de l'embellir.

De mon côté, voici ce que j'appose à cette scandaleuse Histoire. C'est qu'elle est absolument fausse & et pour le fond & pour chaque circonstance; qu'elle est sans aucun fondement; que tout est de la composition du Gazetier; & que je ne sçache rien qui ait pu donner une occasion, même éloignée, à une pareille calomnie.

Il s'agit maintenant d'appuyer cette protestation par des preuves : en voici une des plus complètes. Je n'examine pas s'il y a de la vraisemblance à me supposer assez misérable pour arracher, dans le tribunal de la Pénitente, à un pauvre Domestique le salaire de ses longs services. Ce qu'il y a de certain, c'est que si la circonstance essentielle qui sert d'appui à l'histoire entière; si le dîner chez un Bourgeois se trouve faux & chimérique, tout le reste tombe aussi de soi-même, & la fable s'évanouit. Or rien n'est plus faux que ce prétendu repas, & par conséquent que tout ce qu'on dit y être arrivé.

Non, Monsieur, je n'ai dîné chez aucun *Bourgeois* de S. Germain, pendant la Mission que j'y ai faite l'an passé; & je défie le Nouvelliste de nommer ce *Bourgeois*, chez qui il assure que s'est passée la scène qu'il raconte. Ainsi donc la bonne chère dont il parle, & mes remerciemens, & les répliques du maître de la maison, & ma détention, & l'envoi de mon Compagnon à M. le Curé, & son retour avec les cent écus : tout est fausseté, imposture, calomnie. Ce qui étonne le plus, c'est qu'il ait osé nommer M. le Curé, & qu'il n'ait pas compris qu'en le nommant il s'exposoit à être sur le champ démenti. Car enfin S. Germain n'est pas si éloigné qu'on ne puisse sans peine en recevoir des éclaircissemens. Or voici ceux que donne sur cette affaire M. le Curé lui-même dans une lettre au Père Perrin Jésuite, datée du 12. de ce mois.

*Il n'y a, dit M. de Coningham, qu'une effronterie des plus marquées & des plus insignes qui puisse inventer l'histoire mal conçue & encore plus grossièrement expliquée, que l'on publie dans cet écrit anonyme, puisque dans le mois de Juillet 1744, le Pere Duplessis n'a jamais eu aucun démêlé avec un Bourgeois de S. Germain; & il est contre toute vérité & absolument faux que j'aie jamais eu aucune connoissance du fait dont il est question; comme il est également faux que le Pere Duplessis m'ait jamais demandé ni 300 l. ni aucune chose à emprunter, ou que je lui aie jamais rien prêté. Ne vous étonnez pas de la conduite de l'Auteur des Gazettes Ecclésiastiques. Je ne crois pas que l'on puisse être plus libéral en calomnies & en mauvaise foi : Tout ce que je peux lui souhaiter, c'est que Dieu veuille bien lui ouvrir les yeux & lui toucher le cœur.*

Ce digne Pasteur adresse encore le même témoignage à une Personne respectable dans une autre Lettre du 14. dont voici les termes.

*N'ayant jamais rien sçu du fait dont il s'agit, ni par lettre, ni autrement, j'ai l'honneur de vous répondre qu'il est très-faux que j'aie jamais prêté aucun argent au Pere Duplessis. L'histoire qu'on fait sur ce sujet est entièrement fausse; & c'est une calomnie des plus mal inventées; puisque si une pareille histoire étoit arrivée à S. Germain-en-Laye, il n'y a personne qui ne l'eût sçue.*

*Or je puis assurer que je n'en ai jamais ouï parler; que je n'ai jamais vu ni entendu le prétendu Compagnon du Pere Duplessis : que personne ne m'a jamais rien demandé a emprunter pour lui, & que je ne lui ai jamais rien prêté.*

Voilà donc, Monsieur, la fourberie du Gazetier bien constatée. Le seul homme qu'il ait cité, est celui qui le désavoue, le dément & le confond.

Vous parlerez-vous de ses autres accusations ? *Que les quêtes qui se faisoient pour les Pauvres à S. Germain étoient pour la Maison Professe de Paris : que j'ai béni des Portraits, des Livres de Cantiques, après un discours où j'ai établi la nécessité presque indispensable d'en être pourvu :* Toutes faussetés plus méprisables les unes que les autres. Je ne me mêle point dans les Missions, des quêtes qui s'y font pour les Pauvres; je ne me mêle pas non plus du négoce des Marchands qui vendent des Chapelets & des Crucifix, si ce n'est pour empêcher que sous prétexte de la bénédiction on ne les vende à un plus haut prix; & je ne fais la bénédiction des Croix que suivant l'usage de l'Eglise, & selon le Rituel Romain.

Mais le Nouvelliste n'en demeure pas là : il assure que j'ai *répété, & répété souvent, que je suis inspiré de Dieu, favorisé d'un commerce intime avec le Ciel, etc.* Il dit que, par un coup de Maître, après avoir prononcé les paroles de la Consécration du Pain, je me suis tourné vers le peuple avant l'élévation, pour assurer que je venois de voir J.C. descendre sur l'Hostie que j'avois consacrée. C'est ainsi qu'il veut me faire passer pour un parfait Visionnaire, pour un Illuminé, pour un homme à qui la tête a tourné absolument. Comment a-t-il osé hasarder une si folle imposture ?

Il suppose qu'il y a près d'un an que ce qu'il rapporte est arrivé. Si le fait étoit véritable, ceux qui sont si attentifs à examiner, si prompts à saisir, si ardens à publier tout ce qui peut nous être contraire, eussent-ils manqué d'en faire dans le tems le plus prodigieux éclat ? On n'en a rien dit jusqu'ici, parce que la Fable n'étoit pas encore imaginée. Aujourd'hui qu'elle vient d'éclore dans l'esprit du Gazetier, il rougit pas de la répandre dans tout le Royaume.

Il trouve mauvais que j'aie parlé de l'Enfer : il prétend que c'est jeter les les ames dans le désespoir. Faudra-t-il donc pour lui plaire que j'oublie cet article de notre religion, si souvent inculqué par Jesus-Christ même dans l'Evangile ? Quoi je verrai tant d'ames que les crimes les plus honteux entraînent vers ce terme funeste; & je ne les arrêterai pas sur le penchant du précipice ! & ie ne leur ouvrirai pas les yeux sur le sort déplorable qu'elles se préparent !

Mais ces vérités terribles, les ai-je jamais annoncées, sans les adoucir par le souvenir consolant de la miséricorde de Dieu ? N'ai-je pas enseigné avec l'Eglise, que Dieu veut le salut de tous les hommes; que Jesus-Christ a versé son sang pour tous; qu'il ne commande jamais l'impossible; qu'il nous offre tous les secours qui nous sont nécessaires; que c'est notre faute si nous abusons de ses grâces; qu'il ne tient qu'à nous d'y correspondre & de ne pas périr ? Je ne vois pas ce qu'il y a dans ces principes qui puisse désespérer personne. Au contraire, je n'y vois rien qui ne console, & qui n'anime à faire avec la grace tous les efforts pour vivre chrétiennement.

Mais le Gazetier vouloit absolument détourner les Fidèles d'entendre mes instructions. Il falloit donc leur en inspirer de l'éloignement par le mépris dont il vouloit me couvrir, & donner de l'horreur de moi par les faits controvés qu'il présentait au Public. Dieu n'a pas permis que l'effet répondit à ses criminelles espérances.

C'est encore dans cette vûe qu'il cherche à jeter du ridicule sur la piété des personnes vertueuses, qui sont venues m'entendre dans le cours de la Mission.

Ce que je conclus de tout cela, Monsieur, c'est qu'ayant démontré, comme je viens de le faire, la fausseté des imputations du Gazetier, & en particulier

de l'histoire sur laquelle il a le plus insisté; l'ayant convaincu à cet égard de mensonge, par le témoignage de celui même qu'il a cité dans son récit, il s'ensuit que cet Ecrivain reste atteint & convaincu du plus noir procédé, d'un procédé contraire aux loix divines & humaines.

Ce n'est pas que je ne lui pardonne de tout mon cœur tout le mal qu'il m'a voulu faire. Si je fais sentir ici l'énormité de sa conduite, c'est d'abord pour garantir le saint Ministère dans lequel j'ai l'honneur d'être employé, des sinistres impressions que tant d'impostures pourroient faire sur des esprits foibles. C'est en second lieu pour faire connoître au coupable lui-même ses excès, & lui en inspirer une salutaire horreur.

Puisse-t-il réfléchir en effet sur l'horrible métier qu'il fait ! Puisse-t-il songer sérieusement au sort qu'il mérite, & concevoir un peu de cette frayeur qu'il dit que j'inspire aux autres ! Qu'aura-t-il à répondre au tribunal de Dieu ? Comment justifiera-t-il ces atroces calomnies ?

Après tout quelque nombreuses & quelque étranges que soient les fautes de ce genre, la miséricorde de Dieu est infinie. Mais il doit sçavoir qu'il n'y a point pour lui de pardon à espérer, qu'il ne se soit efforcé de réparer le tort qu'il a fait, & qu'il n'ait rétracté toutes ses impostures. Je souhaite que l'esprit de vérité & de charité change ses dispositions; qu'il vuide son cœur de tout ce fiel dont il est rempli; & qu'il ôte à sa plume tout le poison dans lequel elle est trempée.

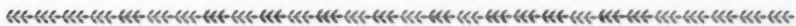
Unissez-vous à moi, Monsieur, pour demander au Seigneur cette grâce. Plus cet Ecrivain a besoin de l'abondance des miséricordes, plus nous devons les solliciter en sa faveur; plus il a voulu nous faire de mal, plus nous devons être ardents pour ses véritables intérêts.

J'ai l'honneur d'être avec respect,

MONSIEUR,

Votre très-humble & très-obéissant serviteur  
DUPLESSIS, de la Compagnie de JESUS.

A Paris, le 29. Juin 1745.



## Un Pensionnat à l'Hôpital-Général de Québec, 1725-1868

LOUIS-PHILIPPE AUDET

Présenté par EUGÈNE L'HEUREUX, M.S.R.C.

L'ÉDUCATION de la jeunesse, dans la colonie naissante, fut toujours l'une des principales préoccupations des évêques de Québec. Cette ville possédait, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, deux couvents pour l'instruction des jeunes filles, celui des Ursulines et celui des Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame. En 1725, les religieuses de l'Hôpital-Général de Québec ajoutaient, au soin des infirmes, la direction d'un pensionnat qui connaîtra de grands succès. En effet, le fondateur de la maison, Mgr de Saint-Vallier, écrivait à la Supérieure à cette occasion :

Nous jugeons convenable par ce qui est porté et permis par vos règles et constitutions, que vous vous appliquiez outre le soin des pauvres... à l'éducation des personnes de votre sexe. C'est pourquoi nous vous donnons pouvoir conformément à ce qui se pratique dans vos communautés de France, de prendre des pensionnaires, suivant le nombre des lieux que vous avez pour les loger et les personnes capables de les élever. Nous osons supplier les Ill. et les RR. évêques nos successeurs et confrères d'y donner leur agrément pour continuer de vous donner le moyen de vivre dans un pays si pauvre et si ingrat que celui-ci<sup>1</sup>.

Quel fut le rayonnement de cette nouvelle institution ? Quel programme y suivait-on ? Où les élèves se recrutaient-elles ? Quelles méthodes pédagogiques utilisait-on à cette époque ? Voilà quelques questions auxquelles nous voudrions répondre dans cette étude.

Tous les écrivains qui se sont intéressés à l'histoire de l'éducation au Canada se contentent d'une brève mention de l'Hôpital-Général et de son pensionnat : aucun, à notre connaissance, n'a consulté les archives de l'institution. Toutefois, les documents qui permettraient d'écrire une histoire complète de cette école sont plutôt fragmentaires ; les seuls papiers qui restent sont : 1) les « Annales » et les « Actes capitulaires de la communauté de l'Hôpital-Général » ; 2) le « Journal du pensionnat » (166 pages de texte) couvrant la période de 1835 à 1868 et une liste de toutes les élèves qui s'inscrivirent dans cette institution de 1765 à 1868 ; 3) un album de découpages de journaux ou revues pour les années 1840 à 1868<sup>2</sup>.

<sup>1</sup>Archives de l'Archevêché de Québec, Registre A, fol. 138, verso.

<sup>2</sup>Nous désirons exprimer ici notre gratitude à la T. Révérende Mère Supérieure générale de l'Hôpital-Général de Québec ainsi qu'à Mère St-Alphonse de Liguori, archiviste, pour leur obligeance à mettre à notre disposition les précieuses archives du pensionnat Notre-Dame des Anges, comme on l'appelait alors. Tous les renseignements qu'on trouvera dans cette étude ont été puisés à cette source.

## I. LES ELÈVES DU PENSIONNAT

La formule utilisée au pensionnat Notre-Dame des Anges — c'est ainsi qu'on le désignait — fut un peu différente de celle que nous connaissons aujourd'hui : en effet, le couvent n'admettait que des pensionnaires, les externes y étant inconnues. En quelques circonstances, cependant, on fit exception en tolérant des demi-pensionnaires.

Quelle fut la vogue de ce pensionnat sous le régime français ? Il est difficile de le préciser, car les archives sont à peu près inexistantes pour cette période de 1725 à 1865. Toutefois, les « Annales » de la maison et les « Actes capitulaires » de la communauté établissent, hors de tout doute, que le pensionnat a bel et bien fonctionné sous l'administration française.

Le 27 janvier 1727, à l'occasion de l'anniversaire du sacre de Mgr de Saint-Vallier, le Père de la Chasse avait composé des vers qui furent récités par des élèves du pensionnat, en présence du marquis du Beauharnais et de M. et Madame Dupuy; les jeunes filles choisies pour s'acquitter de cette tâche furent mesdemoiselles Françoise de Saint-Michel, Angélique Guillimin, Marie-Joseph Guillimin, Elisabeth Gatin, Charlotte Guillimin, Louise Cugnet<sup>3</sup>.

Le 6 décembre 1734, Mlles Marie-Madeleine de Louvière et Louise de Lotbinière sollicitent leur admission au Noviciat de la Communauté : après discussion de leurs cas au Chapitre, les « Actes capitulaires » notent : « Connaissant les dispositions dont elle est douée pour la vie religieuse [Mlle de Louvière] l'ayant depuis un an à nos pensionnaires, elle nous a parfaitement édifiées »; quant à Mlle de Lotbinière, le même document signale qu'elle est chez les pensionnaires depuis quelque temps<sup>4</sup>.

Le 2 septembre 1735, le Chapitre délibère au sujet de certaines transformations à exécuter dans la maison et l'on décide d'affecter une salle jusque là occupée par les pensionnaires pour les besoins du Noviciat<sup>5</sup>.

Des témoignages établissent péremptoirement que le pensionnat de l'Hôpital-Général de Québec dispensa l'enseignement sous le régime français. Le 12 février 1744, Mlles Félicité Hiché et Angélique de Boishébert demandent leur entrée au Noviciat : pour chacune, les « Actes capitulaires » rappellent qu'elles ont été pensionnaires durant quelques mois<sup>6</sup>; mêmes constatations pour Mlle de Lantagnac, le 2 octobre 1749<sup>7</sup>, Mlle Marie-Madeleine Ranaud, le 19 janvier 1752<sup>8</sup> et Mlle Charlotte St-Hubert, le 15 mai 1755<sup>9</sup>.

Les comptes du pensionnat pour cette période et celle qui suivit sont introuvables : il semble bien qu'ils ont été détruits lors de la fermeture en

<sup>3</sup> *Mgr de Saint-Vallier et l'Hôpital-Général de Québec* (C. Darveau, 1883), pp. 262-9. On trouvera, dans cet ouvrage, le texte intégral des vers composés pour exalter l'œuvre de Mgr de Saint-Vallier.

<sup>4</sup> « Actes capitulaires de la communauté de l'Hôpital-Général », 1699-1815 (214 pages manuscrites), p. 58.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 64.

<sup>6</sup> *Ibid.*, pp. 93-4.

<sup>7</sup> *Ibid.*, pp. 105-6.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 109.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 118.

1868. Toutefois, les documents cités sont suffisants, croyons-nous, pour établir l'existence de cette maison d'éducation avant 1760.

Aussitôt la paix rétablie dans la colonie, l'institution reprend son essor : de 1765 à 1800, c'est-à-dire pour une période de 35 ans, elle accueillera 288 élèves. Avec le début du XIX<sup>e</sup> siècle, les pensionnaires se font encore plus nombreuses puisque, pour les 35 ans qui vont de 1800 à 1835, on comptera 411 pensionnaires. Enfin, durant les 33 dernières années de son existence, de 1835 à 1868, le pensionnat dispensera l'instruction et l'éducation à 962 jeunes filles. En résumé, de 1765 à 1868, i.e. durant 103 ans, 1661 élèves bénéficièrent du dévouement et de la formation dispensée par les religieuses de l'Hôpital-Général de Québec.

A partir de 1835, le mouvement des élèves suit une courbe ascendante, la plus forte inscription étant enregistrée en 1855, alors que l'on comptait 107 élèves dont 90 présentes à la fin de l'année scolaire. Le Tableau I donnera une meilleure idée de l'importance du pensionnat.

TABLEAU I  
ÉLÈVES AU PENSIONNAT DE L'HÔPITAL-GÉNÉRAL DE QUÉBEC

Année	Nombre d'élèves à la fin de l'année	Année	Nombre d'élèves à la fin de l'année
1835	15	1851	48 (58)
1836	33	1852	51
1837	41	1853	50
1838	45	1854	86
1839	40	1855	90 (107)
1840	57	1856	83 (91)
1841	59	1857	75 (94)
1842	62	1860	74 (80)
1843	48	1861	60 (89)
1845	51	1862	70 (90)
1846	66	1863	67 (77)
1847	83	1864	76 (85)
1848	63 (93)	1865	88
1849	55 (65)	1866	82
1850	50 (55)	1867	86

SOURCES : Archives de l'Hôpital-Général de Québec (AHGQ), « Journal du pensionnat ». Statistiques extraites du « Journal ». Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre total d'élèves inscrites durant l'année académique.

Un certain nombre de ces élèves étaient originaires de Québec ou des environs; plusieurs cependant venaient de régions plus éloignées. Pour l'année 1840, par exemple, on relève les lieux d'origine suivants : Québec, Beauport, Charlesbourg, Pointe-Lévi, Saint-Michel, Saint-Gervais, Trois-Pistoles, Cap-Santé, St-Roch des Aulnets, Sainte-Marie de Beauce, Sainte-Anne de la Pocatière, l'Islet, Saint-Thomas.

La grande majorité de ces pensionnaires étaient des Canadiennes françaises. A partir de 1847 cependant, on note la présence de quelques immigrantes irlandaises; l'une d'elles, Helen O'Reilly, après avoir suivi les cours de l'institution, s'offrira pour faire la classe anglaise et s'acquittera de sa tâche avec succès.

## II. LES PROGRAMMES

Le problème de la préparation des programmes et de la coordination de l'enseignement, qui retient l'attention des responsables de notre système scolaire depuis quelques années, ne semble pas avoir figuré dans les préoccupations des éducateurs au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Chaque école, chaque couvent laissait à ses professeurs la tâche de préparer ce programme qui prenait plus ou moins d'envergure selon la formation académique du titulaire. C'est ainsi qu'avant la nomination d'un surintendant de l'instruction publique et la création du Conseil de l'Instruction Publique, on verra souvent la liste des matières scolaires s'allonger démesurément, s'enrichir ou s'alourdir chaque année de nouveaux sujets d'études, chaque institution se faisant un point d'honneur d'enseigner ce que sa voisine n'avait pas encore inscrit à son programme. Le pensionnat Notre-Dame des Anges n'échappera pas à cette tendance généralisée.

En 1835, c'est-à-dire, dès la première page du « Journal », l'annaliste s'empresse de noter : « Les différentes sciences qu'on y a enseignées sont : lecture anglaise et française, écriture, grammaire, géographie, grammaire anglaise, arithmétique et Histoire du Canada. On a commencé aussi quelques ouvrages en leine [*sic*] qu'on a fini l'année suivante<sup>10</sup>. » En 1836, le programme s'accroît de la « géographie anglaise, de l'Histoire Sainte et de la broderie en perles et sur le point<sup>11</sup> ». L'année 1837 verra l'addition de « l'Histoire de France, de l'Histoire sacrée et des ouvrages [travaux d'artisanat] plus considérables ». Même remarque en 1838 : « On a enseigné de plus que les années précédentes le *General Knowledge*, la Moralité, la grammaire de Séguin, les coiffes en dentelles et la broderie sur la soie et en soie<sup>12</sup>. » L'arithmétique en anglais, le dessin et les ouvrages en chenilles viennent s'ajouter, en 1839, au programme des années précédentes.

Vers 1842, le programme général de l'institution paraît bien arrêté dans ses grandes lignes : le « *Journal du pensionnat* » donne, en effet, la liste de toutes les matières qui y figurent pour chacune des trois classes :

- 1<sup>ère</sup> classe ou des plus avancées*
- Grammaire anglaise et française
- Orthographe française et anglaise
- Nouvelle Histoire du Canada
- Géographie française et anglaise
- Physique, Sphère, Planétaire
- Définitions géographiques et astronomiques en anglais
- Météorologie
- Histoire romaine, universelle, d'Amérique et des principales inventions et découvertes
- General Knowledge*
- Rhétorique, composition française et anglaise
- Traduction française et anglaise
- Arithmétique dans les deux langues

<sup>10</sup>AHQ, « Journal du pensionnat », p. 3.

<sup>11</sup>*Ibid.*, p. 4.

<sup>12</sup>*Ibid.*, pp. 5, 6.

Ecriture, Dessin, Cartes géographiques  
 Musique vocale et instrumentale  
 Miniature et nouveau dessin au Thereum  
 Paysages et dessins à la craie  
 Ouvrages en laine, soie, chenille et fleurs en cire et autres  
 ouvrages de goût

*2<sup>e</sup> classe*

Histoire Sainte  
 Grammaire française et anglaise  
 Exercices d'orthographe français et anglais  
 Eléments de la Géographie, Géographie de l'Amérique  
 Histoire ancienne et moderne, Histoire de France  
 Mythologie  
 Composition française et anglaise, Thème anglais  
*General Knowledge*  
 Arithmétique, Ecriture, Musique  
 Dessins et fleurs, ouvrages unis

*3<sup>e</sup> classe ou des plus jeunes*

Lecture française et anglaise  
 Catéchisme  
 Première partie de l'Histoire sainte  
 Grammaire de Lhomond  
 Grammaire anglaise  
 Arithmétique et écriture<sup>13</sup>

Comme on le voit, les éducatrices d'il y a un siècle ne manquaient ni d'imagination, ni d'enthousiasme, ni de zèle; en 1846 cependant, on y ajoutera l'enseignement de l'histoire naturelle en anglais. On notera, dans ce programme, le souci de former le bon goût des élèves et l'encouragement donné aux travaux manuels propres aux jeunes filles. En 1846, la communauté engage M. Molt comme professeur de musique; il sera remplacé en 1853 par Ernest Gagnon. D'autre part, en 1855, une Sœur grise de Montréal vient enseigner aux maîtresses à « dorer à la colle ainsi que le dessin à la Grecque ». Quelques années plus tard, en 1862, les Sœurs du Bon-Pasteur de Québec donnent au pensionnat des « leçons de dessin monochromatique ».

Avec l'organisation du système scolaire dans la province du Bas-Canada, les religieuses de l'Hôpital-Général sentirent la nécessité de réformer quelque peu le plan général de l'enseignement : c'est ce qu'elles firent en 1863 de concert avec leur aumônier M. l'abbé Plante et M. l'abbé Sax. L'année scolaire fut partagée en trois cours, c'est-à-dire « que quelques matières devaient être constamment suivies dans le 1<sup>er</sup> trimestre, d'autres dans le second et d'autres dans le troisième, hors la grammaire et l'arithmétique qui devaient continuer toute l'année. On observa de réserver les matières les plus intéressantes pour la fin de l'année. On divisa de nouveau les classes, ce qui donna une 6<sup>e</sup> classe élémentaire. » Rappelons qu'à cette époque, le pensionnat accueillait de 80 à 90 élèves chaque année.

<sup>13</sup>*Ibid.*, p. 17.

L'annaliste de l'institution note, avec insistance, la grande vogue des arts d'agrément, tels que le dessin et la musique. Le prospectus ne manque pas de son côté de souligner cet enseignement : « L'institut n'exige qu'un chelin pour le dessin, mais les élèves doivent se procurer les choses nécessaires pour cet art. » On y annonce également des leçons sur le piano-forte et l'harmonium ainsi que sur l'accordéon.

L'examen attentif de ce programme permet de conclure que le niveau des études au pensionnat Notre-Dame des Anges était assez élevé : la première classe, qui était celle des finissantes, devait correspondre assez bien à nos classes primaires supérieures de onzième et de douzième années. On aura noté également l'importance que l'on donnait à l'anglais, la géographie et l'arithmétique s'enseignant dans cette langue aussi bien qu'en français.

### III. RÈGLEMENTS DU PENSIONNAT

L'examen des archives du pensionnat nous permet de faire d'autres constatations intéressantes, entre autre celle de la durée de l'année scolaire. Les vacances de deux mois et demi auxquelles nous sommes habitués aujourd'hui étaient inconnues à cette époque. En 1840, par exemple, l'année académique se termine le 27 août; deux semaines plus tard les élèves reprenaient leurs classes. On estima sans doute que ce congé était insuffisant, car en 1844, la distribution des prix a lieu le 25 juillet. Puis, graduellement, les vacances gagnent du terrain si bien qu'à partir de 1850, la clôture des classes est fixée dans les dix premiers jours de juillet; la rentrée, pour sa part, oscille entre le 25 août et le 3 septembre.

L'horaire, de son côté, nous apporte quelques surprises; en effet, on note dans le « Journal » pour l'année 1859 : « La classe qui jusque là avait toujours commencé à 7 heures a.m. fut remise à 8 heures. » Ce décalage d'une heure permet de consacrer cette période à l'étude, à la lecture et à la formation au style. Par les soins de deux aumôniers que se succédèrent durant ces années, MM. les abbés Bédard et Plante, la bibliothèque de l'institution s'enrichit régulièrement de nombreux volumes que l'on fait venir parfois de France.

Au chapitre des vacances, il semble bien que l'on avait l'habitude d'accorder quelques jours de congé au premier de l'an; cette coutume donna-t-elle lieu à certains abus ? Nous l'ignorons; quoiqu'il en soit, Mgr C. F. Baillargeon adressait, en 1858, une circulaire à toutes les communautés de Québec proscrivant « les vacances du Jour de l'An comme abusives et mêmes dangereuses pour les élèves ». Comme adoucissement à cette rigoureuse défense, il permettait une sortie le lendemain, de 7.30 heures a.m. à 4.30 p.m. avec mention que tout retard signifierait l'exclusion et le refus d'admission dans tout autre couvent. Nul doute que cette direction fut jugée très sévère et qu'elle modifiait passablement les usages établis : quelques années plus tard, en 1862, les élèves de la troisième classe française prenaient l'initiative d'écrire à l'évêque pour lui demander l'autorisation de sortir la veille du Jour de l'An et de ne rentrer que le lende-

main, faveur qu'elles obtinrent sans difficulté. Pour occuper les loisirs, plus nombreux à cette période de l'année, les pensionnaires prirent l'habitude d'organiser un bazar au profit des pauvres; cette entreprise connut toujours beaucoup de succès.

Au chapitre des règlements, signalons l'établissement du costume obligatoire en 1851. « L'uniforme est une robe de mérinos violet et une blanche pour les principales fêtes », note le prospectus; ajoutons que, durant l'été, les élèves devaient porter une robe en indienne de couleur rose !

La pension et l'enseignement coûtaient £15 par année; il y avait évidemment quelques extras. C'est ainsi que les élèves désireuses d'apprendre le dessin devaient payer un chelin, que les leçons sur le piano-forte et l'harmonium avec l'usage des instruments exigeaient £0-12-6, que les leçons sur l'accordéon coûtaient £0-5; 3 chelins par mois étaient requis pour le blanchissage et 2 chelins 6 deniers lorsque le lit était fourni par l'institut.

#### IV. L'EXAMEN PUBLIC

Le pensionnat Notre-Dame des Anges jouit d'une excellente réputation dans la région de Québec, réputation fondée sur le sérieux de son enseignement et les résultats pratiques de ses méthodes d'éducation. Ce rayonnement fut assuré pour une bonne part par certaines manifestations publiques, notamment par ce que l'on appelait à cette époque l'examen public. Cet examen avait lieu à la fin de chaque année scolaire et réunissait au pensionnat l'élite intellectuelle de la ville de Québec.

Ces séances publiques furent inaugurées en 1835 : le programme comprenait une pièce de théâtre en français ou en anglais, une exposition des principaux travaux de l'année et un examen oral sur les principales matières qui formaient le programme, examen qui durait souvent toute la journée. Les succès des élèves étaient récompensés par des prix de plus en plus nombreux offerts par l'aumônier de l'institution.

En feuilletant le « Journal du pensionnat », on relève par exemple en 1836, la représentation du drame *Joseph*, en 1837, *l'Histoire de Judith*, en 1838, *Athalie*, en 1839, le drame de *Félicie, l'orgueilleuse*, en 1840, un drame en anglais dont le titre n'est point indiqué et le drame de *Anna; ou, La Demoiselle de compagnie*, en 1841, le drame de *La Fiancée de douze ans*. Cette coutume entraînait vraisemblablement beaucoup de travail supplémentaire aux maîtresses et aux élèves : les « Annales » de l'institution nous apprennent, en effet, qu'en 1862, Mgr Charles-François Baillargeon supprima la représentation de pièces dramatiques aux examens de fin d'année dans tous les pensionnats.

Cette séance solennelle attirait chaque année un public fort distingué à la tête duquel se trouvait l'évêque de Québec ou son auxiliaire, le maire de la ville et une trentaine d'ecclésiastiques. L'occasion était excellente pour faire une exposition des travaux artistiques ou d'artisanat exécutés durant l'année académique. On en profitait aussi pour faire subir aux jeunes demoiselles un examen public. Le 26 août 1841, le « Journal » note que les

élèves furent interrogées sur la sphère, le planétaire, la météorologie, sur l'histoire des principales découvertes et inventions et sur l'histoire universelle.

Cet événement considérable avait ses répercussions dans la presse comme on le verra bien par le texte qui suit, en date du 15 juillet 1847 :

Hier, écrit le journaliste, ont eu lieu les examens des demoiselles élèves de l'Hôpital Général devant un concours nombreux de membres du clergé, de dames et de messieurs. Les élèves ont été interrogées sur les branches les plus utiles de l'éducation et nous avons admiré l'aplomb et la fermeté avec lesquels elles ont toutes, sans exceptions, répondu aux diverses questions qui leur furent adressées dans les deux longues séances. L'enseignement des dames religieuses de l'Hôpital Général nous semble parfaitement adapté aux besoins du pays. Les brillants succès dont sont couronnés leurs intelligents efforts témoignent assez de l'excellence de leur méthode...

Nous devons dire que la prononciation du français et de l'anglais est parfaitement pure et soignée, exempte toutefois d'une recherche ridicule. Les tables étaient chargées d'une profusion d'ouvrages qui témoignent de la grande activité des jeunes élèves, du goût et de l'attention que leur portent leurs dignes maîtresses. On a dû certainement admirer les nombreux cahiers d'écriture simple et ornée, les morceaux de composition française et anglaise, les cartes géographiques, les dessins de fleurs et de paysages, etc. les fleurs artificielles, les broderies et les mille autres objets qui servent à donner de l'adresse et du goût aux jeunes personnes.

Mais tout l'auditoire a surtout remarqué, avec satisfaction, que les murs étaient ornés d'ouvrages de couture et autres exécutés par les élèves mêmes, tels que vêtements d'enfants, schales [*sic*] élégants, parfaitement travaillés, etc. qui témoignent suffisamment que les directrices de l'institution, tout en ornant l'esprit des demoiselles confiées à leur soin, ne négligent point les connaissances indispensables à de futures mères de famille.

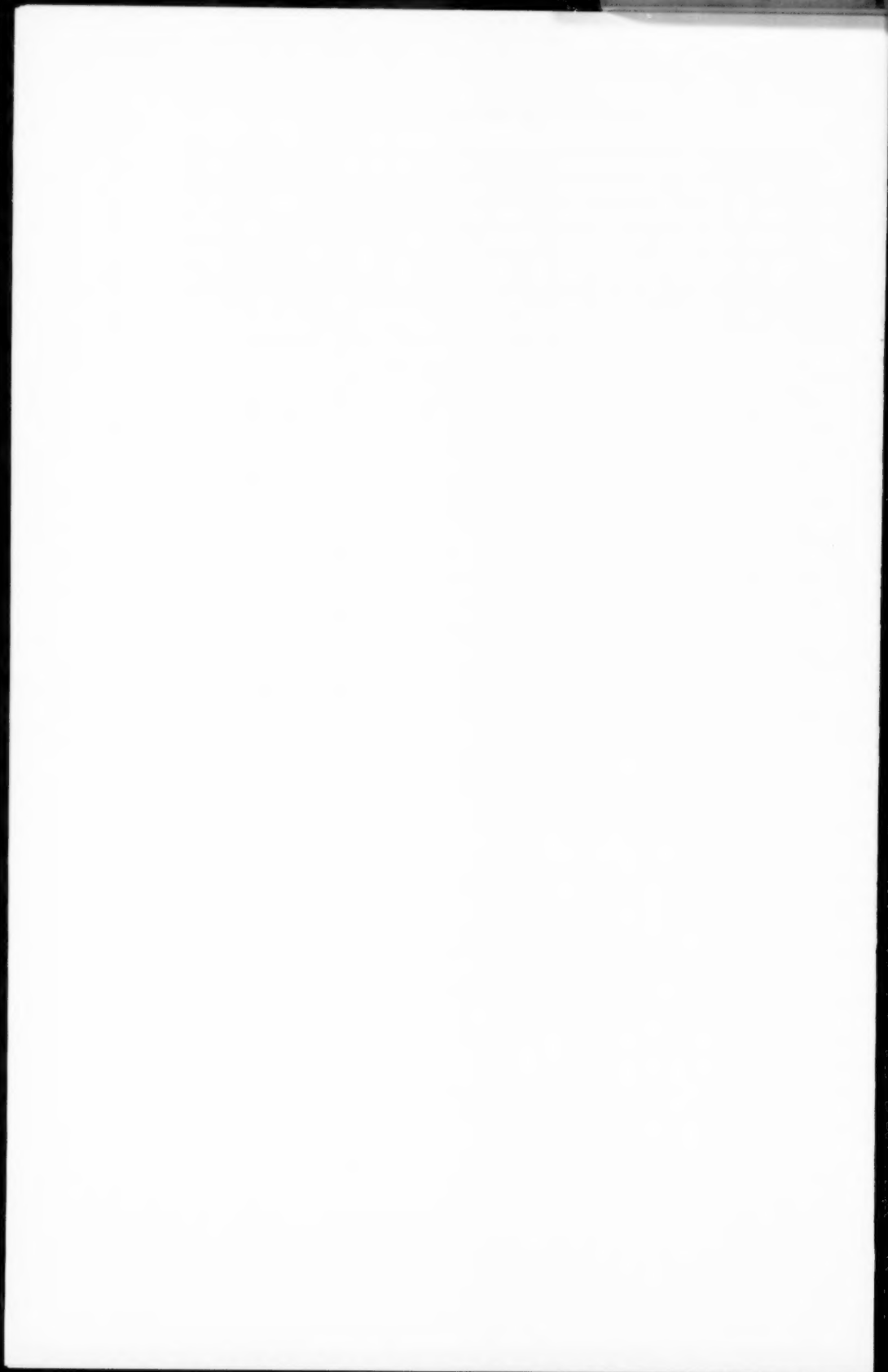
Nous ne devons pas oublier de mentionner que l'analyse grammaticale, cette pierre de touche du sain enseignement de la langue française et de l'intelligence des élèves est portée à un très haut degré de perfection. Les élèves ont analysé un grand nombre de phrases [*sic*] choisies au hasard avec une vivacité et une exactitude dont ceux qui les interrogeaient sur ce point n'eussent peut-être pas été capables<sup>14</sup>.

Telle fut l'histoire du pensionnat Notre-Dame des Anges dirigé par les religieuses de l'Hôpital-Général de Québec. Fondé à une époque où les maisons d'enseignement se faisaient rares, il rendit de grands services à la population de Québec et des paroisses avoisinantes. Il contribua largement à former la jeunesse féminine et à préparer, pour les foyers canadiens, d'excellentes mères de famille. Il servit également de pépinière pour les vocations religieuses car plusieurs élèves, au sortir du pensionnat, embrassèrent la vie de dévouement de leurs maîtresses ou se dirigèrent vers d'autres communautés.

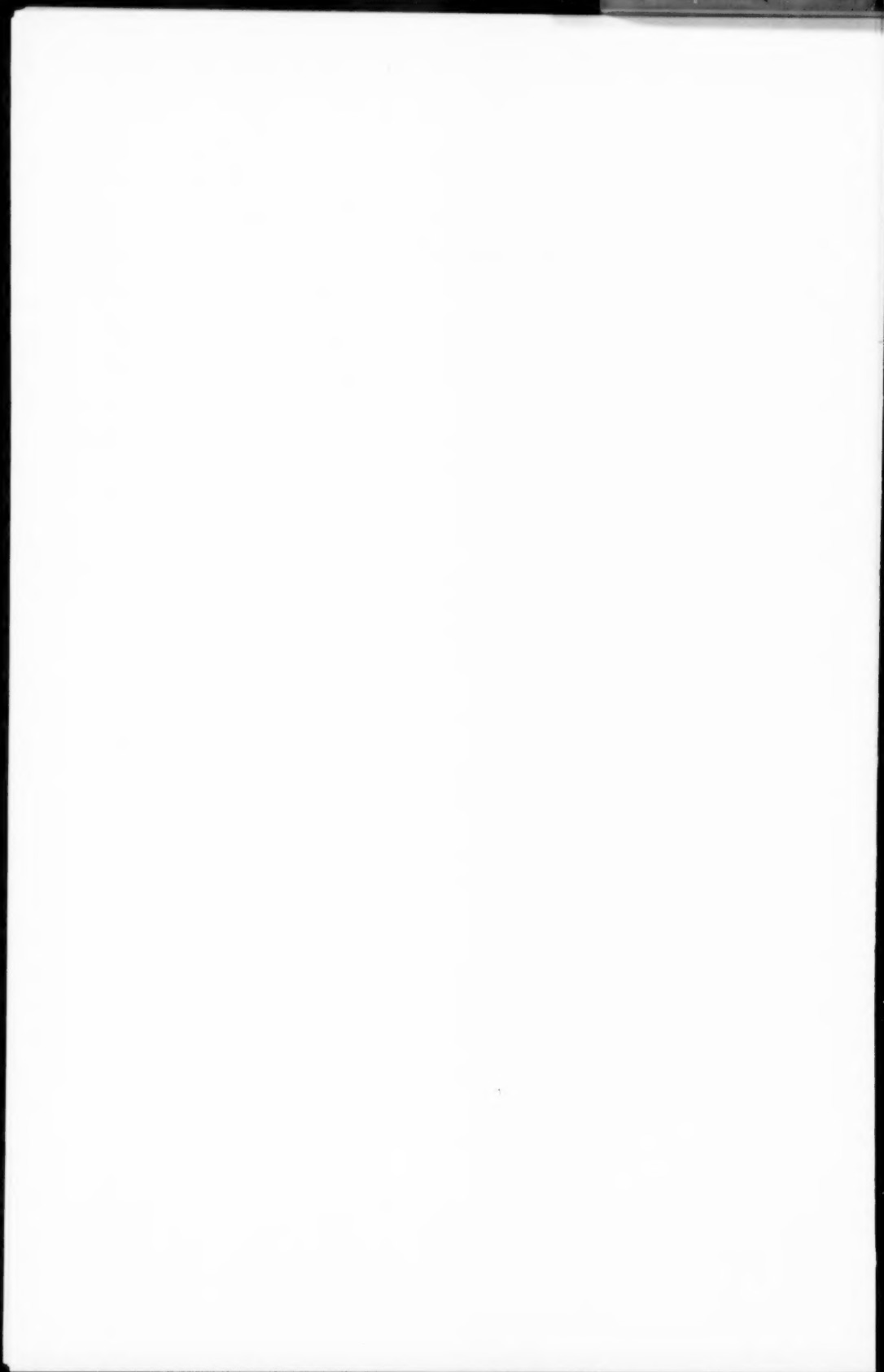
L'institution dut fermer ses portes en 1868 parce qu'elle s'écarterait du but premier de la communauté : l'hospitalisation; d'ailleurs, Mgr de Saint-

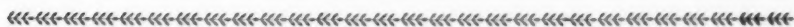
<sup>14</sup>Il nous a été malheureusement impossible de déterminer dans quel journal ou revue ce compte-rendu fut publié; aucune mention n'en est faite au cahier des découpages conservé aux archives de l'Hôpital-Général.

Vallier n'avait permis l'ouverture du pensionnat en 1725 que pour donner aux religieuses « le moyen de vivre dans un pays si pauvre et si ingrat que celui-ci » ; en 1868, la situation financière de l'Hôpital-Général était devenue très précaire en raison des dépenses occasionnées par le pensionnat qui ne pouvait plus se suffire à lui-même. L'archevêque de Québec en ordonna alors la fermeture. Pour tous les services rendus à la jeunesse durant près d'un siècle et demi, l'Hôpital-Général avait bien mérité de la patrie canadienne.



## SECTION II





PRESIDENTIAL ADDRESS

The Threat of Over-Population

D. A. MacGIBBON, F.R.S.C.

IN 1798 Malthus wrote his famous *Essay on Population* to disprove Godwin's contention that mankind could look forward to continuous progress in the direction of welfare and happiness if the institutions of society were radically changed. Against this view Malthus contended that nature was comparatively sparing in providing nourishment for the human race and that population had increased and would always tend to increase until it was only held in check by want of food operating through the natural correctives to over-population: malnutrition, vice, epidemics, famine, and war.

The extraordinary bitterness with which this doctrine was received stimulated Malthus to become a student of the conditions which control the growth of population. During his lifetime he published six editions of the *Essay* emended, amplified, and enriched by the results of his investigations and reflections upon the subject. In deference to violent criticism Malthus conceded that in addition to the checks already mentioned another check could be effective, namely, moral restraint. This concession logically destroyed his theory as an elucidation of an inevitable law of nature. But while making this concession Malthus continued to believe that the vast masses of society were incapable of adopting a preventive attitude. He took a gloomy view of the future of human society holding that throughout its broad foundation misery and vice would always prevail.

Malthus gave little weight to the effects of emigration. While useful as a temporary and partial expedient it would prove to be, he held, only a slight palliative for redundant population. He also underestimated the magnitude of changes likely to be produced by scientific progress although the law of diminishing returns, upon which his theory rested, was valid only for a given state of the arts.

In the second half of the nineteenth century the Malthusian menace appeared to recede. The revolution caused by science and technology in agriculture and industry changed the picture. Rail transportation and steam navigation were only getting under way during Malthus' lifetime and cheap freights presently opened up to Europe the vast resources of North and South America and the Antipodes. At the same time they made available great areas of fertile soil for settlement. Between 1821 and 1932 around 60 million people left the shores of Europe to establish homes in the New

World.<sup>1</sup> Nevertheless the population of Europe increased from 266 million in 1850 to over 400 million in 1900, and, in spite of the great increase in numbers, the fact was indubitably established that for the masses in the Western world the standard of living had definitely reached a higher level. The law of increasing misery so confidently proclaimed by Karl Marx appeared to be on its way into the discard. Popular opinion accepted the view that Malthusian doctrines had been definitely disproved.

Meanwhile, a new development had made its appearance. With the increase in welfare the birth rate began to fall in England, the Netherlands, Germany, and Scandinavia.<sup>2</sup> By 1900 a continuing trend of declining birth rates was noticeable over all western Europe as well as in the United States and Australia. Combined birth rates were approximately 32 per 1000 of population per year in 1870 and by 1940 had fallen to 20. The significance of this trend was that it challenged one of the fundamental postulates of Malthus. Moreover, a declining birth rate held out the possibility that in the Western world births and deaths might balance off in the not too distant future and that population might become stabilized at a level which permitted a high standard of living.

Two explanations for the decline in the birth rate have been propounded. Herbert Spencer had deduced declining fertility from the simple law of differentiation, holding that as the human species increased in weight and evolved in structure the rate of multiplication would decline. However, though admittedly there has been little biological research in this direction, there is nothing to substantiate the idea that an automatic slowing of population will solve all problems through some mysterious "natural" process.<sup>3</sup> The British Royal Commission on Population, reviewing the evidence on the limitation of families and human fertility, concluded that "present day couples in Britain would not find it impossible to have families as large as those of Victorian times if they wished to do so."<sup>4</sup>

The other explanation runs in terms of birth control. Malthus, in his attachment to traditional morality, looked upon artificial means of birth control as a form of vice. Others in England, however, such as John Stuart Mill, regarded birth control as the logical answer to Malthus' conclusions. Propaganda in favour of birth control encountered much opposition from the beginning, but in spite of the fact that it has been strongly opposed both on religious grounds and on that of national interest, lower birth rates have become prevalent among an increasing proportion of the population of the Western world. It is well established that a significant correlation exists between a high standard of living in urbanized communities and low

<sup>1</sup>W. S. Woytinsky and E. S. Woytinsky, *World Population and Production: Trends and Outlook* (New York: Twentieth Century Fund, 1953), p. 69.

<sup>2</sup>*Ibid.*, p. 141.

<sup>3</sup>*World Population and Future Resources: Proceedings of the Second Centennial Academic Conference, 1951*, ed. Paul K. Hatt (New York: American Book Company, 1952), p. 37.

<sup>4</sup>Royal Commission on Population, Cmd 7695 (1949), p. 31.

fertility rates. Whether the reduced rate derives from biological factors, as Spencer suggested, or whether it represents a deliberately chosen course of action arising out of complex social considerations cannot be inferred directly from the statistical record, but it is commonly accepted that it is to be attributed chiefly to artificial methods of birth control.

During the interwar period until nearly the end of the thirties the birth rate continued to decline. In the United States the decline was welcomed since it was believed that the population of the United States would reach a peak around 165 or 175 million with a continuance of a high standard of welfare. Not so in Great Britain where the government became perturbed lest declining population, arising from a reduced birth rate, would impair England's international standing. In 1944 a Royal Commission was appointed in the United Kingdom "to consider what measures if any should be taken in the national interest to influence the future trend of population." Earlier a similar enquiry had been instituted in Sweden and the Swedish example was followed by Denmark and Finland.

The advent of war disturbed the trend of the birth rate and it was foreseen that there would be a rise in the rate for several years after hostilities ceased. When the census returns for 1950 and 1951 were available it became clear that the increase in population in western Europe and the United States could not be accounted for solely upon this basis. A distinct trend towards a higher level was discernible. In the United States, demographers were rather slow to grasp its significance since it upset their forecasts and ran contrary to their convictions of an early balance being achieved. The annual birth rate in the United States per 1000 of population in 1940 was 19.4, in 1950 24.0, having reached a peak in 1947 of 26.1.<sup>5</sup> The United States Census Bureau estimates the present population at 163 million and now foresees an increase to around 212 million by 1975. In Canada in 1940 the annual birth rate was 21.5 per 1000; it reached its highest point in 1947 at 28.6 and then, declining slightly, stood at 27.0 in 1950.<sup>6</sup> In Great Britain and the Continent higher rates were also reported. Though it is not expected that the present rate of population growth will be fully maintained in Britain, the cautious hope is expressed that the birth rate will be higher than in the pre-war period.

The rate of natural increase is the annual surplus of births over deaths. Hence changes in the mortality rate must also be taken into account in calculating the net effect of a falling or rising birth rate. In Britain the death rate began to fall around 1775 and in the Western world from the beginning of the nineteenth century the rate steadily declined decade by decade. The principal causes of this decline were increasing food supplies, improvement in the techniques of public health, and the really great advances in medical knowledge. The benefits of the latter have extended beyond the Western world and have led to the reduction of epidemics and of

<sup>5</sup>J. S. Davis, *Journal of Political Economy* (Oct., 1953), p. 311.

<sup>6</sup>*Canada Year Book*, 1952-3, p. 185

certain diseases endemic in under-developed countries. All this has worked out to raise the annual rate of increase of population on a global basis.

In 1950 the population of the world was estimated at 2,400 million, an increase during the last decade of 230 million of which Europe contributed 16 million and North America 23 million. The really great increase occurred in Asia, where the population rose by approximately 116 million. The annual global increase is now considered to be somewhere between 26 and 32 million, and according to the latest estimates world population has topped the 2,500 million mark. Needless to say these figures are estimates with quite possibly a large margin of error. The Department of Social Affairs of the United Nations recently pointed out that "any one who attempts to make a world-wide analysis of population trends or even to determine the size of the world's population is faced with a formidable problem of inadequate statistics." In areas containing about 40 per cent of the total population, population size can be determined only very roughly.<sup>7</sup> "The hazards of predictions concerning the future are much greater; not only can the future course of events deviate from current expectations, but even the trends prevailing at the present time may be misjudged."<sup>8</sup> Subject to these warnings a quite conservative estimate places the probable net increase in world population between 1950 and the year 2000 at around 850 million,<sup>9</sup> giving a total at the later date of over 3,250 million. Variations between the figures of careful individual estimates occur, but there is substantial agreement among demographers that the total is at least in the above order of magnitude.

The problem is how to provide sufficient food during the next 50 years for an additional population roughly equal to five times the present population of the United States and Canada combined. Geographers, economists, and agricultural experts approach this problem by a study of the earth's resources and how they may be utilized to the fullest degree. On the other hand, demographers approach it from the standpoint of the growth of populations and the conditions under which the rate of increase may be controlled and caused to slacken. It is interesting to observe that the first group in effect concentrates upon the Malthusian thesis that population tends to outrun food resources and exhibits the greatest sense of urgency of the dangers of the present situation. Demographers tend to minimize the risk of over-riding population. Their contention is that a solution is conceivable on the basis of scientific and technological progress combined with educational efforts to encourage birth control. Taking a long view they hold that urbanization in under-developed countries, arising from industrial

<sup>7</sup>United Nations, Department of Social Affairs, *World Population Trends, 1920-47* (1949), p. 1.

<sup>8</sup>United Nations, Population Division, *World Population Conference, Rome, 1954: Framework for Population Estimates, 1950-1980, by World Regions*, p. 1.

<sup>9</sup>Woytinsky, *World Population and Production*, p. 259.

expansion, will ultimately prove effective in slackening the birth rate. On the whole, demographers rather slide over the problems of the intermediate period while such a development is in process.

Those who study the resources of the globe accept the assumption that there are limits to the earth's resources beyond the power of man to expand and point out that during the last 150 years especially, mankind has spread more densely over all parts of the earth so that there are now no great new areas available for exploitation. They are frankly alarmed at the impending situation. In the present era natural resources are being used up at such a prodigious rate and with such short-sighted wastefulness, that today we are confronted with a contracting agricultural potential with erosion, deforestation, over-grazing, and soil exhaustion as the active agents. Erosion alone is causing an estimated loss of 13 million acres of productive land each year.<sup>10</sup>

Nor does it appear that the comparatively undeveloped continents of South America and Africa afford much promise of relief. South America offers the most interesting possibilities of additional food supplies, but at the present time South America is growing in population at a faster rate than any other continent. Nor does investigation of the vast undeveloped valley of the Amazon hold out much prospect of its becoming a great future food reservoir.<sup>11</sup> The inner basin alone contains a million square miles, but the soils are badly leached by equatorial rains and the dense forests subsist upon the humus produced annually by rotting vegetation. The few cities within its borders have to import much of their food and the present problem is how to support a population of two million of which approximately one-half are classified as engaged in agriculture.

The continent of Africa presents its own difficulties: erosion, deficient rainfall, and the tsetse fly have all to be conquered. The grandiose scheme of cultivating a large area for ground nuts to supply vegetable oils embarked upon by Great Britain at a cost of £30 million foundered on the peculiarities of African clay and the irregularity of rainfall. Wherever sparsely settled areas exist in the world they are on marginal lands requiring heavy expenditures of labour and capital to bring them into greater economic yield. This is one of the problems facing Russia in developing Siberia.

The most favourable prospect for increased food supplies rests upon the improvement of farming methods in cultivated areas by the use of fertilizers, by improvements in the quality of plants and animals through genetics and by the extension of irrigation. For what it is worth some experts claim that a highly intensive use of the world's agricultural resources would make possible the production of food supplies sufficient to support from five to six billion people. Optimistic estimates of this nature lack the factual and theoretical foundation that would make them convincing. As Warren

<sup>10</sup>Sir James Scott Watson, addressing the Agricultural Institute of Canada, June 23, 1954.

<sup>11</sup>Fairfield Osborne, *The Limits of the Earth* (London: Faber & Faber), p. 95.

Thompson, Director of the Scripps Foundation for Research in Population Problems, points out: "We dare not speak without qualification of world resources and capital as though there were a single pool 'which can be drawn upon to produce food supplies' as a single economic entity."<sup>12</sup> The rampant nationalism of our day makes it unlikely that the really free exchange of goods and services between countries is on the eve of taking place.

Improvement in agricultural methods implies continued advance in scientific discoveries and technology and the accumulation of sufficient capital to finance research, training, increased mechanization, the use of fertilizers, and the construction of irrigation works wherever possible. With better organization of agriculture, productivity could be increased with less numbers employed. Fragmentation of land in countries where the peasantry form the majority of the population creates disguised unemployment and this labour surplus could be drawn off for industrial purposes.<sup>13</sup> It is by such means that the operation of the law of diminishing returns might be held in abeyance and the possibility of maintaining productivity per head created. Such a process would require time. It is somewhat rash to presume that it could take place in a relatively short period. The difficulties involved discount rather heavily optimistic estimates that a volume of food sufficient to meet the needs of the prospective increase of population can be produced within the next 50 years. It is very likely that on the continent of Asia and elsewhere the Malthusian checks will continue to operate in all their nakedness. Nevertheless, the greatest possibility of delaying an acute global crisis in food supplies for some decades at least lies in scientific progress and in the resolute employment of methods of conservation. A programme of this sort could provide a breathing space but the breathing space would be short. "The bird of time hath but a little way to flutter and the bird is on the wing."

In their study of the problem of the growth of population, demographers find it convenient to distinguish three types of society. The first type is composed of countries with high birth rates and high death rates. The nations of Europe before the advent of industrialism would fit into this category and present-day examples are to be found in the countries of South America, Asia, and Africa. The second is countries with low birth rates and low death rates. The significant feature here is that the trend of the birth rate is downward. This phase has been broadly characteristic of the countries of western Europe and of the United States. Such countries are said to be in the stage of incipient decline. The third type is made up of transitional populations marked by a conjuncture of high birth rates and low death rates. This means a rapid rate of natural increase and distinguishes countries moving from an agricultural economy into industrialism.

<sup>12</sup>*World Population and Future Resources*, p. 13.

<sup>13</sup>Ragnar Nurkse, *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries* (Oxford: Basil Blackwell, 1953), p. 52.

Japan is now well advanced in this evolution; Russia and Canada are in mid-stream; India is vigorously endeavouring to promote such a change.

In general demographers acknowledge that the trend of world population growth in any precise terms is unpredictable. At the present time "all that can be said is that for the world as a whole a very large increase in numbers between 1950 and 2000 seems to be likely."<sup>14</sup>

The problem of excessive population centres in those countries which have entered upon the transitional stage of evolution or are on the eve of doing so. These include the great countries of Asia with their vast numbers, 52 per cent of the world's population. There is also Russia. Despite a very high birth rate Russia continues to employ official measures to promote the growth of large families. With a reported population of 212 million it is estimated that the 300 million mark will be attained in the next 50 years. Khrushchev is reported to have said recently "If we could add just another 100 million to our 200 million even that would not be enough."<sup>15</sup> These countries are strongly nationalistic, Russia and China being dominated by the Communist mystique with its intransigent doctrine of world conquest. It is claimed that countries with very low standards of living offer fruitful soil for the growth of communism. More correctly they offer fruitful soil for any ideology that they believe will lead to a marked betterment in their conditions. The problem, therefore, becomes how living standards can be improved in these countries on the basis of a satisfactory balance between resources and numbers.

The Western powers have rather uncritically assumed that the pattern of development which distinguished the transition of western Europe and the United States from agricultural to industrial urbanized societies can be quickly reproduced in the East. The characteristic features of Western development included the gradual accumulation of capital goods, industrialization, a rising standard of living, and ultimately a fall in the birth rate. Current opinion strongly favours promoting the rapid industrialization of under-developed countries with these ends in view. But the conditions are so different today from what they were a century ago that the assumption that this sequence can be smoothly and expeditiously engineered is highly questionable. Western development during the nineteenth century was carried on without undue strain by the exploitation of the New World. In contrast the present problem in the East relates to communities with populations of such high density that the people subsist only by cultivating the soil very intensively: to extract additional supplies of food from it would require colossal expenditures for mechanization, fertilizers, and irrigation works to make available adequate supplies of water. The present standard of living is so low in parts of the Asiatic sub-continent that even the demographic experts do not fully understand how the populations of India

<sup>14</sup>Ian Bowen, *Population* (Cambridge: University Press, 1954), p. 37.

<sup>15</sup>Quoted in the *Eastern Economist* (Jan. 21, 1955), p. 86. See also Lord Boyd Orr, *The White Man's Dilemma* (London, 1953), p. 56.

and Pakistan on balance could increase from 306 million in 1921 to 438 million in 1951.<sup>16</sup>

The immediate problem of increasing population presents two aspects: first, the possibility of adding significantly to food supplies for over one-half of the rapidly increasing human race, and second, the impact of a rise in the standard of living on the rate of natural increase. The concept "standard of living" lacks precision but it implies something more than a bare minimum of existence, such as adequate health and medical services, opportunities for education, and a share in the amenities of life.

When freedom from want for all men was promised by the Atlantic Charter it was suggested that a world food policy would be the best way to fulfil this promise. The Food and Agricultural Organization was instituted with the objective of increasing food supplies to put an end to hunger and malnutrition. Largely as a result of its activities, the food situation of the world has been widely investigated since 1945. Conferences, official reports, and individual studies have kept the subject before the public. In fact, on various angles of interest, there is a veritable spate of literature coming from the presses, much of it of a highly alarmist nature.

As evidence of the urgency of the problem it is widely stated that two-thirds of the world's population are under-nourished or have a diet which is not adequate to prevent deficiency diseases. Nutritionists are in substantial agreement about a proper food standard in terms of calorie intake, proteins, etc., but the importance of such influences as age, body weight, activity, and climatic environment upon food requirements has not been worked out. The FAO reports that practically all of Asia, as well as Italy, Mexico, Egypt, South Africa, the West Indies, and other countries afford evidence of nutritional imbalance.<sup>17</sup> The criticism has been made that FAO, with a view to awakening the public to the gravity of the situation, has rather overdrawn the picture but it is quite clear that vast numbers of people in the world are chronically under-nourished.<sup>18</sup>

One aspect of the situation deserves particular emphasis. The high standard of living enjoyed in Western countries rests upon a lavish flow of commodities which ultimately depend upon available natural resources other than food. Experts, who survey the diminishing supplies of natural resources, fear grave shortages of certain essential minerals, lumber, coal and oil, water for industrial purposes as well as of organic products which are indispensable elements in the complex processes of modern industrial production. Geologists remind us that our high standard of living rests upon a "massive iron base." Up to the present these demands have been met by the more effective utilization of supplies, the use of substitutes, and the discovery of new sources for exploitation. Successes in chemistry have led to

<sup>16</sup>Kingsley Davis, *The Population of India and Pakistan* (Princeton University Press, 1951), p. 27.

<sup>17</sup>M. K. Bennett, *The World's Foods* (New York: Harper & Brothers, 1954), p. 206.

<sup>18</sup>*Ibid.*, p. 189.

the creation of new products in plastics and fibres. Atomic power is opening up new vistas in the supply of energy. Energy is a key factor in industrial production and larger supplies of energy will undoubtedly have an influence upon food supplies. For instance, in the production of nitrogen for use as fertilizer, approximately five tons of coal are needed for the fixation of one ton of nitrogen.<sup>19</sup>

An industrial programme of vast scope would be needed to provide goods to raise the standard of living among the depressed peoples of the East. Estimates of the volume of products required are stated in astronomical figures. It has been calculated that to bring the population of China up to American standards would entail an outlay nine times as great as that already made in the United States. Another estimate, by United Nations experts, is that "to raise the income per head of the population of all under-developed countries by 2 per cent an annual investment of \$14,000 million from outside countries would be needed."<sup>20</sup> Thus the task of eliminating want in the world is one of appalling magnitude and brings into question our supplies of natural resources of all kinds. Unless the growth of population declines, the Malthusian checks will continue, for a period at least, to operate with increasing severity in various parts of the world.

Two plans for raising the standard of living of the peoples of under-developed countries are Truman's Point Four and, on a more limited scale, the Colombo Plan. The principal feature of each is aid in expanding agricultural and industrial production, combined with efforts to provide better hygienic services. At the present time the Western world is providing financial aid of about \$5,000 million annually. The influx of substantial amounts of capital for these purposes to under-developed countries with dense population creates a dilemma that up to the present has not been solved: with an increase in production and with better medical services the death rate falls quickly, but meanwhile for a lengthy period of time the high birth rate remains practically unaffected. The net result upon the rate of natural increase is a sharp rise in total numbers. As a result, population pressure is not likely to be lessened quickly, but to increase, with large numbers of people continuing to die early or to exist under conditions of abject poverty and misery.

A capital example of this sequence, following an influx of capital, is presented by the experience of the island of Puerto Rico. Puerto Rico came under the suzerainty of the United States in 1898. In the interval American money has been poured into Puerto Rico. "It has been estimated that since 1898 the people and the government of the United States have expended over one billion dollars on the island."<sup>21</sup> The population has doubled but

<sup>19</sup>Sir John Russell, *World Population and World Food Supplies* (London: George Allen & Unwin Ltd., 1954), p. 65.

<sup>20</sup>M. Poniatowski, *L'Avenir des pays sous-développés* (Paris: SEFI, 1954), p. 35.

<sup>21</sup>Robert C. Cook, *Human Fertility: The Modern Dilemma* (London: Victor Gollancz Ltd., 1951), p. 31.

living conditions are now worse than when the United States took over. Another example drawn from American experience is the Philippines. America's postwar aid to the Philippines in six years absorbed \$760 million but is considered to have failed in "laying the local foundations of durable economic development."<sup>22</sup>

In the opinion of Sir John Russell, Japan presents the most serious food problem of any country in Asia.<sup>23</sup> In 1880 the population of Japan was around 37 million. In 1950 the population was placed at 83 million. The increase between 1940 and 1950 alone has been computed at over 10 million.<sup>24</sup> Balked in her efforts to expand on to the Asiatic mainland, Japan is now desperately considering how she can restrain her growth. Birth control and abortion are both practised but there does not appear to be the slightest chance that Japan, in the predictable future, can become self-sufficient in food supplies. After a lengthy period of industrial development the Japanese birth rate is now beginning to fall but the estimates of the Japanese government are that her population will reach 100 million by 1970 and will ultimately go to 110 million around 2000 when a decline is expected.<sup>25</sup>

The conclusion seems inescapable that the general policy of combatting over-population (by supplying technical assistance, improving medical services, and promoting industrialization, whatever it may do in the long run, will not alone vanquish the population problem in under-developed countries as it looms up in the near future.<sup>26</sup> It seems equally clear that the capitalistic countries cannot forestall by these methods the spread of communism, even though the amount of aid extended is very substantial.

Paradoxically, the suggestion is made that in countries such as India, where the cultivation of small holdings occupies the greatest part of the population, a dawning perception of the fate that has befallen the Russian and Chinese peasants may act as a deterrent to the adoption of communism. It is quite possible that the small landholders of India and Indonesia may conclude that economic liberalism holds out greater prospects of welfare to them as a class than state agriculture.

Demographers pin their hopes on the limitation of families by means of birth control. On this possibility certain facts are relevant. First, the Christian church inculcates the doctrine of moral restraint in sex relationships but as a check to the increase of population moral restraint has not proved to be a very effective instrument of social control; second, artificial methods to restrict births encounter strong opposition on at least two grounds: they conflict with deeply held religious convictions and, in certain instances, they are not believed to be in the national interest; third, there are huge areas

<sup>22</sup>Nurkse, *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*, p. 95.

<sup>23</sup>Russell, *World Population and World Food Supplies*, p. 349.

<sup>24</sup>Woytinsky, *World Population and Production*, p. 44.

<sup>25</sup>*Eastern Economist* (Jan. 14, 1955), p. 57.

<sup>26</sup>Nurkse, *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*, p. 95.

of over-dense population, where birth control is most needed, which are completely indifferent to the whole problem. In India, despite the support of Nehru, birth control practices have to combat the instinctive feeling that they represent an attempt to impose on India the cultural pattern of the materialistic West. Opponents of the policy represent it as a new and subtle form of Western imperialism. Apart from these considerations the task of establishing an organization with a competent staff to conduct an educative campaign in favour of birth control and its techniques among the predominantly peasant populations of India and Pakistan is one of great difficulty.

In China the outlook is even less promising. The present rulers of China are not in favour of reducing the birth rate. In theory they rely upon the doctrines of Karl Marx. In addition they look upon a large population as containing elements of power for the nation which counterbalance to some extent China's poverty in capital goods. But above all they display an appalling lack of sensitivity to the waste of human life. It is reported that 45 per cent of the children of China die before reaching the age of five.<sup>27</sup> China, in fact, may be regarded as a working model of the Malthusian law.

A sustained and energetic policy of promoting birth control, coinciding with an "industrial revolution," could reduce the birth rate in under-developed countries but it would be a fairly long time before the results became significant. With a rapid fall in the death rate and a practically unchanged birth rate, actual living conditions for a time would almost certainly deteriorate. During this period communists would find plenty of scope to exploit their theories.

The danger would be a series of explosive situations building up from population pressures with hungry nations, equipped with modern weapons, seeking by conquest to expand their food resources. Increasing population has always been a dynamic factor in international relationships. Against such pressures the stronger and more advanced countries no doubt would be able to maintain their integrity but the weaker, less favoured ones would face the prospect not only of servitude but of subsistence under conditions of poverty and misery.

Thus the problems raised by the great upsurge of world population are of exceptional difficulty with frightening implications for peace and order for the next half century. They emerge in a world organized on the basis of national states with competing ideologies and individual rivalries, with different levels of cultural attainment, with an unequal distribution of natural resources, and with populations of unequal endowments.

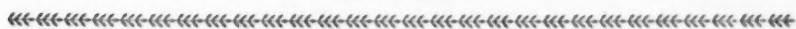
When we bring together the various aspects of the population problem: the alarming increase in numbers, the rapid depletion of natural resources, the reluctance of people to devote as much consideration to a reduction in the birth rate as they do to a reduction in the death rate, there is little in the over-all picture to engender confidence in the future. The high com-

<sup>27</sup>Russell, *World Population and World Food Supplies*, p. 348.

placency with which the Western world entered the twentieth century has been shattered.

But I need not remind you that no one can foretell the course that history may take. The revolutionary effects of scientific discovery alone may upset all calculations and belie current fears and expectations.<sup>28</sup> But one would rest in this hope with a greater degree of optimism if there were indications that the marvellous advances of science were being paralleled in ethics, political economy and politics.

<sup>28</sup>See here Harrison Brown, *The Challenge of Man's Future* (New York: Viking Press, 1954). Also contributions to *World Population and Future Resources: Proceedings of the Second Centennial Academic Conference, 1951*.



## Toynbee and the Problem of Climaxes in the Development of the Fine Arts

ALFRED G. BAILEY, F.R.S.C.

IN one of his later volumes, Professor Toynbee raises the question as to whether spiritual and material achievements are antithetical or interdependent, and he reaches certain tentative conclusions which cannot fail to interest the student of the humanities and social sciences. The problem has been made familiar by those who have contended that the ideas and beliefs prevailing at any given period of history are ultimately determined by the productive forces and existing class relations; but it has been brought into some disrepute by the distorted and dogmatic treatment too often accorded it. Nevertheless studies in economic determinism, when judiciously carried out, have thrown light on some aspects of the problem and have corroborated the findings of a school of anthropologists whose chief concern has been to explore and determine the functional relationships existing between traits of particular cultural configurations. While these students do not necessarily attribute primacy to economic factors, they contend that the technological, societal, and ideological aspects of a culture, indeed the whole complex content of traits, constitute a patterned and functioning unit, causally interrelated, the parts of which cannot be accurately described and explained as discrete entities, but only as they unite with the whole. Although Malinowski's writings provide a clear exposition of the claims of the functionalists, the limitations of the method are also evident, since some cultures appear more as mere aggregations of traits than as unified systems. And in the body of others, traits having no discernible purpose appear to persist. The late Ruth Benedict carried her studies beyond functionalism, to a point described by a fellow anthropologist as meta-ethnography, because of her treatment of cultures not merely as functioning configurations of empirically determinable traits, but as having dominant emotional tones and metaphysical meanings capable of being rendered symbolically. Drawing upon Gestalt psychology and Spengler's system of world history for her formulations, she nevertheless concluded that attempts to apply the method to advanced civilizations were premature because of their highly differentiated nature when compared with primitive societies, and the difficulty of discovering in them a principle of coherence and unity. Whatever may be said of Spengler's brilliant insights, his world-cultures remain poetically conceived, plant-like, and mystical bodies, which are not susceptible to treatment in terms of causal relationships, and which seem merely to bear

out Ruth Benedict's contention that the time has not yet arrived for approaching the study of civilizations as intelligible and comparable units. Already, however, Professor Toynbee had begun to publish the earlier volumes of his study of history which, within its vast scope, incorporated techniques and principles from many disciplines, including something of the comparative method of cultural anthropology as applied to the units called civilizations.

The civilizations which Professor Toynbee has identified grew in the first instance out of some of the much more numerous and pre-existing primitive societies, and, according to his interpretation of history, are likely to be superseded by churches embodying higher religions; but by far the greater part of his work is concerned with the phases through which civilizations have passed, and to an analysis of the forces by which they have been shaped. Some have doubted the existence of civilizations as Toynbee understands the term, asserting that the facts of history do not support the recurrences and uniformities which he claims to have discovered. They cannot visualize the civilizations as ethnologists do the primitive societies. They have been conditioned to imagine races and nationalities with much greater readiness, and they allege that Toynbee nowhere defines civilizations, beyond making generalized references to them as intelligible fields of historical study. This is not so. They are defined in countless ways; they are set off from each other in time and space; the relations between them are sometimes capable of definition in terms of appellation. They are distinguishable by the qualitative uniqueness of the great art styles to which almost everyone of them has given rise; and it is inferred that the quality informing the artistic expression of a particular society pervades all parts and organs and institutions and activities of it. Each civilization has given expression to a different segment of the arc of human potentialities.<sup>1</sup> It is, however, easier to recognize the objective validity of the civilizations than it is to assess the degree to which subjective constructions have been imposed on the facts of history, making for conformities that do not exist to the extent claimed. That the civilizations are conceived of as empirical unions of traits, and not homologies in the Spenglerian sense, is generally clear. Even in natural science, in which the objects of study are truly organic forms, no classification into species would be possible if individual idiosyncrasies were allowed to obscure the generalized and essential similarities of all members. Toynbee finds a close likeness among many of his civilizations, while recognizing the widely variable nature of historical phenomena. Primitive societies and civilizations are clearly distinguished. Some of the latter have been overwhelmed and absorbed by neighbours before reaching their full measure of growth. Others have succeeded in adapting themselves to a difficult environment at the cost of arrest in perpetuity at the point reached. Of those that grew to maturity, some were unrelated to any other. One, the Egyptian, persisted in a life-in-death, for an immense period of time, while

<sup>1</sup>Ruth Benedict, *Patterns of Culture* (London, 1935), p. 237.

the Syriac was interrupted by a thousand years of Hellenic intrusion. Some never seem to have developed universal states. It is more difficult to keep the variations than the approximations to uniformity in the forefront of one's mind, and one comes away from Toynbee with the impression that his scheme of history is much more rigid than it really is.

Nevertheless the majority of civilizations appear to have passed through series of phases so similar in character as to reveal them to be philosophically equivalent units. It is true that they vary in value according to their respective rank in the succession of generations, but the structural and developmental similarities seem to render as strictly comparable such processes as growth, breakdown, and disintegration. It is therefore possible to say that when a second-generation civilization has broken down, and when, as a consequence, schism has divided its body social, a higher religion has normally arisen within the chrysalis of a universal state. Breakdown occurs when the creative minority loses its creativity and becomes dominant, and when the internal proletariat secedes, giving birth to a new spiritual force that ultimately takes possession of the whole society and transforms it into a church in which one of the great world religions is embodied. This spiritual achievement occurs when institutions are crumbling, when the life has gone out of the political and economic processes, and when men are undergoing the travail of a society in dissolution. It is one of Professor Toynbee's most fundamental tenets that religion and material well-being are antithetical rather than interdependent and he is moved to ask, almost as an afterthought, whether a like condition governs the relations of climaxes of development of the great art styles and the political and economic contexts of which they are in a peculiar way the formal and symbolic expression.

Toynbee compares his ideas on this subject with those of Nicholai Berdyaev, and he includes a note by Martin Wight, in which the latter assesses his conclusions and advances his own sometimes contradictory notions. Berdyaev had already asserted the principle of negative correlation of secular spiritual achievement and climaxes of development in the political and economic spheres. Both Spengler and Berdyaev were impressed by the spectacle of the replacement of the Germany of the great Romantics by the mighty but relatively sterile power of the Second Reich of the Hohenzollerns. Italy and other nations seemed to them to exhibit the same characteristics, and the frequency of the concomitant variation moved Professor Toynbee to enunciate a "law of inverse operation," while rejecting altogether, or in part, some of the instances that were advanced in support of it. His agreement with Berdyaev's attribution of the florescence of German music to an age of alleged political adversity ignores the presence of Bach at the court of Frederick the Great.<sup>2</sup> Although there is some point in the contention that Cavourian Italy, like the Germany of Bismark, "blindly buried what survived of her artistic talent in her obsession with the pursuit of material

<sup>2</sup>A. J. Toynbee, *A Study of History*, VII, 714-15. The point is made by Martin Wight.

power,"<sup>3</sup> the Italian Renaissance was in fact a striking exception to the antithetical principle. It was "coeval with the age in which the city-states of Northern and Central Italy were successful in maintaining their political independence and in making their country the workshop and emporium of the World. . . ."<sup>4</sup> In contrast to the examples of Sparta, Neolithic Man, Persia, Germany, and that of French painting subsequent to 1870, all of which are claimed as parallels to the rule of religious efflorescence in periods of adversity, late medieval Italy, Elizabethan England, and seventeenth-century Holland and France are cited as having an inner psychological connection, not a mere chronological coincidence, of spiritual and material apogees. The nature of that psychological connection is nowhere fully explored, and we are left to ponder the ambiguities with which the entire subject is fraught. Toynbee suggests, however, that the visual arts are apt to correlate positively with worldly prosperity, music with material adversity, and poetry with the "pride of life" or the "inspiration of Grace," according to its purpose and content.

What are we to conclude from the classic case in which poetry took the same course as religion "in first blossoming at the breath of mundane adversity and then wilting at the breath of mundane prosperity," that of Persian poetry of Islamic provenance? To Toynbee its inspiration was drawn from a religious source, and was so closely connected with Sufi-ism and its attendant mystical practices that the extinction of the one meant the extinction of the other. The muse was said to be cultivated in the dervish monasteries which went down before the forcible conversion of the Sunnah at the hands of the Shi'ah Safawis. This was a very different Persia from that of the great age of the Achaemenidae, and one is prompted to ask what continuity there could possibly be between them. The apogee of political power was totally divorced from those of poetry and painting. The Iranians had entered upon the stage of history, from their almost primitive background, at a time of a rampant imperialism, which they themselves adopted with paramount success. From the moment of Median participation in the destruction of Nineveh to the fall of the Sassanian empire, more than a millennium afterwards, the organization of their vast territories had testified to their genius for administration. But during the imperial age they achieved nothing in the fine arts to match their brilliant performances in government. "On this level," writes A. L. Kroeber, together with "that of an approximately contemporary organization of their tribal religion, they fixed the patterns of their civilization."<sup>5</sup> Their national Zoroastrian religion was obsessive, and seems to have blocked the development of other activities. Rising from the Macedonian conquest under Parthian and Sassanid hegemony they successfully resisted the political and cultural influences of Rome and Byzantium. Literature and the visual arts, philosophy and science, were weak and imitative. The Persians succumbed finally to the Arab conquest,

<sup>3</sup>*Ibid.*, p. 709.

<sup>4</sup>*Ibid.*

<sup>5</sup>A. L. Kroeber, *Configurations of Cultural Growth* (Los Angeles, 1944), pp. 810-11.

exercised anew their administrative abilities under the Abassids, and while ravaged and subjugated by Turkish successor states, they suddenly achieved a flowering of poetic literature to which there was no discernible overture, and of which there was no parallel in the long and notable course of their previous history. Professor Toynbee remarks upon their apparent inability to express their genius simultaneously in both poetry and politics. The implication is that the poetry was a fruit of adversity, and the exemplification, par excellence, of the "law of the inverse."

It is open to question whether the literary exfoliation was a consequence of subjugation or a product of quite different forces concurrently at work. Poetry in the Persian language was clearly made possible only through the stimulus of Arab culture, particularly that aspect of it stemming from the pre-Islamic poetry of Arabia, the only distinctive cultural achievement of the inhabitants of the subcontinent before 622 A.D. That native Persian literature did not immediately follow conquest by the Arabs can be accounted for by the slow and intricate character of the verbal revolution that was a necessary prelude to the growth of a native tradition. Kroeber has attributed the early growth of Arab philology to the "steady and successful verbalizing quality" of Arab culture, perhaps stimulated by the study of the Koran.<sup>6</sup> The overriding influence of Arabic as the language of scripture prevented the emergence of a significant Persian prose literature. The Persian literary vacuum into which Arab poetry flowed was perhaps accentuated by the previous Sassanid rendering of middle Persian in Aramaic letters used as ideograms. Following the Arab conquest in 641 A.D. the Arab language and prosody were generally employed. A period of gestation was followed by a sudden and brilliant recourse to Persian adaptations of Arab metre and rhyme; but the Persians developed the epic which was alien to Arabic poetry, and in one of the greatest of these, *Firdausi* (c. 1000 A.D.) celebrated the Zoroastrian Persia of the olden time. In a sense it might be considered compensatory for the passing of the great age of Imperial Persia, and thus vindicate Toynbee's principle of antithesis; but the poetry hardly seems as fraught with religious content as Toynbee suggests. The antithetical occurrence of poetry and politics attributable to a psychological polarity, is not sufficient to explain the apogee of this form of literature in the days of the Turkish inroads. Without the impact of Arabic culture it could not have occurred at all. The most we can say is that the experience of political adversity may well have intensified the achievement.

There is another reason for calling in question the validity of the Persian illustration of Toynbee's hypothetical law of inverse developments of creativity on the spiritual and material planes. However much Islamic Persians may have identified themselves with the people of the time of Cyrus and Xerxes, in the Toynbecan scheme of history the latter were subjects of the universal state of the Syriac society, whereas the former constituted

<sup>6</sup>*Ibid.*, pp. 227-8. This, and ensuing points, throw much light on the formation of the Persian literary florescence.

the nucleus of the body social of the affiliated Iranic civilization, soon to merge with its Arabic sibling to form the Islamic society. The political and literary apogees were so completely divorced from each other as to belong to different civilizations. In these respects the case of Persia is in sharp contrast with that of the florescence of Hellenic culture. Whether the sudden end of Persian poetry is to be explained in terms of the exhaustion of a style-pattern, or as a consequence of the triumph of an antipathetic religio-political sect, there is no doubt as to the historical concurrence of Athenian wealth and power with one of the highest peaks of attainment in the arts that the world has ever seen.

If there were indeed a law of inverse operation, the Greek city states, with the exception of aberrant Sparta, where the will to power stultified the expression of artistic genius, would stand as the most conspicuous exception to it. An understanding of the nature of the creative forces at work in Athenian life is essential to a correct appraisal of Toynbee's theory of history as it applies to the problem here under discussion. It is instructive to note the emphasis on an economic reform in a work the argument of which is so largely developed in terms of politics and religion. The Solonian revolution converted a vale of Attica, bedevilled by over-population, from subsistence agriculture to cash-crop farming, and led to urbanization, specialized industry, increased productivity, and overseas commerce. New social relations and institutional forms emerged rapidly, involving a peaceful replacement of kinship by property as the force behind the franchise. We may suppose that the rapid differentiation of economic and social functions was reflected in a sense of technical mastery, a sharpening of the perceptive faculties, and a tempering of the instrumentalities of political life, which account in considerable measure for the triumphant entry of the Athenians into a creative phase unparalleled in any other time and place. It was marked by a further increase in population, the democratization of Athenian society, the victories of Marathon and Salamis, and the works of genius in the arts, philosophy, and the sciences which reached their peak in the time of Pericles and the years that immediately followed. All this development was further encouraged by the mobility of the Athenians and the range of their contacts. They became familiar with a host of alien ideas and practices. Their critical sense was rendered acute by the marked contrasts observed in the lands to which their sea-borne commerce led them. Such external influences must have contributed to "the transfiguration of an Attic agricultural rite into a fine art."<sup>7</sup> Aeschylus made the drama into a vehicle for the expression of the deepest concerns of the Hellenic civilization, and in the work of Sophocles and Euripides it attained fulfilment.

The new comedy foreran a confusion of impulses. The sense of style that marked the almost simultaneous flowering of all the arts gave way to conflicting currents, declamatory emotionalism, standardization, and imitativeness. Strain tending towards rupture of pattern in late Greek sculpture is

<sup>7</sup>Toynbee, *A Study of History*, IX, 393.

noted by one student.<sup>8</sup> "...serenity and imperturbability of soul are gone," writes Sorokin, and have given way to emotionality, dynamism, and illusionism.<sup>9</sup> The role of style as an index of contemporary consciousness and attitude has been emphasized by the pertinence of Greek illusionism in painting to Heraclitus' philosophy of universal flux. "Thus," Wylie Sypher has pointed out, "at the time of Zeuxis the Greek painters of still-life used an almost impressionist technique—while the plague raged through Athens and while the Peloponnesian wars bred the doubts of the sophists."<sup>10</sup> The breakdown of Hellenic society in 431 B.C., so faithfully reflected in the great Athenian art styles, was the fateful sign of the moral and intellectual failure of the erstwhile creative spirits of the Greek cities. Inability to achieve the reform that Athens had accomplished with nothing more serious than a temporary Peisistratian dictatorship had condemned other cities to chronic internal strife, "the dreaded, and dreadful Hellenic political malady of stasis."<sup>11</sup> The seeds of dissolution were sown by the dominant class of Athens when they refused social justice to their own people and to those of other states. The Delian league was no adequate substitute for the truly democratic inter-state polity necessitated by the ecumenical economy that stemmed from the Solonian reforms. With clear insight into the nature and consequences of what was then taking place, Professor Toynbee exemplifies the process of what Sir Edward Tylor long ago called "adhesions" in pointing to the destruction of mature arts, because of their association with the immature and ephemeral parochial sovereignties, idolized by an infatuated people in a way that was symptomatic of their own moral infirmity.

Such cultural florescences are no longer explained in terms of the sporadic clustering of genius as in the days of Galton. Since the incidence of genius is now regarded as a biological constant, it cannot be made to account for the fluctuations of culture. Although Professor Toynbee really takes what amounts to an environmentalist stand, his adaptations of Jung's concept of the collective unconscious, by interposing socially acquired, but biologically inheritable, ideas between the personal deposit and the depths where the primordial images abide, throw him back, perhaps unwittingly, to a superseded position which is inconsistent with the main argument of his work. Such a biologically inherited variable, acting as a cultural determinant, would, if it existed, actually delimit the capacity of the human mind to range freely in its own dimension. But it is with a limitation of another order that we are principally concerned. Recognition of the role of the sub-conscious does not force acceptance of the view, put forward by Martin Wight, that the arts are unpredictable in their correlations with other aspects of culture. It would not necessitate the adoption of Toynbee's belief that some human affairs are not subject to scientific laws. It is possible to

<sup>8</sup>Kroeber, *Configurations of Cultural Growth*, p. 764.

<sup>9</sup>P. Sorokin, *Social and Cultural Dynamics*, I, 297.

<sup>10</sup>Wylie Sypher, *Four Stages of Renaissance Style* (New York, 1955), p. 14.

<sup>11</sup>Toynbee, *A Study of History*, IV, 200-14; IX, 393-4.

come to quite other conclusions in the light of which Toynbee's position is equivocal. Styles of art may not need to conform, like mathematics and the physical sciences, to an accepted body of knowledge.<sup>12</sup> The imagination may be able to create and dwell in its own timeless world, but if, in practice, it were as capricious as the theory allows, Professor Toynbee's attempts at correlation would be foredoomed to failure.

Actually the greatest works of art are functions of the climaxes of style-patterns, and are conceived within the limits set by them. Scholars in the present century, perhaps taking their cue from Aristotle's notation on the way that Attic drama matured to its "natural form," have plotted diverse curves of growth and decline, some rising suddenly to a high peak and gradually diminishing, some, especially the composites of numerous patterns, being symmetrical, and others moving to a delayed climax and sudden cessation.<sup>13</sup> If several overlap or run concurrently they may frustrate or reinforce each other. One style may enjoy a technical primacy over those associated with it, but no inherent order of succession of the dominant media is observable.<sup>14</sup> Described as abstractions, they seem, if undisturbed, to move forward to their appointed end with a momentum of their own. Beginning as a selection of one from a number of possibilities they unfold, seemingly with a degree of immanent causality, until all the potentialities to which they were incipiently committed have been completely achieved.<sup>15</sup> Raphael "lived in an age when the art of painting had virtually reached the stage when the ideal of the painters, which had been more and more closely approached for some three centuries, was on the verge of being fully realized."<sup>16</sup> In everything he did, whether copying from nature, engaging in anatomical researches, experimenting with all conceivable techniques, his industry was tremendous. He was an inveterate imitator of the best work of the time. He strove, as Spiller has written, to equal it and outdo it, and then to exceed his own best precedents. He believed with all his being in the supreme importance of the work he was engaged in, because he was bringing his art to fruition in a dedicated world that had lost nothing of its intensity since the day that the people of Florence had, we are told, escorted Giotto's picture, with songs and garlands of flowers, to the church where it was to be hung, on a holiday proclaimed for the occasion, amid public rejoicing. Raphael's trained sensibilities, fortified by the will to create, were closely conditioned by the technical traditions and the ideals and purposes of the company to which he belonged. Economic expansion and craftsmanship perfected in an atmosphere of relative unconstraint subsumed the great achievements of Renaissance art. Fed by energies not yet spent, it continued to the high point of florescence while adverse economic conditions were

<sup>12</sup>*Ibid.*, IX, 49-50.

<sup>13</sup>Kroeber, *Configurations of Cultural Growth*, pp. 763, 840.

<sup>14</sup>*Ibid.*, *passim*.

<sup>15</sup>*Ibid.*, pp. 763, 840.

<sup>16</sup>G. Spiller, *The Origin and Nature of Man* (London, 1935), p. 356.

setting in, and when an expansive and confident world was giving way to authoritarian and inquisitorial *régimes* under which the freedom previously enjoyed by creative spirits was contracted, leaving no room for the revival of patterns then approaching saturation.<sup>17</sup>

Attempts to break out of the repetitive aftermath achieved little success. Bewilderment and doubt, a loss of technical discipline and of belief in the importance of the artist's mission, were followed by conformity and mediocrity. In her "ignoble bondage" art "dwelt on the ecstasy and rapture of sickly saints or on the physical tortures of ghostly martyrs."<sup>18</sup> A crisis in faith and conscience culminated in the Council of Trent and the severities of Protestantism.<sup>19</sup> Reaffirmations of the canons of the Renaissance found expression in the ornate, disproportionate, and muscular rhetoric of the Baroque.<sup>20</sup> Intrinsic values gave way to ecclesiastical pretensions. It was not simply that the visual arts had come to be, by a logic of their own nature, an expression of what Toynbee calls the pride of life, rather than the inspiration of Grace, in an age when the secular spirit was no longer tolerated. They had seldom been the unmixed expression of earthly power. The aesthetic standards of the great age no longer accorded with the dominant purposes, now dogmatic and coercive; and music, not through being intrinsically akin to religion, but because it was a non-representational art form, "became the only free and autonomous manifestation of the Italian artistic spirit in a period when thought, science, literature, and the figurative arts were all under strict tutelage and authoritarian control."<sup>21</sup> Whatever may be said of music as a compensation for loss of power, it was almost the only uninhibited channel into which the new coercive forces would allow the national energies to flow.

While Professor Toynbee has revealed in masterful fashion the nature of the climax of Athenian culture, and of the Italian visual arts, it must be observed also that the shaping of the Italian tradition in music, and the lateral influence on Persian literature, are indicative of complex forces that make a simple antithesis seem inadequate to explain some of the great creative movements of the human spirit.

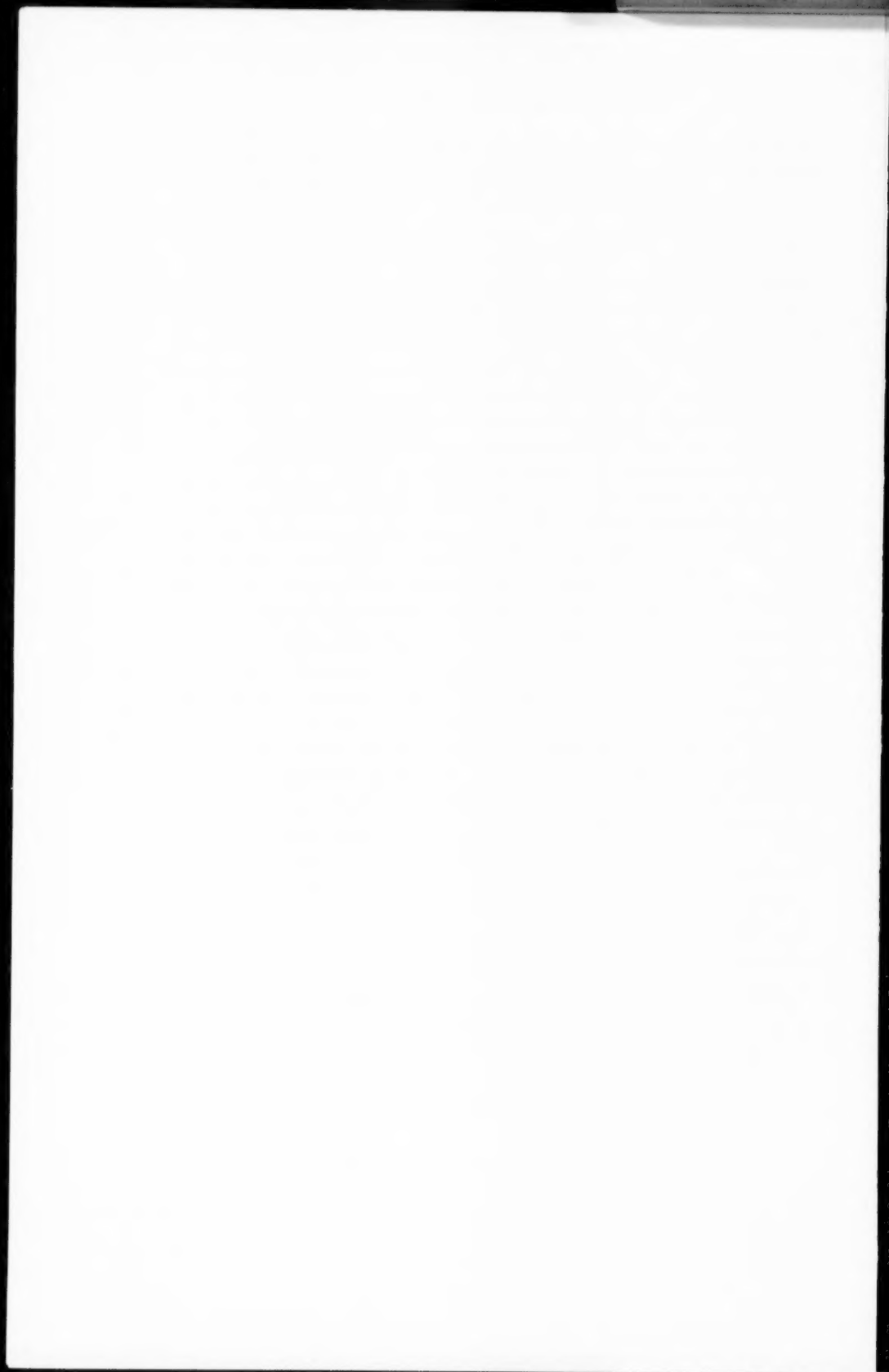
<sup>17</sup>The idea of pattern saturation is developed fully by Dr. A. L. Kroeber throughout his *Configurations of Cultural Growth*.

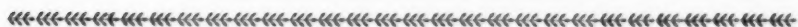
<sup>18</sup>P. Smith, *History of Modern Culture*, I, 574.

<sup>19</sup>Sypher, *Four Stages of Renaissance Style*, p. 33.

<sup>20</sup>*Ibid.*, pp. 33-4.

<sup>21</sup>Leonardo Olschki, *The Genius of Italy* (Ithaca, N.Y., 1954), p. 410.





## Louise Labé: The Sappho of the Renaissance

SKULI JOHNSON, F.R.S.C.

PRECISELY four hundred years ago (1555), Louise Labé of the Lyons school of poetry published her works, consisting of a Debate (in prose) between Love and Folly, three Elegies, and twenty-four love Sonnets. The Sonnets were the expression of genuine passion for the poet Olivier de Magny, and they established Louise Labé as the Sappho of the French Renaissance. Louise Labé was, though devoid of Greek, an accomplished linguist; one of her sonnets is in Italian, and another is a version of an Italian one. In the history of the sonnet in France, these poems occupy a pioneering and honoured place. Translations of these sonnets by the present writer are submitted; there is included also a translation of one of the Elegies which readily ranks with the best in this literary genre.

### II

Louise Labé, the Beautiful Wife of the Ropemaker as she was called, was Italian in lineage and Italian by education and so naturally employed the Petrarchan sonnet-type for her poems. There are a fair number of images, rhetorical devices, and even "conceits" borrowed from the Petrarchan school imbedded in her Sonnets. Some traces of Neoplatonism, too, are in evidence. On the whole, however, Louise Labé expresses in her frank and forthright way her passion for her lover. The Sonnets are not necessarily in a chronological sequence, though Sonnet xxiv appears to be the last composed.

#### i

*Non hauria Ulysse o qualunqu'altro mai*

Ulysses wary ne'er could this foreknow,  
Nor one more wise, that from that godly face,  
So full of honour, dignity and grace,  
My soul would feel such sufferings and woe.

But, Love, with your fair eyes you such a blow  
Me dealt of which my pure breast bears the trace,  
Where fire and food from you have found their place,  
That naught can heal unless you help bestow.

O cruel lot, that caused me to endure  
 A Scorpion's sting and to demand that cure  
     Against the venom of that beast you give,

O make my anguished torment disappear,  
 But put not out my love that is so dear  
     That, lacking it, I could no longer live.

## ii

*O beaux yeus bruns, o regards destourrez*

O goodly brown eyes, O averted gaze,  
     O burning sighs, O tears abundant shed,  
     O dark nights, vainly looked for, vainly led,  
 O vain returnings of the shining days:

O longings obstinate, O doleful lays,  
     O pains expended, O the lost time sped,  
     O thousand deaths in thousand nets outspread,  
 O darker ills that 'gainst me Doom arrays.

O laugh, brow, locks, O fingers, hands and arms,  
     O voice, bow, viol, lute with plaintive cry:  
     Such torches to enfire a female fit!

To bear 'gainst me, who filled am with thy charms,  
 And in so many spots on me to try  
     Such flames, of which on thee no spark has lit!

## iii

*O longs desirs, o esperances vaines*

O yearnings long, O expectations vain,  
     Sad sighs and tears accustomed to arise  
     From me in many streams, of which my eyes  
 The sources and the fountain-heads remain:

O cruel harshness of inhuman strain,  
     O piteous looks of lights upon the skies:  
     O passions which the fond heart first surprise,  
 Deem you my ills can increase more obtain?

Let Love against me still essay his bow,  
 And hurl new flames upon me, and new darts;  
     Let him be vexed and do more injury:

For I have been so pierced in all my parts  
 That in me could not any novel blow  
 Now find a place where more to injure me.

## iv

*Depuis qu'Amour cruel empoisonna*

Since cruel Love first placed the poisoned dart  
 Of his fierce flame within this breast of mine,  
 Me ever burns his frenzy, wild, divine,  
 Which not a single day forsakes my heart.

All pains, of which he does me much impart,  
 Whatever threats of ruin, soon to fall,  
 And thoughts of death, which puts an end to all,  
 In fear of these my hot heart has no part.

The bolder Love assails, our hearts to take,  
 The more to gather aid he us does make,  
 And ever makes us fresher for his fray:

But 'tis not that in naught he favours us,  
 Who is of gods and men contemptuous:  
 'Gainst force he makes us better us array.

## v

*Clere Venus, qui erres par les Cieux*

Bright Venus, who through heaven wand'ring fare,  
 Hear you my voice which sings by sorrow led,  
 While your face will aloft your radiance spread,  
 My tedious travail and my tiresome care.

My wakeful eyes will so be tenderer,  
 And, seeing you, will more of tears down shed,  
 And better bathe in tears my gentle bed,  
 Since to my woes your eyes will witness bear.

So are the hearts of mortals labour-fraught  
 By sweet repose and gentle slumber caught:  
 I bear love's ill as long as day shows light;

And, when as if completely crushed am I,  
 And cast me, wearied, on my couch to lie,  
 I needs must weep mine ill through all the night.

## vi

*Deux ou trois fois bienheureux le retour*

This clear Star's coming back twice blessed, aye  
 Thrice blessed, is, and whate'er meets his sight  
 Is still more blessed, honoured by his light.  
 How she would there receive a goodly day,

How her she could in fortune's pride array,  
 Who might the fairest boon of Flora kiss,  
 That sweeter is than e'er Aurora's bliss,  
 And there upon his lips would make her stay.

To me alone does all this bliss belong,  
 For tears so many and lost time so long:  
 But seeing him, I shall so celebrate

For him, and of my eyes so use the might,  
 To earn for me more credit in his sight,  
 That I shall shortly gain a conquest great.

## vii

*On voit mourir toute chose animée*

The death of all things animate we see  
 When from their frames the subtle souls depart:  
 I am your body, you the better part:  
 Where are you, then, O soul beloved by me?

Do not so long in swooning let me be,  
 Nor come too late to save my fainting heart;  
 Put not your body in this plight: impart  
 To it its half and honoured moiety.

But make, friend, that this meeting amorous  
 And love-encounter be not dangerous,  
 Nor be it with austerity combined,

Nor rigour, but a kindly graciousness,  
 Which gently renders me your loveliness  
 Aforetime cruel but at present kind.

## viii

*Je vis, je meurs: je me brule et me noye*

I live, I die; I burn me, I drown me;  
I'm hot extremely while sharp frost I share;  
Too soft my life is, and too hard with care;  
With joy mixed I have great ennui:

I laugh and also I weep suddenly;  
Mid pleasure many pangs of grief I bear;  
My blessing leaves and also lasts fore'er;  
I fade, I flower also instantly.

So inconsistently Love leads me on,  
And when I think that I'll have more of pain,  
Unwittingly I find my grief is gone.

Then when I dream my joy will sure remain,  
And that I am my longing's height upon,  
Love flings me into my first ill again.

## ix

*Tout aussi tot que je commence à prendre*

As soon as e'er I have commenced to take  
On my soft couch the rest that I desired,  
My sad soul, having from my frame retired,  
At once to thee does it in haste betake.

Then in my tender breast meseems I make  
My own the boon to which I so aspired,  
And for which I so deeply have suspired,  
That oft I deemed with sobs my breast would break.

O gentle sleep! O night for me so blest!  
O pleasant and O peaceful time of rest,  
Prolong through all the night my dream for me:

But if what is indeed true happiness  
My poor and loving soul can ne'er possess,  
At least let her it hold in fantasy.

## x

*Quand j'aperçoy ton blond chef couronné*

When I behold thee—with thy blond head bound  
 With verdant laurels—make thy lute complain  
 So well that thou couldst trees and rocks constrain  
 To follow thee, and when I see thee, crowned

And with ten thousand virtues ringed around,  
 On Honour's height more high than men attain,  
 Annul the praises which the greatest gain,  
 Then does my heart, impassioned, this propound:

"Could not such virtues, which for thee have won  
 Affection and esteem from everyone,  
 In thy heart also thoughts of love inspire,

And, adding to its virtue laudable  
 This name of having pitied me as well,  
 From my affection gently thee enfire?"

## xi

*O dous regars, o yeus pleins de beauté*

O gentle looks, eyes filled with beauty, ye  
 Small gardens full of flowers amorous,  
 In which abide Love's arrows dangerous,  
 How long my eyes have lingered, you to see!

O felon heart, O savage cruelty,  
 You hold me so in manners rigorous;  
 So much I've shed of love-tears langorous,  
 Feeling the flame of harried heart in me!

You, then, my eyes, such pleasure do possess,  
 And from his eyes receive such happiness:  
 But you, my heart, the more delights their glance,

The more do languish and have more of care,  
 But guess if I am also glad, aware  
 That heart and eyes mine are at variance.

## xii

*Lut, compagnon de ma calamité*

My lute, the mate of my calamity,  
The blameless witness of my sighs thou art,  
And true recorder of my aching heart,  
Thou hast with me lamented frequently;

So much my piteous tears have troubled thee,  
That thou, commencing with a chanson lief,  
Dost change it all at once to song of grief,  
Feigning the sounds that made full melody.

If I would turn thee to opposing course,  
Thou'rt mute, and so on me thy silence force,  
But when thou seest softly I complain,

To my sad plaint thou dost thy favour show:  
So I perforce find pleasure in my woe,  
And hope for my sweet ill sweet end to gain.

## xiii

*Oh si j'estois en ce beau sein ravie*

If I, in love with one for whom I see  
I die, could lean upon his lovely breast,  
And if to live with him, while lasts the rest  
Of my brief days, me barred not jealousy;

If he should say "Dear friend," embracing me,  
"Be we content with one another, sure  
That we can never, while our days endure,  
By current, tide or tempest sundered be";

If, when I him within my arms should hold,  
As does the ivy its dear tree enfold,  
Death were to come, in envy of my ease,

When he had given me his sweetest kiss,  
And on his lips my spirit sped, in bliss  
More blest than when I lived, I would surcease.

## xiv

*Tant que mes yeus pourront larmes espandre*

As long as mine eyes can their tears down rain,  
 The bliss I passed with you remembering;  
 And while my voice can win a listening  
 A little while, and sobs and sighs restrain;

As long as able is my hand to strain  
 The strings of my sweet lute, your charms to sing;  
 While spirit mine will wish no other thing,  
 Content if it may you alone obtain,

I still do not at all desire to die.  
 But when I'll feel my eyes begin to dry,  
 My voice to fail, and force my hand to lack,

And that my spirit in this mortal stay  
 No longer can a sign of love display,  
 I'll pray to Death to make my bright day black.

## xv

*Pour le retour de Soleil honorer*

The Sun's return the Zephyr honouring,  
 In air serene does his appearance make,  
 And earth and water from the sleep awake  
 That watched them, one with soft flow murmuring,

The other one himself apparelling  
 In many flowers matchless in their hue;  
 The birds on boughs their wonder now renew,  
 For passers-by their worries lessening;

The Nymphs now in a thousand pastimes play,  
 And, dancing 'neath the moon, the grasses sway;  
 Wilt thou, O Zephyr, give to me a share

Of thy good luck and make all new for me?  
 Turn back to me my Sun and thou shalt see  
 If he does not me render lovelier.

## xvi

*Après qu'un tems la gresle et le tonnerre*

When for a time the hail and thundering  
Have lashed the lofty Caucasus's height,  
The lovely day returns, adorned in light;  
When Phoebus, rounding out his earthly ring,

Regains the sea, in his great wandering,  
With pointed head his Sister comes to sight;  
When fought the Parthian has awhile, to flight  
He takes, and loosens on his bow the string.

You once as suppliant saw I and consoled;  
Distrustful were you of my fire controlled  
Too well, and now that you have me embraced,  
And I am where you wished to have me placed,  
You in some water quenched your flame: to me  
You colder are than I was wont to be.

## xvii

*Je fuis la vile, et temples, et tous lieux*

I town and temples and all places flee  
Where I find pleasure, hearing thee complain,  
Thou canst, though not without force, me constrain  
To give what I would deem the best to thee.

Masques, tournaments, and games too, weary me,  
Without thee naught can fair show to my eye;  
While this my longing to put out I try,  
And find some fresh thing for my eyes to see,

And turn me from my amorous thoughts away,  
Through the thick woods I take the loneliest way,  
But I perceive, when much around I've strayed,

That if from thee I wish that I be freed,  
To live outside of my own self I need,  
Or further off my sojourn must be made.

## xviii

*Baise m'encor, rebaise moy et baise*

Kiss me again, O kiss me, kiss me; please  
 Give to me one of thy most savourous,  
 And give me one of thy most amorous:  
 Thee four more hot than coals I'll give for these.

Ah, art thou hurt? This ill thus I'll appease:  
 To thee ten other sweet ones I will give;  
 So mingling happy kisses let us live,  
 Delighting in each other at our ease.

A double life to each one this will lend,  
 For each will live in him and in his friend.  
 Allow me, Love, in this conceit to be:

Discreetly living, I must ever pine;  
 Nor can I ever make contentment mine,  
 If make I not some sally out of me.

## xix

*Diane estant en l'espesseur d'un bois*

Diana in a woodland dense, when she  
 Her darts against full many beasts had sped,  
 Refreshed herself, by Nymphs engarlanded;  
 I strayed, as often, in a reverie

Unwittingly: then heard I, calling me,  
 A voice: "O nymph who startled are," it said,  
 "Why to Diana turned you not your tread?"  
 And, seeing me, of bow and quiver free,

"Whom did you find, O comrade, on your way,  
 Who of your bow and arrows made his prey?"  
 "A passer-by inflamed me," I replied,

"And at him vainly all my darts I cast,  
 And then my bow: but he them him amassed,  
 And hurled, and me with wounds in hundreds plied."

## xx

*Predit me fut, que devois fermement*

That one day I would love, it was foretold,  
The man whose figure was described to me,  
And with no other image instantly  
I knew him when I did him first behold;

Then on me pity for his plight took hold,  
When I saw him in love so fatally,  
And in such wise that I as ardently  
As he loved, I my nature did remould.

That one whom heav'n and fate to birth had brought  
Should grow in favour, who would not have thought?  
But when I see amassed such cloudwracks are,

And winds so cruel, and such dread storms loom,  
I deem there were decrees of hellish doom  
That wrought for me this wreckage from afar.

## xxi

*Quelle grandeur rend l'homme venerable?*

What height to win respect is capable?  
What hair? What hue? Or what corporeal size?  
What is the sweetest influence of eyes?  
What soonest makes a wound incurable?

What song for man is the most suitable?  
Who pierces most, in singing of his ache?  
Who does a sweet lute even sweeter make?  
What nature is in man most lovable?

I would not with assurance answer this,  
For Love has warped my wits with prejudice,  
But I am sure of this, and this well know:

That all the beauty any one could choose,  
And all the art that nature finds of use,  
Could not in me my ardour cause to grow.

## xxii

*Luisant Soleil, que tu es bien heureux*

How lucky are you, Sun in light arrayed,  
 Who look forever on your Loved One's face:  
 And you too, who Endymion embrace,  
 His sister, so with amorous sweets repaid.

Mars looks on Venus; Mercury undelayed  
 On ventures fares the heavens, space on space,  
 And Jupiter recalls in many a place  
 His merrier prime, by passion warmer made.

Behold the mighty harmony that binds  
 In unison on high the heavenly minds:  
 But be afar the love for which they're fain,

Their changeless order and their harmony  
 To varied discord would then altered be,  
 And they like me would labour all in vain.

## xxiii

*Las! que me sert, que si parfaitement*

Oh, what avails it me that perfectly  
 Thou sangst the praises of my golden hair,  
 And didst the beauty of my eyes compare  
 With two Suns whence Love drew so cunningly

The darts which caused thy grievous agony?  
 Where are you, tears of short duration? Where  
 Is Death which honour was designed to bear  
 To thy sworn pledge and thy love-loyalty?

Was this then what maliciousness had sought,  
 That I 'neath shades of servitude be brought?  
 But at this time may mercy me be shown,

My friend, for spite and anger vexed my heart,  
 But I am sure that, wheresoe'er thou art,  
 Thy martyrdom as great is as my own.

## xxiv

*Ne reprenez, Dames, si j'ay aymé*

If I have loved, do not me, Dames, dispraise:  
 If I have felt a thousand torches glow,  
 A thousand pains, a thousand pangs of woe,  
 If I in weeping wasted have my days,  
  
 Ah, 'gainst my name do not your censure raise;  
 If I have erred, here are the pangs to pierce,  
 Do not make sharper still their flame-points fierce,  
 But deem that Love, so instant in his ways,  
  
 Without the fire of Vulcan to excuse,  
 Without Adonis' beauty to accuse,  
 Can, if he will, inflame you more than me,  
  
 And, having less occasion than mine was,  
 Can stranger, keener ardour in you cause;  
 Beware too lest unhappier you be.

## III

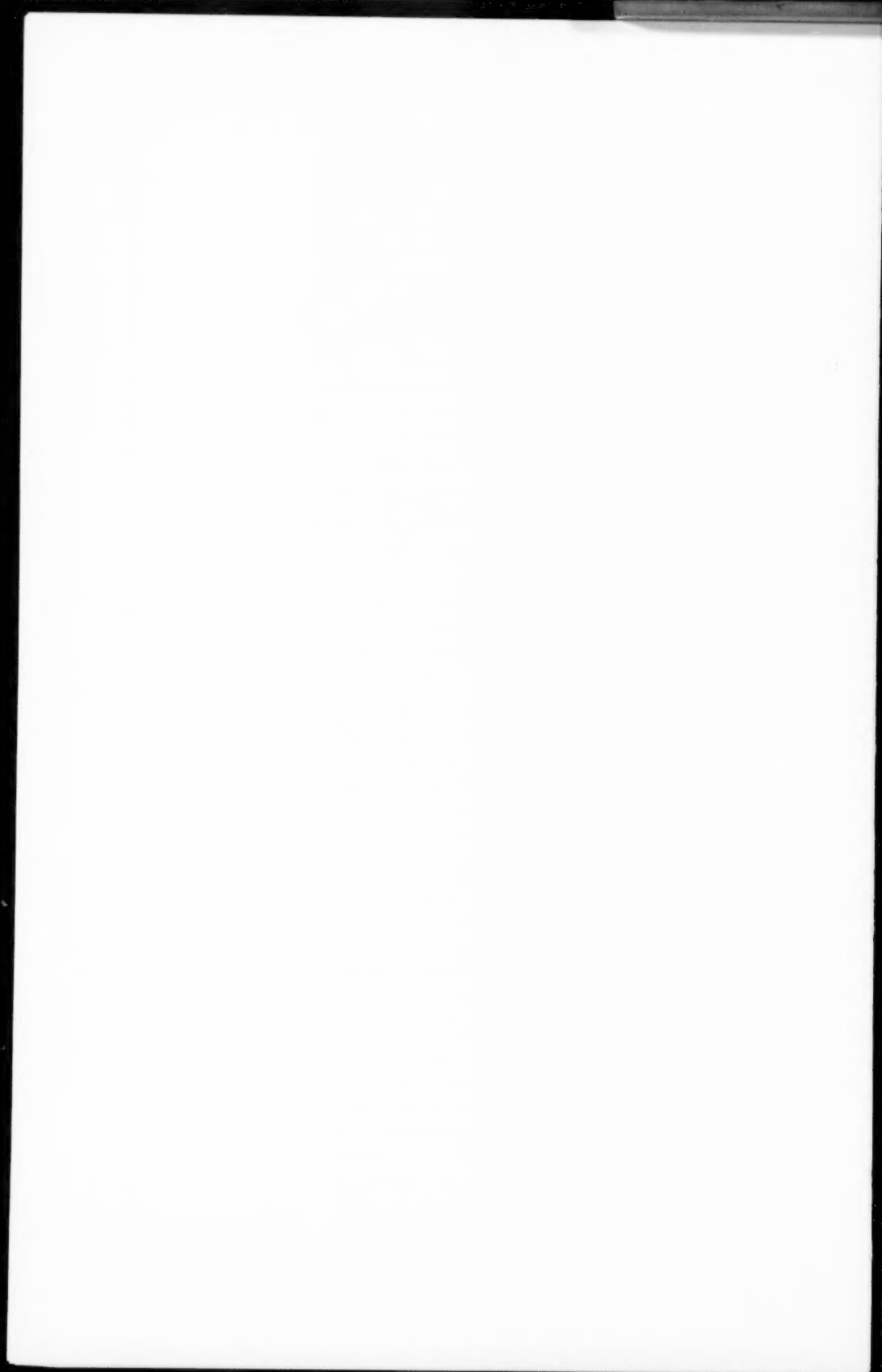
The third elegy begins much like Sonnet xxiv and may, with the other two elegies, have been composed to introduce the Sonnets. The urbanity of its tone suggests that the affair with Magny is over. The autobiographical importance of the piece is evident. Here as in the Sonnets, there is virtually no classical allusion; the least familiar is the legend of Arachne who competed with Minerva (cf. Ovid, *Met.* 6.1-145). Just below this is a reference to Ariosto's *Orlando Furioso*.

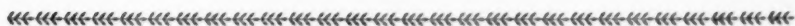
## ELEGY iii

O dames of Lyons, when you will peruse  
 These writings mine with amorous plaints profuse,  
 When me you'll hear in pitiable verse  
 My woes and wails, regrets and tears rehearse,  
 O wish not to condemn my simpleness  
 And error of my foolish youthfulness  
 If error be't. But who 'neath heaven can  
 Boast he is free from failings? Lo, this man  
 Is not content with his life's lot, and he  
 Feels ever for his neighbours jealousy;  
 One, wroth at seeing peace upon the earth,  
 By all means tries to bring war there to birth;  
 Another, thinking poverty a vice,  
 To no god save to gold makes sacrifice;

Another will his false faith, to deceive,  
Employ on whosoe'er will him believe,  
One, while he with his lizard tongue he lies,  
With stings in thousands this and that man plies.  
But born beneath these planets I was not,  
That they could me have dealt such wretched lot.  
Hence was my eye not sorry made to see  
That more rained on my neighbour than on me;  
Twixt friends I therefore caused not strife, nor strain  
Nor stooped I ever down to get me gain;  
To lie, deceive, to trick another I  
Disliked as much as him to vilify.  
But if in me of failing there is naught  
Let Love be blamed: 'twas he alone this wrought;  
In my green age me with his bonds he chained  
When I my body and my spirit trained  
In thousand thousand tasks ingenious,  
Which shortly for me he made tedious.  
In order skill in needle-work to claim,  
I would have ventured to put out the fame  
Of her who being better taught than sage  
'Gainst Pallas with her craft did contest wage.  
Who then had seen how proud in arms was I  
To wield the spear and make the missiles fly  
To do my duty in fray furious,  
To goad and turn my charger glorious,  
For Bradamante, or high Marprise might he  
Or Seur de Roger, have mistaken me.  
But what? Love could not long behold my heart  
Loving but War's Lord and the learning-art.  
He wished for me another care to make,  
And smiling, to me in this manner spake:  
"You deem then, dame of Lyons, that you may  
By these means from my fire flee away,  
But you shall not succeed: subdued have I  
The gods in Hell below, in sea, and sky,  
And deem you that I such a might have not  
O'er men to make them know that there is naught  
That from my hand escapes? Who greater might  
Deems his to be, him I the sooner smite.  
At times you unashamed me assail,  
In trusting you to Mars, of whom a tale  
You make. But see now if you, to persist  
In your pursuit of him can me resist."  
Thus spake he and with anger hot all o'er,  
An arrow drew he forth from out his store,

And let the missile fly with all his force  
Against my tender skin, the straightest course:  
'Twas armour weak to ward my heart within,  
Against the Archer who does always win.  
This breech made, Amor enters in the place  
Whose peacefulness he off does promptly chase;  
He toil imparts to me incessantly;  
To drink and eat and sleep he lets not me.  
He warms me neither with the sun nor shade,  
In soul but love and fire have I, made  
To seem some other; me does Love disguise  
So that myself I cannot recognize.  
I had not sixteen winters seen as yet  
When first these diverse worries me beset,  
And now, behold, it is the thirteenth spring  
Since first my heart felt love's enfettering.  
Time puts an end to Pyramids' high mounts,  
Time puts an end to flowing water-founts,  
He pardons not the Colosseums proud,  
He puts an end to burgs the best avowed,  
He is accustomed also end to place  
To Amor's flame, however bright its blaze.  
But oh in me it seems that it augments  
With time, and that it me the more torments.  
Paris Oenone loved with passion strong  
But his affection did not last for long;  
Medea, was by Jason loved; soon spent  
His love was: her from out his home he sent.  
If they were worthy of esteem they, to  
Cherish their friends, were worthy of love too.  
If one is loved a man can Amor bear;  
Unloved, he tires of love: is that not fair?  
Is it not fair to ask you, Love, to let  
Me have the might so I may limit set  
To torments mine? Permit me not to find  
By making proof thereof that Death more kind  
Than you is. But if you desire that I  
Should love right on until the day I die,  
Make you the man whom I deem mine entire  
Who can alone my tears and smiles inspire,  
For whom so oft I sigh, a fire may feel  
Within his bones and blood and spirit steal,  
A fire that with an ardor greater glows  
Or else a flame that matches my flame shows;  
Then for me lighter will your burden be,  
When some one else will bear its load with me.





## The Epic Poetry of Mickiewicz

WATSON KIRKCONNELL, F.R.S.C.

ONE hundred years ago, in 1855, there died of cholera in Constantinople a fiery fifty-seven-year-old Polish professor and man of letters, Adam Mickiewicz. The Crimean War was at its height and he was seeking with unquenchable enthusiasm to help a fellow-countryman, the Polish novelist, Michael Czajkowski, to organize a Slavonic brigade to fight against Poland's black enemy, Russia. Although he had been an exile from his martyred country for twenty-six years, his readiness to fight for its liberation was as keen as ever.

When in 1955, throughout the Polish-speaking communities of the world, the Mickiewicz centenary will be lavishly celebrated, it will not be the soldier and man of action who will receive the primacy of praise. At an earlier stage of his career, from 1822 to 1834, there was a twelve-year period in which poetic works of genius flowed in hot profusion from his pen. Then the Muse departed, suddenly and irrevocably, and he wrote no verse for the remaining twenty-one years of his life. Of all his inspired output, his greatest work is an epic *Pan Tadeusz*, or "Master Thaddeus," a poem longer than *Paradise Lost*, which flowed from his brain at white heat in less than two years and remains today by common consent the greatest single poem in any Slavonic language. With the possible exception of *John Brown's Body*, it is also the only great national epic known to the modern world.

My sole excuse for venturing to speak of this poet at all is that I have collaborated extensively with one of America's chief Polish scholars, the late Professor George Rapall Noyes, of Berkeley, in providing English versions of his chief works. Thirteen years ago I broke a log-jam for him in the preparation of an English version of parts of Mickiewicz's chief dramatic work, *Forefathers' Eve, Part III*, thus permitting the publication of a 486-page volume of all Mickiewicz's non-epic poetry by the Polish Institute of Arts and Sciences. Four years ago there began a new piece of collaboration in the preparation of a verse translation, in the original metre, of the epic *Pan Tadeusz*, with the centenary date 1955 as our target for publication. Alas, the creation of 12,000 lines in heroic couplets proved more than the crowded time-schedule of a university president could cope with; and when a clamorous publisher in New York demanded a manuscript six months ago, I had to admit that it was less than half finished. Dr. Noyes' death over a year ago has deprived me henceforth, moreover, of his incomparable advice and scholarly revision. Today's paper is a brief by-product of a large but still uncompleted task.

At the very outset, a paradox calls for explanation. Poland's greatest poet, in the first line of his greatest poem, seems to proclaim himself a Lithuanian:

Litwo, ojczyzna moja, ti jesteś jak zdrowie . . .  
(Lithuania, my fatherland, you are like health . . .)

An analogy may help us to understand. Scotland and England have been united under a common crown for about 350 years. In spite of some resurgence of home rule sentiment, Scotland today is overwhelmingly loyal to the British crown and feels itself part of the British realm. At the time that Mickiewicz wrote, Lithuania and Poland had been united under a common crown for nearly five hundred years and both countries were almost completely Polish in political loyalty. But as with Sir Walter Scott, Mickiewicz could combine that political allegiance with deep devotion to his native soil. A century later, Marshal Piłsudski of Poland could with equal passion for his native Lithuania direct that his heart should be buried in Vilna in his mother's grave, while his body remained in Polish soil at Gracow. Lithuania also produced Kościuszko, the leader of Poland's fight for survival in the 1790's; Moniuszko, one of the greatest of Polish musicians; Siemiradzki, the great classical painter; and Traugutt, the head of the Polish national government in the insurrection of 1863. The ancient territory concentrated the very life-force of Polish nationalism against the brutal tyranny of Moscow.

The theme of *Pan Tadeusz*, considering the circumstances of its birth, seems likewise paradoxical. Mickiewicz as a student at the University of Vilna had been arrested by the Russian police and carried off to Moscow. His earlier works showed implacable hatred towards the Russian oppressors. *Conrad Wallenrod*, published in 1828, conveyed his meaning in deliberately cryptic fashion, but *Forefather's Eve, Part III* (1833), published in the comparative safety of Paris after the bloody suppression of Poland's 1831 revolt, openly denounced the police régime of Moscow in his native land. Why then in the very next year, with no alteration in the iron misrule of Russia over Poland, does he publish in *Pan Tadeusz* a simple story of country life, bathed in the mellow sunlight of cherished memories? The explanation is given in posthumous verses that commonly serve as a prologue to the epic:

What can my thoughts be, here upon the streets  
Of Paris, when upon my hearing beats  
The noise of curses, lies, ungarnered laurels,  
Regrets belated and infernal quarrels? . . .  
One happiness remains: a grey day ends;  
You sit beside the fire with some friends,  
Faithful though few, and stoutly lock the door  
Against old Europe and its bloody roar;  
And there escape in fancy like a dove,  
Musing and dreaming of the land you love. . . .  
Today, for us, the world's unbidden guests,

In all the past's and future's far bequests—  
 In one sole region can a Pole find joy:  
 It is the land that knew him as a boy!  
 That land forever will remain as pure  
 And holy as first love; unmingled sure  
 With faults remembered or with hope's distraction  
 And unchanged by the moving stream of action. . . .  
 That happy land, though narrow, poorly sown,  
 As the world is God's, so that land was our own!  
 How all things there were ours, how I recall  
 All things about us, from the linden tall,  
 Whose spreading crown gave all the children shade,  
 To every stream and stone in every glade. . . .<sup>1</sup>

The sufferings that his nation had undergone were too terrible to contemplate. To brood on its martyrdom was to know despair. And so comfort for the exile was found in the recollections of earlier days. The anguish of the present was sublimated in a vision of the past.

The plot is comparatively simple. In the Lithuania of 1811, an old feud between two families breaks out in a struggle for possession of an ancient castle. Judge Soplica has the better case at law but Count Horeszko proceeds in feudal style to seize the Judge's property by an armed raid. When Russian troops of the army of occupation interfere, both parties turn upon them and almost wipe them out. The young men involved must then go into exile. There are two heroes: young Master Thaddeus Soplica ("Pan Tadeusz") after whom the poem is named and his father, Jacek Soplica, who appears until almost the end disguised as the Capuchin monk, Robak. Thaddeus ultimately marries the Horeszko heiress, Zosia, but not before he has been almost hopelessly caught in the wiles of a flirtatious middle-aged cousin, Telimena. His father is a far greater and more tragic figure, whose killing of Zosia's grandfather had sent him into exile a generation earlier, there to fight in Polish armies abroad and ultimately, as a monk, to serve as a courier between them and the gentry at home. In the fray around the country estate, his plans for a Polish insurrection miscarry and he himself receives his death-wound. The whole story is set in the framework of the struggle between the Poles and the Muscovites; and by design the last two of the twelve books describe the arrival of Napoleon's *Grande Armée* in Lithuania on its eastward march towards Moscow. The hopes and dreams of that brief interlude flood the closing pages in sunshine.

Black tragedy was to follow the subsequent defeat of Napoleon. This is twice hinted at in the last book of the epic. Evidently the poet's golden galleon was sailing on the waters of hell, but he never lets the waves of despair impede its progress. The solace of memory completely absorbs the pain of the homesick exile and produces throughout his poem an epic peace and objectivity that is part of its greatness.

Of its other claims to excellence, many are hard to substantiate without

<sup>1</sup>All translations in this paper are by G. R. Noyes and Watson Kirkconnell.

an analysis of the texture of his verse in the little known Polish tongue. The sort of master phrases from Greek, Latin, or German by which Matthew Arnold, in his critical essays, vouched for the greatness of Pindar, or Vergil, or Goethe, can scarcely be invoked for audiences other than Slavonic. One can only testify briefly to the supremacy of his language and to the architectural skill with which his twelve books are built into a single epic edifice.

That unity is only partly a matter of structure. Equally notable, and perhaps still more demonstrable in translation, is his use of Lithuanian landscape to bind his narrative together. A comparable use of the seasons, more detailed and more openly deliberate, is used by the novelist Reymont to unify his great tetralogy, *The Peasants*. In *Pan Tadeusz* it is less structural but more organic.

At the very opening of Book I we meet the quiet countryside of Soplicowo and are introduced

To those green meadows, stretching far and wide  
By the blue Niemen, to those grain-fields pied  
With hues of various harvests, gold with wheat,  
Silvered with rye; where mustard-blossoms meet  
With buckwheat white as snow; where clover glows  
As with a girl's blush; and green turf-strip-bows  
Engirdle all the garth with ribbons rare,  
As quiet pear-trees slumber here and there.

Or Book II takes us from the tilled field and the orchard to the meadows and the open sky:

Which of us could forget, though growing older,  
How, a young lad with gun upon his shoulder,  
We whistled to the fields our holiday  
Where no harsh fence or rampart barred the way;  
Where, when you overstepped the boundary strip,  
You felt no check of alien ownership!  
For there a hunter's like a ship at sea,  
Wherever, by what path, he wanders free!  
There like a prophet he beholds the sky,  
Where clouds, like signs, can meet the hunter's eye;  
Or, like a wizard, with the earth he talks,  
Which, to the city-dweller as he walks,  
Is deaf indeed, but with a thousand voices  
Whispers to him who in the land rejoices.

A land rail calls you from the meadow hay—  
You'd seek for it in vain, it flees away,  
Lost in the grass as in the stream the pike;  
Above your head you hear the spring's bell strike,  
The lark, as deeply hidden in the sky;  
With its broad wings, through airy spaces high,  
An eagle rustles, spreading fear as far  
To sparrows as a comet to the tsar;  
Or there a hawk beneath the blue vault sailed,  
A-flutter like a butterfly impaled,  
Till, looking down upon a bird or hare,  
Like falling star it swoops upon it there.

As a background to all this rose the gloomy mass of the primeval forest:

As far as eye could reach, the mighty wood  
Along the whole horizon blackly stood.

And he goes on to describe the inner recesses of this wilderness, with unspeakable little lakes far beyond the initial rampart of stumps, deadfalls, and quagmires:

The water of these tarns is iridescent,  
Spotted with bloody rust; and steam incessant  
Breathes forth an evil odour of disease  
That wastes the bark and foliage from the trees;  
Bald, wormlike, dwarfed and sick their branches droop,  
Knotted with moss in many a sickly loop;  
With humped-up backs and beards of filthy slime,  
They sit like witches in grim pantomime,  
Warming themselves around a devilish pot  
In which a nameless corpse is boiling hot.

The language of the sky is called in over and over again to echo and magnify the mood of the human actors in the plot. The sunrise early in the idyllic Book II is full of simple peasant imagery:

Now over Soplicowo rose the sun,  
And fell upon the thatched roofs, every one,  
And stole through chinks into the drowsy stable;  
And there upon the fresh hay, greenly sable,  
On which the young men had prepared their bed,  
There streamed in twinkling bands of golden red  
From the black thatch's openings here and there  
Like ribbons from a braid of maiden's hair;  
And the sun teased their faces in that shade,  
As with an ear of wheat a village maid  
    Wakens her sweetheart . . .

The mists at dawn in Book VI correspond to the suspense of the impending foray; while the clouds and showers of the morning of the battle (Book IX) and the terrific storm which followed it that night (Book X) are all in harmony with the action. So, too, the sunset in Book I is mellow and drowsy while that with which Book XII closes the epic warns us that the dreams of Napoleon, and with them the hopes of the Polish people, are soon to be overwhelmed in tragedy:

A cloud lay in the west that bore the shape  
Of the transparent curtain-folds that drape  
A royal couch, pearl-tinted at the peak,  
Gilt on the margin, with a purple streak  
Across its centre as it glowed and burned  
In western gleams; at last it slowly turned  
To yellow, then to pallid, then to grey;  
The sun's head dropped, drawing the cloud its way,  
Then sighed a single sigh, profound and deep  
With a warm breath, and softly fell asleep.

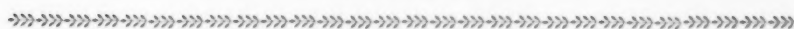
Another device by which the tone of the epic is maintained is the constant use of epic similes whose comparisons are almost invariably drawn from the simple rural life of Lithuania. Thus the Judge stoops like a crane; Gerwazy is aptly compared to a wolf or, in another passage, to a wounded lynx; Protazy is like a fox; the Russian troopers fall upon the drowsy gentry "like wall spiders upon drowsy flies"; Sprinkler, after being tied up by the Russians, "tossed like a pike when it writhes on the sand"; and when Telimena is sprawled in all her finery on the grass beside a pool,

Like a bright caterpillar was she seen,  
Crawling upon a leaf of maple green.

Or yet again, Mickiewicz, whose early poetry was built on the folklore of the Polish people, saturates his epic with the tincture of popular belief. Thus deep in the recesses of the forest, where man never comes, is a peaceful kingdom of the beasts to which elderly creatures retire before their death. Or he remarks very casually about the deep little lakes in the forest: "In them it is very probable that devils dwell." Along with this folklore goes even more a panorama of Polish life at the close of the eighteenth century—its farming and its hunting, its old manor-houses, castles, and country inns, its courtships and betrothals, its garments, tools, and weapons. What his favourite writer, Sir Walter Scott, had done for Scotland in his Waverley novels, Mickiewicz did in concentrated form in *Pan Tadeusz* for the dearly remembered Poland of his boyhood.

As for his characters, the most memorable of them are spiritual sons of Don Quixote. The fierce old "Warden," Gerwazy, lives in a dream of the ancient glory of the Horeszko family and brings on disaster by his monomania. His counterpart the Apparitor, Protazy, is just as daft in his dream of legal triumphs on behalf of the Soplica family. The old Seneschal with his fly-swatter and his lengthy stories, is scarcely less humorous than the Assessor and the Notary, those mighty orators with their rivalry over their rabbit-hounds, Bobtail and Falcon. All of the gentry who come to the Count's support from the village of Dobrzyn are more than mildly cracked. Mickiewicz sees the ridiculous side of them all and yet, like Cervantes himself, he loves these spirits of the past with a most genuine affection.

All of these elements of plot and style and atmosphere and character have been shaped into a perfect work of art. The epic begins with the charm of rustic hospitality and love-making; it rises to heights of action in the bear-hunt; it attains still greater intensity in the foray and the fight to the death between the Polish gentry and the Russian troops; and poignancy reaches its climax at the death-bed of Jacek Soplica. Then, lest gloom and despair should end the story, we have the radiant epilogue of Books XI and XII, when all Poland and Lithuania are a-thrill with the eastward march of Napoleon and the prospect of enduring freedom from the yoke of Russia. An epic calm dominates the entire action. The voice of the poet never wavers to betray the vulture that forever tears at his heart. No doubt the Polish exiles of our own tragic day seek similar comfort in *Pan Tadeusz*.



## The Challenge to Prose

HUGH MacLENNAN, F.R.S.C.

ANYONE involved professionally in the adventure of making or selling prose literature knows that his art and his trade are now in serious trouble. Only yesterday the novel was the most popular and vital of all literary forms; today it is in such difficulties that some critics believe its life is over. In spite of all the advances made in prose expression within the past fifty years, it has never been harder to write a satisfactory novel than it is now. If the novel really does die, it will be a catastrophe for English prose, for since the eighteenth century it has been the novel which has fathered most of the important developments within the prose medium.

The challenge facing the novelist can be stated with brutal simplicity. How can he write a book which the educated public thinks worth reading for any purpose higher than the passing of an idle hour?

The main trouble is that so many novels have been written. When the educated reader picks up a new one, even one by a good writer, he is likely to feel that he has read most of it before. The patterns of creative fiction are more varied than the patterns of drama, but almost all of them have been imitated and repeated by inferior writers for so long a time that even if the vision of a novelist is fresh, even if he has something important to communicate, the reader approaches him with misgiving. The reader feels that the situations will be at least half-familiar, the intrigue a repetition of the intrigue of some other book he read long ago. As for the characters, they will either be types culled from past fiction or prefabricated parts of human beings assembled from psychiatric text-books and glued together according to the latest formula approved by highbrow critics. The audience for fiction is jaded, and to make a fresh, true communication to a jaded audience is such a tough proposition that it is small wonder that a good many novelists have resorted to the kind of eye-catching tricks used by advertising agencies.

Every man tends to exaggerate the difficulties of his own profession, and perhaps I exaggerate those of today's novelist when I say that his task is more complex than that of the painter. Painting is a freer and purer art, because a picture is more the product of a single man's effort than a novel can ever be. A painter can function, as Van Gogh and Gauguin did, with no public support whatever. He may be poor and wretched, but so long as he can acquire canvas, colours, and brushes, he can paint. Painting is an art which can thrive in solitude; a picture exists the moment it has been put down on canvas.

The life of the fiction-writer is essentially different from that of the

painter. A novel does not exist, properly speaking, the moment it has been put down on paper; it exists only after it has been communicated to an audience of divers men. For this to happen, there must be a collaboration between the novelist and a publisher, and between the publisher and a chain of retail outlets. Nor do novelists thrive in solitude. Their work depends on the flux and movement of life around them, they reflect the contemporary scene and are nourished by it, and if they bury themselves too long in a country cottage, or leave the source of their inspiration and live on a remote island, they usually dry up. They are dependent on the public for more than a livelihood; they know in their hearts that if they lose the feeling that their work matters to the public, they lose an important part of their vitality. A novelist's public need not be large, but it should be diversified. It should never be limited to a coterie. James Joyce was damaged incalculably by his long exile in Paris and D. H. Lawrence became increasingly querulous and eccentric when he left England and allowed himself to be surrounded by cliques of sycophants and messiah-hunters. The English writers who migrated to California have produced little worthy of the reputations they brought with them to America.

Vitality in fiction is mysterious, but without it a novelist is like Samson without his hair. It has little to do with intelligence and even less to do with taste. It seems to be a potential within the novelist himself which assumes a greater force when he is convinced it will be shared with a diversified audience. Thackeray was a sloppy writer, Dickens a sentimental one, Balzac a careless one. Compared to Aldous Huxley all three lacked intelligence; compared to E. M. Forster all three lacked taste. But their vitality was so immense that you would no more think of comparing them to Huxley and Forster than you would compare a hurricane to a pleasant yachting breeze. Much of this vitality grew out of their conviction that they mattered greatly to the public of their day. The channels between themselves and their readers were wide open.

Today the current of communication between serious writers and serious readers must seep through a variety of blockages. Some of the channels are fouled by a lot of extremely foolish criticism. Some have been clogged by unnecessarily obscure language. All, to a greater or less degree, have been hampered by the strange conditions within the book trade.

If I talk briefly about the economic aspects of the book trade it is not to complain about an unjust and preposterous state of affairs. It is because the welfare of the novel, even its continued existence, has more dependence on economic conditions than the learned public cares to admit, and some of this dependence is psychological in nature.

The novel is one of the few arts in which common sense plays an important role. Most novelists have a high regard for evidence and tend to evaluate it as a judge does. Many of them can look at themselves with an extremely cool and dispassionate eye. This quality of common sense, this

tendency towards objectivity, makes them reluctant to starve in a garret and submit themselves to the heroic poverty of a Gauguin unless they can be convinced that their work will justify the sacrifice of their lives. If their common sense tells them that their work will suffer from isolation, and if market conditions are unfavourable to fiction, they turn their hands to something else and write fiction on the side.

At present the condition of the book trade is so unfavourable to fiction that this is what the majority of novelists are now doing. Their work sells badly in hard covers, and the paper-back trade, where it sells very well, pays them only a pittance. So, instead of devoting all their energies to the challenge of their art, most of them are buying time for it by working in kindred fields. They teach, they write for radio, television, and the magazines, sometimes they even work for the government. It takes a serious novelist from one to four years to complete a single novel, and if no money comes in during this period, and if the money earned by the last book has been so small that it is quickly spent, the novel he dreams about either takes a long time in the writing or does not get written at all. Until recently a moderately successful novelist could live on the proceeds of one book while he wrote the next. Now only a handful of men popular with the book clubs can do this. For in the last decade the book trade, in so far as it serves the economic interests of serious writers, has virtually collapsed.

Like so many economic depressions, the current one in the hard-cover book trade struck with blinding suddenness. Ten years ago hard-cover books in North America were big business, and any competent writer was sure of the interest of a publisher. Today the hard-cover publisher considers it a gamble to print the work even of an established man. Costs are up by about 250 per cent, the market is down by nearly 1000 per cent from the peak years. Caught between a shrinking market and rising costs, the hard-cover book has almost priced itself out of business. More than 95 per cent of the commercial lending libraries on the continent have gone to the wall. Hundreds of booksellers have been forced to give up, and the death of each bookstore has meant the loss of one more sales-outlet to the hard-cover publisher. Were it not for the backlog provided by text-books and the picayune sums handed out by reprint houses, few of the famous first-line publishers of North America would be able to stay in business.

The cause of this situation, contrary to common belief, is not television. It is a revolution within the book trade. Writers and first-line publishers are not in trouble because the public has lost the reading habit or exchanged it for another. They are in trouble because never in history has the public been reading so much.

At the very moment when production costs made hard-covered books a luxury even for the carriage trade, the paper-back reprint seized the market and changed its whole character overnight. There are probably no more than four hundred unsubsidized bookstores left in North America, and of

these it is doubtful if more than twenty sell books alone. But there must be two hundred thousand outlets for paper backs. You can find them wherever there is a drugstore, airport, railway station, bus terminal, or news stand. For an average price of forty-five cents you can obtain any book from the *Confessions* of St. Augustine to Mickey Spillane's latest. The paper backs are so catholic they have something to appeal to everybody. They have become as necessary to our way of life as refrigerators or cigarettes. Within the English-speaking countries alone, their average sale now exceeds three hundred million copies.

This is revolution, the greatest in the book trade since the invention of the steam press. Like all revolutions, it has produced shock, confusion, and injustice, and its impact has varied in accordance with the traditions of the countries in which it has occurred.

In the United Kingdom (British revolutions are orderly) the publishers of Penguins and Pelicans treat the first-line houses with the consideration of men who know where their golden eggs are laid. Seldom does Penguin reprint a title until it has been before the public in hard covers long enough to establish its quality and to recompense the original publisher who took the initial risk on the book, printed, introduced, and advertised it.

In the United States no such delicacy, no such far-sighted care for the trade as a whole, inhibited the entrepreneurs of the pocket-sized books. After several years in which American paper backs seemed to be following the dignified example of their English predecessors, suddenly they burst loose from restraint and captured the market by a kind of *blitzkrieg* in which most known rules went by the board. Some American paper-back firms have acted responsibly, but the majority have had a single over-riding aim. Regarding books as just another form of merchandise, they have used them to parlay their firms into the quickest possible profit. The easy-going publishers of the established houses were on the ropes before they knew what had struck them, and when they made a belated attempt to protect themselves, they found they were in the position of a fighter who gets off the deck only to be knocked out by the referee. According to the American anti-trust acts, any attempt on the part of publishers to agree mutually to release no titles for reprint until a suitable time has elapsed is an agreement in restraint of trade. Accordingly, if the American Publishers Association were to take any such combined action to protect its interests, it could be prosecuted.

This means that at present the paper-back publisher is in virtual control of every economic aspect of the book trade apart from the text-book business. In his dealings with authors and first-line publishers, he is the one who nearly always sets the prices. He establishes the tone of the trade and of course he sells by far the most books. He also victimizes the author.

It took a century of hard bargaining before authors and hard-cover publishers worked out royalty patterns which were fair to both parties who

signed the contracts. A century ago, as Byron pointed out even earlier, the publisher had been Barabbas and Barabbas had been a robber. Now that a new kind of publisher, with new methods and no tradition, has gained control of the trade, it may well take a generation before the authors can come to satisfactory terms with him.

The reading public would be amazed if it knew how small is the profit to the writer on these paper-back books which are sold everywhere. At present a paper-back reprint can sell a million copies of a single book and pay the author no more than \$7500 or \$5000 for his work. In Canada a paper-back reprint does well if it sells fifty thousand copies of any given title. Such a sale once grossed this author, after he had split the penny royalty paid by the reprinter with his original publisher, the grand total of \$250. No novelist can support himself on this kind of money, nor is the argument that the reprint is mere gravy a valid one, for the competition of the reprint has decimated the sales of the original hard-cover. Who, after all, will pay \$4.00 for a novel in hard covers when he knows he can obtain the same book a few months later for thirty-five cents?

Nor is the low royalty rate the only bad result of the paper-back revolution. Even more serious is the lack of discrimination which raw methods of selling books have produced in the reading public. All but a few of the American reprint houses have deliberately reduced literary taste to its lowest common denominators of sex and violence. A book by a great writer is displayed in a cover as absurdly sexy as the one containing the latest effort in mass-produced pornography written by a hack. James Joyce's *Portrait of the Artist as a Young Man* is being sold in a cover showing a muscular youth surveying a prostitute who is hitching up her stocking while she stands under a street lamp. Last year Somerset Maugham's *Cakes and Ale* was sold in a cover depicting a woman undressing and saying to a youth on the edge of a bed, "You must take me as I am." Bad books are easier to come by than good books, and in a mass market it is commercially profitable to give the public the idea that a book is a book is a book, and that between Faulkner and Spillane there is no essential difference. Seldom in the history of commerce has there been so blatant an example of the operation of Gresham's Law. It is no wonder that the techniques of some paper-back publishers in the United States have destroyed the confidence of the serious public in the novel as an art-form.

Yet in the long run this paper-back revolution is sure to be a good thing—good for the writer, good for the public, and good for literature. Within the next ten years, perhaps even sooner, one can safely assume that the paper-back publishers will understand that every man, woman, and child knows what a half-naked woman looks like. Even before ten years they will discover that the public is tired of love-scenes that resemble exercises in mechanical engineering. In time the paper-back publishers will be driven to make fair financial arrangements with writers if only for the sake of their own bank

accounts. At any rate, nearly all of us agree that the revolution was long overdue. Even ten years ago books were far too expensive and hard to obtain. The paper-back publisher may be vulgar, but he has solved the twin problems which had previously baffled the book trade—price and distribution.

Novelists, like most artists, are tough people. Regardless of flood, famine, plague, or war, they generally go on writing, even though they may decide in the interest of eating that they can afford to write fiction only in their spare time. They feel sure that the love of stories is basic in men and will endure with the human race.

What they are not so sure about—and here I come to something more fundamental than current economic trends—is that the novel can survive against a new competitor which the novel itself has trained, raised up from pedantry, and taught the tricks of the story-teller's trade.

The novel today is being challenged by a form of creative non-fiction which is the twentieth century's unique contribution to literary art. It is being challenged so successfully that non-fiction is not only outselling fiction in hard covers at the rate of five or six to one, but is winning more favour with the critics and the discriminating public. It is because of this new competition from non-fiction that some critics believe that the novel as a literary form has had its day and is dead. It is because of this trend that many professional men—scientists, doctors, and lawyers—say with pride that they prefer non-fiction to fiction, as though this preference were a proof of their superior culture.

The novelist hears them talk and replies with a worried smile. He is worried because he recognizes the seriousness of the competition, he smiles because he knows that the implication behind it—that non-fiction is serious while fiction is not—is not the reason why non-fiction is sweeping the market today.

Non-fiction has become more popular than fiction because the legal, scientific, and literal truth is always stranger, more varied, and more exciting than fable *if it is presented in a certain way*. That way is through the form of a dramatic story with climaxes, joins, lights and darks, background and atmosphere, dialogue, changes of pace and rhythm, subsidiary characters handled in such a way as to sharpen the focus of the story as a whole.

During the last quarter-century, the best non-fiction writers have learned how to write non-fiction in this way, and they have learned through a meticulous study of the novelist's craft. Without sacrificing much of what might be called the legal, factual, or scientific truth, the best of them have handled historical, biographical, and even scientific subjects in the textured prose and careful architecture of a well-contrived novel. They have mastered all the novelist's tricks—and more power to them! Compared to a good modern biographer, even Plutarch limps. Compared to certain historical

writers (I don't say historians) Gibbon's monotonously perfect sentences lull us to sleep.

If this new school of writing has a single founder, it is Lytton Strachey, whose *Eminent Victorians* may in time have a place in the history of prose as unique as that of *Lyrical Ballads* in the history of poetry. In the preface to that famous book, Strachey made a few quiet statements with the effrontery of genius. It is impossible, he said, to write the history of the Victorian Age because we know too much about it. As history, in his view, is not a science or a compilation but an art, and as the basis of all art is selection, Strachey concluded that the only way a modern historical writer can approach his task is to row out over that vast sea of material and from time to time lower into its depths a little bucket, in which he can haul up a few characteristic specimens to be examined with a careful curiosity.

Strachey himself hauled up four—Cardinal Manning, Florence Nightingale, Dr. Thomas Arnold, and General Gordon. Without doing too much violence to historical truth, he dealt with his specimens much as a novelist deals with his invented characters. He used them as protagonists in four individual dramas of character, each of which was subtly reminiscent of the others because of the common denominator of the age in which they all lived.

But between *Eminent Victorians* and a novel there was a very important difference. Cardinal Manning, Florence Nightingale, Dr. Arnold, and General Gordon had all existed in real life. They had thought, said, and done the things Strachey represented them as thinking, saying, and doing. They were all famous, even monumental. They had all influenced the course of human history to such an extent that their importance could not be denied. Their careers had given them a claim on the public, and the educated public could not help realizing, at least subconsciously, that here were human characters it behoved them to understand, not merely for the sake of amusement, but for the sake of an increased knowledge of English history. A novelist can establish such a claim only after his work has been accepted by the public and has endured the test of time. But a non-fiction writer can establish such a claim *a priori*.

Strachey's example has been followed with varying degrees of success by scores of others. What novelist wishing to create the drama of a court scene could equal the tragic intensity of Rebecca West's true account of the trial of John Amery for treason? What novelist bent on showing how battles can be lost because of the character of the generals who conduct them could offer a tale as fascinatingly preposterous as Cecil Woodham-Smith's *The Reason Why*? What writer of adventure tales could match Maurice Herzog's true story of the conquest of Annapurna? What modern Melville could compete for public favour with *Kon-Tiki*? What writer of suspense stories could come up with anything as breath-taking as the true account of how British Intelligence discharged from a submarine off a Spanish port the body of a

man dressed in the uniform of a captain of Royal Marines, his pockets filled with faked documents written and signed by famous living people, with the result that Hitler concluded that the first Allied invasion of Europe was not going to fall on Sicily, but on Greece and Sardinia?

True stories just as exciting as these have been happening from the beginning of time. But only recently—with a few exceptions only within the last forty years—has prose expression been equal to making them *seem* exciting to the reader. For it is not merely *what* happens that excites; it is the reader's feeling that he is participating in it. To make the reader participate in the story has always been the prime aim of the novelist. Now—and it is ironic that this should be so—it has become extremely hard to make the educated reader participate in a work of fiction. Sometimes it seems that the modern educated reader will suspend judgment, will yield to the anaesthetic of the story, only if he knows in advance that the events in the story really happened.

The competition provided by this new treatment of actual people and actual happenings has become so serious to the modern novelist that he is right to ask himself whether his art has not in truth been superseded. Even he himself is apt to prefer this new kind of biography, this new kind of historical writing, to his own form of work. For one thing, it is easier to read. The non-fiction writer does not have to work so hard to achieve credibility. He does not have to whittle his characters down in order to make the reader believe they exist.

But if the novelist takes a longer view, he cannot fail to note that for all its brilliance and for all its considerable veracity, this new school of non-fiction is more limited than fiction at its best. *Kon-Tiki* is not as great as *Moby Dick* nor can *The Reason Why* be compared in depth to *War and Peace*. The non-fiction writer becomes the poet at his peril. Indeed, if he becomes the poet at all he is almost certain to lose his audience unless he is writing about himself. The non-fiction writer cannot bring his reader under Juliet's balcony, nor can he set him down in the skiff where the old man fights his solitary battle with the sharks. He does not dare be too intimate. What Aristotle said of fiction is still true: it can be more important than non-fiction because it can be more universal.

The essential failure of the fiction written in the last fifteen years is that it seldom is universal. Many novelists have been too limited by their styles to achieve universality. Others have been handicapped by their own preconceived attitudes to their work. Still others have listened to doctrinaire critics and have wasted their talents in artificial symbolism. The very technical brilliance of some of the greatest twentieth-century masters of fiction has become a hindrance to the art, as can be proved from the record.

James Joyce, after writing some magnificent short stories and an autobiographical novel in which at times he carried English prose expression farther than it had ever been carried before, succumbed to exile and false

theories and lost both himself and his talent in *Ulysses*. This book can only be called an aberration of genius, for in its pages Joyce commits again and again the unforgivable sin of a writer. He is pedantic without possessing the specialized knowledge which alone can justify prose too obscure for the layman to understand.

William Faulkner seems incapable of writing convincingly about anyone who is sane. His world does not even pretend to be real. It is a world of nightmare, and few are the readers who have cared to enter it.

Ernest Hemingway, the most imitated prose writer of the century, is interested in only one type of human character. His importance rests on what he has done to advance the frontiers of prose expression, and in this he has done much; his descriptive and action passages are unsurpassed in the English language. Yet his very genius has put him in a strait-jacket, for if he introduces an educated man into that astonishing style of his, he ruins its effect. Educated men do not talk like Hemingway characters. They use jargon, they converse in the clichés of the day, they are interested in all manner of subjects for which the bare style of Hemingway has no vocabulary. When Hemingway introduces an educated man into his novels, he becomes as ruthless as Procrustes. He makes him a foreigner who can express himself only brokenly in English. Or he makes him drunk. Or he involves him in scenes of such danger and violence that he talks in monosyllables.

These three writers—Joyce, Faulkner, and Hemingway—may not be truly representative of modern fiction, but they are certainly representative of the plight of it. They are eccentric, each one of them. They have all reacted in extreme and private fashion against the change in mental climate which differentiates our time from the past.

So far as fiction is concerned, the chief change in the mental climate has been the development of psychology as a quasi-science. A century ago the novelist, the priest, and the philosopher were accepted as experts on the human soul. Now they are not. If the modern reader wants to know what happens to the human soul, he does not go to the novelist.

The development of psychological knowledge since the time of Freud has affected serious fiction much as the invention of photography affected painting a century ago. That is why so many novelists of the twentieth century have indulged in experiments in form, in symbolism and obscurities of language, in the kind of eccentric subtleties to which so many painters have been driven since the time of Manet. But it is doubtful if they have been as successful as the painters. Indeed, one can state almost categorically that the path chosen by Joyce has led his imitators into a desert in which they have died of thirst.

Yet the novelist knows that he cannot ignore the scientific psychologist, for the simple reason that telling the truth about human behaviour is part of his *raison d'être*. Somehow he must absorb scientific psychology into his work without destroying his art through pedantry. This is far more difficult

than it sounds. Again and again while writing his book the modern novelist must pause and ask himself: "Would this character really have acted as I have made him act?" Still more frequently he must ask himself of an action observed from life: "Why did this character do this?" And he knows that the answers he gives will not be accepted if they are as glib as Dickens' answers were. Nor again will they be accepted if they are given in the cold and logical language of the scientist.

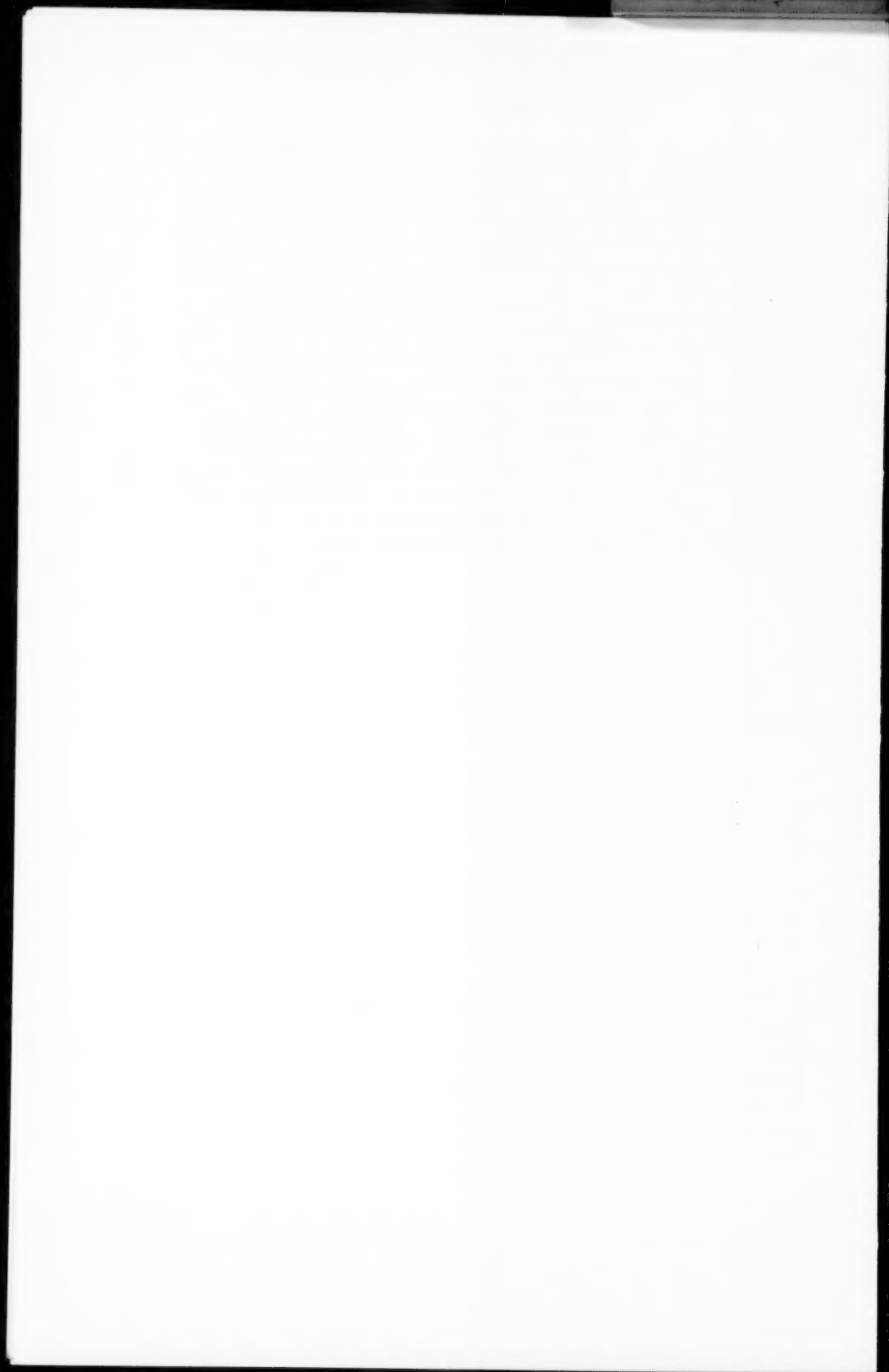
Yet it is not impossible for the novelist to incorporate the truths of modern psychology into his art, and if he succeeds in doing so without wrecking his story, his appeal is as strong as it ever was. The novel is still necessary to society. It still offers its peculiar form of companionship to the lonely individual soul. It can still be intimate as non-fiction can never be.

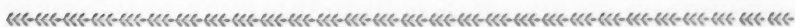
In looking to the future of the English novel, I can't help thinking of the relatively new writer, C. P. Snow. This extraordinary Englishman began his career as a nuclear physicist and became a novelist in early middle-age. He brought to his work a background of experience rare in a writer of fiction. He was an accomplished scientist and his scientific training has become a part of his personality, his style, and his attitude toward life. He has worked professionally with an important variety of human beings—dons, other scientists, civil servants, statesmen, and business men—the very people who have made our age what it is. Unlike Joyce exiled on the Left Bank, or Faulkner marooned on a farm in the most primitive state of the Union, or Hemingway self-isolated in the Caribbean from which he occasionally issues to shoot game in Africa, Snow has lived and worked in the modern twentieth century as naturally and thoroughly as Balzac worked in the nineteenth. More thoroughly, since he has been competent in these various ventures of his.

This knowledge, this understanding that he is a part of our century on its controlling levels, shows in everything C. P. Snow writes. *The Masters* may well be the most profound fictional study of the political passion ever written. The chief character in *The Light and the Dark* is a manic-depressive who also happens to be a scholar of genius. Without using a single word of psychological jargon, Snow develops this character both as a human being and as a genius. Snow is no poet, and his prose lacks some of the rich evocative overtones you meet in the work of certain of his contemporaries. But his integrity in the presence of his material is absolute, he never seems to be guessing, he knows from experience just how modern life is lived on the summits of political and intellectual endeavour. One has only to read the two novels I have just mentioned to understand how essentially trivial are the characters that form the stock-in-trade of some of the most renowned novelists of the present century. Whatever his limitations may be, C. P. Snow has at least tried to bring the modern novel back to people and how they really live, to an understanding of character through action, to an understanding of the form and pressure of the time through drama. He is the least eccentric novelist now functioning.

But C. P. Snow, as I said, is no poet, and since the time of Conrad a quality of poetry has entered fiction which few lovers of the art would like to see abandoned. What Snow has done, besides producing a series of remarkably readable, mature novels, has been to show the way the novel must go if it is to go anywhere. He has insisted, at least by implication, that unless it retains the basic elements of its art it cannot hope to survive.

What the future holds for fiction, I can only guess. So, guessing, I believe that the medium will never again enjoy the unchallenged prestige it had until recently. Still guessing, I think it will live and that we shall see some novels with a power of writing, a depth of understanding, even a clarity of expression, which will surpass all but a few masterpieces of the last hundred years. Guessing once more, I think it unlikely that there will be many "pure" novelists in the sense that Dickens and Thackeray were "pure" novelists; I think that in the future the serious novelist will be compelled both by economic pressure and by the need for understanding life to work in one or more fields besides fiction. But I am not guessing at all when I say that the novel must return to people again, must prove its power to celebrate and judge their lives, must believe in their value, and must respect the audience.





## The Bias of Prairie Politics

W. L. MORTON

Presented by D. G. CREIGHTON, F.R.S.C.

THAT there has been, and is, some significant difference between the politics of the three Prairie Provinces and those of other regions of Canada is a matter both of common observation and of academic study. If the existence of the difference is notorious, the explanation of why such a difference should exist is still perhaps sufficiently in question to warrant an attempt at comprehensive explanation. This paper advances the proposition that the explanation is historical and not merely economic or sociological. The proposition implies, as the title is meant to indicate, that the difference between prairie and other Canadian politics is the result of an initial bias, which, by cumulative historical process—the process which takes account of sequence, conjuncture, and will, as well as of logic, category, and necessity—has resulted in traditions and attitudes even more distinctive than the original bias. In short, to pass from the abstract to the concrete, the submission is that in his aims Louis Riel was a more conventional politician than William Aberhart, but that both were prairie politicians.

The proof of that assertion must be postponed for the moment, in order to remark that it has seemed necessary to invoke the notion of bias lest the common error of special studies be incurred, that of exaggerating the significance of one's subject. The difference between prairie and other Canadian politics can be exaggerated, particularly if historical perspective is lost and the study of fundamental institutions neglected. It is more important, if less arresting, to observe that the institutions of the Prairie West were Canadian institutions and that the people who worked those institutions and determined the political development of the West were in the overwhelming majority of Canadian birth and ancestry, than it is to discuss the differences of sectional politics. The first laws of the West were largely copied from the statutes of Ontario. There was only one distinctly western group of people, the *métis*, and they were broken and dispersed by 1885. The great immigrant groups of the first years of this century, the British, the Americans, and the East Europeans, never endeavoured to change the basic institutions of the country and in the main left politics to the Canadian born. There seems, in fact, to have been little in the institutional development or the peopling of the Prairie West for which some parallel might not be found in the history of western Ontario. It may be said, in short, that old Canada was extraordinarily successful in making the Prairie West Canadian.

The effect of Canadian institutions was, of course, modified by the factors of time and distance. The West was colonized some two generations later in time than western Ontario, and was distant a thousand miles from central Canada. In consequence the West in its years of major settlement was subjected to influences such as Fabian Socialism, the Non-Partisan League, and Social Credit which the older communities of Canada had escaped, or were better equipped to resist. And the element of mere distance was a powerful agent among those which operated to produce the strong sectional sentiment of the West. But these material factors were modifiers, not determinants, of western history. Despite the lateness of settlement and the barrier of distance, the institutions and people of the Prairie West were, or became, Canadian.

If, then, Canadian institutions and ideals prevailed in the West, what was the bias which made prairie politics different? The answer suggested is that the subordinate status given the West in Confederation was the initial bias that set in train the development of prairie politics towards an increasing differentiation from the Canadian standard. The subordination was, of course, in the nature of things, the outcome of the fact that the West was an almost wholly unpeopled wilderness in 1869. The bias was neither necessary nor inevitable; it was historical, the outcome of human will and personality, that of Riel and the clergy, operating in a particular environment. The resistance of the *métis* was in many ways pathetic and even comic, but it was sufficient to set a tradition at work, the tradition of western grievance: The struggle of the Prairie West against political subordination to central Canada had begun, and it was to go on to merge with the struggle against economic subordination to the capital and corporations of the East. The result of this struggle, both of its failures and its partial successes, was a release of that utopianism which has been endemic in western society since the French Revolution, and indeed in religious form since the Reformation, and which has always found a refuge and a stimulus on the frontiers of settlement. In particular, the revolt against the national political parties between 1911 and 1921, and the shattering of economic conventions by the great depression and drought of 1929-39, created a vacuum into which the United Farmers of Alberta and Social Credit rushed.

## II

The assumption that the initial bias of prairie politics was the fact of political subordination in Confederation, suggests further a division of the history of the Prairie West in Confederation into three periods. The first may be called the colonial period, from 1870 to 1905. The second is the agrarian period from 1905 to 1925, and the third the utopian from 1925 to the present. The first is the period of the struggle for political equality in Confederation, not realized until 1930, and the second the period in which the concept of the agrarian bloc dominated western politics. The third

period is that in which certain utopian elements, diffused through western society but stimulated on the frontiers of settlement, emerged in prairie politics, and won control of the Province of Alberta in 1935. The periodization suggested is, of course, much neater than the facts warrant. The achievement of equality in 1930 was at once made a mockery by depression and drought. The agrarian element is continuous from 1878, when the Grange first appeared in Manitoba, and the utopianism can also be detected from the beginnings of extensive settlement. But the periods do indicate the relative importance of the three elements of inequality, agrarianism, and utopianism. Even more important than the periodization is the sequence, for the struggle for equality fed the agrarian revolt, and the agrarian revolt opened the way to the victory of the utopians. The initial bias of inequality, that is, gave a twist to the development of prairie politics which in the historical process has become a major divagation from the run of national development, and which is now a matter for serious concern.

The beginning of the process was the resistance of the *métis* of Red River to the annexation of the Northwest by Canada in 1869. The resistance was not to union with Canada; it was to union at once and without safeguards that would enable the *métis* to survive as a group. On the face of the evidence the resistance was not justifiable. The preparations made by Canada for the acquisition and preliminary government of the Northwest were proper and adequate; the one serious omission was the failure to send a commissioner to explain what was to happen, and that was an Imperial rather than a Canadian responsibility. The real ground of the resistance was to the beginning of an English-speaking and Protestant immigration, which would become a majority and determine the laws and institutions of the Northwest. In that the *métis* saw, and correctly, their own destruction. They were resolved not to submit; "Tell them," Riel said to a Canadian, "our great thought is to resist being made Irishmen of."<sup>1</sup> The real blunder of the Dominion government was to regard the acquisition and development of the Northwest as a compensation to Ontario for the bringing of the Maritimes into Confederation and the construction of the Intercolonial Railway. Cartier, it is possible, had acquiesced in this surrender of the west to Ontario, on condition that the Northwest be a separate government,<sup>2</sup> but some of the missionary clergy of the Roman Catholic church did not.<sup>3</sup> They and Riel determined to oppose the opening of the Northwest to the English and

<sup>1</sup>P.A.C., *Volunteer Review*, IV (1), Jan. 3, 1870, p. 9, quoting John Malcolm Reid in *London Free Press* of Dec. 16, 1869.

<sup>2</sup>A. K. Isbister reported a conversation to that effect with Sir Edward Bulwer Lytton, Colonial Secretary, when Cartier with Galt and John Ross visited England to discuss the confederation of British North America in 1858, in a letter to Donold Gunn of Red River: P.A.M., *Nor'Wester*, Dec. 28, 1859; the letter is quoted (in part) in A. S. Morton, *History of the Canadian West to 1870-71*, p. 837. Isbister's letter by itself is no more than suggestive, but it is difficult to see how Cartier could have taken any other stand.

<sup>3</sup>See the writer's introduction to *The Red River Journal of Alexander Begg* (Champlain Society, 1956, in the press).

Protestant, individualistic and aggressive society of Ontario, a society which would grant equality to the *métis* as persons and destroy them as a people.

Their aims the *métis* sought to achieve within constitutional limits. The resistance began with a declaration of loyalty to the Crown, and it was continued in the name of British liberty and British justice, though the phrases were mingled dangerously and misleadingly with the rights of man and law of nations. Riel showed himself to be remarkably adept in the English tradition of using the language of constitutional right to justify opposition to authority. But his real problem was to find terms within the limits of the Canadian constitution which would assure the *métis* of their object, the preservation of their language, faith, and existence as a group. These Riel was finally convinced were to be found in provincial status, and with that in view the Bill of Rights drawn up by the delegates of the people of Red River was re-written by the Provisional Government to demand admission for the Northwest, not as a Territory, but as a Province. What was granted was provincial status, not for the Northwest as a whole, but for the old colony of Assiniboia. Thus Riel won a startling, but partial, victory. He had obtained provincial status for no more than a fragment, if a strategic fragment, of the Northwest, and even there his victory was incomplete. Small as it was, Manitoba was large enough to hold sufficient Ontario immigrants to outnumber the *métis*, and province though it was, it was not the equal of the other provinces, for it was not granted control of its lands.

This was the beginning of the bias of prairie politics. The fears of the *métis* had led them to demand equality for the people of the Northwest in Confederation. Unwarranted though the demand was, it had been granted in principle to prevent American intervention and to pacify Quebec. But it could not be wholly granted without driving Ontario to exasperation and imperilling the federal policy of western development by railway construction and homestead settlement. In consequence, the West was left with a sharpened sense of inequality and a tradition of grievance and of special claims, to be embodied in Bills of Rights from Riel's series of four to that of Mr. Hazen Argue, M.P., of May 1955.

### III

The subordination of the Prairie West, then, to federal control and federal policies, from 1870 to 1905, and even 1930, had confirmed prairie politics in their initial bias. The bias was, however, to be transmitted to, and increased during, the agrarian period. This second phase of the bias sprang from the rapid development of the agricultural economy of the Prairie West after 1900. The most easily exploitable resource of the West was the agricultural soil of the prairies, which lent itself to grain growing on an extensive scale. The needs of this economy were few, simple, and imperative: cheap land, cheap transport, and cheap machinery. They were met on a gigantic scale both by private investment and by government subsidy. It

was the national policy of the day to develop the West, for the development of the West was the key to national development. The western grain grower was a beneficiary both of the great colonization boom which opened the twentieth century and also of the policies of the national government.

Yet the grain grower developed grievances, which were to be formulated both as a sectional and as a class protest. In part, no doubt, there was an element of human perverseness in this. But there was a strong objective basis to the grain grower's complaints. In the early stages of development both the line elevators and the railways were able to exploit their temporary monopolies; banks and other services were sometimes in the same position. It is not surprising that an attempt should have been made to charge "what the traffic would bear," or that it should have been resisted, as it was by the Farmers' Union, the Patrons of Industry, and by the Grain Growers Associations. These organizations were the grain growers' counter to alleged monopolies.

One other grievance, however, could not be attacked by economic organization alone. That was the National Policy of tariff protection of domestic industry, begun by the Conservative party in 1879, and continued and refined by the Liberal party after 1896. The National Policy was not, of course, merely a policy of protection. It was, broadly viewed, also a policy of railway construction and land settlement; in short, its aim was the creation of a national, as opposed to a colonial economy. All sections were expected to benefit from its realization, and in this broad interpretation, the Crow's Nest Pass Agreement was as much a part of the National Policy as the tariff. But by tradition and interest the western farmer, like many eastern farmers, was disposed to ignore any special or long-term benefits which accrued to him from the National Policy, and fasten on the fact that the tariff operated to increase his costs of living and of production. This disposition was influenced in the Prairie West by the defeat of the Reciprocity Agreement in the general election of 1911. The results of that election convinced many western grain growers, suffering from the first slackening of the boom, that the "eastern interests" would go to great lengths to maintain the favoured position in which, in their view, the National Policy had placed those interests.

The 1911 election also convinced a number of grain growers that the national political parties were not reliable instruments for effecting the agrarian voters' wishes. Stimulated by the Progressive movement in the United States and by immigrant British Liberals and Socialists, some western agrarians began to denounce political parties as perverters and corrupters of the will of the people, and to advocate "direct legislation" and "business government" as remedies. The national parties were especially attacked as the facile agents of the "big interests." In this developing agitation there were elements both of sectional agrarianism and of utopianism.

The story has been told elsewhere. Suffice it here to note that the rapid disintegration of the farmers' movement in politics demonstrated the in-

adequacy of agrarian sectionalism. The weakness of western agrarian sectionalism was threefold. First, there was the weakness of the single economic interest, whether the collective interest of agriculture, or the narrower interest of the prairie grain grower. In the complex of the national economic groups, agriculture had to dominate or bargain. Despite its command of numbers, it failed to dominate. The reason was that it could act only through the organized, public effort of many weak and dispersed individuals, whereas industry was able to act privately through a few powerful individuals.

Public agitation competed with lobby influence. Agriculture, which had to bargain, bargained badly because it was of two minds. A powerful and a majority element in its leadership still held to the conventions of liberal economics. A powerful minority was prepared to bargain for government support of agricultural prices whatever the effect on the struggle to lower the tariff. It was, in short, impossible to obtain agreement among agriculturalists as to what the immediate interests of agriculture were. This fact, of course, betrays the fundamental weakness of the concept of interest or of class, whether used as an instrument of political action or a term of academic analysis: it makes absolute what is in fact relative.

The second weakness was that the Prairie West was a minority section. It could not prevail by numbers alone, and the realization of this gave rise to much talk about holding a balance of power at Ottawa. But the balance of power operates only among powers, that is, relatively stable entities. Another condition of its operation is that the powers of a power system be morally and sentimentally indifferent one to another. The farmer representatives at Ottawa from 1922 to 1925 were divided among themselves. Moreover they were not nationalists, like the Irish home rulers, and had no wish to be; and not all had freed themselves from old preferences for the Liberal or the Conservative party. They could not exercise a balance of power at Ottawa, nor can any section which is not on the verge of rebellion and prepared to strike for nationhood.

The third weakness was more subtle. The aims of the farmers in 1921 might have been realized by an agrarian majority in Parliament, but that majority had not been achieved, or even hoped for. They might have been realized, in part, by an agrarian bloc based on the Prairie West. But this, possible in the United States, was a delusion under the Canadian constitution. The government in Canada is sustained, of course, not by provisions of the constitution, but by a majority in Parliament. If it is sustained, it can defy a bloc. If it is not, it can seek a majority in a general election. It must, in short, war on blocs and other dissident groups until it has rendered them harmless, or yield the government to them, in which case they have to assume the general responsibilities of government and maintain a majority. The sectional or occupational bloc in Canadian federal politics did not give an economic group opportunity to push its own interests in legislation, or to bring about government by a coalition of groups. It was to begin the

destruction of the national parties in the Prairie West. It also raised the question whether the parliamentary system is suited for the federal government of a sectional country. The western provinces developed their own political parties, and came to be represented more and more at Ottawa by more or less dissident groups, Liberal Progressive and U.F.A., and later, C.C.F. and Social Credit. But as the contrary example of the Maritimes suggests, the national parties afforded minority sections perhaps their best opportunity, year in and year out, of influencing national policies. One result, then, of the outbreak of agrarian sectionalism in the Prairie West was the weakening of the national parties there and the consequent diminution of western influence in the national government. This diminution would have been much greater had it not been offset by the convention that all the provinces must be represented in the federal cabinet.

Thus the bias of prairie politics had carried their development one phase further. Agrarian sectionalism had prevailed, had had its day, and had left its mark. But its concrete political achievements were few, if important, and it had come near to carrying the West out of the national councils. It had confirmed the tradition of protest begun in the days of political subordination, and it had demonstrated the inadequacy in Canadian politics of the sectional or occupational bloc. The bias of prairie politics had either to return to conformity with national political standards, and this return prosperity after 1929 would have greatly helped, or to take one spin of the ball further, beyond agrarian sectionalism to sectional utopianism. The elements of utopianism were already latent; the drought and depression of the early thirties brought them to the surface of prairie politics.

#### IV

Utopianism, which may be defined for this paper as a readiness to adopt untried methods to achieve ideal ends, was not, of course, of western origin. To cite only the chief example, Social Credit, it is notorious that it was of immediate English origin, and that its roots are to be found in under-consumption economic theories of a century's standing. What the West did was to provide a favourable environment for the development of utopian politics: heavy indebtedness, distrust of prevailing political methods and economic conventions, a sense still surviving from the frontier of the possibility of a second chance and a new life—or at least the old life on new terms—a tradition of protest, and the weakness of the old political parties.

While it is true that the West in the early thirties was particularly favourable to the development of utopian elements diffused through the English-speaking world, there had long been elements in its own life which contributed to an outburst of utopianism in the thirties. Most basic of these was the growing strength of evangelical Protestant sects and of the Mormon Church in the "Bible belt" from Winnipeg westwards. No new sect originated on the prairie frontier, but those which had begun elsewhere

throve in the rural districts and the small towns of the West. No authoritative study has been made of this phenomenon. It is probable, however, that its origins were twofold. One was the partial failure of the more conventional churches, in particular the Anglican, Methodist, and Presbyterian, to meet the challenge of natural science in any convincing way. By tacitly admitting defeat on the first chapter of Genesis, they seemed to unsubtle minds to have abandoned the Scriptures entirely. The second was that these churches, with the Church of Rome, failed in part, as municipal and educational institutions did also, to solve the problems created by the diffusion of population over enormous areas. As a result, distrust of the "line churches" grew, partly because they were not fundamentalist enough, partly because their efforts to maintain resident clergy and church edifices seemed to be exacting and costly. In the conditions, the growth of fundamentalist religious sects was not surprising, but it created a readiness to listen uncritically to a secular evangelism, to trust bold assurance and to distrust critical doubt, and to accept credulously the promise of a new social order.

The West favoured too a ready response to certain idealistic trends, partly rationalist, partly religious, which were also generally diffused, but checked as they were not in the West by the conservatism of an established and sophisticated society. One was prohibition; another, closely related, was the feminine suffrage movement. In the political field, there was direct legislation, and in the economic, socialism. None of these is, of course, to be regarded as merely idealistic, still less as utopian. But the advocates of all tended to present them as offering the possibility of a decisive turn towards a new society. The reform movement of the first quarter of this century in the Prairie West was, in short, tinged with millenarianism.

Even in strictly economic matters there was something of this spirit. The great majority of farmers wanted only to increase the farmer's returns. But all the farmers' organizations, from the Grange to the United Farmers, had some touch of uplift, and used the methods and often the songs of evangelism. The doctrine of the Wheat Pool was preached with apostolic fervour, and received by the majority of farmers with the abandon of converts. Even socialism, that bleak and scientific analysis of society, was presented idealistically as a creed of social justice. And this superimposition of evangelical idealism on a base of hard materialism was an admirable preparation for the reception of Social Credit.

The way for Social Credit was not less well prepared by its rivals. The United Farmers of Alberta under the inspiration of Henry Wise Wood had committed Alberta to an experiment in group government and had broken the hold of the old parties on that province. Wood's group government, however, was to a great extent a tactical device designed to absorb the radical Non-Partisan League; it was basically conservative, an attempt to strengthen the farmer's position in society as it was. It was found wanting, therefore, when to an electorate made frantic by economic distress some sweeping measures of relief seemed imperative. The instrument for attempt-

ing a radical reconstruction of western and indeed Canadian society had already been forged in the Cooperative Commonwealth Federation. This new party, a real political party in organization and intent, was an attempt to bring together those farmer and labour organizations which were ready to undertake a reorganization of Canadian economic society on socialist principles. It embodied the most advanced economic and political thought of the agrarian and labour movements and it systematically condemned the capitalist society from the deficiencies of which, it was alleged, the depression had sprung. Even the U.F.A. federal members, breaking with the conservative leadership of Wood, were a part, an important part, of the new political movement.

Why did the people of Alberta not turn to the C.C.F.? This is a question which Professor C. B. Macpherson has ably analysed in his *Democracy in Alberta*.<sup>4</sup> The farmers of Alberta were at war with the prevailing economic order; they had rejected the old political parties, the instruments of that order. In their midst a native party had arisen, in part the work of their own representatives in Parliament. They were offered a new political vehicle for their discontents, and new solutions to their economic problems. Yet they turned *en masse* to the leadership of a man who had never been in politics, the advocate of an economic doctrine which was totally untried and severely condemned by all professional economists, whether liberal or socialist. Professor Macpherson's explanation is that the western farmer was a *petit bourgeois*. The term is not a happy one, and one may question the utility of employing in the analysis of a fluid, unformed society a term drawn from an older and stratified society. That may be a class which does not behave as a class, the members of which do not think of themselves as a class, and strongly dislike the idea of class, but surely only in a Marxian sense. But if all Professor Macpherson means is that the purpose of the Albertan farmer and small town merchant was to achieve economic independence, to make the farm or the store pay, one must agree with him. The western farmer and business man did not want socialism, which they interpreted as an attack on all property, including their own small concerns. Yet they were vexed and angry with existing economic conditions. For them Social Credit promised an easy and a sweeping reform, without socialism. The Albertan turned to it, and, aided by the war boom and the oil boom, achieved utopia.<sup>5</sup> If it be objected that he did not thereby achieve a new society, it must be admitted that he has attained a new complacency. If one must travel to Nowhere, there is no more comfortable way than on a tide of oil.

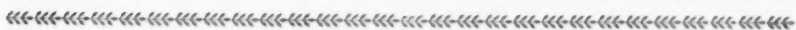
## V

Is this, then, the outcome of the bias of prairie politics, the achievement of a new political utopia, which now includes two great provinces and

<sup>4</sup>(Toronto: University of Toronto Press, 1953).

<sup>5</sup>Professor J. R. Mallory in his *Social Credit and the Federal Power in Canada* (Toronto, 1954) advances the view that Social Credit was taken up as a sectional weapon with which to attack federal control of credit and currency.

which hopes to extend its political frontiers until the whole nation is remade in its image? To attempt an answer would be to have history hover on the verge of prophecy. The historian must turn back, and merely recapitulate the argument. The bias of prairie politics, it has been submitted, began in colonial subordination, continued in agrarian revolt, and went on to the political and economic utopianism of Social Credit. The principal presupposition of the argument has been that there are sections as well as nations, nations as well as civilizations. The sub-society which is a section, it is supposed, possesses some degree of integrity and character. That character, it is assumed, may be defined, and the relations of the sub-society with other societies explored. The Prairie West has been defined as a colonial society seeking equality in Confederation. That equality was sought in order that the West should be like, not different from, the rest of Canada. The bias of prairie politics, however, has operated to produce equality with a difference. The emphasis of this paper has been placed on the sectional character of the Prairie West. The justification advanced for this emphasis is that the West was a region of political and material differences sufficiently significant to give it the character of a sub-society. That being so, it is the relations of that sub-society with the nation of which it is a part which make significant the history of the Prairie West. These relations passed through the phases of colonial subordination to, agrarian revolt against, and utopian rejection of, the political and economic controls, but not the institutional foundations, of the nation. Canadian institutions and the ideals of Canada were accepted and upheld, and in the present stage the purpose of western utopianism is to redeem them by capturing the nation. In a normal development the section would be merged in the nation; the utopian element of prairie politics seeks to merge the nation in the section. The attempt, obviously, is utopian. What is realistic and serious is that the decay of the national political parties and the great alterations in the conventions of parliamentary government in the western provinces are not without parallels in the rest of Canada. Western utopianism, it may be, is an exaggerated symptom of a national malady.



## “Forests” and Woods in Mediaeval England

F. G. ROE

Presented by F. M. SALTER, F.R.S.C.

IN relation to the earlier history of England particularly, it is still considered by many scholars to be an uncritical and entirely indefensible delusion to regard the presence of the place-name “forest” in any locality or terrain as possessing any significance in attempting to estimate the prevalence or extent of the earlier English woodland areas. Dr. J. Charles Cox, a learned historian of the Royal Forests of England, says quite truly enough: “Had the true meaning of the old term ‘forest’ been grasped, much waste of learning, and of vain strivings to prove that such barren tracts as by far the greater part of the forests of Dartmoor, of Exmoor, and of the High Peak of Derbyshire, or even of the larger portion of the New Forest were wood-covered in historic times, might have been spared.”<sup>1</sup>

One might, however, comment in reply on the similar expenditure of misplaced energy in trying to make the original (etymological) meaning of *one* place-name outweigh the evidence of scores of others; in addition to masses of totally unrelated (i.e. non-philological) contributory evidence, coming very largely from the Forest sources themselves.

The term “forest” was not used in England prior to the Norman Conquest.<sup>2</sup> But whether as timber reserves (including “pannage” for the pasturing of swine) or as game preserves, similar royal demesnes were familiar enough, at least as far back as the seventh century. These were described in official documents by such terms as *wudu* (wood), *silva*, or *boscus*.<sup>3</sup> The foremost legal authority on the ancient Forests holds that *boscus* ought, perhaps, to be interpreted as scattered woodland rather than timber;<sup>4</sup> but he himself prints Forest pleas concerning regions designated *boscus* in Huntingdonshire and Northamptonshire, in which the evil-doers escaped “because of the thickness of the wood.”<sup>5</sup> Vinogradoff notes also that *Boscus de Havocumba* in *Domesday Book* is “the great royal wood of Havocumber” in Dorset, where Earl Godwin “had a right to the third oak. . . .”<sup>6</sup>

<sup>1</sup>Cox, *Royal Forests of England* (1905), p. 2. The New Forest had 123,927 oak trees in 1608, only 32,611 in 1783: R. G. Albion, *Forests and Sea Power* (1926), p. 136.

<sup>2</sup>Cox, *Royal Forests*, p. 5.

<sup>3</sup>J. M. Kemble, *The Saxons in England* (ed. Birch, 2 vols., 1876), II. 86, etc.

<sup>4</sup>G. J. Turner, *Select Pleas of the Forest* (Selden Society, 1899), p. xciv.

<sup>5</sup>*Ibid.*, pp. 28, 77, 80, 94 (1246-55).

<sup>6</sup>Paul Vinogradoff, *English Society in the Eleventh Century* (1908), p. 291.

It is, of course, well known that the widespread use of the terms "forest," and "Forest of . . ." has led to a general or almost universal acceptance of the word "forest" as a mere synonym for "wood." Evidence shows that this was not always the case, at least with the more rigid antiquarians or legal purists. A number of Elizabethan (or later) jurists and scholars such as Thomas Traherne, Sir Edward Coke, Sir Robert Crompton, John and/or Roger Manwood and William Camden, have left us legal or other treatises in which the purely legal character of the term is clearly and soundly set forth.<sup>7</sup>

The definition in question is that of a "Forest" as a legal entity solely. This was clearly, if not widely, known to antiquarians of the sixteenth, seventeenth, and eighteenth centuries. It was that of a tract of territory, administratively and geographically away from and outside of (*foris*) the sphere of the common law, and governed by a separate *corpus juris* of its own—the only too well known and universally detested Forest Law. *Foresta* (whence our English word forest) had, we are told, no necessary fundamental connection with woodland. It signifies etymologically an outlying area, a separate place, set open and abroad, or some similar, kindred derivation. *Foris* is apparently related to "foreign." In their historical and legal connotation "Forests" were certain prescribed areas, not enclosed, but whose "metes and bounds" were very rigidly defined by charter or proclamation, and in which the common law of England did not operate. They were instead under the administrative control of royal officers, even to the extent of distinct Forest justices; and were governed by a code of regulations much more severe than the common law.<sup>8</sup>

The distinction may or may not have been known to John Leland (c. 1540) in its legal connotation; but as a phase of topographical ecology he was aware that woods were not vitally essential to constitute a "Forest" in his day. He writes thus of Hatfield, on the borders of Yorkshire, Nottingham, and Lincolnshire: "The quarters about Hatfield be forest Ground, and though Wood be scars here. . . ."<sup>9</sup> Again, in Knaresboro Forest, West Riding of Yorkshire: "The river sides of Nidde be well woddid above Knarsburgh for a 2 or 3 Miles, and above that to the Hedde is baren for the most part of Wood and Corne as Forest Ground full of Lynge, Mores, and Mosses. . . ."<sup>10</sup> Other allusions are perhaps more conventional: "Of antient tyme all the Quarters of the Country about Lichefeild [Staffordshire] were Forrest and wild Ground. . . ."<sup>11</sup>

Camden (somewhat after the manner of his time) cites the *Black Book of the Exchequer*, whose etymology he apparently endorses: "A forest is a safe retreat for wild beasts, not of all kinds, but of such as live in woods; not in all parts, but in certain spots fit for the purpose, whence it is called

<sup>7</sup>See F. A. Inderwick, *The King's Peace* (1895), pp. 127-66; Turner, *Select Pleas*, *passim*.

<sup>8</sup>See Turner, *Select Pleas*, Intr.

<sup>9</sup>John Leland, *Itinerary*, 1534-43 (ed. Thos. Hearne, 9 vols., 1769), I. 38.

<sup>10</sup>*Ibid.*, I. 98.

<sup>11</sup>*Ibid.*, IV. 120.

*foresta, quasi feresta, ferarum statio. . .*"<sup>12</sup> In the next century old Thomas Fuller, writing on the contemporary wasting of the New Forest (Hampshire) during the troublous era of the Civil War, observes sarcastically, ". . . made a *Forest* indeed, if, as an Antiquary [Sir Robert Cotton] hath observed, a *Forest* be so called, *quia foris est*, because it is set open and abroad. . ."<sup>13</sup> In the eighteenth century, we can cite two notable scholars. Camden's editor Richard Gough, says: "It is nowise requisite that a forest should consist of nothing but wood. . ."<sup>14</sup> Whitaker, the learned historian of Whalley, makes the following statement: "The word 'forest' in its original and most extended sense, implied a tract of land lying out (*foras*), that is, rejected, as of no value, in the first distribution of property. . ."<sup>15</sup>

Yet it seems fairly clear that this legal definition was known only to a relative few, and these among the more fastidious or exact. As early as 1578, John Manwood declared the Forest Law to be in his time "clean out of knowledge";<sup>16</sup> and in the broad sense this appears to be true, and increasingly so in the later eras. With the coming of the nineteenth century, and indeed for the first two-thirds of it, the submergence of "forest" in any other sense than as a synonym for "wood" seems to have been virtually complete. Even a laborious and erudite historian such as Hallam, in discussing the very topic of the Royal Forests, both in their mediaeval heyday and in Charles the First's tyrannical revival of their moribund obligations, makes no suggestion whatever that they were, or ever had been, anything more or less than great woods. This in itself, moreover, is not either stated or implied. Apparently any such intimation would have been superfluous; nobody had any doubts about the matter.<sup>17</sup> The same attitude is reflected in other literary works of this era. These could include in their pages the most casual references to "the great forests which had once covered Britain with their umbrageous growth," or similar phraseology, without the least attempt to substantiate the belief.

The converse position might almost be described as a resurgence of the legal interpretation of "forest." What could have brought this about it is difficult to say, apart from possibly a kindling or rekindling of a more "scientific" approach to history. One of the earliest examples I have encountered dates from about 1869. This partisan in a contemporary controversy seems to have regarded himself as a pioneer in the dissemination of new knowledge, for he hurled *foris* at the heads of his opponents in total disregard of some very weighty evidence on the other side.<sup>18</sup> In more than

<sup>12</sup>William Camden, *Britannia* (ed. R. Gough, 3 vols., 1789), I. 153.

<sup>13</sup>Thos. Fuller, *Worthies of England* (ed. Nichols, 2 vols., 1811), I. 399.

<sup>14</sup>Gough's *Camden*, I. 127.

<sup>15</sup>Cited by J. E. Harting, *Extinct British Animals* (1880), p. 135.

<sup>16</sup>Inderwick, *The King's Peace*, p. 245.

<sup>17</sup>The same is true of the two great constitutional works of the later nineteenth century, Stubbs, *Constitutional History of England*, and Pollock and Maitland, *History of English Law*.

<sup>18</sup>*Notes and Queries* (London, 1849 *et seq.*), 4th Series, IV. 335, 481. For the *foris* champion, *ibid.*, 4th Ser., V. 94 (1868-9): cf. *ibid.*, 8th Ser., VII. 226.

one instance one might think the new potion had gone to the heads of the drinkers at this Pierian spring. Some great names are found resting their case upon this one place-name with an assurance fully as extravagant as that which they laboured to demolish.<sup>19</sup> The resuscitated definition appeared to pass in its triumphal progress from evidence that forests were not necessarily woods, to the status of a demonstration that "forest" in an area proved *ipso facto* that the region was not wooded.<sup>20</sup> Actually, of course, there is nothing in the term *foris* itself which furnishes any ecological evidence one way or the other.

But if place-name evidence is to be given value at any time, there are other terms to be considered. It is curious that Dr. Cox and other scholars also should cite the legal terminology of the Royal Forests as a purely unrelated phenomenon of one name alone, when the merest glance reveals its unmistakable significance as crucial evidence on this very question of the ecology of these domains. Camden alludes to this factor in his mention that a forest is a dwelling-place for such animals "as live in woods." This is no piece of strained interpretation on Camden's part: it is an English paraphrase of their official designation. The "beasts of the forest" (the red deer, the hare, the wild boar, and the wolf) were defined as *ferae silvestrae*, "wild creatures of the woods";<sup>21</sup> and in this connection it may be pointed out that in Old English a "wild" animal is itself a woodland creature; precisely as the common everyday synonym for this—a "savage" beast—is etymologically a woodland denizen also.<sup>22</sup>

<sup>19</sup>Freeman, c. 1870: "*Foresta* . . . is 'wilderness' rather than wood" (*Norman Conquest*, IV, 613). Ernest Weekley, an unrivalled surname authority, says the same of *weald*: "a 'wild' rather than a 'wooded' country" (*Romance of Names*, 1914, p. 110). See below, note 22, on this.

See also J. R. Green, *Historical Studies*, p. 143; Wylie, *Henry IV*, II, 222; W. H. Stevenson, *Eng. Hist. Review*, XVII (1902), p. 626; F. H. M. Parker, *ibid.*, XXVII (1912), p. 27; and worst and most dogmatic of all, Hilaire Belloc, *Warfare in England* (Home University Library), p. 24.

<sup>20</sup>F. A. Bruton, *Lancashire Painted and Described* (1921), p. 211.

<sup>21</sup>There are six or seven creatures, not all of them unanimously included in this definition by the ancient writers. Cox says of the four mentioned that they "were *silvestres*; that is, they spent their days in the woods" (*Royal Forests*, pp. 31, 63). "Wild boars"—*porcos silvestres* (wood in two languages: *ibid.*, pp. 31, 63, 258, 290). The common *Domesday* form—"parca silvestris bestiarum" (Gough's *Camden*, I, 286).

<sup>22</sup>*Wild* is a fundamental wood-name; though perhaps not commonly recognized as such. It is one of the dialectal variants of *weald*, as in the familiar Weald of Kent, etc. This is "wild" in Shakespeare (*I. Hen. IV*, II, i); also in Defoe's *Tour*, 1722 (Everyman ed., I, 113, etc.). *Weald* as a place-name is found in Bucks, Essex, Hunts, Kent, Mids, Salop.; also *Wheald* (Oxon.), *Wield* (Hants, etc.). It is also *wald* (e), *weld* (e), *wild* (e), *wold* (e), *wyld* (e), etc. For numerous examples (all English Place-Name Society) see Bucks., p. 55; Essex, pp. 86, 135; *Cambs.*, pp. xxvii, 54, 246; *Hunts.*, p. 259 ("the great wood of Leighton Bromswold," vide Leland, *Itinerary*, IV, 31); *Mids.*, p. 53; *Surrey*, p. 9; *Sussex*, pp. 1-2; etc.

Our "wild" animals are woodland creatures (as in note 21); cf. *sauvage* (savage), Fr., and Lat. *silvaticus* = woody, woodland (adj.). We conceive a "wilderness" as a Sahara Desert, whatever a "desert" may be; but these are differentiated (as *Exodus*,

In insisting upon one place-name only as the crux upon which so complex a question is made to hinge, it is to be noted that in the appended list of nearly 600 "Forests," over a hundred of those bearing English names embody "wood" in some one of various accepted forms for woodland growth of some character.<sup>23</sup> Several of these duplicate such terms in broadly synonymous forms derived from other languages or dialects. Furthermore, as will be seen below, in numerous instances these forests are designated indifferently by official scribes and clerks in the same eras—men whose duties required them to be conversant with the facts; and not infrequently in the same document—as "forest" and/or "wood." In other cases specified below, and in fact in a great majority of the forest names adduced from Dr. Cox's important work, the names themselves are taken from documents whose precise *raison d'être* was timber in the very forests in question. These wood-forms in the English-Welsh forests alone include 53 *wood*; 4 *weald*, *wold*; 2 *hurst*; 5 *holt*; 8 *den*; 15 *ley*; 3 *bearu* ("bere"); 3 *frith*; 12 *feld*;<sup>24</sup> 1 *thwaite*; 1 *scough* (*skógr*=scough=shaw). A total of 107.

xix. 2). To Camden, the (historically) heavily wooded Forest of Wierdale (Wyresdale), Lancs., was a "wild desert" (Gough, I. 131). *Piers Plowman* has "a wylde wilderness by a wodesyde" (C. *passus*, xi. 63, xx. 52, ed. Skeat). Leland mentions the Abbey of Whitland, Caermarthen—"in a vast Wood, as in a Wilderness"; also Vicar Isle, Derwentwater—"full of trees, like a Wilderness" (*Itinerary*, V. 78; VII. 59). We may compare Lichfield, Staffs.—"a Forrest or Wilderness" (*ibid.*, IV. 117).

David hid "in the wilderness of Ziph, in a wood . . ." (I. Sam. xiii. 15)—Bolingbroke foresees England under his unruly son as "a wilderness again, peopled with wolves, [its] old inhabitants . . ." (2 *Hen. IV.* IV. iv). In 937, these creatures were "the wolf of the weald" (*Anglo-Saxon Chronicle*, *sub ann.*). No doubt to be "bewildered" was at one time to be lost in the woods. "Wildfire" has nothing to do with witches or goblins: it is a forest fire, such as "did much harm in Derbyshire and elsewhere" in 1048 (*ibid.*, *sub ann.*); and "to spread like wildfire" is realism itself to those who, like the writer, have fought such. Cf. Wildwood (*Mids.*, pp. 53, 60, 76; *Northants.*, p. 44; *Surrey*, p. 224); Wild Hill, *Herts.*, p. 129. "Wilderness common, especially as a wood-name"; *Surrey*, p. 370—found at Wotton, *ibid.*, p. 281; also *Herts.*, pp. 215, 231; *Mids.*, p. 15; *Notts.*, p. 96; *Sussex*, p. 396; *Warw.*, p. 206; *Wilts.*, pp. 141, 274, 342, etc. After all this, it is confusing to find the same editors persistently glossing *weald* as "forest," a term which has no topographical or ecological meaning whatever.

<sup>23</sup>Allen Mawer, *Chief Elements used in English Place-Names* (Eng. P. N. Soc., 1924) notes 82 terms for scrub and woodland growth.

<sup>24</sup>I offer no apology for the inclusion of *feld* (O. E. *feld*) among my wood Forest-forms. It is difficult to understand the insistent glossing of *feld* by the editors of the English Place-Name Society publications and other etymologists. The former say (p. 26): "it meant a great stretch of unenclosed land, and the Dutch use of *veldt* brings this home to us. Arthur Young uses field land as a term opposed to woodland and we may note that [in Birch, *Cartularium Saxonicum*] a grant is made to the abbey of Peterborough of land with *feld* and *wudu* and *fenn* thereto pertaining, the three apparently covering all possible types of land. . . ."

Arthur Young's terminology (c. 1770) is valueless for this purpose; we might just as well use our own of today. Their exclusively philological interpretation ignores some vital historical cruxes. To begin with, "unenclosed land" is irrelevant: any type of land could be enclosed or not. The modern antithesis would be "open country." In the Norman forest era "open country" (*libertas*) was a legal, not a topographical definition,

## II

It must not be supposed that each one of the 500 or more English-Welsh "Forests" listed below is to be regarded as a separate physical and legal entity in the sense in which such a description could apply to the purely mediaeval Royal Forests. Of these latter Sir Edward Coke reckoned Sixty-

signifying land not under Forest Law. (Turner, *Select Pleas*, pp. 15, 44; Cox, *Royal Forests*, pp. 151, 164-5, 183.) It is even more completely irrelevant to adduce the South African *veldt* in support of their interpretation. In South Africa itself the word bears two totally different meanings: "high veldt" (open), and "low veldt" (scrubby or wooded = "bush," where lost people have had their clothes torn to pieces: the home of the "Bushman": see Gen. Sam Steele, *Forty Years in Canada*, p. 381). It is quite clear that its meaning there is akin to that of (mod.) *prairie* on our Western continent = "the great outdoors," whatever its precise physical character may be. Of the latter, I have a collection of nearly 400 adjectival forms covering every conceivable condition, geological, topographical, ecological, seasonal, and dimensional. The crux clearly is—what did *veldt* signify in its native Holland? If it meant a great stretch of open country, whereabouts among the Belgae of Caesar's day were such territories to be found?

It is a curious fact that the *field* place-names cluster thickest in what were historically the heaviest wooded regions of earlier England. We may take the mighty Sherwood, which as late as c. 1600 occupied the western half of the county, and extended some 25 miles N. to S. by nearly 10 miles across (Gough's *Camden*, II. 283). About 1700-90 it was "one wood from Nottingham to Mansfield" (Cox, pp. 204, 220); and in this area are the parishes of Farnsfield, Kirkby-, and Sutton-in-Ashfield, and Mansfield itself. This precise area contains most of the 43 *field* names in the county, as their own map reveals; yet the editors gloss Mansfield as an "open country" example, without further comment (*Notts.*, pp. 123, 263, 270 and map). Geographically, if not technically, the great woodland extends N.W. across Derbyshire, where we find within a dozen miles or so, Wingfield, Chesterfield (to which grants of Sherwood oaks were actually made; Cox, pp. 205-6), Holmesfield, Dronfield; and crossing the Don at Sheffield, another dozen yields Lowfield, Highfield, Moorfield, Summerfield, Bradfield, Ecclesfield, Woodfield, and Darfield.

Rutland furnishes a striking illustration. The great forest of Leighfield stretched across the little county virtually from the Leicestershire border to Stamford: it was alternatively the Forest of Rutland. In the heart of the area stood the abbey of Launde. A *laund* is an open glade in a woodland (Mawer, *Chief Elements*, p. 44), whence our modern "lawn." Conceive the absurdity of distinguishing, not to say naming, "an open glade" in an "open country"! We have a pleonastic (or tautological) example in the neighbouring Rockingham Forest, Beanfield Lawn. This name would again, on this quaint interpretation of *field*, represent "an open glade in an open country." To crown all, in the year 1255, certain poachers in this very Beanfield Lawn were able to elude the keepers "because of the thickness of the wood" (Turner, *Select Pleas*, pp. 79-80).

In the subjoined list of Forests are 12 or 13 *fields*. These are found in Cumb., Derby., Essex, Glos., Mids, Monmouth., Notts., Rutland, Salop., Staffs., Warw., and Yorks. (W.R.). The first two were well wooded in those very areas; and the rest heavily throughout. In Berkshire, in an area of some 10 by 20 miles (of ancient heavy woodland) there are 11 "-field" parishes (F. M. Stenton, *Introduction to Survey of English Place-Names*, E. P. N. Soc., 1924, p. 37). In Suffolk, 20 of the 30 *fields* are within five miles of a line from Pakefield to Withersfield (apparently N. and S.; cf. Gough's *Camden*, II. 79). The *fields* that cluster in the Weald are well known. A partial collection (from newspapers only) yields 15 in Hants. There are 68 in Sussex, including 13 Woodfields (*Sussex*, E. P. N. Soc. pp. 542, 551); and 51 in Surrey (*Surrey*, p. 343). For Kent I have no definite figures. Middlesex has 27 *field* villages and 24 minor type-names (*Mids*, pp. 189, 198). Essex, "once all forest," has 52, together with 37 types of minor names

nine; and no (formal) additions appear to have been made to their number since his time.<sup>25</sup> This total has been very generally accepted. Stubbs, however, suspected that this number did not cover all of them. Dr. Cox, who has made the general history of the Royal Forests an intensive study, endorses this view,<sup>26</sup> which was indeed expressed even before the appearance of Stubbs' *Constitutional History of England* (1874).

It may be noted that the official terminology of the Forest documents cited by Cox and G. J. Turner (an even more precise and weighty authority on the more strictly legal aspects) is frequently somewhat vague, and leaves one with an indistinct idea of how the Forest bureaucracy themselves regarded the situation. The plural term "Forests" was apparently not recognized. Any implied acceptance of these demesnes as so many self-contained entities, which might be inferred from the usage of "the Forest of Sherwood" (or of Essex, Huntingdon, Rockingham, Windsor, etc.) is contradicted by other equally familiar usages. We find forest records and communications addressed "To the Forest at . . . Guildford . . ." (which was no Royal Forest at all; being only a park);<sup>27</sup> and likewise to the (actual) "Forest at Huntingdon."<sup>28</sup> On other occasions this latter was the "Forest of Huntingdon."<sup>29</sup> In pursuance of the singular phrasing also, the justices were "of the Forest north [or south] of the Trent." The entire forest areas were "the king's forest," not forests. It seems to have been principally the case that while the forest eyres (courts) drew up their pleas (for example with reference to the Forest of Sherwood) as a whole, on which occasions evil-doers and their compurgators were required to present themselves from any region within the forest bounds, on the other hand communications from the Forest chancery could be addressed to the forester (keeper, etc.) "of the Forest at Arnold," or at Annesley, Beskwood, or Kirkby-, or Sutton-in-Ashfield, all of which places were geographically and jurisdictionally in Sherwood. It is difficult to decide to just what extent

(Essex, pp. 557, 579, 600). The once densely wooded Hertfordshire has 52 village or parish "fields," and among its minor *field* names are no less than 30 Woodfields (*Herts.*, p. 237, etc.). Leland's description is at least as relevant as Arthur Young's. He says of Monmouthshire, c. 1540: "... plentiful of Wodde as it were a Forest Ground myngelid with Feldes . . ." (*Itinerary*, IV. 34).

In my opinion the accumulation of evidence shows beyond reasonable doubt that *field* is essentially the same as *glade*, *laund*, *slade* (Mawer, *Chief Elements*, pp. 44, 53, etc.): first a natural and later a cleared open space in the woods. An Essex charter of 692-3 gives the very sense in so many words: "the field in the wood called Uuidmundesfelt" (Widmund's field: McClure, *British Place-Names in their Historical Setting*, 1910, p. 214).

<sup>25</sup>My earliest note is: "sixty-nine, an estimate considerably below the reality" (*Notes and Queries*, 4th Ser., XI. 118: Feb. 8, 1873). See also Stubbs, *Const. Hist.*, I. 438; Inderwick, *The King's Peace*, p. 140; "68 at the Restoration": so, R. G. Albion, *Forests and Sea Power* (1926), p. 107. "Almost one-third of the kingdom": so, H. W. C. Davis, *England under Normans and Angevins* (1912), p. 437; G. M. Trevelyan, *History of England* (1926), pp. 127, 149; but cf. Turner, *Select Pleas*, p. cvii.

<sup>26</sup>Cox, *Royal Forests*, pp. 6, 7, etc.

<sup>27</sup>Turner, *Select Pleas*, pp. 54, 59.

<sup>28</sup>*Ibid.*, p. 129.

<sup>29</sup>*Ibid.*, pp. 74-9.

"the forest *at* Arnold" would tend to become synonymous in the mind of the mediaeval scribe with "the forest *of* Arnold"; but it seems very certain that some analogous process has taken place with many modern commentators. This factor has probably had much to do with the multiplication of "forests." Even Dr. Cox, a large portion of whose task is the clarification of technical minutiae of this character, lists in his Index no fewer than 158 Forests of the type I have mentioned. As the reader will observe, it is principally from Dr. Cox that I obtained the five examples drawn from Sherwood.

With reference to the general question of the soundness of any identification of "Forests" with woods in a greater or less degree, one important factor in the case should be recognized. The extent to which this identification may be affirmed or denied with respect to the purely mediaeval Forests whose names are recorded in the early documents, or noted by contemporary chroniclers or historians down to the days of Leland, Camden, Fuller, or even to the time of Camden's editor Richard Gough (*c.*1800), is matter for legitimate discussion. But in the case of later local usage, or of mention in lighter literary sources such as English countryside works of travel whose authors made no pretence either to serious research or to authoritative definition, it can scarcely be questioned that a "Forest of" Somewhere is almost invariably based upon its character as woodland.

In any attempt to estimate, even in the barest outline, something of the extent of the English woods, we must remember that while the primary purpose of the Royal Forests was as game preserves, this was not their only function. Either as "forests" or as woods, upon them fell the whole strain, down to about 1700, and much of it for long after, of furnishing fuel for domestic and industrial purposes (the latter including the smelting of iron and the making of salt), materials for the housing of men, animals, and crops, and much of the enclosures and fencing that guarded the crops. Also, in the frequent wars, and in the not much less frequent fires and devastations in war and peace, the requisitions upon the timber resources were enormous. I quote a few examples.

In 1290, one single grantee was entitled to 365 loads of firewood a year from the Forests of Wychwood or Bernwood.<sup>30</sup> In the year 1540, 841 loads were stolen and carted away from one "park" in the Forest of Needwood. In 1684 Needwood still contained 47,150 trees, valued at £28,637 11s. 6d., after all the ravages of the Dissolution of the Monasteries and the Civil War; which perhaps furnishes some idea of what its earlier wealth might have been.<sup>31</sup> The first of these cataclysms threw so much timber on the market that old William Harrison tells us that the carpenters scorned anything but oak.<sup>32</sup> Such causes reduced Duffield Frith (a "field" Forest, be it noted) from 111,968 trees in 1560 (comprising 59,412 "large oaks," 32,820 "small oaks," and 19,736 "dottard oaks" good only as fuel) to a total of only

<sup>30</sup>Cox, *Royal Forests*, p. 262.

<sup>31</sup>*Ibid.*, pp. 141, 144.

<sup>32</sup>Harrison, *Description of England*, 1577 (ed. Furnivall, 3 vols., 1877), I. 337.

3,096 in 1587.<sup>33</sup> The second era found Dean Forest with 160,000 trees in 1633. The notorious Sir John Wintour (known through the *Diary* of his possible confederate, Master Samuel Pepys), even after he had surrendered his "rights" as a result of the public outcry, had still 500 cutters at work in Dean in 1663.<sup>34</sup> As we have seen, Peak Forest was "never much wooded." Yet for some centuries it had—and was apparently able—to sustain the jealously exercised claims to timber rights therein of thirteen religious houses in almost as many counties.<sup>35</sup> Numerous other monastic houses and the heirs of ten or twelve baronial families claimed similar rights in Duffield Frith.<sup>36</sup>

What such privileges could amount to may perhaps be suggested from one single instance in Dean. In 1244 it evidently paid the Crown to grant the Abbot of Flaxley 872 acres of woodland (over 1½ square miles) in return for the surrender of his rights to fuel for two "itinerant forges" only.<sup>37</sup> Yet in the fifteenth century, 72 such "movable forges" were at work in Dean.<sup>38</sup> In Whittlewood and Salcey Forests, Northamptonshire, after 600 years or more of these various drains upon the Forest resources, the sum of £5,000 was derived from the sale of "old decayed trees not fitt for ye Navy" in 1693.<sup>39</sup> Private owners were not allowed to fell their own woods within Forest bounds without a royal order.<sup>40</sup> In 1405, "Robert Percy, bachelor" was granted permission to cut 50 acres of his woods in Pickering Forest, in the North Riding of Yorkshire.<sup>41</sup> This shows how much one individual could possess within a Royal Forest (in a far from heavily timbered region); and there is nothing to suggest that this represented his total.

When we consider the ages during which the Forests and woods were the common resource of the spendthrift heir, the needy suitor, the arrogant favourite, the wealthy schemer, the lawless poacher, the laborious industrialist, the military or civil engineer, and the refuge of those outlaws and "roberdesmen" who were proverbial in England;<sup>42</sup> when we note that allusions to the woods (not Forests merely) are to be found in the earlier and later literature all over England, and extending to such counties as (eastern) Yorkshire, Lincolnshire, Norfolk, and Suffolk; when we observe in the present day the ubiquitous prevalence of shade trees, hedgerow

<sup>33</sup>Cox, *Royal Forests*, p. 197.

<sup>34</sup>*Ibid.*, p. 281; see also *Eng. Hist. Review*, IX (1894), pp. 473-92; John Nisbet, *ibid.*, XXI (1906), pp. 445-59; *Notes and Queries*, 6th Ser., X. 342-3; *Quarterly Review* (July 1921), p. 94; *Pepys' Diary*, etc.

<sup>35</sup>Cox, *Royal Forests*, pp. 2, 13, 164-5, 183.

<sup>36</sup>*Ibid.*, pp. 68-9.

<sup>37</sup>*Ibid.*, p. 276.

<sup>38</sup>Alice S. Green, *Town Life in the Fifteenth Century* (2 vols., 1894), I. 54.

<sup>39</sup>*Notes and Queries*, 6th Ser., X. 406.

<sup>40</sup>Turner, *Select Pleas*, p. x.

<sup>41</sup>J. H. Wylie, *History of England under Henry IV* (4 vols., 1873-98), II. 225.

<sup>42</sup>A mediaeval poet describes the Biblical scoundrels who infested the road from Jerusalem to Jericho as "outlaws in the wode" (*Piers Plowman*, B. *passus*, xvii. 102, ed. Skeat).

timber, and woodland belts which beyond any doubt need nothing more than a period of neglect to once more possess the land; we find ourselves asking what natural force could prevent such a land with such a climate from being a land of woods. I can appreciate the erudite skill of the historical geographer, who has recovered the boundary areas of the ancient "Forests"; but these are legal limits only. I can quite conceive that the geological ecologist can define with broad accuracy the areas in which this or that *species* of tree will not grow, or thrive sufficiently to exert any material influence.<sup>44</sup> But given the English climate, is there any soil in England in which no tree of any species will grow? I very greatly doubt this.

### III

With Scottish woodlands we encounter the precise reverse of the English condition, of the modern or more lately named English "Forests" being so named from being woodlands. The modern Scottish "Forests" are *ipso facto* much less likely to be such. This is almost certainly the case with the twenty-five "deer forests" cited in my appended list of seventy Scottish Forests, as being from *The Field* of 1951. The term "deer forest" is a purely conventional name; it no more indicates ecology than does fishing-ground, rifle-range, or baseball park. This does not apply to the earlier references, however, down to and including Richard Gough (*c.* 1800); who alludes to a large number of the Scottish forests.

The general question to what extent "forest" may justly be interpreted as "wood" may be considered as a phase of the same problem in English history. Chalmers and Skene long ago drew attention to the historical evidence existing for an anciently heavily wooded Scotland.<sup>45</sup> A contributor to a later controversy on this topic (concerning Lowland Scotland at large) cited Scottish Forest Records; he also instanced such place-names, in or near Dumfriesshire alone, as Ruthwald, Mousewald, Torthorwald, Tinwald; Blackwood, Dunskellywood, Helwood, Locharwood, Kinmountwood, Meiklewood, Netherwood, Norwood, Priestwood, Woodhall, Woodlands; Bonshaw, Blackshaw, Cowshaw, Hazelshaw, Laneshaw.<sup>46</sup> These conclusions were strenuously controverted on the etymological argument from *foris*=*foresta* alone, the foregoing place-names being completely ignored.<sup>47</sup>

Any annotated edition of Scott's poems—surely one of the commonest works anywhere—will add largely to the number, and will also yield many

<sup>43</sup>A mass of information concerning these regions is to be found in Gough's *Camden*, under the county headings.

<sup>44</sup>For discussion *re* downlands where oakwoods are virtually impossible, but which bear an etymological "oak" name, see *Sussex* (Eng. P. N. Soc.), pp. 359–60.

<sup>45</sup>John Nisbet, *Our Forests and Woodlands* (1909), pp. 54–76; see also *Notes and Queries*, 1st Ser., I. 449.

<sup>46</sup>*Ibid.*, 4th Ser., IV. 335, 481. For woods at Blackshaw, 1570, see Froude, *History of England* (Everyman ed.), VIII. 164.

<sup>47</sup>*Notes and Queries*, 4th Ser., V. 94.

references to woodlands. Such names as Fernihurst, Hawthornden, Bowden, Harden, Hazeldean, Lochwood, Oakwood (in Ettrick Forest), Woodhouselee, Woodkerrick, Akeshaw, Headshaw, Todshaw, may speak for themselves. In the counties of Ayr, Berwick, Dumfries, Kelso, Lanark, Perth, Renfrew, and Roxburgh, I find (to name *wood*-forms only) such place-names as Birkwoods, Blackwood, Eastwood, Harewood, Harwood, Holywood, Houndwood, Kirkwood, Legerwood, Lightwood, Linwood, Markwood, Spotswood, Springwood, Woodhill, Woodhead, Woodside. It was said of Blackwood, Perth: "Heaps of slag from furnaces still exist in the Black Wood, which is the only remnant left of the primeval forest of Scotland. . . ." <sup>48</sup>

There is an interesting reference in Bede to the erection of a church at Lindisfarne (c. 652) "of hewn oak, after the manner of the Scots. . . ." <sup>49</sup> "Scots" in 652 may of course signify natives of either Scotland or Ireland; but the woodland skills would most probably be common to both. I find at least three Kirkwoods in the Lowlands (Ayr, Dumfries, Lanark). In the same connection, Scott's note on the "Jedwood axe" as the national weapon of the Lowlanders is instructive. It is inherently improbable that the axe would be the national or common weapon in war of any people whose everyday surroundings did not require its constant use in peace. It may be remarked also that almost all the foregoing *wood*-names are to be found in England; and always in (historically) heavily wooded areas. On Scottish *wood*-names generally, Chalmers said (1807): "There are in the maps of Scotland a thousand names of places, which are derived from the woods, which no longer exist on the face of the country. And there are in the Chartularies numerous notices of forests, in many places where not a tree is now to be seen. . . ." <sup>50</sup>

## FORESTS AND WOODS IN GREAT BRITAIN

### I. ENGLAND AND WALES

Those items marked "1223" (J. Chas. Cox, *Royal Forests of England*, 1905, p. 6) apply specifically to fallen timber in the great storm of 1222-3. Most of the items quoted elsewhere from Cox bear reference also to timber; but these have definitely such a reference. I have given priority to the citations from him in order to show how generally and broadly the term "Forest" is used by the most detailed modern student of the subject.

- 1 Accrington, Lancs.: Cox, *Royal Forests*, p. 105.
- 2 Acornbury, Hereford: Cox, *ibid.*, p. 7; Acornbyr Wood: Leland, *Itinerary*, 1534-43 (ed. Thos. Hearne, 9 vols., 1768-70), VIII. 36.
- 3 Aidon, Northumb.: William Camden, *Britannia* (ed. R. Gough, 3 vols., 1789), III. 258.

<sup>48</sup>*Ibid.*, 7th Ser., XII. 377.

<sup>49</sup>*Ecclesiastical History*, III. 25.

<sup>50</sup>Quoted by Nisbet, *Our Forests and Woodlands*, p. 72. See Scott's notes: *Last Minstrel*, note 1; *Marmion*, notes 55, 63-4; *Lord of the Isles*, note 18, etc. On ancient woods in the Lothians, see Gough's *Camden*, III. 306, 309; etc.

- 4 Ainsty (of York): Edmund Bogg, *The Old Kingdom of Elmet* (1904), p. 265.
- 5 Alice Holt, Hants. (*Axis* H. 1223): Cox, *Royal For.*, pp. 6, 309.
- 6 Allerdale, Cumb.: Gough's *Camden*, III. 209. *Foresta* 1192; *wood in, boscum de*, 1198, 1252: *Cumb.* (English Place-Name Society, 1950-2), p. 37.
- 7 Alnwick, Northumb.: Cox, *Royal For.*, p. 88.
- 8 Alrewas, Staffs. (1223): Cox, *ibid.*, p. 6.
- 9 Altcar, Lancs.: *Notes and Queries*, 8th Series, I. 479.
- 10 Alton, Hants: C. H. Pearson, *History of England* (1867), II. 270.
- 11 Alveston, Glos.: Cox, *Royal For.*, p. 7.
- 12 Amounderness, Lancs.: Cox, *ibid.*, p. 102.
- 13 Annesley, Notts. (*boscus de A.* 1219): *Notts.* (E. P. N. Soc., 1940), p. 112.
- 14 Andredswald, Sussex, etc.: Cox, *Royal For.*, p. 301; *Sussex* (E. P. N. Soc., 1929-30), p. 1.
- 15 Applegarth, Westm.: Wyld and Hirst, *Place-Names of Lancashire* (1911), p. 281.
- 16 Appleton, West Riding, Yorks.: Bogg, *Old Kingdom of Elmet*, p. 296.
- 17 Archenfield, Monmouth.: Leland, *Itin.*, V. 10.
- 18 Arden, Warw.: Cox, *Royal For.*, p. 229.
- 19 Arkengarth, Yorks.: Gough's *Camden*, Map, III. 78.
- 20 Arnold, Notts.: Cox, *Royal For.*, p. 219. *Bosco de Arnale*, 1334: G. J. Turner, *Select Pleas of the Forest* (Selden Soc., 1899), p. 65.
- 21 Arundel, South Lincs. (*temp.* John): T. W. Shore, *Origin of the Anglo-Saxon Race* (1906), p. 295.
- 22 Arundel, Sussex:<sup>51</sup> Cox, *Royal For.*, p. 302.
- 23 Ashdale, Cumb.: Cox, *Royal For.*, p. 94.
- 24 Ashdown, Sussex: Cox, *ibid.*, p. 302.
- 25 Ashill, Som.: *N. & Q.*, 2nd Ser., X. 197.
- 26 Ashurst, Sussex: Cobbett, *Rural Rides* (Everyman ed.), I. 67. *Foresta de Esseherst* 1164, *boscam de Aisherst* 1189: *Sussex* (E. P. N. Soc.), p. 327.
- 27 Ashwood, Worcs.: *N. & Q.*, 8th Ser., XII. 231; "Ashwood Chase" in Kinner Forest, Cox, *Royal For.*, p. 148.
- 28 Avington, Isle of Wight: *N. & Q.*, 8th Ser., XII. 148.
- 29 Babinswood, Salop.: *Speed's Map*, 1610.
- 30 Bagworthy, Devon.-Som.: R. D. Blackmore, *Lorna Doone* (for woods there, c. 1340, Cox, *Royal For.*, p. 334).
- 31 Balcombe, Sussex: E. V. Lucas, *Highways and Byways in Sussex*, p. 123.
- 32 Barden, Yorks.: Gordon Home, *Yorkshire Painted and Described* (1908), p. 266.
- 33 Barewe, Berewe, Essex (1323): *Essex* (E. P. N. Soc., 1935), pp. 2, 281.
- 34 Barnewood, Bucks.: Leland, *Itin.*, VII. 3.
- 35 Barnsdale, W. R., Yorks.: Leland, *ibid.*, V. 101.
- 36 Basford, Notts.: Cox, *Royal For.*, p. 219; C. R. Markham, *Richard III* (1906), p. 149.
- 37 Bearruc, Berks.: *Introduction to English Place-Names* (E. P. N. Soc., 1924), p. 26.

<sup>51</sup>Re timber there, "beams from the Forest of Arundel," c. 1200, for the repair of Stafford Castle: Mrs. E. S. Armitage, *Eng. Hist. Rev.*, XIX (1904), p. 433. Cf. 'S. House,'? 1327-42: *Sussex* (E. P. N. Soc.), p. 208.

- 38 Beddgelert, Wales: reference lost.
- 39 Bere (E. and W.), Hants<sup>52</sup>: Cox, *Royal For.*, p. 309 ("a great Forest Ground well woddyd caullid Est Bere. . .": Leland, *Itin.*, III. 115).
- 40 Berkeley, Glos.: *N. & Q.*, 9th Ser., IV. 230.
- 41 Berkshire (Forest of): Cox, *Royal For.*, p. 266.
- 42 Bernwood, Bucks.-Oxon.: Cox, *ibid.*, p. 257; cf. "Barnewood," Leland, *Itin.*, VII. p. 3.
- 43 Beskwood (in Sherwood), Notts.: Leland, *ibid.*, I. 105.
- 44 Bestagne (*Foresta de*) Yorks. (*temp.* Edward I): Turner, *Select Pleas*, p. cx.
- 45 Bewdley, Worcs.<sup>52</sup>: Cox, *Royal For.*, p. 225.
- 46 "Bishoppe's Forest, Cairmardinshire" (Wales): Leland, *Itin.*, VIII. 96 ("a Forrest Wodde caullid Byshopps F. . .").
- 47 Blackburnshire, Lancs.: Cox, *Royal For.*, p. 104.
- 48 Blackmoor, N. R. Yorks.: J. Franck Bright, *History of England* (1875), I. 208.
- 49 Blackmore, Dorset: Cox, *Royal For.*, p. 331.
- 50 Blakeholehey (Forest of), mod. Blakeley, Essex: *Essex* (E. P. N. Soc.), pp. 2, 566.
- 51 Blakemore, Wilts.: Leland, *Itin.*, VIII. 86; *Wilts.* (E. P. N. Soc., 1939), p. 128.
- 52 Blean, Kent (c. 839-55): Kemble, *Saxons in England* (ed. Birch, 1876), II. 86.
- 53 Bleasdale, Lancs.: Cox, *Royal For.*, p. 98.
- 54 Boningwode, Hereford: Gough's *Camden*, II. 448.
- 55 Bowland, Lancs.: Cox, *Royal For.*, p. 104; cf. "Forest of Bowland, Newton and Easington": *N. & Q.*, 9th Ser., VI. 243.
- 56 Braden, Wilts.: Cox, *Royal For.*, p. 325. (*Silva*, ann. 688,796; *Orwoldeswode nunc Braden*, 13th cent.: *Wilts.* (E. P. N. Soc.), pp. 11, 12).
- 57 Braydon, Wilts.: Cox, *Royal For.*, pp. 8, 11, 41.
- 58 Brecknock, Wales: Leland, *Itin.*, V. 73-5; Gough's *Camden*, II. 474.
- 59 Brecon, Wales: A. L. Cross (ed.), *Eighteenth Century Documents Relating to Royal Forests, the Sheriffs, and Smuggling* (University of Michigan Publications, 1928), p. 52.
- 60 Breconshire, Wales: J. H. Wylie, *History of England under Henry IV* (4 vols., 1873-98), I. 374.
- 61 Bredon, Worcs. (or ?Braden, Wilts.): Harrison's *Description of England*, 1577 (ed. F. J. Furnivall, 3 vols., 1877), I. 311.
- 62 Brehull, Bucks. (1223): Cox, *Royal For.*, p. 6 (? Brill, below).
- 63 Brember, Sussex: Gough's *Camden*, II. 43.
- 64 Brewood, Salop.-Staffs.: Cox, *Royal For.*, p. 223.
- 65 Bridgnorth (*olim* Brugmorf), Salop.: Leland, *Itin.*, IV. 103; Gough's *Camden*, II. 396, 408.
- 66 Brigstock (*Brikestock*, 1223): Cox, *Royal For.*, p. 6; Turner, *Select Pleas*, pp. 32, 99, 111-13 ("Wood of," 1251-5).
- 67 Brill, Berks.-Bucks.: Cox, *Royal For.*, p. 267.
- 68 Bringwood, Hereford.: Gough's *Camden*, II. 454.

<sup>52</sup>I find the name of "Richard Beuforest" (Gough, I. 307), or "Bewfforeste" (*N. & Q.*, 10th Ser., VI. 211), abbot, ob. 1520, brass at Dorchester, Oxon. This could conceivably be Bewdley, Worcs.; or even Bere, Hants.

- 69 Broadwater, Sussex: reference lost.
- 70 Brokholt (?Buckholt, Wilts.): Stow, *Survey of London* (Everyman ed.), p. 301.
- 71 Broyle (Forest of the), Sussex: J. B. Johnston, *Place-Names of England and Wales* (1914), p. 173.
- 72 Brunswald, Lincs.: G. S. Streatfeild, *Lincolnshire and the Danes* (1884), p. 129.
- 73 *Brunningmor*, Berks. (1223): Cox, *Royal For.*, p. 6.
- 74 Bruthwaite, also Tarnhouse, Tindale F., Cumb.: *Cumb.* (E. P. N. Soc.), p. 37.
- 75 Buckholt, Wilts.: Cox, *Royal For.*, p. 313.
- 76 Buckingham: E. Ekwall, *English River-Names* (1928), p. 342.
- 77 Buckinghamshire: Cox, *Royal For.*, p. 267.
- 78 Bulwell, Notts.: *Railway Magazine* (London), XVIII (1906), p. 249.
- 79 Burham (*For. de*, 1268: mod. Boreham Wood), Wilts.: *Wilts.* (E. P. N. Soc.), p. 305.
- 80 Burtonwood, Lancs.: Cox, *Royal For.*, p. 99.
- 81 "Caltre and Greta" ("For. between": *T.R.W.*), Cumb. Gough's *Camden*, III. 209.
- 82 Cambergwyn (Radnor), Wales: *ibid.*, II. 439, 440.
- 83 Cank, Canok (mod. Cannock Chase), as in Cox, *Royal For.* p. 34. F. of Canok, or Canke Wood, in Leland, *Itin.*, IV. 20; VII. 28.
- 84 Cardiffe, Wales: A. L. Cross, *Eighteenth Century Docs.*, p. 52; cf. Leland: "The best Wood in Kibworth is in *Keven On* as it were a Forest Grounde and Cairdif is partly servid thens with Wood" (IV. 38).
- 85 Carisbrook, Isle of Wight: A. L. Cross, *Eighteenth Century Docs.*, p. 38.
- 86 Carlisle, Cumb. (1177 *et seq.*): *Cumb.* (E. P. N. Soc.), p. 37.
- 87 Carlton, Notts.: *Sheffield Telegraph* (Eng.), June 16, 1950.
- 88 Carnedon (Montgomery), Wales: Cross, *Eighteenth Century Docs.*, p. 52. p. 52.
- 89 Castlerigg, Cumb.: Ekwall, *Eng. River-Names*, p. 60.
- 90 Cawood, W. R. Yorks.: Bogg, *Old Kingdom of Elmet*, p. 218.
- 91 *Cestrewaud* (in Kingswood: *Foresta regis de* 1249; *boscum* 1181): *Essex* (E. P. N. Soc.), p. 393.
- 92 Charlie (?Charnwood): Harrison, *Description of Eng.* (ed. Furnivall), I. 311.
- 93 Charnley, Coalville, Leics: *Christian World* (London), January 3, 1924.
- 94 Charnwood, Leics.: Cox, *Royal For.*, p. 231.
- 95 Cheddar, Som.: Cox, *ibid.*, p. 334. *Boscus de Ceddre*, 1257: Turner, *Select Pleas*, p. lxvii.
- 96 Chelmer and Dauncing (F. "of the Hundred of," *T.R.E.*) Gough's *Camden*, II. 43.
- 97 Cheshire (Forest of): Cox, *Royal For.*, p. 131.
- 98 Chetwode, Bucks. (*For. of Chett* 1270; in *bosco de Cett* 1290): Johnston, *Place-Names of Eng. and Wales*, p. 197.
- 99 Chiltern, Bucks.: *N. & Q.*, 4th Ser., III. 419.
- 100 Chiltene, Sussex (*ann.* 685): Lappenberg, *Anglo-Saxon Kings* (ed. 1881), I. 324.
- 101 Chippenham (*Chipeham*, 1223): Cox, *Royal For.*, pp. 6, 322; *Wilts.* (E. P. N. Soc.), pp. 9, 12.

- 102 Chopwell, Durham: R. G. Albion, *Forests and Sea Power* (1926), pp. 107, 126, 137.
- 103 Chute (*Cet*, 1223), Wilts.: Cox, *Royal For.*, pp. 6, 327; *Wilts.* (E. P. N. Soc.), pp. xv, 12, 340. *Silva qui vocatur Cetum* 1086; *For. of Chett* 1248, *in bosco de Cett* 1270—both from *Calendar of Charter Rolls*: E. McClure, *British Place-Names in their Historical Setting* (1910), p. 181.
- 104 Cilgerran (or Kil-), Pembroke, Wales: *N. & Q.*, 9th Ser., IX. 467.
- 105 Clarendon, Wilts.: Cox, *Royal For.*, p. 313.
- 106 Claughton, Lancs.: Cox, *ibid.*, p. 101.
- 107 Claverley, Salop.: Turner, *Select Pleas*, p. 9; Wylie, *Henry V* (1914), I. 336.
- 108 Clee, Salop. (*Clay*, 1223): Cox, *Royal For.*, pp. 6, 226.
- 109 Cliffe, Northants. (*Clive*, 1223): Cox, *ibid.*, pp. 6, 239.
- 110 Clipston, Northants.: Cox, *ibid.*, p. 7.
- 111 Clipstone, Notts.: Cox, *ibid.*, p. 207; *bosco de Clipston* 1335: Notts (E. P. N. Soc.), p. 74.
- 112 Clitern(?), Bucks.: R. Baker, *I Planted Trees* (1940), pp. 72-3.
- 113 Cluid (Radnor), Wales: Leland, *Itin.*, IV. 94; Gough's *Camden*, II. 459.
- 114 Clun, Salop.: Leland, *Itin.*, V. 3; VII. 17; Harrison, *Description of Eng.*, I. 311.
- 115 Coirdigare(?), Salop.: *Speed's Map* (1610).
- 116 Cokwode, Settle, W. R. Yorks.: Ekwall, *Eng. River-Names*, p. 94.
- 117 Colchester, Essex: *Essex* (E. P. N. Soc.), p. 2.
- 118 Coleshill, Warw.: *N. & Q.*, 6th Ser., V. 33.
- 119 Colynridge, Windsor, Berks.: Turner, *Select Pleas*, p. liii.
- 120 Come, Llanstephan (Wales): Leland, *Itin.*, VIII. 96.
- 121 Conet, Lancs.: Cox, *Royal For.*, p. 99.
- 122 Copeland, Cumb.: Gough's *Camden*, Map, III. 167; *Cumb.* (E. P. N. Soc.), p. 37.
- 123 Corn Atton, Montgomery, Wales: Gough's *Camden*, II. 534.
- 124 Cornwall (*ante* 1204): Turner, *Select Pleas*, p. cvii.
- 125 Cornwood, Worcs.: Ekwall, *Eng. River-Names*, p. 94.
- 126 Cors, Glos.-Worcs.: *N. & Q.*, 4th Ser., XII. 130; Corsewood: Gough's *Camden*, II. 368, and Map.
- 127 Corse Lawn, Worcs.-Glos.: *Worcs.* (E. P. N. Soc. 1927), pp. 197-8.
- 128 Coverdale, N. R. Yorks.: C. W. Oman, *Warwick the Kingmaker*, p. 13.
- 129 Coversdale (?Coverdale): A. L. Cross, *Eighteenth Century Docs.*, p. 38.
- 130 Coydrath, Pembroke, Wales: Cross, *ibid.*, p. 52; *coed, cet*=wood: Johnston, *Place-Names of Eng. and Wales*, p. 209.
- 131 Cranbourne (?Berks.: Cranborne Chase, Wilts.): *N. & Q.*, 5th Ser., VI. 67.
- 132 Craven, W. R. Yorks.: J. E. Harting, *Extinct British Animals* (1880), p. 8.
- 133 Cregeeryri, Caernarvon, Wales: Leland, *Itin.*, V. 45.
- 134 Cromer Forest, Norfolk: W. G. Clarke, *Norfolk and Suffolk* (1921), p. 86.<sup>53</sup>
- 135 Cumberland (Forest of): Cox, *Royal For.*, p. 91; *Cumb.* (E. P. N. Soc.), pp. xxxiv-v.

<sup>53</sup>W. G. Clarke, *Norfolk and Suffolk*, p. 86, speaks of the "Cromer Forest Bed"; but whether the "Forest" is historical or belongs to geological time I am unaware; cf. Rice Holmes, *Ancient Britain* (1907), p. 23.

- 136 Dallington, Sussex: Gough's *Camden*, I. 191; "wood" 1334: *Sussex* (E. P. N. Soc.), p. 2.
- 137 Danby, N. R. Yorks. (*foresta* 1242): *N. R. Yorks.* (E. P. N. Soc., 1928), p. 131.
- 138 Danegris (mod. Dengey): *Essex* (E. P. N. Soc.), pp. 213, 249.
- 139 "Darbyshire and Maxwell": Gough's *Camden*, II. 437.
- 140 Dartmoor, Devon.: Cox, *Royal For.*, p. 340.
- 141 Darvold, *al.* Deerfold, Hereford: Gough's *Camden*, II. 455; *N. & Q.*, 4th Ser., III. 528 ("a certain desert wood called Derwoldswood," G. M. Trevelyan, *Age of Wycliffe* (1899), p. 324).
- 142 Dean (*Dene*, 1223), *Glos.*: Cox, *Royal For.*, p. 274 (*Danubiae Silva: Giraldus Cambrensis*, 1188; Johnston, *Place-Names of Eng. and Wales*, p. 264).
- 143 Deira (Forest of), E. R. Yorks.: "in *Derawudu id est in silva Deirorum*," Bede, *ob.* 735; *E. R. Yorks.* (E. P. N. Soc.), pp. 12-14, 193.
- 144 Delamere, Cheshire: Cox, *Royal For.*, p. 132.
- 145 Denbigh(shire), Wales: John Ward, *Roman Era in Britain* (1907), pp. 3-4.
- 146 Derbyshire (*De Alto Pecco*=High Peak): J. Chas. Cox, *N. & Q.*, 4th Ser., X. 16.
- 147 Derbyshire (West Derby, Lancs.): Cox, *Royal For.*, p. 98.
- 148 "Devon, Cornwall, and Somerset" (Forest of): *Eng. Hist. Rev.*, XXXIX (1924), p. 576.
- 149 Dinas, Brecknock, Wales: Leland, *Itin.*, V. 71; Gough's *Camden*, II. 476.
- 150 Domsey (*forest* c. 1300, *Dolmysey wode* 1462): *Essex* (E. P. N. Soc.), pp. 2, 402, 566.
- 151 "Dormer," ?Salop.: Mary Webb, *The House in Dormer Forest*.
- 152 Duffield Frith, Derbyshire: Cox, *Royal For.*, p. 181.
- 153 Dunholme (Durham): Scott, *Marmion*, note 31.
- 154 Dunwich, Suffolk (*ante* 1534): Leland, *Itin.*, IV. 29.
- 155 Easington, Lancs.: *N. & Q.*, 9th Ser., VI. 243.
- 156 Easingwold, N. R. Yorks.: Cox, *Royal For.*, p. 7.
- 157 East and West For. Hants (?E. & W. Bere): *N. & Q.*, 10th Ser., VI. 44.
- 158 Egton, N. R. Yorks.: *N. R. Yorks.* (E. P. N. Soc.), p. 120.
- 159 Elmelin (Newcastle Emlyn, Caermarthen, Wales): Leland, *Itin.*, V. 21; Gough's *Camden*, II. 509.
- 160 Elmet, W. R. Yorks.: Bogg, *Old Kingdom of Elmet*, *passim*.
- 161 Endfield (?Enfield): A. L. Cross, *Eighteenth Century Docs.*, p. 44.
- 162 Enfield, Mids.: Gough's *Camden*, II. p. 11.
- 163 Engleby, Cumb.: *ibid.*, III. 88; Leland, *Itin.*, VIII. 19.
- 164 Englewood, Cumb.: *ibid.*, VII. 56; "Ynglewood," *ibid.* 57.
- 165 Ennerdale, Cumb.: A. L. Cross, *Eighteenth Century Docs.*, pp. 51, 53. "Einerdale," Leland, *Itin.*, VII. 56.
- 166 Epping, Essex: Cox, *Royal For.*, p. 283.
- 167 Essex, 1170, 1365, 1514, etc.: *Essex* (E. P. N. Soc.), pp. 1, 159.
- 168 "Essexie" (1223): Cox, *Royal For.*, p. 6.
- 169 Ewyastone, Hereford.: F. A. Inderwick, *The King's Peace* (1895), p. 162.
- 170 Exmoor, Devon.: Cox, *Royal For.*, p. 336; Somerset, so *Devon.* (E. P. N. Soc. 1931-2), p. 18.
- 171 Fakenham, Worcs. (?Feckenham): *N. & Q.*, 10th Ser., II. 433.

- 172 Far Forest (Bewdley, Worcs.): *Christian World* (London), April 30, 1925.
- 173 Farndale, Yorks.: Cox, *Royal For.*, p. 125.
- 174 Faucet (mod. Fawcet), Westm.; Gough's *Camden*, Map of Westmorland (?=cet).
- 175 Feckenham, Worcs.: Cox, *Royal For.*, p. 226.
- 176 Feifton, Salop.: Gough's *Camden*, II. 394.
- 177 Finmere, Oxon.: Cox, *Royal For.*, p. 7.
- 178 Flavel (*Foresta de*, 1182-1299; *locis* . . . *silvaticis*, 930 A.D.: Flyford Flavel, Worcs.): *Worcs.* (E. P. N. Soc.), p. 199.
- 179 Flintshire (D. B. 1086): Vinogradoff, *English Society in the Eleventh Century* (1908), p. 293.
- 180 *Forestae* . . . (E. R. Yorks.): Gough's *Camden*, Map of East Riding.
- 181 Forest and Frith, Durham: Cox, *Royal For.*, p. 96.
- 182 "Foresthene," Monmouth.: Leland, *Itin.*, IV. 89.
- 183 Forest Quarter, Durham: Cox, *Royal For.*, p. 96.
- 184 "Forest Wast, The," Clee, Salop., 1617: *N. & Q.*, 5th Ser., X. 417.
- 185 Forest Wood, Northants.: *Northants.* (E. P. N. Soc., 1933), p. 166.
- 186 Forest Wood, Surrey: *Surrey* (E. P. N. Soc., 1934), p. 20.
- 187 Freemantle, Hants: Cox, *Royal For.*, p. 7.
- 188 *Fudernesio* (*F. de*, 1127: Furness, Lancs.): *Sephton, Lancs. Place-Names* (1913), p. 127.
- 189 Fulwood, Lancs.: Cox, *Royal For.*, p. 98.
- 190 Fulwood, Sheffield (Gerard de Furnival, *ob.* 1219: "his forest of Fulwode"): Hunter, *Hallamshire* (ed. 1819), p. 37; Addy, *Beauchief Abbey* (1878), p. 53.
- 191 Furches, Glos.: Cox, *Royal For.*, p. 7, *boscus de F.* 1241: *Surrey* (E. P. N. Soc.), p. 175.
- 192 Furness and Wagneia, 1227 (Walney): Wyld and Hirst, *Place-Names of Lancs.* (1911), p. 256.
- 193 Gaisham, Essex: *Essex* (E. P. N. Soc.), p. 1.
- 194 Galtres (*Galteriz*, 1223), N. R. Yorks.: Cox, *Royal For.*, pp. 6, 125; *N. R. Yorks.* (E. P. N. Soc.), pp. 8, 320.
- 195 Gatchithe, Hereford.: Gough's *Camden*, II. 448.
- 196 Geddington, Northants.: Turner, *Select Pleas*, p. 109, etc.: (*in bosco de G*, 1249: *ibid.*, pp. lxxxv, 37); *Northants.* (E. P. N. Soc.), p. 166=*foresta regis de G.* 1229.
- 197 Geltsdale, Cumb.: Gough's *Camden*, Map, III. 167; *Cumb.* (E. P. N. Soc.), p. 38 (1210).
- 198 Gilderdale, Cumb.: Gough's *Camden*, III. 175, 475; Ekwall, *Eng. River-Names*, p. 105.
- 199 Gillingham, Dorset: Cox, *Royal For.*, p. 330.
- 200 Gilsland, Cumb.: W. T. Palmer, *The English Lakes* (1905).
- 201 Gisburne, W. R. Yorks.: Harting, *Extinct British Animals* (1880), p. 236.
- 202 Glimhemwoode, Oxon.: Ekwall, *Eng. River-Names*, p. 180; *Oxfordshire* (E. P. N. Soc. 1953-4), p. 265=*For. of*, 1279.
- 203 Gnoope, N. R. Yorks.: *Bunda et divisa inter forestam de Gnoope* [*?et*] *Abb. et Conv. de Fontibus* (Fountains A, Ripon): Whitaker, *History of Craven*, p. 190, *cit.* Eastwood, *Hist. of Ecclesfield* (1862), p. 418.
- 204 Grayrigg, Westm.: *Westmorland Gazette*, April 14, 1923.

- 205 Greves, Cheshire: Cox, *Royal For.*, p. 132.
- 206 Grimsbury (?Berks.): *Great Western Railway* (Eng.) *Time-table* (1926), p. 49.
- 207 Grossenmouth, Monmouth.: Leland, *Itin.*, IV. 90.
- 208 Groveley (*Graveling*, 1223), Wilts.: Cox, *Royal For.*, pp. 6, 315 ("Groveley Wood": Gough's *Camden*, I. 108).
- 209 Gwydyr, Wales: reference lost.
- 210 Hainault, Hainhault, Essex: Turner, *Select Pleas*, p. 70 (*forestam de Hyneholt; in bosco de* H. 1239, in the same document). "Hinewode," Warw.: Leland, *Itin.*, VIII. 75.
- 211 Halifax, W. R. Yorks.: F. A. Inderwick, *The King's Peace*, p. 147.
- 212 Hampton Court, Mids.: *ibid.*, pp. 134, 140.
- 213 Hanhaighniton, Montgomery, Wales, c. 1612: Cross, *Eighteenth Century Docs.*, p. 52.
- 214 Hardwick, W. R. Yorks.: *N. & Q.*, 9th Ser., I. 22; VIII. 258, 298; XI. 424.
- 215 Harewood, Hants: D. H. M. Read, *Highways and Byways in Hants*, p. 196.
- 216 Harewood, Hereford.: *N. & Q.*, 3rd Ser., VII. 74.
- 217 Hartland, Devon: *ibid.*, 7th Ser., VIII. 364.
- 218 Hastings, Sussex: Gough's *Camden*, I. 185.
- 219 Hatfield, Essex: Harrison, *Description of Eng.*, I. 311; Wylie, *Henry IV*, III. 115; *Essex* (E. P. N. Soc.), p. 2.
- 220 Hatfield (H. Chase), Yorks.-Lincs.: Cox, *Royal For.*, p. 130.
- 221 *Haverforthelith*, E. R. Yorks. (*foresta de*, 1220): *E. R. Yorks.* (E. P. N. Soc.), p. 13.
- 222 Havering, Essex: Cox, *Royal For.*, p. 283.
- 223 Havocumber (?Hants-Dorset, *T.R.E.*; *Boscus de Havocumba* 1086, *D.B.*): Vinogradoff, *Eng. Society*, p. 291.
- 224 Hawood, Hereford.: R. Baker, *I Planted Trees* (1940), pp. 72-3.
- 225 Haydon, Northumb.: Hodgson, *Hist. Northumberland*, I. 445.
- 226 Hays, Salop.: Gough's *Camden*, Map, II. 394, 396.
- 227 Haywood, Hereford.: *N. & Q.*, 5th Ser., VIII. 80 ("The Hay Wood": Leland, *Itin.*, VIII. 50).
- 228 *Helmeslac* (Helmsley), N. R. Yorks.: A. M. Cooke, *Eng. Hist. Rev.*, VIII (1893), p. 651.
- 229 *Herlaue* (in Waltham, 1243), Essex: *Essex* (E. P. N. Soc.), p. 1.
- 230 "Herthei", Hunts.: Gough's *Camden*, II. 153.
- 231 Hesketh, Cumb.: McClure, *British Place-Names in their Historical Setting* (1910), p. 270 (H. "in the Forest," ante 1934: so *Cumb.* (E. P. N. Soc.), p. 199).
- 232 High Beeches Forest, Sussex: *Sussex* (E. P. N. Soc.), Map.
- 233 High Forest (Sherwood), Notts.: Cox, *Royal For.*, p. 206.
- 234 *Highewood*, 1523 (mod. Woodham Ferrers), Essex: *Essex* (E. P. N. Soc.), p. 281.
- 235 Hodsock, Notts.: Leland, *Itin.*, I. 100; *Notts* (E. P. N. Soc.), p. 83.
- 236 Hokstow, Salop. ("a wood called Hokstow Forest"): Leland, *Itin.*, IV. 28.
- 237 Holland, Yorks.: Cox, *Royal For.*, p. 105.
- 238 Hollinhead, Lanes.: *ibid.*, p. 74.
- 239 Holmhurst, Herts.: Gough's *Camden*, I. 347.
- 240 Holt, Hants: White's *Selborne*, II. 212, 244; Cobbett, *Rural Rides*, I. 100.

- 241 Holt, Worcs.: Gough's *Camden*, II. 351.
- 242 Hopwas, Staffs. (1223): Cox, *Royal For.*, p. 6.
- 243 Horewell, Worcs.: *ibid.*, p. 226 (*Horwellwood*, 1401: *Worcs.* (E. P. N. Soc.), p. 228).
- 244 Horewood, Glos.: Cox, *Royal For.*, p. 7.
- 245 Horewych, *Horewiche*, Lancs. (1254, 1282): Ekwall, *Place-Names in Ing.* (1923), p. 44.
- 246 Horsford, Norfolk: Gough's *Camden*, II. 106.
- 247 Horsham, Sussex: *N. & Q.*, 1st Ser., II. 108.
- 248 Horston, Derbyshire: Cox, *Royal For.*, p. 7.
- 249 Houghton (*Boscus de Hocton*, 1279), Sussex: *Sussex* (E. P. N. Soc.), p. 129.
- 250 Hounslow, Mids.: Thomas Hood, *The Monkey Martyr* (c. 1840).
- 251 Ifwood, Salop.: Gough's *Camden*, II. 397.
- 252 *Huntindonie* (shire, 1223): Cox, *Royal For.*, p. 6.
- 253 Hutton For. (in Inglewood), 1439, 1580; Cumb.: *Cumb.* (E. P. N. Soc.), p. 208.
- 254 *Hyghwode* 1495, Essex: *Essex* (E. P. N. Soc.), pp. 2, 281.
- 255 Ifwood, Wilts.: Cox, *Royal For.*, p. 7.
- 256 Inglewood, Cumb.: *ibid.*, p. 90; *Cumb.* (E. P. N. Soc., 1150 *et seq.*), p. 38.
- 257 "*Inter Usam et Derwentem*" (Ouse and Derwent), E. R. Yorks., 1223: Cox, *Royal For.*, p. 6; *E. R. Yorks.* (E. P. N. Soc.), p. 269.
- 258 Irwell (?Lancs.): Harting, *Extinct British Animals*, pp. 119, 139.
- 259 Kendal, Westm.: *N. & Q.*, 10th Ser., III. 171.
- 260 *Kenilleworth*, Warw. (*haia et parco*, 1223): Cox, *Royal For.*, p. 6.
- 261 Kery, Montgomery, Wales: Leland, *Itin.*, VII. 17.
- 262 Kesteven, S. W. Lincs. (1230): Gough's *Camden*, II. 242.
- 263 Ketendrin, Pembroke, Wales, c. 1612: Cross, *Eighteenth Century Docs.*, p. 52.
- 264 Keynesham, Glos.: Cox, *Royal For.*, p. 7.
- 265 Kidowen, Montgomery, Wales: Leland, *Itin.*, VII. 17.
- 266 Kidwelli, Caernarthen, Wales: *ibid.*, V. 23; Gough's *Camden*, II. 506.
- 267 Kilpeck, Hereford.: Cox, *Royal For.*, p. 7.
- 268 *Kingeswood*, Essex (1251): *Essex* (E. P. N. Soc.), p. 2.
- 269 Kingswood, Glos. ("Wooddy and Forest as of Kingeswod."? c. 1540): Leland, *Itin.*, VI. 72, 93; VII. 88, 96, 101; Wylie, *Henry IV*, II. 284.
- 270 Kinver (*Kenefer*, 1223), Worcs.: Cox, *Royal For.*, pp. 6, 148; "the wood called Cynibre," 736: Johnston, *Place-Names of Eng. and Wales*, p. 331.
- 271 Kirkby in Ashfield ("Kyrkeby Wode," temp. Edw. III.): Cox, *Royal For.*, p. 219; Kirby For. 1637: *Notts.* (E. P. N. Soc.), p. 122.
- 272 Knaredale, Cum.: R. Baker, *I Planted Trees* (1940), pp. 72-3.
- 273 Knaresborough, W. R. Yorks.: Cox, *Royal For.*, p. 130.
- 274 Knaresdale, Northumb.: Hodgson, *Hist. of Northumb.*, Part II, III. 90.
- 275 Lancaster, Lancs.: Cox, *Royal For.*, p. 101.
- 276 *Lancastria* (1223): *ibid.*, p. 6.
- 277 Langden, Cumb.: Gough's *Camden*, III. 111.
- 278 Langden or Teesdale, Durham: *ibid.*, III. 111.
- 279 Langley, Durham, c. 1612: Cross, *Eighteenth Century Docs.*, p. 51.
- 280 Lee (?): Harrison, *Description of Eng.* I. 311.

- 281 Leek, Cheshire—Staffs.: Cox, *Royal For.*, p. 136.
- 282 Leicester (at town of): *ibid.*, p. 232.
- 283 Leicestrie (*comitatus L.*, 1223): *ibid.*, p. 6 (*Hereswode*, T. R. E. so *Notts.* (E. P. N. Soc.), 10).
- 284 Leighfield, Rutland: Cox, *Royal For.*, p. 235.
- 285 Lenton, Notts.: *ibid.*, p. 219.
- 286 Lewes, Sussex: Gough's *Camden*, I. 185.
- 287 Lichfield, Staffs.: Leland, *Itin.*, IV. 117, 120.
- 288 Lickey, Worcs.: W. H. Duignan, *Worcestershire Place-Names* (1905), pp. 104, 178.
- 289 Lincoln: G. S. Streatfeild, *Lincolnshire and the Danes* (1884), p. 146.
- 290 Lincolnshire (*ante* 1204): Turner, *Select Pleas*, p. cvii.
- 291 Lingarthey, Notts.: Cross, *Eighteenth Century Docs.*, p. 39.
- 292 Llanandever, Wales: Leland, *Itin.*, V. 78.
- 293 Lloydarth, Pembroke, Wales: *ibid.*, V. 27; Gough's *Camden*, II. 518.
- 294 Lluid Coite, Wales: Leland, *Itin.*, IV. 37.
- 295 Long Forest, Wenlock Edge, Salop.: *ibid.*, IV. 98; *N. & Q.*, 5th Ser., XII. 508.
- 296 Longe Munede (*Foresta de*=Long Mynd, Salop.): McClure, *British Place-Names*, p. 158.
- 297 Lonsdale, Lancs.: Cox, *Royal For.*, p. 100.
- 298 Loughes, Northumb.: Leland, *Itin.*, VII. 66.
- 299 Lowes, Essex: Gough's *Camden*, Map, II. 41.
- 300 Lowes, Northumb. (1329): Ekwall, *Eng. River-Names*, p. 265.
- 301 Lund, N. R. Yorks. (1176): *N. R. Yorks.* (E. P. N. Soc.), p. 76.
- 302 Lune, Westm.—Yorks.: Gough's *Camden*, Map, III. 78.
- 303 Ly, Lyfield (? Leighfield, Rutland): Leland, *Itin.*, V. 106.
- 304 Lya, Salop. (1223): Cox, *Royal For.*, p. 6.
- 304 Lye (1223)? : *ibid.*, p. 6.
- 305 Lyme, Cheshire or Staffs.: *ibid.*, p. 136.
- 306 Lythwood, Hereford (*c.* 1400): *N. & Q.*, 7th Ser., II. 469.
- 307 Macclesfield, Cheshire: Cox, *Royal For.*, p. 136.
- 308 Mallerstang, Westm.: Gough's *Camden*, III. 146.
- 309 Malvern, Worcs.: Cox, *Royal For.*, p. 226.
- 310 Mamilet, Hereford.: McClure, *British Place-Names*, p. 268.
- 311 Mara and Moudrem, Cheshire: Cox, *Royal For.*, p. 132.
- 312 "Mardersham,"? Sussex: Sheila Kaye-Smith, *Gallybird* (1934).
- 313 Marks Tey, Essex: *Essex* (E. P. N. Soc.), p. 402.
- 314 Markwood (*Merkwood*, 1269), Essex: *ibid.*, p. 1.
- 315 Marlborough, Wilts.: Cobbett, *Rural Rides*, II. 37.
- 316 Martindale, Westm.: Gough's *Camden*, III. 146.
- 317 Marton in the Forest, N. R. Yorks.: *N. R. Yorks.* (E. P. N. Soc.), p. 28.
- 318 Marwood, Durham: Gough's *Camden*, III. 112.
- 319 Marwood, Yorks.: A. H. Norway, *Highways and Byways in Yorkshire*, p. 178.
- 320 Marylebone, Mids.: *N. & Q.*, 8th Ser., XII. 216.
- 321 Maxfield, Maxwell, Cheshire: Leland, *Itin.*, VII. 30–1; Gough's *Camden*, II. 437, 439; not Macclesfield: so Harting, *Extinct British Animals*, pp. 6, 245.

- 322 Maxilt(?), Cheshire: *N. & Q.*, 3rd Ser., VIII. 130.
- 323 Medwood, Derby or Staffs.: Cox, *Royal For.*, p. 191.
- 324 Meibeth, Pembroke, Wales, c. 1612: Cross, *Eighteenth Century Docs.*, p. 52.
- 325 Melkesham, Wilts. (1223): Cox, *Royal For.*, p. 6; *Wilts.* (E. P. N. Soc.), p. 14.
- 326 Melkesham and Pewsham, Wilts.: Cox, *Royal For.*, p. 323.
- 327 Mendip, Somerset: *ibid.*, p. 333.
- 328 Middlesex: Stow, *Survey of London* (Everyman ed.), p. 374; Jerrold, *Highways and Byways in Middlesex*, pp. 329, 353.
- 329 Middleton, Durham; Leland, *Itin.*, I. 86.
- 330 Milbourn, Westm.: Gough's *Camden*, Map, III. 146.
- 331 Milchet, Melchet, Wilts. (*silva* 1086): Cox, *Royal For.*, p. 313; *Wilts.* (E. P. N. Soc.), pp. 14, 415.
- 332 Mocktree, Hereford.: Gough's *Camden*, II. 454.
- 333 Moel, S. Wales: Gir. Cambrensis, *Itin.* (Everyman ed.), p. 44, editorial note.
- 334 Mogg (?Morf), Salop.: Gough's *Camden*, Map, II. 394, 396.
- 335 Morf, Salop.: Cox, *Royal For.*, p. 223 ("This Forrest or Wood"; Leland, *Itin.*, IV. 104).
- 336 Mosedale, Westm.: *Westmorland Gazette*, Jan. 27, 1923.
- 337 Myerscough, Lancs.: Cox, *Royal For.*, p. 98.
- 338 Mynydd, S. Wales: *N. & Q.*, 3rd Ser., IX. 218.
- 339 Naddle, Westm.: *Westmorland Gazette*, Jan. 27, 1923.
- 340 Narbarth, Pembroke, Wales: Leland, *Itin.*, V. 26; Gough's *Camden*, II. 519.
- 341 Nastokey (*foresta de*, 1276; mod. Navestock), Essex: *Essex* (E. P. N. Soc.), p. 1.
- 342 Needwood, Staffs.: Cox, *Royal For.*, p. 137.
- 343 Neroche (*Nerechirch*, 1223): *ibid.*, pp. 6, 333.
- 344 Netherdale, W. R. Yorks.: Gough's *Camden*, Map, III. 26.
- 345 New Forest, Hants: Cox, *Royal For.*, p. 304; etc.
- 346 New Forest (*in nova foresta*, 1201), N. R. Yorks.: *N. R. Yorks.* (E. P. N. Soc.), p. 291.
- 347 Newton, Lancs.: *N. & Q.*, 9th Ser., VI. 243.
- 348 Nicholl, Cumb.: Cox, *Royal For.*, p. 95; 1216, *Cumb.* (E. P. N. Soc.), pp. xxxiii, 61, 104.
- 349 North Petherton, Som.: Cox, *Royal For.*, p. 333.
- 350 Northampton (shire, 1272): Turner, *Select Pleas*, p. 39, etc.
- 351 Northumberland (Forest of): Cox, *Royal For.*, p. 87.
- 352 Oakingham (? Wok-), Berks.: *ibid.*, p. 267.
- 353 Ombersley, Worcs.: *ibid.*, p. 226.
- 354 "Otreorde" (Otterwood, Hants): Vinogradoff, *English Society*, p. 293.
- 355 Oxtowe (?Huckstow), Salop., 1602: *N. & Q.*, 10th Ser., VI. 450.
- 356 Pamber (*Penber*, 1223), Hants: Cox, *Royal For.*, p. 6.
- 357 Panshet, Wilts.: *ibid.*, p. 313; *Wilts.* (E. P. N. Soc.), p. 13.
- 358 Parkhurst, Isle of Wight: *N. & Q.*, 8th Ser., XII. 148.
- 359 Passeleye (in Waltham, Essex, 1305): *Essex* (E. P. N. Soc.), p. 2.
- 360 Peak Forest, Derbyshire: Cox, *Royal For.*, p. 150.

- 361 Pendle, Lancashire: *ibid.*, p. 98.
- 362 Penrise,<sup>54</sup> Glamorgan, Wales (so Leland, *Itin.*, IV. 36); Harrison, *Description of Eng.*, I. 311.
- 363 Pensnet, Worcs., 1620: Paul Mantoux, *The Industrial Revolution in the Eighteenth Century* (ed. 2, Eng. trans., 1927), p. 292.
- 364 Percey (? Dorset): *N. & Q.*, 4th Ser., VIII. 467.
- 365 Pevensey, Sussex: Gough's *Camden*, I. 185.
- 366 Pewsham, Wilts.: Cox, *Royal For.*, p. 29; *Wilts.* (E. P. N. Soc.), pp. 14, 108.
- 367 Pickering, N. R. Yorks. (*Pikering*, 1223): Cox, *Royal For.*, pp. 6, 107; *N. R. Yorks.* (E. P. N. Soc.), p. 320.
- 368 Piriho, Oxon (*forête de 1161, bosco 1235*): *Oxfordshire* (E. P. N. Soc.), p. 283; perhaps the Periton, *parco 1223*, of Cox, p. 6.
- 369 Pontefract, W. R. Yorks.: Bogg, *Wharfeland*, p. 384.
- 370 Poorstock, Dorset: Cox, *Royal For.*, p. 330.
- 371 Porbek, Dorset: Leland, *Itin.*, III. 83.
- 372 Porchester (*Porcestre*, 1223), Hants: Cox, *Royal For.*, pp. 6, 310.
- 373 Prestwood, Hereford: *N. & Q.*, 1st Ser., I. 185, 218.
- 374 Purbeck, Dorset: Gough's *Camden*, I. 49.
- 375 Pyperode, Worcs.: Duignan, *Worcs. Place-Names*, p. 126; *Worcs.* (E. P. N. Soc.), p. 277.
- 376 Quernmore, Lancs.: Cox, *Royal For.*, p. 98.
- 377 Quinfield, Cumb.: *ibid.*, p. 56; (perhaps Westmorland: see Turner, *Select Pleas*, p. cxvii; but cf. *Cumb.* (E. P. N. Soc.), pp. 446-7.
- 378 Radford, Notts.: Cox, *Royal For.*, p. 219.
- 379 Radnor, S. Wales, c. 1612: A. L. Cross, *Eighteenth Century Docs.*, p. 52.
- 380 Rath (perhaps *Ratch*=Neroche, Somerset): Harrison, *Description of Eng.*, I. 311.
- 381 Rawtree, Yorks.: Cross, *Eighteenth Century Docs.*, p. 39.
- 382 Redeswood, Northumb. (*Redewode*, 1236): Ekwall, *Eng. River-Names*, pp. 337-8.
- 383 Rescob, S. Wales: Gough's *Camden*, II. 465.
- 384 Richmond, Mids.: Cross, *Eighteenth Century Docs.*, p. 10.
- 385 Richmond, N. R. Yorks. (1164, 1342): Harting, *Extinct British Animals*, pp. 119, 137, 137; (1178), *N. & Q.*, 9th Ser., X. 297.
- 386 Riddes- or Riddlesdale, Northumb.: Thierry, *Norman Conquest* (Everyman ed.), I. 220; Harting, *Extinct British Animals*, p. 119. "Malton on Ridesdale" (N. R. Yorks.); so Leland, *Itin.*, I. 29; but Ridesdale "in Northumberland," *ibid.*, VII. 62.
- 387 Risewood, Northumb.: Mandell Creighton, *Historical Essays* (1903), p. 248.
- 388 Riveling, Sheffield (1175-1659): Hunter, *Hallamshire*, pp. 37, 40, 116, 120, etc.; Eastwood, *History of Ecclesfield* (S. Yorks.), pp. 62, 64, 506.
- 389 Rockingham, Northants.-Rutland: Cox, *Royal For.*, p. 257.
- 390 Roell, Sussex: *Sussex* (E. P. N. Soc.), p. 137.
- 391 Rossendale, Lancs.: Cox, *Royal For.*, p. 98.

<sup>54</sup>Apparently lost: Penrice (surname), *Coventry Herald*, Dec. 14, 1928; also *Victoria* (British Columbia) *Directory* (1863), p. 139.

- 392 Rothbury, Northumb.: *ibid.*, p. 87.
- 393 Rutland (*Rotelande*, 1223): *ibid.*, pp. 6, 232.
- 394 Saddle (Lake District): A. Goodall, *Place-Names of S. W. Yorks.*, p. 247.
- 395 Saenling, Kent (9th century): Kemble, *Saxons in England* (ed. 1876), II. 86.
- 396 Salcey, Northants.: Cox, *Royal For.*, p. 237.
- 397 Salford, Lancs. (1086 *D.B.*): *N. & Q.*, 9th Ser., VIII. 131.
- 398 Salfordshire, Lancs.: Cox, *Royal For.*, p. 105.
- 399 Salop. (Forest of): *ibid.*, p. 225.
- 400 *Salopa*, 1223: *ibid.*, p. 6.
- 401 Sapley, Huntingdon: *ibid.*, p. 269.
- 402 Saucy (? Salcey), Northants.: Fuller, *Worthies of England* (ed. 1811), II. 166.
- 403 Savernake (*Savernac*, 1223), Wilts.: Cox, *Royal For.*, pp. 6, 326, "*silva qui appellatur Safernoc*" 1086: *Wilts.* (E. P. N. Soc.), pp. 15, 415.
- 404 Scalby (1135), N. R. Yorks.: *N. R. Yorks.* (E. P. N. Soc.), pp. 109, 111.
- 405 Selwood (*Selewud*, 1223), Somerset-Wilts.: Cox, *Royal For.*, pp. 6, 329; cf. *Wilts.* (E. P. N. Soc.), p. 15.
- 406 Several (part of Macclesfield F., Chesh.): Cross, *Eighteenth Century Docs.*, p. 47.
- 407 Sherwood (*Shirewud*, 1223): Cox, *Royal For.*, pp. 6, 204.
- 408 Shirlot, Salop.: Wylie, *Henry IV*, II. 280; Wylie, *Henry V*, I. 336.
- 409 Shotover, Oxon.: Cox, *Royal For.*, p. 257.
- 410 Silverstone, Northants.: *ibid.*, p. 7; "*bosci de Selvestone*," 1278: Turner, *Select Pleas of the Forest*, p. 124.
- 411 Skiddaw, Cumb.: A. G. Bradley, *Highways and Byways in the Lake District*, p. 153; cf. also *Cumb.* (E. P. N. Soc.), p. 320.
- 412 Skipton, W. R. Yorks.: *N. & Q.*, 3rd Ser., XI. 137.
- 413 Sleddale, Cumb.: Gough's *Camden*, Map, III. 146.
- 414 Snowdon, N. Wales: Gough's *Camden*, II. 551.
- 415 Somerset (1215): *Eng. Hist. Rev.*, XXXIX (1924), pp. 576-9.
- 416 South Frith, Kent: *N. & Q.*, 1st Ser., IV. 436.
- 417 Southampton, c. 1612: Cross, *Eighteenth Century Docs.*, p. 51.
- 418 Southbere, Hants: *N. & Q.*, 10th Ser., VI. 43.
- 419 Spe (*Forestae de*, 1291), North of England: *ibid.*, 7th Ser., X. 223.
- 420 Speen, Berks.: John Ward, *Roman Era in Britain* (1907), pp. 3-4. "*Woodspene*," temp. Edward IV: N. J. Hone, *The Manor and Manorial Records* (1912), p. 158.
- 421 Spitalmoor, Notts.: *Notts.* (E. P. N. Soc.), p. 70.
- 422 St. Leonard's, Sussex: *Sussex* (E. P. N. Soc.), p. 2.
- 423 Sta(i)nes, Mids: Gough's *Camden*, II. 13.
- 424 Stainmore, Yorks.: Bacon's *N. of England Road Map* (1913).
- 425 Stainmoor, Westm.: Gough's *Camden*, Map, III. 78.
- 426 "*Stannorde*" (1086, *D.B.*); "perhaps Stowood, Oxon": so, *N. & Q.*, 6th Ser., IX. 407.
- 427 Stanstead (*Boscus de S.* 1271), Sussex: *Sussex* (E. P. N. Soc.), p. 3.
- 428 Stanwood, Stanswood, Hants (*Staneude*, 1086 *D.B.*): Vinogradoff, *Eng. Society*, p. 293.

- 429 Stockton on the Forest, N. R. Yorks.: *N. R. Yorks.* (E. P. N. Soc.), p. 11.
- 430 Stowood, Oxon.: Cox, *Royal For.*, p. 257.
- 431 Sugrave, Wilts.: *ibid.*, p. 7.
- 432 Sussex (Forest of): Vinogradoff, *Eng. Society*, p. 293.
- 433 Sutton Coldfield, Staffs.—Warw.: Duignan, *Staffs. Names*, p. 85; *N. & Q.*, 9th Ser., VI. 458.
- 434 Sutton-in-Ashfield, Notts.: Cox, *Royal For.*, p. 219.
- 435 Swineshead, Beds. (*boscus* 1232, *foresta* 1279): *Beds.—Hunts.* (E. P. N. Soc.), p. 21.
- 436 Swinley, Berks.: *Country Life* (London), June 23, 1923.
- 437 Takeley, Essex: *N. & Q.*, 8th Ser., X. 522.
- 438 Tanglewood Forest (Kingswood, Surrey): local advertisement, 1948.
- 439 Tarnhouse, Cumb.: *Cumb.* (E. P. N. Soc.), p. 37.
- 440 Teesdale, Durham: Cox, *Royal For.*, p. 96.
- 441 Thetford, Norfolk (perhaps mod., *re* tree-planting): *Christian World* (London), Aug. 6, 1925.
- 442 Thornthwait(e), Westm.: R. Baker, *I Planted Trees* (1940), pp. 72–3.
- 443 Thornton, N. R. Yorks.: *N. & Q.*, 1st Ser., X. 258.
- 444 Thorpe, W. R. Yorks.: Bogg, *Wharfeland*, p. 256.
- 445 Tildale (head of Teesdale, Durham): Gough's *Camden*, III. 110.
- 446 Tillgate, Sussex: E. V. Lucas, *Highways and Byways in Sussex*, p. 123.
- 447 Tindale, Cumb.: *Cumb.* (E. P. N. Soc.), p. 37. See BRUTHWAITE.
- 448 Torre (Forest of the), Dunster, Som.: *Devon* (E. P. N. Soc.), p. 18.
- 449 Tottington, Lancs.: Bruton, *Lancs. Painted and Described*, pp. 112, 205.
- 450 Toxteth, Lancs.: Cox, *Royal For.*, p. 99.
- 451 Trawden, Lancs.: *ibid.*, pp. 98, 105.
- 452 Treforest, Glamorgan, Wales: *Christian World* (London), Aug. 13, 1925.
- 453 Tregonion, Montgomery, Wales: A. L. Cross, *Eighteenth Century Docs.*, p. 52.
- 454 Trevelegh, Salop.: *Speed's Map* (1610).
- 455 Tunbridge, Kent (1306): Stow, *Survey of London* (Everyman ed.), p. 284.
- 456 "Wagenmary," Sussex: Sheila Kaye-Smith, *Gallybird* (1934).
- 457 Wakefield, W. R. Yorks.: Cox, *Royal For.*, p. 7.
- 458 "Walcot" (? Hants): Thackeray, *Henry Esmond*.
- 459 Walden (next to Coverdale), N. R. Yorks.: Gough's *Camden*, Map, III. 26.
- 460 Walmer; see WATMERE.
- 461 Waltham, Essex, Herts.: Cox, *Royal For.*, pp. 31, 283.
- 462 Waltham, Hants: Gough's *Camden*, I. 120; Cobbett, *Rural Rides*, I. 58.
- 463 Walwood, Notts.: Lappenberg, *Anglo-Saxon Kings* (ed. 1881), II. 117.
- 464 Wancliffe (Wharnccliffe, Sheffield): Scott, *Marmion*, note 53.
- 465 Warkesale, Yorks.: Alice M. Cooke, *Eng. Hist. Rev.*, VIII (1893), 657.
- 466 Warsop, Notts.: *C.T.C. Gazette*, Aug. 1927.
- 467 Warwickshire (Forest of): Cox, *Royal For.*, p. 229.
- 468 Waterdown, Sussex: Leland, *Itin.*, VI. 21; Gough's *Camden*, I. 191, 205.
- 469 Watmere (?Walmer-Woolmer, Hants): Gough's *Camden*, I. 118.
- 470 Weardale, Durham: Cox, *Royal For.*, p. 97.

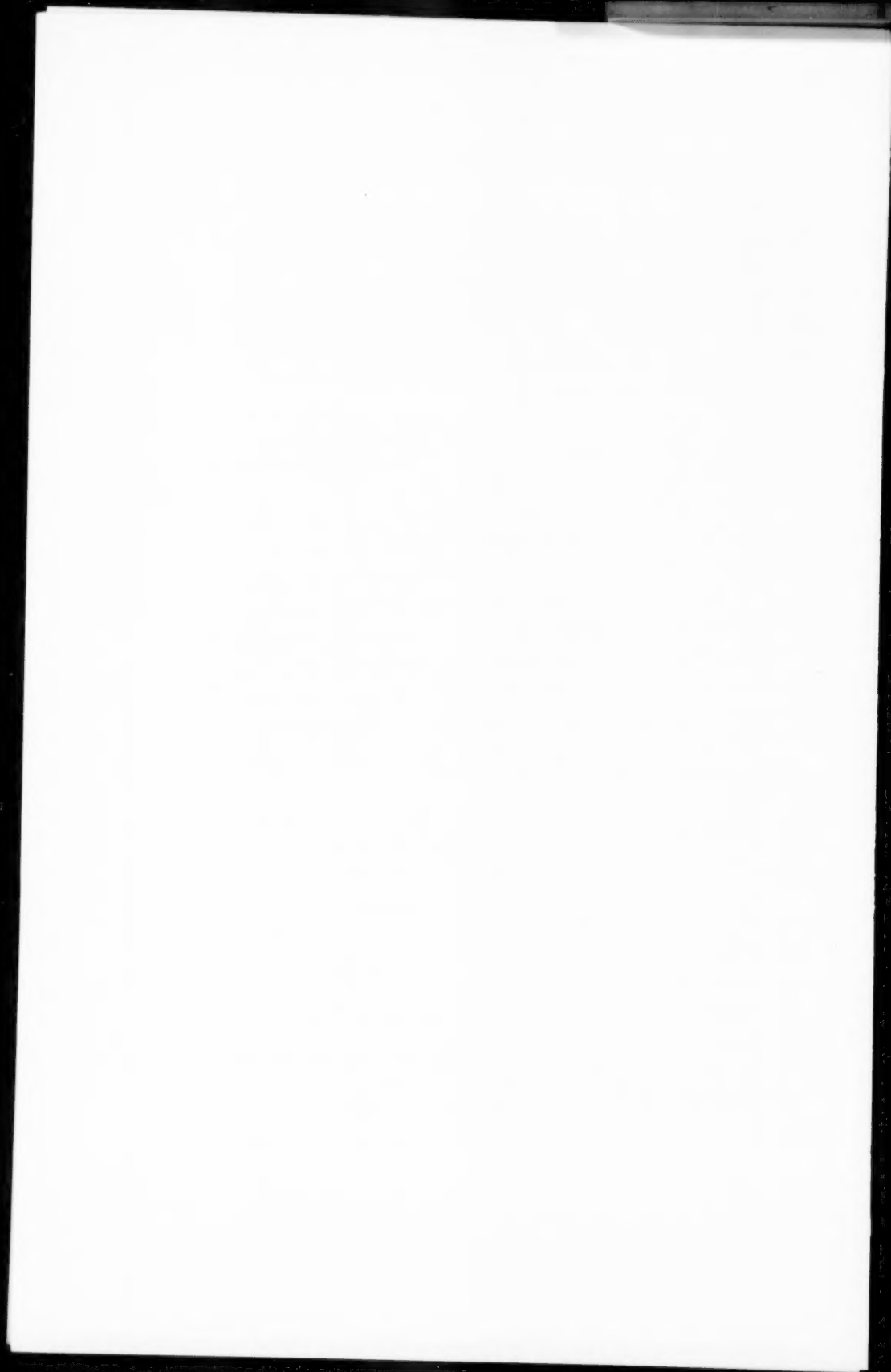
- 471 Weed F. (? in Needwood, Staffs.): *N. & Q.*, 5th Ser., III. 280.
- 472 Wellynton (Wellington), Salop.: *Speed's Map* (1610).
- 473 Wensleydale, Wensdale, N. R. Yorks.: Cox, *Royal For.*, pp. 77, 130; "Wenceedale": *Leland, Itin.*, VIII. 19; *N. R. Yorks.* (E. P. N. Soc.) pp. 261-2, 320.
- 474 Wentwood, Monmouth.: F. S. Williams, *Our Iron Roads* (c. 1880), p. 171.
- 475 Werewell, Hants; Lappenberg, *Anglo-Saxon Kings*, II. 171.
- 476 Wesdale (Wear(s)dale, Durham): E. L. Cutts, *Parish Priests* (1898), p. 545.
- 477 West Dean, Sussex (1738): cf. Asser, *Life of Alfred*; Lucas, *Highways and Byways in Sussex*, p. 46.
- 478 West Derby, Lancs.: J. Sephton, *Lancs. Place-Names* (1913), p. 26.
- 479 "Westbirie" (?Glos.; or West Bere, Hants): Harrison, *Description of Eng.*, I. 311.
- 480 Westwood, Cumb.: Cox, *Royal For.*, p. 95.
- 481 Weybridge, Hunts.: *ibid.*, p. 269; *Beds.-Hunts.* (E. P. N. Soc.), pp. 233-4.
- 482 Weybridge, Wilts.: Cox, *Royal For.*, p. 7.
- 483 Whaddon (W. Chase), Bucks.: Clement K. Shorter, *Highways and Byways in Buckinghamshire*, p. 87.
- 484 Wharfedale, W. R. Yorks.: Bogg, *Wharfeland*, p. 402.
- 486 Whichwood (? Oxon.): R. G. Albion, *Forests and Sea Power*, p. 439.
- 487 Whinfell, or Whinfield, Westm.: Gough's *Camden*, II. 146, 159; perhaps the same as Quinfield (Cumb.) in Cox, *Royal For.*, p. 56; Turner, *Select Pleas*, p. cxvii; also *Cumb.* (E. P. N. Soc.), pp. 446-7.
- 488 White Hart Forest, Dorset: Cox, *Royal For.*, p. 331.
- 489 Whitmead Park F: (?) Cross, *Eighteenth Century Docs.*, p. 39.
- 490 Whittlebury, Northants.: Cox, *Royal For.*, p. 237.
- 491 Whittlewood (the same): *ibid.*; Albion, *Forests and Sea Power*, p. 439; *Northants* (E. P. N. Soc.), pp. 2, 45.
- 492 Wichwood, Leics.: Gough's *Camden*, II. 215.
- 493 Winborne, Dorset: Vinogradoff, *Eng. Society*, p. 203.
- 494 Windsor, Berks.-Surrey (*Windlesore*, 1223): Cox, *Royal For.*, pp. 6, 266.
- 495 Win(s)ford, Som.: J. S. Hill, *Somerset Place-Names* (1914), p. 147. *Boscus de Wyneford*, 1257; Turner, *Select Pleas*, p. lxxviii.
- 496 Wintre, Wintry, Essex: *Essex* (E. P. N. Soc.), pp. 24, 566.
- 497 Wirral, Cheshire: Cox, *Royal For.*, p. 131.
- 498 Witham, Essex: Gough's *Camden*, Map, II. 41; "Wyham" 1323: *Essex* (E. P. N. Soc.), p. 2.
- 499 *Wodehamferes* (1436), Essex: *ibid.*, p. 231.
- 500 Wokingham, Berks.: Cox, *Royal For.*, p. 267.
- 501 Woodstock, Oxon.: *ibid.*, p. 7.
- 502 Woolmer, Hants: *ibid.*, p. 309.
- 503 Worcester (Forest of): *ibid.*, p. 228.
- 504 Worfield, Salop.: Turner, *Select Pleas*, p. 9.
- 505 Worth, Sussex: Leland, *Itin.*, VI. 54; *Sussex* (E. P. N. Soc.), p. 330.
- 506 Worth Lodge Forest, Sussex: *ibid.* (E. P. N. Soc.), Map.
- 507 Writtle, Essex (1242): Turner, *Select Pleas*, p. 74; *Essex* (E. P. N. Soc.), p. 2.

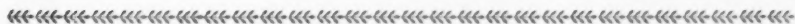
- 508 *Wulmere*, Sussex (1279): *Sussex* (E. P. N. Soc.), p. 32.  
 509 Wychwood, Oxon.: Cox, *Royal For.*, p. 257; "Wichewood": Leland, *Itin.*, VII. 72-3.  
 510 Wyersdale, Lancs.: Cox, *Royal For.*, p. 98.  
 511 *Wykhay*, 1328 (mod. Wickhay), Essex: *Essex* (E. P. N. Soc.), pp. 2, 566.  
 512 *Wyntrey*, 1276, 1323 (mod. Waltham), Essex: *Essex* (E. P. N. Soc.), p. 1.  
 513 Wyre, Worcs.: Cox, *Royal For.*, p. 225; Leland, *Itin.*, IV. 105; VII. 13, 24.  
 514 Wytingley, Hurstbourn Tarrant, Hants: Shore, *Origins of the Anglo-Saxon Race* (1906), p. 220.  
 515 Yardley (commonly Y. Chase), Bucks.: *Bucks.* (E. P. N. Soc.), p. 4.  
 516 Ynglewood (? Cumb.): Leland, *Itin.*, VII. 57.

## II. SCOTTISH FORESTS AND WOODS

- 517 Achentoul, Sutherland: *The Field* (London), Feb. 24, 1951, p. 272.  
 518 Alfrigg, Inverness: *ibid.*, p. 272.  
 519 Arnissdale, Inverness: *ibid.*, p. 272.  
 520 Athol, 1563: *N. & Q.*, 4th Ser., IV. 482.  
 521 Awne, 1350: Tytler, *History of Scotland*, II. 169.  
 522 Balnagowan (N. of Perth and Inverness): Wright, *Celt, Roman & Saxon* (1875), p. 63.  
 523 Benalder: Harting, *Extinct British Animals*, p. 171.  
 524 Ben More, Island of Mull: *The Field*, Feb. 24, 1951, p. 271.  
 525 Benula, Ross-shire: *ibid.*, p. 272.  
 526 Berridale, Caithness: Gough's *Camden*, III. 442.  
 527 Birnham Wood (of *Macbeth*): *ibid.*, III. 397.  
 528 Boachiltive, Argyllshire: *ibid.*, Map, III. 262.  
 529 Braeroy, Inverness: *The Field*, Feb. 24, 1951, p. 272.  
 530 Buchan: Gough's *Camden*, III. 426.  
 531 Cadyow, Lanarkshire: Scott, *Cadyow Castle*, notes; *N. & Q.*, 9th Ser., II. 171.  
 532 Cairnsmore, Kirkcudbright: *The Field*, Feb. 24, 1951, p. 272.  
 533 Caledonian Forest (or "Wood").  
 534 Cozac: *The Field*, Feb. 24, 1951, p. 271.  
 535 Dalmore: Gough's *Camden*, III. 419.  
 536 Dirry Meanach: *ibid.*, III. 446.  
 537 Dirry Moir, Sutherland: *ibid.*, Map, III. 365.  
 538 Diurnes, Diurness: *ibid.*, III. 448; Durness: *ibid.*, Map, III. 367.  
 539 Duchally, Sutherland: *The Field*, Feb. 24, 1951, p. 272.  
 540 Dunbeath, Caithness: *ibid.*, p. 272.  
 541 Dunrobin, Sutherland: *ibid.*, p. 272.  
 542 Dye: Gough's *Camden*, III. 302.  
 543 Earnsyde Wood, Perth, 1300: *ibid.*, III. 400.  
 544 Ernside Forest, Fifeshire: *ibid.*, III. 375.  
 545 Ettrick Forest (or Wood): *ibid.*, III. 299; *N. & Q.*, 9th Ser., XI. 249; Scott, *Marmion*, note 21; *Lay of the Last Minstrel*, notes.  
 546 Falkirk Forest, 1298: Hilaire Belloc, *History of England*, II. 344; Falkland Wood: Fuller, *Worthies of England* (ed. 1811), II. 189.

- 547 Fannich, or Faunich, Ross-shire: Gough's *Camden*, Map, III. 365. Perhaps the same as Scott's "Forest of Fannig": *Tales of a Grandfather*, chap. xxxviii.
- 548 Fasnakyle, Inverness: *The Field*, Feb. 24, 1951, p. 272.
- 549 Foich (or Strone), Ross-shire: *ibid.*, p. 272.
- 550 Foulis, Ross-shire: Gough's *Camden*, III. 437.
- 551 Glenartney (? Perthshire): Scott, *Glenfinlas* (poem), note.
- 552 Glencanis, Sutherland: *The Field*, Feb. 24, 1951, p. 272.
- 553 Glenfeshie (? Perthshire): *The Field*, Jan. 6, 1951, p. 26.
- 554 Glenfinlas (Perthshire): Scott, *Glenfinlas* (poem), note.
- 555 Glenkingie, Inverness: *The Field*, Feb. 24, 1951, p. 272.
- 556 Glenmore and Rothiemurches: *C.T.C. Gazette*, Oct., 1927.
- 557 Guiyock (? -oak): Scott, *Rob Roy*.
- 558 Huntley (? in the Merse): *N. & Q.*, 9th Ser., IX. 371.
- 559 Invermark: *The Field*, Apr. 21, 1951, p. 594.
- 560 Jedwood (Jeddard, Jeddart): Scott, *Lay of the Last Minstrel*, note 3; *N. & Q.*, 1st Ser., I. 449.
- 561 Kelblen, 1335: Gough's *Camden*, III. 393, 426.
- 562 Killin, Sutherland: *The Field*, Feb. 24, 1951, p. 272.
- 563 Kinloch, Sutherland: *ibid.*, p. 272.
- 564 Kirroughtree: *Victoria Daily Colonist* (British Columbia), Apr. 1, 1945.
- 565 Loch Choire, Sutherland: *The Field*, Feb. 24, 1951, p. 272.
- 566 Loch Forest, Kirkcudbright: Gough's *Camden*, Map, III. 262.
- 567 Lord Reay's Forest, Sutherland: *ibid.*, III. 365, 438; or "Rae," *ibid.*, III. 438; ?the same as "Reay For." *Field*, Feb. 24, 1951, p. 272.
- 568 Mamlorn, Perthshire: Gough's *Camden*, Map, III. 262.
- 569 Manore (?): reference lost.
- 570 Mar, Aberdeenshire: *The Field*, Feb. 24, 1951; "Marr," Gough's *Camden*, III. 419.
- 571 Methven Wood, Perth, 1306: *ibid.*, III. 400.
- 572 Moravins, Caithness: *ibid.*, III. 442.
- 573 Morven, Banffshire: *ibid.*, III. 442.
- 574 Pentland Moor Forest: Scott, *Lay of the Last Minstrel*, note 82.
- 575 Plater (Forest of): Tytler, *Hist. of Scotland*, II. 169.
- 576 Rothiemurches Forest (Ben Macdhui): *Edmonton Journal* (Canada), Jan. 9, 1926.
- 577 Selkirk (Ettrick): Gough's *Camden*, III. 298, 299.
- 578 Sletadale, Caithness: *ibid.*, Map, III. 365.
- 579 St. Mary Loch Forest: *ibid.*, III. 298.
- 580 Strathconon, Ross-shire: *The Field*, Feb. 24, 1951, p. 272.
- 581 Strathspey: *C.T.C. Gazette*, Oct., 1927.
- 582 Strathvaich, Ross-shire: *The Field*, Apr. 21, 1951, p. 593.
- 583 Strone, Ross-shire: *ibid.*, Feb. 24, 1951, p. 272.
- 584 Tarnaway, Morayshire, c. 1743: *N. & Q.*, 2nd Ser., VIII. 296, 402.
- 585 Tweeddale: Gough's *Camden*, III. 302.
- 586 Wyvis, Ross-shire: *The Field*, Feb. 24, 1951, p. 272.





## Recent Changes in Government Attitudes towards Immigration

MABEL F. TIMLIN, F.R.S.C.

WHEN the late Mr. Humphrey Mitchell on June 20, 1950, spoke to an item in the estimates before the House of Commons, he said that when he came to Canada more than forty years before "if you could stand on your feet, you were in."<sup>1</sup> Five years later, Mr. D. A. Croll in a similar debate remarked that at one time after the inauguration of the Department of Citizenship and Immigration in 1950, "if you put pants on a penguin, it could be admitted to this country."<sup>2</sup> Approximately fifty years intervened between the two periods to which references were made and many changes characterized this intervening space of time. But it is a matter of importance that the roots of controversy today concerning immigration are essentially those of the earlier period. They concern the discretion that should be granted to Ministers of the Crown.

When Mr. Mitchell landed in Canada, the immigration policies that had distinguished the Sifton period were temporarily in abeyance. These policies were connected with other Sifton policies whose implementation Clifford Sifton had made a condition of his acceptance of the portfolio of the Ministry of the Interior. He had demanded a free hand in land settlement policies on the ground, as he put it later, that fixed automatic rules were not only unthinkable but absurd.<sup>3</sup> His immigration policies were informed by the same spirit. After Sir Clifford's death, Mr. David C. Lamb, Commissioner of Migration for the Salvation Army, in a letter to the *London Times*, had the following to say about these: "He had the clear perception that any attempt at a standardization by forms in departmental organization would be futile. The human element would persist, and could only be successfully dealt with by a Minister in close touch with his work, unfettered by orders and regulations, settling a case this way today, another case in a different way tomorrow." Mr. Lamb added that the wave of immigration initiated in the Sifton period was as much induced by these policies and methods as by the lure of free land.<sup>4</sup>

An examination of immigration legislation shows that these principles have been embodied, for good or evil, in our immigration law. The Act of

<sup>1</sup>*Debates of the House of Commons*, June 20, 1950, p. 3860.

<sup>2</sup>*Debates*, Feb. 17, 1955, daily edition, p. 1269.

<sup>3</sup>John W. Dafoe, *Clifford Sifton in Relation to his Times* (Toronto: The Macmillan Co., Ltd. 1931), pp. 134-5.

<sup>4</sup>*Ibid.*, p. 541.

1906,<sup>5</sup> passed while Sir Clifford was still a member of Parliament, already establishes the basis for a selective and flexible policy, however free entry may have been in the years immediately following. This Act, for example, makes medical reasons, pauperism, and "moral turpitude" causes for both exclusion and deportation. Under the Act, the Governor in Council may "by proclamation or order, whenever he deems it necessary or expedient, prohibit the landing in Canada of any specified class of immigrants." For investigations, Boards of Inquiry are provided at ports of entry and provision is made for appeals from their decisions to the Minister. A money clause allows the Governor in Council to provide "as a condition to permission to enter Canada that immigrants shall possess money to a prescribed minimum amount, which amount may vary according to the class and destination of such immigrant, and otherwise according to the circumstances." The effects of the Sifton policy are plain in these provisions.

The Act of 1910,<sup>6</sup> which followed, remained the basic Canadian legislation on immigration from 1910 to 1952. As amended it appeared in the *Revised Statutes* of 1927, and with further amendments passed in 1928, 1937, 1946, and 1947, it formed the foundation for the new Act of 1952.<sup>7</sup> But the Act of 1910 was still basically an extension and redefinition of the Act of 1906. In it, the prohibited classes were enumerated and defined more specifically. The money clause now allowed requirements to vary with race and occupation as well as with other circumstances. The right to prohibit landing by order in council, temporarily or permanently, was enlarged to cover immigrants belonging to any race deemed unsuited to the climate or requirements of Canada, and to those of any specified class, occupation, or character. In the Act of 1906, it had only been implied that decisions of the Minister on appeal were final decisions. In the Act of 1910 it was made explicit that recourse to the courts was reserved for citizens of Canada or those with Canadian domicile. Security sections were added and under these even domicile did not protect from deportation. In addition to the common provisions respecting overthrow of governments and incitement to riot or public disorder, the new Act contained a special clause covering exclusion and deportation of those who by common repute belonged to or were *suspected* of belonging to certain secret societies whose objects were extortion or blackmail. In one respect, the discretionary powers of the Minister seem to have been narrowed. In the Act of 1906, by implication at least, the Minister had discretion with regard to the issue of deportation orders. In the new Act, once investigation satisfied a Board of inquiry that the potential deportee belonged to one of the prohibited classes and the finding was sustained by the Minister, deportation became mandatory under the law.

<sup>5</sup>See *Revised Statutes of Canada*, 1906, chapter 93.

<sup>6</sup>*Statutes*, 1910, chapter 27.

<sup>7</sup>*Revised Statutes*, 1927, chapter 93; *Statutes*, 1928, chapter 29; 1937, chapter 34; 1946, chapter 54; 1947, chapter 19; 1952, chapter 42 or, since Sept. 15, 1953, *Revised Statutes*, 1952, chapter 325.

Even our current norms of admissibility bear the stamp of the Sifton policies. In a speech to the Toronto Board of Trade in 1922, Sir Clifford described the three sources from which immigration was drawn during the period of his Ministry, namely the United States, Great Britain, and the Continent, and the principles used for what he called "sifting":

The American settlers did not need sifting; they were of the finest quality and the most desirable settlers. In Great Britain we confined our efforts very largely to the North of England and Scotland, and for the purpose of sifting the settlers we doubled the bonuses to the agents in the North of England and cut them down as much as possible in the South. The result was that we got a fairly steady stream of people from the North of England and from Scotland and they were the very best settlers in the world.

At the port of Hamburg through which virtually all the immigration of the Continent poured, the short-lived North Atlantic Trading Company, incorporated in 1899, winnowed out the immigration stream so effectively that "there was not one-half of one per cent of the people we got from Hamburg who were not agriculturists."<sup>8</sup>

The lack of sentiment respecting immigration from the United Kingdom was perhaps regrettable but it was grounded in the conviction that the only good immigrant, with few exceptions, was a farmer or farm worker and preferably one whose forbears had lived ten generations upon the land. Even a Scot was not welcomed if he was a skilled worker rather than an agriculturist. ("We do not," said Sir Clifford, "want mechanics from the Clyde—riotous, turbulent, and with an insatiable appetite for whiskey.") Time has modified this attitude and in the post-war period skilled workers have out-numbered agriculturists among our immigrants. But the three chief categories for entry remain. Subject to the regulations of the Act with reference to prohibited classes, and to the possession of means for maintenance until employment is secured, entry has been free for citizens of the United Kingdom and the United States, and for those of the Continent of Europe it has depended fundamentally on occupation. Not until 1948 were French citizens born in France given the same freedom of entry granted to the other two classes that have formed the basic native stocks of Canada.

By 1923, regulation of flows by orders in council had become the established procedure.<sup>9</sup> Methods through which the flows were regulated under these orders are interesting but too complex to be outlined here in any detail. Most interesting perhaps because their influence lasted so long were two orders in council, P.C. 695 (March 21, 1931) and P.C. 2115 (September 16, 1930) by which Mr. R. B. Bennett cut immigration from the traditional sources to a trickle, through interpretations under the order, and by

<sup>8</sup>The address to the Toronto Board of Trade was reprinted in *Maclean's* for April 1, 1922, pages 16 and 33-4, under the title "The Immigrants Canada Wants." Quotations in the above paragraph and in the one below are taken from that article.

<sup>9</sup>See orders in council, P.C. 183, Jan. 31, 1923, P.C. 642, April 11, 1923; and P.C. 534, April 8, 1926; also *Statutes*, 1919, chapter 25, section 13.

which he stopped entirely movement of Asiatic workers into Canada. Chinese immigration was not affected by order in council P.C. 2115 since that movement had been brought to a complete standstill by the changes in the Chinese Immigration Act in 1923.

What we have had during the post-war period, by contrast, has been a gradual amending and rescinding of orders in council of a restrictive nature, a gradual expansion of the degrees of kinship under which relatives of Canadian residents have been admissible, and a widening of the occupations for which entries have been permitted. In May 1947, likewise, repeal of the Chinese Immigration Act brought Chinese nationals under the operation of P.C. 2115 and subject only to the bars which affect other Asiatics. In 1951, special agreements with India, Pakistan, and Ceylon put these Commonwealth nations outside the operation of this order in council and set up quotas for each in addition to the admission of relatives of the degrees of kinship admissible from other Asiatic countries. Turkey and Syria in the post-war period have been transferred from the category of Asiatic nations to that of European.

The culmination of the process of expansion of the norms of admissibility for Europeans came in June 1950, with the passage of order in council, P.C. 2856. In addition to the classes for whom entry is relatively free, admissible classes from Europe were enlarged to include "any immigrant who satisfies the Minister that he is a suitable immigrant having regard to the climatic, the social, educational, industrial, labour or other conditions or requirements of Canada; and that he is not undesirable owing to his probable inability to become readily adapted and integrated into the life of a Canadian community, and to assume the duties of Canadian citizenship within a reasonable time after his entry." It was undoubtedly the generous interpretations under this order in succeeding months which led Mr. Croll to make his justly famous remark respecting the admissibility of a penguin in pants. I myself am of the opinion that it was just as easy, if not easier, for a penguin in skirts, especially if it allowed itself to be classified, temporarily at least, as a female domestic servant. Regulations respecting entry of relatives are stricter now than they were in 1950 but they are still much more generous than they were for many years before 1950.

Post-war experience had made it plain that there were certain inconsistencies in the Immigration Act as amended and inconvenience in the passing of the numerous orders in council necessary to adapt current policies to the provisions of the Act. In the session of the Parliament of 1952, therefore, a bill was brought forward to replace the old Act. This bill was extensively considered by a Special Committee of the House, numbering thirty-four members, revised by the Committee, passed by the House, and proclaimed on June 1, 1953.<sup>10</sup> Regulations set up under sections 49 and 61 of the new Act were embodied in order in council P.C. 1953-

<sup>10</sup>The Act was originally passed as chapter 42 of the *Statutes* of 1952. In the *Revised Statutes*, it is chapter 325.

859, passed on May 26, 1953, and came into effect also on June 1, 1953. These regulations among other things replaced the orders in council effective before that date.

The modifications brought in by the Act were numerous and increased to a fairly large degree the discretion of the Minister. Only the more important modifications can be mentioned here. The moral turpitude provisions of previous legislation were changed to permit the entry of rehabilitated persons. Though the deportations of aliens who have entered Canada under permits was now specifically provided for, deportation was no longer mandatory and section 19 of the new Act defines the deportable only as "subject to deportation." The money section has been abolished and general statutory provision made for assisted passage loan schemes.

Security provisions have undergone a significant change. References to "organized government" have been transmuted into references to "democratic government, institutions and processes, as these are understood in Canada." Moreover, for exclusion, it is now only necessary that there should be "reasonable grounds for believing" that persons seeking admission "are likely to engage in espionage, sabotage or any other subversive activity directed against Canada or detrimental to the security of Canada." In fact, the wording of the Act implies that exclusion is as mandatory where these reasonable doubts exist as it still is under medical clauses.

Certain portions of the former Act have been relegated to the category of regulations and are hence made more flexible. The Governor in Council now has power to *pass regulations* respecting the protection of immigrants, transportation, and the obligations of transportation companies towards immigrants. This is a fundamental change, since provisions respecting protection of immigrants have been integral parts of immigration legislation right back to the original Act Respecting Immigration and Immigrants, passed as chapter 10 of the Statutes of 1869. More important, where the Governor in Council had formerly to make specific orders respecting prohibited classes, he may now, subject to the provisions of the Act, "make regulations concerning them." *General* authority is given under section 61 of the new Act to make regulations prohibiting or limiting the admission of persons for the extensive list of social and economic reasons set out in section 38 of the previous Act as amended.<sup>11</sup>

The degree of discretion afforded the Minister and his officers under current practice shows up most plainly in subsection (4) of section 20 of the new General Regulations passed under order in council, P.C. 1953-859. Subject to the provisions of the Act and regulations, "the admission to Canada of any person is prohibited where *in the opinion of a Special Inquiry Officer* such person should not be admitted by reason of "any of the social and economic causes set out in the regulations."<sup>12</sup> It is necessary

<sup>11</sup>See *Revised Statutes*, 1927, chapter 93, section 38, based on *Statutes*, 1910, chapter 27, section 38, and 1919, chapter 25, section 13. Compare with section 61 of the 1952 Act.

<sup>12</sup>Italics mine.

to add that while the Act permits exclusion on the ground of "nationality, citizenship, ethnic group, occupation, class or geographical area of origin,"<sup>13</sup> the regulations give no discretionary authority to exclude under these categories, although the substance of P.C. 2115 defining the admissibility of Asiatics is embodied in the new regulations.<sup>14</sup>

Changes show up very vividly in the administration of the landing process. No longer do Boards of Inquiry sit at ports of entry. Their place is taken by the Special Inquiry Officer performing the same functions. His decisions are subject to appeal to the Minister and the Minister in turn may now refer them to an Immigration Appeal Board of three members for investigation and decision. The Minister may again in turn review and confirm or quash the decisions of the Board. His own decision is by statute final, and in default of review by him, the decisions of the Boards are final. Resort to the courts is accordingly still restricted to Canadian citizens and those with legal domicile in Canada. The reasons given in Committee for these changes were the desire to shorten the delays of the law and periods of detention under the Act, costly both in money and in human suffering.

Study of the debates in the House and of discussions in the Special Committee indicates that there were several reasons for the nature of the changes in the Act. In the first place, the expansion of the discretion afforded the Minister and his officers has lightened the load on the Cabinet by reducing the necessity for passing numerous special orders in council. In the second place, the institution of the Immigration Appeal Boards has lightened the load on the Minister at a time when it was becoming very heavy. In the third place, certain changes have simplified problems of administration in a period when these have had a growing complexity. Lastly, changes have permitted more humanization of the operation of the Act. If the costs in the expansion of ministerial discretion seem particularly heavy, it must be said that at the time the bill was passed, there seemed to be a reasonable degree of unanimity on the retention of this principle. The *only* member of the Special Committee who wished to withdraw the privileges of discretion from the Minister was a government member and no committee member from the opposition parties opposed the continued restriction on rights of access to the courts.<sup>15</sup>

Study of deportation statistics indicates that in the post-war period a considerable humanization of immigration policy has taken place. The origins of the tendency, in fact, seem to go back further, to the fiscal year 1935-6. The Annual Reports of the Department of Citizenship and Immigration give deportation data going back to the fiscal year 1902-3. For the twenty-seven years ending March 31, 1929, deportations totalled 29,624 or an average of nearly 1100 a year. For the next *six* years, they amounted to

<sup>13</sup>Section 61 (g) (i).

<sup>14</sup>Section 20, subsection (2).

<sup>15</sup>*Debates*, Feb. 18, 1955, daily edition, p. 1298.

28,097 or an average of nearly 4700 a year. For the nineteen fiscal years ending March 31, 1954, the average was only 413, being 507 for the remaining four pre-war years, 323 for the war years, and 430 for the nine post-war years of protracted inflow.

Internal structure of the deportation data shows some reasons for the change. Up to 1935, medical causes, criminality, and economic failure were the principal causes for deportation. Since that time, deportations have been made chiefly under the category "Other civil causes." The pattern for the earlier years varies with the degree of economic prosperity, but a comparison between the three fiscal years ending March 31, 1929, and the five years ending March 31, 1954, seems fair enough. In the first period, there were 5435 persons deported, 30 per cent for medical reasons, 24 per cent for criminality, 23 percent as public charges, and only 11 per cent under the category, "Other civil causes." In the second period, the pattern is reversed: there were 2504 deportations, 11½ per cent for medical reasons, 21 per cent for criminality, only 4 per cent as public charges, and nearly 63 per cent under the category "Other civil causes." Improvements have been made in medical examinations overseas; and in the post-war period the federal government has made certain agreements with the provinces providing protection for immigrants during their first year against the burdens of unemployment and illness. These two changes account for a part of the differences. But the category "Other civil causes" has been an intransigent one and in recent years the number of cases thereunder has not only been high but rising. Since the increase took place during the years of the cold war, the inference seems reasonable that security cases have been of growing importance.

Whatever one may think about the vesting of a large degree of discretionary power in Ministers as a permanent policy of responsible governments, in the times in which we live the increased discretion which has been extended to the Minister of Immigration seems to have been unavoidable. The 165,697 persons who entered Canada as refugees under the International Refugee Organization may have some treaty protection under our agreement respecting their entry. But many thousands of other refugees have entered Canada since the completion of that programme under the ordinary operation of the Immigration Act. Deportation for many of these amounts to a sentence of death. Moreover, in the disorganized world in which we have lived during the last few years, many others have come to us from places where the disintegration of personal and contractual relationships makes it only humane that the quality of mercy should be exercised towards them. Sir Clifford Sifton's argument for deciding a case one way on one day and another case in another way on another day appears justifiable here. But the reservation needs to be made, of course, that there is no argument for sentimentality in judgment where the public safety is manifestly involved.

The chief reasons for accusations of arbitrary injustice and inhumanity

in the administration of immigration legislation have, however, rested on *exclusions*, especially of relatives of Canadian legal residents, and on the failure to give information respecting reasons therefor. They have also concerned the abrogation by statute of common law rights respecting detention of persons and access to the courts.

The Minister has justified to Parliament failure to give reasons respecting exclusion on the grounds that information under security headings can be secured only from sources not under the control of the Canadian government and on an undertaking to keep the information confidential. It has been his contention that to pinpoint reasons in non-security cases would mean the isolating of security cases and that we would be thus "doing indirectly what we have undertaken not to do directly."<sup>16</sup> It is very difficult to reach a judgment on these circumstances and it would appear to be true that the justification of this policy must rest upon the gravity of the deportation cases which have arisen inside Canada under security provisions. At any rate, we might wish that the information respecting reasons for exclusions could be given to friendly governments, if not to individuals. In at least one friendly country, I have been informed, the Canadian authorities are the *only* ones that do not furnish such information to the home government.

Special considerations surround the security situation in relation to the entry of Chinese immigrants. These immigrants come to us very largely from behind the iron curtain and deportation might be very difficult indeed if mistakes were made. Moreover, as the Minister of Citizenship and Immigration pointed out recently, in this area "we open the possibility of infiltrating, under the guise of relatives, people who are not relatives at all but who are being insinuated into this country not because any Chinese person in this country is disloyal to Canada but because he may be black-mailed."<sup>17</sup>

A story I heard a few days ago illustrates some possibilities. One of our well-to-do citizens is said to have gone out to the airport to meet his son who was coming from China. A complete stranger stepped instead from the airplane and it turned out that he had won the son's papers in a poker game or some Chinese equivalent thereof. The Canadian citizen was able later to get his own son over from China and both young men are now said to be working in the father's restaurant. Special orders in council have been passed in the last few years to admit Chinese immigrants who did not come under the provisions of order in council P.C. 2115 or its substitute under the Act of 1952. But if one was issued on behalf of the first young man in this particular situation it would imply a rather sporting spirit on the part of our immigration authorities in cases where the security provisions of the Immigration Act are not involved. It was the suggestion of the young law professor who told me the story that some field work among our citizens of Chinese racial origin was indicated before we reached conclusions respecting our immigration policies. The area covered by the sub-committee

<sup>16</sup>*Debates*, Feb. 17, 1955, daily edition, pp. 1247-8.

<sup>17</sup>*Ibid.*, p. 1249.

of the Canadian Bar Association seems to have been rather circumscribed.

With respect to statutory limitations on common law rights, these are not unusual in Canada. They occur in the Bankruptcy Act, the Fisheries Act, the Agriculture Act, the Canada Evidence Act, the Official Secrets Act, and the Inquiries Act as well as in the Immigration Act. But it is only in the latter of course that the problem arises as to the applications of the common law to *non*-citizens. The Bankruptcy Act is of special interest because its provisions respecting evidence have a precedent in bankruptcy legislation in the United Kingdom. Statutory limitations on the common law respecting evidence in British bankruptcy law go back at least to 1849.<sup>18</sup> But anyone who wishes to understand the differences between the British and the Canadian approaches to interferences by statute with common law rights should compare the careful delimitations of the present British law on evidence in bankruptcy with the swashbuckling thoroughness of section 5 of the Canada Evidence Act!<sup>19</sup>

In ugly days like the present ones, conflicts may arise with disturbing frequency between the security of the state on the one hand and an even-handed justice exercised towards all individuals upon the other. It is an axiom of the sociologists that the strength of democracies lies in the fact that in times of grave emergency, they can turn themselves into authoritarian societies and when the danger has passed, turn back again to their proper forms with full recovery of individual liberties. In the emotional reactions after a *hot* war, when many things are changing and demands for greater freedoms are vociferous, the return is fairly easy. But when the war is a *cold* war and the emergency perhaps only a *half*-emergency, when sedition and subversion are main weapons of the enemy and the struggle a protracted one, the very life of old and hard-won freedoms may be threatened.

There are three general dangers during such a period. The first is that, if the situation is long enough continued, a generation grows up which never knew the full meaning of liberty. The second is that limitations on common law or constitutional rights, adopted as a means of ensuring the safety of the state, may come to be regarded as precedents under the law and continued when the emergency, or half-emergency, is over. The third is that the weight that lies on the Cabinet and Ministers, and their departments, in such periods may be so heavy that innovations are brought into being which impair the structure of responsible government.

The statutory limitations on common law and constitutional rights in the Immigration Act are not matters of emergency but rather of nearly half a century's standing. The third source of danger has been the threat-

<sup>18</sup>See *Roscoe's Criminal Evidence* (5th edition, 1928), p. 51, and cases cited there. Chapter 71, Victoria, 1869, cited there goes back to sections 117, 118, and 120 of the Act of 1849 and the terms are similar to those of section 96 of the Act of 1869.

<sup>19</sup>For the Canada Evidence Act, see *Revised Statutes*, 1952, chapter 307. The British law will be found in *Halsbury's Laws of England* (3rd edition), II, 333-4, paragraph 645, being section 4, subsection 4 of Acts on Bankruptcy and Insolvency. See also the Canadian Bankruptcy Act, *Revised Statutes*, 1952, chapter 14, section 125.

ening one. The Immigration Bill as it went to the Special Committee contained no provision under which the Minister might "in any case review the decision of an Immigration Appeal Board and confirm or quash such decision or substitute his own therefor as he deems just and proper."<sup>20</sup> When Mr. Walter Harris, then Minister of Immigration and Citizenship, brought the bill forward for its second reading on June 10, 1952, he had the following to say respecting the Appeal Board:

This board will consist of three members and *will share the authority of the minister*. The appeal to the minister is not taken away; it is merely that there is a board which *can exercise his authority*. The minister may ask that any case be referred to him, and the board may refer any case they choose to the minister. We are satisfied that decisions can be reached much sooner by this method.

It may be asked what advantage there is if the minister may reserve cases to himself, and the answer is that *until the procedure works reasonably well* the minister should keep control of it.<sup>21</sup>

The intent seems reasonably clear that *if* the procedure *did* work reasonably well there would be a delegation of authority and therefore of responsibility. In section 31 of the bill, the decisions of the Board of Appeal were set out as final decisions, once the Minister had referred a case to the Board.

The Minister's intentions were honourable, for the load on his own back was causing long delays in decisions and long delays in decisions were causing long detentions. But the infraction of the principles of responsible government is plain. The strange thing is that the Cabinet approved the bill in this form and a stranger thing is that no member of the opposition challenged it with respect to this provision. In the Special Committee it was again a government member, Mr. D. A. Croll, once more, who made the challenge. He put forward a passionate and convincingly cogent argument that the sections respecting the Board of Appeal had to be seen in the light of the disability of the individual to go to the courts, that the delegation of authority by the Minister to the Board to some extent deprived such an individual of representative government and was under these circumstances a very serious matter, and that nothing should be done by Parliament to relieve the Minister of the responsibility which was his and which should remain his.<sup>22</sup> As a result, the necessary changes were made in the Act and the ministerial responsibility remains. But it was a happy thing that there was at least one member of Parliament who realized something of the implications of the bill and of the nature of responsible government.

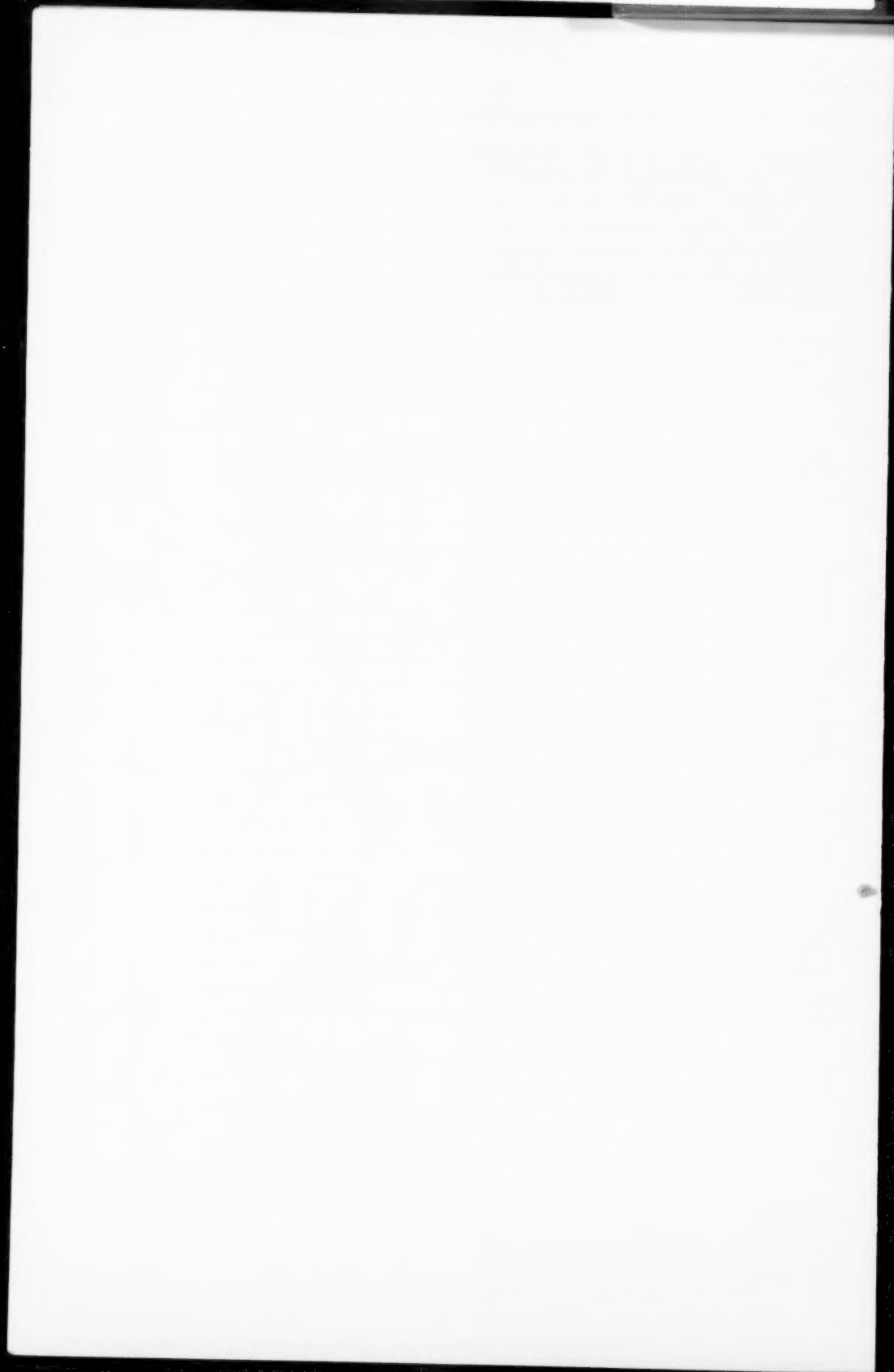
Perhaps we should return to Clifford Sifton here. A flexible and selective immigration policy seems best adapted to Canadian attitudes and to

<sup>20</sup>Immigration Act, section 31, subsection (4).

<sup>21</sup>*Debates*, June 10, 1952, pp. 3074-6. Italics mine.

<sup>22</sup>*Proceedings of the Special Committee appointed to consider Bill No. 305, "An Act Respecting Immigration"* (1952), p. 136.

Canadian conditions. But such a policy seems to make ministerial discretion unavoidable, especially at times when the public safety may be involved. But ministerial discretion for very obvious reasons implies responsibility: responsibility for the Minister, responsibility for the Cabinet, responsibility in another sense for the opposition, and in a wider and even more fundamental sense, responsibility for the general public. The full protection of old and hard-won freedoms requires these responsibilities.



PRINTED IN CANADA  
AT THE UNIVERSITY OF TORONTO PRESS

